

La Pologne à contretemps

L'espoir né il y a deux mois à peine de voir s'ouvrir un processus de règlement de la crise polonaise n'a cessé de s'effiloche, au point que M. Walesa a dû constater, jeudi 27 octobre, que la situation était à peu près complètement bloquée.

Cette date, la dernière de celles que M. Urban, porte-parole du gouvernement, avait avancées pour l'ouverture éventuelle de la « table ronde » prévue entre le pouvoir et l'opposition, sous réserve d'un accord à conclure au cours d'une nouvelle rencontre, la quatrième, entre le dirigeant de Solidarité et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur. M. Walesa ayant jugé inutile ce nouvel entretien, le gouvernement va bien entendu s'efforcer de lui imputer la responsabilité de l'échec.

Mais la manœuvre a peu de chances de tromper qui que ce soit. Après un début prometteur, les conversations préliminaires s'étaient vite enlisées en raison de l'insistance avec laquelle le pouvoir entendait dicter à M. Walesa la composition de sa délégation (jusqu'à huit membres éminents de Solidarité devaient en être exclus), restreindre l'ordre du jour de la « table ronde » et le nombre de ses groupes de travail, etc.

Dans le même temps, les plus hautes autorités s'employaient à revenir sur l'acceptation du pluralisme syndical que les grévistes du mois d'août leur avaient arrachée. La semaine dernière, le général Jaruzelski assortissait cette promesse de diverses conditions, notamment la restauration de l'équilibre économique et la mise en place d'une réforme politique comportant la création d'une seconde Chambre au Parlement. Deux conditions qui dépendent... du pouvoir lui-même, et dont la première exige précisément ce dialogue avec la société civile auquel il se refuse !

En réalité, il semble que le général Jaruzelski ait dû battre en retraite devant les réactions d'un appareil dont l'appétit à défendre ses privilèges et son pouvoir n'a d'égal que son impuissance à se concilier la société et à gérer l'économie du pays. « L'initiative reste dans les mains du parti, qui contrôle totalement la situation », proclamait fièrement la semaine dernière M. Orzechowski, secrétaire chargé de l'idéologie.

Cette déclaration paraît bien dérisoire alors que Solidarité, toujours représentative avec ses millions de membres, monopolise l'attention du pouvoir. De surcroît, elle a été faite à la « Pravda », le quotidien du parti soviétique, dont le chef, M. Gorbatchev, vient de tolérer la naissance en Lituanie, République soviétique contiguë à la Pologne, d'un mouvement de masse indépendant du parti et qui présente des revendications autrement radicales.

Sans doute les situations sont-elles bien différentes et le Kremlin n'a-t-il pas affaire — du moins pas encore — à un syndicat indépendant tel que Solidarité. Pourtant, face aux audaces de la « perestroïka », et alors qu'il a affaire à une société sensiblement plus mûre pour la démocratie, le général Jaruzelski paraît mener bien frileusement, un combat d'arrière-garde.



Face aux « puces » américaines et japonaises

Trois grands de l'électronique européenne font alliance

Les trois grands groupes européens, Philips, Siemens et SGS-Thomson, ont annoncé le vendredi 28 octobre, la mise en commun de leurs recherches sur les composants électroniques du futur. Cette union qui s'inscrit dans le cadre du programme Euréka devrait faire l'objet d'un financement de plus de 20 milliards de francs, apportés par les entreprises mais aussi les Etats néerlandais, allemand, français et italien. L'enjeu est de remettre, dans dix ans, l'Europe au meilleur niveau technologique face aux Américains et aux Japonais. Aujourd'hui l'Europe ne produit que 10 % des « puces » utilisées dans le monde.

L'accord a eu quelque mal à voir le jour à cause des réticences de l'allemand Siemens, qui ne voulait pas faire la part égale avec les Français et les Italiens. Mais aujourd'hui, c'est chose faite. Pour essayer de combler leur retard face aux Américains et aux Japonais, les européens Philips, Siemens et SGS-Thomson vont unir leurs efforts de recherche-développement dans les technologies dites « submicroniques », parce que l'épaisseur du trait des dessins des circuits intégrés sera inférieure au micron (entre 0,5 et 0,3 micron), qui seront nécessaires à la production des mémoires et microprocesseurs de la fin des années 90. Cette coopération se déroulera dans le cadre d'un programme Euréka intitulé JESSI (Joint European Semicon-

ductor Silicon). Concrètement, les trois entreprises s'entendront pour mettre au point des procédés de fabrication des circuits intégrés de la génération à venir. A l'intérieur de ce programme, chacun exploitera ses points forts pour avancer : Philips fera donc des SRAM (mémoires statiques), Siemens des DRAM (mémoires dynamiques), SGS-Thomson travaillant dans les EPROM (mémoires programmables). Dans une première étape (1991-1992), les industriels feront porter leurs efforts sur des procédés de fabrication 0,5 micron de circuits intégrés d'une puissance moyenne de 16 mégabits.

FRANÇOISE VAYSSE.
(Lire la suite page 26.)

Une « mise en demeure » du gouvernement à Roussel-Uclaf

La pilule abortive va être de nouveau distribuée

M. Claude Evén, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a « mis en demeure », vendredi 28 octobre, le groupe Roussel-Uclaf de reprendre la distribution du RU 486. M. Joly, vice-président du directoire de ce groupe, s'est aussitôt engagé à revenir sur la décision, prise le 26 octobre, d'arrêter la distribution du produit à cause, notamment, de la pression des lobbies anti-avortement. Le cardinal Decourtray, président de la Conférence épiscopale, a déclaré : « Je suis étonné qu'un pouvoir utilise la voie autoritaire pour défendre les règles d'un libéralisme sauvage qui doit plaire à certains groupes américains. Cela m'autorise à reprendre la parole de plus belle. »

C'est en invoquant l'« intérêt de la santé publique » que le gouvernement impose au groupe Roussel-Uclaf de revenir sur sa décision, très controversée, d'arrêter la distribution du RU 486 à l'échelon international. Le ministre de la santé a notamment expliqué que « si une telle décision relevait effectivement de la responsabilité du fabricant, il avait, quant à lui, la charge de la santé publique ». « La loi de 1975 doit être appliquée, et, dans ce cadre, l'IVG constitue un droit pour les femmes de ce pays, a expliqué le ministre. Le RU 486 est un progrès, puisqu'il permet d'éviter une intervention sous anesthésie. Les précautions prévues en France sur la délivrance de ce médicament uniquement dans les

centres agréés offrent, comme le veut la loi, l'indispensable garantie de sécurité. »

M. Joly a, pour sa part, expliqué que Roussel-Uclaf s'engageait à reprendre la distribution du produit abortif. Dans un premier temps, cette distribution restera limitée à la France. « Le pouvoir politique a tranché, nous a déclaré M. Joly. Nous sommes déçagés de la charge morale qui pèse sur notre groupe. Pour nous, le problème est aujourd'hui réglé. » Il est clair cependant que la décision du gouvernement va relancer la très vive polémique qu'avait déclenchée l'annonce de l'arrêt de la distribution du RU 486.

(Lire nos informations page 11.)

La tension en Tchécoslovaquie

Des opposants arrêtés
PAGE 7

L'attentat contre le cinéma St-Michel

Six militants intégristes inculpés
PAGE 30

Dettes des pays pauvres

Le Mali, premier bénéficiaire des résolutions du sommet de Toronto
PAGE 27

Un entretien avec le PDG de TF 1

M. Patrick Le Lay défendra sa chaîne « contre toute atteinte à son intégrité »
PAGE 14

Justice : budget en panne

L'Assemblée nationale « réserve » les crédits
PAGE 8

Le sommaire complet se trouve en page 30

Le lancement réussi de TDF 1



(Lire page 4 les articles de MICHEL COLONNA D'ISTRIA et de MAURICE ARVONNY.)

« Première » spatiale à Baïkonour

Une navette soviétique sans équipage

La navette spatiale soviétique « Buran » devrait faire son premier vol samedi 29 octobre. La fusée Énergie, qui la transporte, devrait décoller à 4 h 23 (heure française) de la base de Baïkonour. Le lancement sera diffusé en direct à la télévision soviétique. La durée de la mission n'a pas été précisée. Pour ce premier vol, la navette n'aura pas d'équipage.

Rien, a priori, ne paraît les différencier. Même taille ou presque à un mètre près, même forme avec ces ailes delta caractéristiques, peut-être plus anguleuses chez l'une que chez l'autre, mêmes tuiles de protection sur toute la surface de l'engin, même emplacement des baies vitrées destinées à l'équipage, même... Au point que certains affirment que la navette spatiale soviétique est une copie conforme de l'américaine. Par le passé, déjà, le supersonique soviétique, qui devait plus, disait-on, au Concorde franco-britannique qu'aux bureaux d'études soviétiques, avait reçu le sobriquet occidental de « Concorde soviétique ».

Faut-il en dire autant de la navette soviétique « Buran » ?

(Tempête de neige) ? Dans le doute, laissons la réponse au malicieux porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. « Peut-être avons-nous utilisé, dit-il, une photocopieuse. Peut-être aussi les lois de l'aérodynamisme sont-elles les mêmes pour tous. » S'il est vrai que les Américains ont été les premiers à construire et à lancer des navettes vers l'espace, les Soviétiques n'ont pas ménagé leurs efforts pour les suivre dans cette voie.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 12.)

La fièvre des OPA à Wall Street

Les cow-boys du capitalisme

L'indice Dow Jones a reculé de 1,2 % le jeudi 27 octobre après l'avertissement lancé par M. Alan Greenspan la veille (« le Monde » du 28 octobre). Le patron de la Banque centrale américaine s'inquiétait de la vague des OPA et des reprises d'entreprises par les salariés (RES) (en anglais : Leverage buy-out, LBO) gagées sur les actifs des sociétés convoitées, autant de mécanismes d'endettement dangereux pour les entreprises. Mais la sagesse financière semble passée de mode à Wall Street.

NEW-YORK
de notre correspondant

Trois offres publiques d'achat (OPA) impliquent des sommes fabuleuses à Wall Street : 5,3 milliards de dollars (32 milliards de francs) pour Pillsbury, convoitée par le britannique Grand Metropolitan ; 11,4 milliards de dollars

(80 milliards de francs) pour Kraft, que cherche à acquérir Philip Morris ; et, enfin, 20,3 milliards de dollars pour RJR Nabisco (120 milliards de francs), attaquée par la société d'investissement KKR : record historique. Cette vague soulève l'étonnement à travers le monde tant ces montages d'argent s'élèvent hors de la basse réalité quotidienne et... des inquiétudes à New-York.

« Voulez-vous que je vous le dise simplement ? Eh bien, c'est de la folie ! » James Grant, le très

respecté directeur de la lettre spécialisée Interest Rate Observer, préfère le raccourci saisissant aux longues analyses. « Depuis trois ans, nous nous étions résignés à voir les rachats devenir une manière comme une autre de gagner de l'argent ; depuis quelques semaines, c'est le jeu du tiens-peux-tu-en-faire-autant-petit-gars », ajoute-t-il sur un ton passablement méprisant. « Comme la mini-jupe ou les chaussures à semelles compensées, les OPA et les RES sont à la mode ; si vous n'en faites pas, vous n'êtes pas in, ce qui veut dire que vous êtes out, démodé », ajoute Michael Dingman, directeur de Henley Group. Henry Kravis, de la célèbre firme Kohlberg, Kravis, Roberts (KKR), celle-là même qui propose 20,3 milliards de dollars pour RJR Nabisco, confirme : « Mon cabinet se devait de contrer le RES lancé par la direction de RJR, car il s'agissait de notre réputation. »

CHARLES LESCAUT.
(Lire la suite page 26.)

Le Monde

SANS VISA
Promenade littéraire dans l'île Maurice
Gastronomie - Jeux
Pages 15 à 18

Maurice Duverger

La nostalgie de l'impuissance

Albin Michel

Retour à la IV^e République ?

Albin Michel. La passion des idées neuves.

Débats

MOUVEMENTS SOCIAUX

L'autre « équilibre »

« La réponse est non. Mais rappelez-moi dans la question ? » L'exercice consisterait-il à transformer cette réplique de Woody Allen en principe d'action politique ? Aujourd'hui les revendications sociales actuelles appellent une réponse politique. L'économie ne suffit pas à tout expliquer. On opposera de plus en plus efficacement le respect du « carré magique » de la politique économique et des grands équilibres (prix, budget, échanges extérieurs...) aux aspirations nouvelles des salariés.

En toutes choses, les excès comme l'extrémisme sont dommageables. Aujourd'hui, dans les conflits, une autre réalité s'exprime avec force. Le Parti socialiste et le gouvernement qu'il soutient ne peuvent en sous-estimer la portée. Au-delà de mouvements catégoriels, c'est le peuple de gauche dans toutes ses composantes qui entend imposer un autre équilibre : l'équilibre fondamental entre l'économie et le social. L'aspiration n'est pas seulement salariale : elle est sociale et culturelle. Cette action politique s'inscrit en rupture totale vis-à-vis des modèles libéraux qui dominaient jusqu'à présent. Sous nos yeux se façonne une nouvelle culture sociale, jusque dans les formes dont se dotent les mouvements sociaux.

Marges de manœuvres

Les faits sont têtus et sanctionnent sans réserves l'hégémonie du modèle libéral proposé aux économies développées. Comment expliquer aujourd'hui aux employés de Renault, aux infirmières, et demain à des millions de salariés du secteur privé ou public que les entreprises françaises affichent des bénéfices records sans que, en contrepartie, ces salariés puissent réellement et proportionnellement recueillir les fruits d'une œuvre commune ? Les gouvernements qui ont conduit depuis le début des années 80 à ce redressement ne peuvent se contenter d'inviter chacun à la patience. La solidarité nationale a joué à plein dans la rigueur : elle doit jouer dans la reprise et l'expansion. Les aspirations populaires ne supportent pas l'équivoque.

La France a amélioré sensiblement ses performances économiques en termes de croissance. Le taux de croissance n'a cessé, ces derniers mois, d'être revu à la hausse. Ce différentiel de croissance, du strict point de vue de la justice sociale que le Parti socialiste défend, ne peut être attaché au seul renforcement des profits et de l'investissement.

La croissance est aussi, il conviendrait de ne pas l'oublier, une croissance « sociale ». Sans excès, sans tomber dans la stratégie du « tout ou rien », qui, souvent, a prévalu dans l'analyse ou la mise en vigueur de règles politiques de

par JULIEN DRAY (*)

partage « salaires-profits », l'effet croissance offre des marges de manœuvres sociales réelles qu'il s'agit, dans nos propositions et par l'action gouvernementale, d'utiliser : améliorer le pouvoir d'achat et relancer la consommation des catégories sociales les plus défavorisées et des classes moyennes ; redonner corps et confiance à l'électorat populaire. La nouvelle donne économique et sociale s'appuiera sur un second équilibre : l'équilibre dans le partage des bénéfices de l'expansion entre un patronat revivifié et des travailleurs encore perplexes mais combattifs.

Alors, le maintien des grands équilibres économiques, certes, mais en en respectant d'autres : entre l'économie et le social, d'une part, entre classes sociales, d'autre part. Pour le Parti socialiste, il est nécessaire de ne pas céder aux sirènes libérales et rigoristes qui chantent la primauté de l'économie sur le social. Sinon le danger est réel de se retrouver sur des rives inconnues et peu accueillantes, les rivages de la droite traditionnelle en faveur des profits et du patronat, sans nuances et sans contrepartie.

(*) Député (PS) de l'Essonne.

Bien au-delà de soubresauts conjoncturels, de « feux de paille » ou de « manipulations gauchistes », les mouvements actuels traduisent l'importance de ces autres équilibres. Cela relève, pour le Parti socialiste, du fond de l'action politique. Faute d'en prendre conscience, le réveil social sera difficile pour beaucoup. L'enjeu réel dépasse le cadre hexagonal et politique. Il est européen. L'intégration à l'Europe est une intégration économique, mais, surtout, sociale. En France, le Parti socialiste doit se défaire d'une idée qui consisterait à réduire *a priori* ses marges de manœuvre propres en fonction d'un nouveau système de contraintes, européennes cette fois (différentiels d'inflation et de mesures, harmonisation fiscale, etc.).

Imposer la logique du social à l'économie, en France d'abord, c'est aussi l'imposer en Europe. L'alternative au libéralisme sauvage à la britannique passe par cette action sociale concertée entre les partis de gauche européens. Il s'agit non seulement de consolider, pour chacun, leur base électorale nationale, mais aussi d'assumer une dimension européenne commune, dans le respect d'un autre grand équilibre ; entre le rêve et la réalité.

LE RAPPORT ANNUEL DE L'IFRI

Promenade avec RAMSES

par JEAN PEYRELEVADE (*)

Le RAMSES nouveau, septième du nom, est arrivé. On s'étonne, chaque année, de la qualité de ce grand cru, du caractère plus achevé de l'ouvrage. Quel exploit collectif l'équipe de l'IFRI, dirigée par Thierry de Montbrial, réalise-t-elle en dominant de l'évolution du monde au cours des douze derniers mois une vision tout à la fois claire, complète et synthétique ?

Rien n'y manque, en effet. Ni les événements géopolitiques qui relèvent de l'imprévu et qui, pourtant, vont marquer notre destin collectif. Ni l'étude des mouvements de fond qui incorporent l'accidentel pour fabriquer l'histoire du monde. Qui aurait pu penser, il y a cinq ans, que la situation internationale serait à ce point dominée aujourd'hui par la personnalité et la politique de Mikhail Gorbatchev, que la société soviétique basculerait dans l'effervescence, sans que quiconque puisse en prévoir les conséquences planétaires ? Hasard des successions au sein d'une gérontocratie ? Miracle d'une personnalité construite au sein de l'un des appareils d'Etat les plus archaïques, les plus immobiles qui soit ? Ou nécessité d'évolution d'une grande puissance qui devait un jour, sous quelque forme, adapter ses moyens économiques, sa manière d'être politique, à la hauteur de ses ambitions ?

Les deux premières parties de l'ouvrage sont largement bâties sur

cette problématique. Aux bouillonnements gorbatchévien (première partie), aux projets de transformation de l'Union soviétique qui conditionnent pour une large part les relations Est-Ouest, l'équilibre du Moyen-Orient et la paix dans le monde répond (deuxième partie) l'étude approfondie des pays d'Europe centrale. Le thème de l'édification d'un Etat socialiste de droit est riche d'incertitudes et, sans doute, de bouleversements au sein de sociétés qui n'ont jamais oublié complètement ni leur situation géographique intermédiaire, ni un passé qui fut, au moins par moments, démocratique. Crise ou réforme ? L'harmonie ne va pas de soi, la prudence reste de mise, la naïveté est un danger de tous les instants ? Mais comment refuser *a priori* l'espoir d'une nouvelle donne ?

Les risques de récession

Ces enjeux sont, bien entendu, décisifs pour l'Europe en construction. La France, en particulier, appréhende un déplacement de la politique étrangère de la RFA vers la Mitteleuropa, qui compromettrait à terme les acquis communautaires et, surtout, entraverait gravement la

(*) Président de l'UAP, professeur d'économie à l'Ecole polytechnique.

poursuite de l'intégration européenne. Marché unique à l'Ouest, réformes à l'Est, ces deux mouvements sont-ils compatibles ou antinomiques ?

La réponse à cette question centrale dépend non seulement des aptitudes et de l'habileté du nouveau maître du Kremlin, mais aussi de l'état et de l'avenir de l'économie mondiale, auxquels est consacrée la troisième partie de l'ouvrage. Les dangers, à cet égard, continuent de nous entourer. La vigueur instaurée de l'économie américaine continue de reposer sur un double déficit, budgétaire et extérieur, que le nouveau président des Etats-Unis sera contraint, d'une manière ou de l'autre, de résorber. Le krach d'octobre 1987 a été absorbé sans trop de peine, si ce n'est pour les pays en voie de développement dont on n'a pas encore su alléger la dette. Sans oublier que les ajustements restent à opérer, que le risque de récession mondiale n'est pas, tant s'en faut, écarté.

L'Europe, de ce point de vue, est en première ligne, et en Europe la France. La désinvolture des Etats-Unis s'explique par les facilités que leur confère le dollar. A l'autre extrême, le Japon s'est engagé sur la voie de changements structurels qui augmentent encore son savoir-faire industriel, sa capacité exportatrice et d'investissement financiers dans le reste du monde. La lecture de RAMSES devrait, s'il était besoin, nous convaincre que rien ne se fera dans la facilité. Il n'y aura pas de grand marché sans une vision commune du développement économique européen. Un chapitre important, consacré aux forces et faiblesses de notre propre économie, à l'insuffisante compétitivité de notre industrie, à la mauvaise spécialisation sectorielle et géographique des produits que nous offrons, mettra à l'évidence que la voie européenne demeurera pour nous semée d'embûches.

Signe des temps : la quatrième partie, moins austère, où l'équipe de l'IFRI montre son aptitude à se saisir de thèmes nouveaux, est consacrée à la communication, cette industrie du vingt et unième siècle. Tout y est décrit, analysé, chiffré, mesuré, des techniques de diffusion à celles de production et de reproduction, du rôle des grands groupes de communication à l'embaras qui semble frapper les Etats inquiets des risques de la dérégulation, de l'indépendance et de la responsabilité du journaliste à l'influence de la télévision sur l'évolution des mœurs et l'éducation des enfants, des mythes aux réalités. Nous sommes un peuple parmi tant d'autres : excellente manière, au terme de la longue promenade autour du globe à laquelle RAMSES nous convie, de nous en convaincre et de poser pour le présent et pour l'avenir la seule question qui vaille : celle de notre identité, politique, économique et culturelle.

* Le monde et son évolution. Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies : 1989. Publié par l'IFRI sous la direction de Thierry de Montbrial. Ed. Dunod, 408 pages, 158 F.

RÉFÉRENDUM

Pour un oui sans mais

par ALFRED GROSSER

était inconstitutionnelle. Et le précédent de Djibouti interdit en tout cas aux sympathisants du RPR et de l'UDF d'utiliser l'argument de la durée de résidence, puisqu'ils ont consenti à un tel système en 1977.

Rejetons aussi l'argument de la complexité du texte. Combien d'électeurs avaient étudié la Constitution de 1958 avant de l'approuver par référendum ? Qui avait lu de près les accords d'Evian, dans leur complexité et leurs contradictions, avant de dire oui à la fin d'une guerre ?

Abstention irresponsable

Autrement dit de ratifier le fait acquis de la victoire du FLN arrachant une indépendance qui ne ressemblait absolument plus à celle que Ferhat Abbas avait proposée en 1946. Une guerre qui avait éclaté parce qu'on avait triché avec l'égalité en 1948 en truquant des élections. Et surtout parce que, le 6 février 1956, Guy Mollet avait laissé passer la dernière chance d'arrêter l'effusion de sang en faisant enfin jouer au gouvernement de Paris le rôle de médiateur entre les deux communautés et non plus de soutien inconditionnel de la communauté non musulmane. En Nouvelle-Calédonie, Michel Rocard a compris la nécessité créatrice de ce rôle et l'a pleinement assumé. Contrairement aux gouvernements accordant tout aux calédoches. Contrairement aussi au choix manifeste inverse fait par Edgard Pisani.

Il est vrai qu'il y a eu le choix nouveau de Jacques Lelièvre - sans précédent algérien, alors que Jean-Marie Tjibou se situe dans la ligne de Ferhat Abbas. Peut-être ce choix ne se serait-il pas produit sans le sang versé. Mais il s'agit précisément d'essayer de faire que ce sang soit le dernier. Comment ne pas comprendre les familles des victimes révoltées à l'idée qu'il n'y aura ni vengeance ni même punition ? Des deux côtés - ou plus exactement des trois, puisque les gendarmes tués représentaient l'Etat et non une communauté calédonienne. Mais il faut leur dire, il faut se dire qu'il

vaut mieux effacer au début pour empêcher un long conflit sanglant, plutôt que de proclamer des amnisties globales et pénibles après huit années de guerre.

Jacques Chirac vient d'écrire aux adhérents du RPR que « la non-participation » était « la seule attitude responsable ». Entendez : l'abstention. Or l'abstention est irresponsable. Comme l'était celle des socialistes au référendum de 1972. Alors comme aujourd'hui, elle ne traduisait pas un choix, mais un refus, une impossibilité de choisir entre les attitudes contradictoires présentes au sein du parti. En 1972 cependant, le oui à un traité d'adhésion déjà signé n'avait rien d'exaltant. Cette fois, il s'agit d'autre chose. Un autre chose qui transparaît à travers un lapsus significatif de Jacques Chirac dans cette même lettre. Il y distingue d'une part les indépendantistes, de l'autre « nos compatriotes » qui seraient soumis à des pressions « afin qu'ils quittent le territoire ». C'est cette distinction entre les vrais Français et les autres qui a créé les révoltes et les indépendantismes. Algérie française ? Si les musulmans étaient français comme travailleurs algériens dans l'armée française, pas comme citoyens politiques et économiques de plein exercice !

Vouloir la Calédonie française ou vouloir la Kanakie indépendante - le chemin pacifique passe par une mise au point longue et difficile à laquelle le référendum tend précisément à donner sa chance. On peut évidemment ne rien vouloir du tout. On peut trouver qu'en tant que salarié ou en tant que patron, en tant que chômeur ou en tant que jeune cadre brillant, on n'a pas à se soucier de la Nouvelle-Calédonie. Mais qu'on cesse alors de se vouloir citoyen, de faire référence à la nation, à la patrie, à la France ! On renie les solidarités essentielles de la communauté nationale. On s'interdit de critiquer les hommes politiques pour leur petitesse. La politique, dans son sens le plus noble, c'est la mise en œuvre d'une action librement choisie pour tenter de maîtriser l'avenir commun. Le oui au référendum du 6 novembre sera pleinement politique dans ce sens-là.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850872 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs de Le Monde »,
Société anonyme
des lecteurs de Le Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapelec LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné

de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE 51 RUE FRANÇOIS 1^{ER}

DEVIENT

UN *mut* de Cartier

Paris

NOUVELLE BOUTIQUE *Cartier*

OUVERT DEPUIS LE 25 OCTOBRE

51, RUE FRANÇOIS 1^{ER} PARIS VIII^e - TÉL. 40.74.60.60

5521 من الأصل

Les réactions occidentales après la visite du chancelier Kohl en Union soviétique

M^{me} Thatcher reste hostile à la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou

L'Union soviétique devra mettre en œuvre les accords d'Helsinki, signés en 1975, avant que la Grande-Bretagne accepte de participer à une conférence internationale sur les droits de l'homme en 1991 à Moscou, a déclaré jeudi 27 octobre le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher.

La Grande-Bretagne espère voir respecter la liberté de mouvement à l'intérieur de l'Union soviétique, le droit de quitter le pays, la liberté religieuse, l'absence de discrimination contre les minorités et prendre fin les arrestations arbitraires comme préalable à une telle conférence, précise-t-on à ce sujet, de source britannique.

« Se contenter de moins serait trahir tous les gens courageux d'Union soviétique et d'Europe de l'Est qui ont combattu si vaillamment pour leurs droits », a déclaré M^{me} Thatcher lors d'un dîner des amis de l'Université hébraïque de Jérusalem. Le premier ministre a néanmoins fait l'éloge des réformes en cours en Union soviétique, affirmant qu'elles étaient « un espoir pour ceux qui souffrent de la discrimination et des restrictions, tels que les juifs soviétiques ».

Sir Geoffrey Howe, chef de la diplomatie britannique, a précisé le même jour au cours d'une conférence à Oxford : « C'est parce que les droits de l'homme (en Union soviétique) laissent encore beaucoup à désirer que nous n'approuvons pas la tenue d'une conférence à Moscou sur les droits de l'homme avant que l'Ouest soit unanimement assuré de la mise en œuvre de réformes concrètes et durables » dans ce domaine.

« Ne surestimez pas notre capacité à influencer les réformes soviétiques », a averti Sir Geoffrey. Nous attendons toujours... une législation qui permette d'inverser définitivement l'équilibre du système en faveur de l'individu. Le secrétaire au Foreign Office a, par ailleurs, rejeté sans réserve l'idée d'un « plan Marshall » pour soutenir les

réformes économiques en URSS, lancées récemment par le président du conseil italien, M. De Mita, après sa visite à Moscou. « Pas de plan Marshall, pas de concessions gratuites », a-t-il dit.

Déception à Washington

De même à Washington, les responsables américains ont manifesté une certaine déception après les promesses de libération de prisonniers politiques en Union soviétique, apparemment moins importantes qu'on l'espérait en Occident.

« Nous ne pensons pas qu'il y ait quelque chose de nouveau » dans les déclarations soviétiques rapportées par le chancelier Kohl, a déclaré le général Powell, conseiller pour la sécurité nationale du président Ronald Reagan. Les Soviétiques ont « réaffirmé ce qu'ils nous avaient dit » et promis à d'autres dirigeants étrangers, a ajouté le général à l'occasion d'un dîner au National Press Club, à Washington.

Pour sa part, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Rodman, a précisé : « Les déclarations ultérieures [du porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov] nous conduisent à croire que les Soviétiques ne font référence qu'à ceux qu'ils ont libérés pendant la visite ». A Washington du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, à la fin septembre. Précisant qu'à son avis « environ la moitié » de ces prisonniers ont « probablement été libérés » depuis lors, M. Rodman a rappelé que les Etats-Unis discutaient avec l'URSS de quelque 200 noms, mais que des divergences persistaient sur la définition du terme de prisonniers politiques. Le chiffre de 200 « comprend les cas considérés (comme politique ou religieux) par les Soviétiques et ceux qui ont été considérés pour leurs activités politiques ou religieuses, mais à cause d'accusations truquées », a-t-il ajouté.

Le même porte-parole soviétique a confirmé en substance cette interprétation en se déclarant dans un entretien accordé jeudi à la chaîne de télévision CBS, « surpris » par les réactions internationales. « Nous avions annoncé l'année dernière l'amnistie ou le pardon des personnes condamnées en vertu des articles 70 et 190 du code pénal. Ces articles sanctionnent la propagande et la calomnie antisoviétiques. Nous avons libéré la plupart de ces gens et il n'en reste peut-être qu'une douzaine. Leur cas est à l'étude », a indiqué M. Guerassimov, ajoutant que leur libération était une question de semaines. « C'est le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher qui a annoncé, si l'on peut dire, la nouvelle. Pour nous, ce n'est pas une », a souligné le porte-parole soviétique. — (AFP.)

Satisfaction générale à Bonn

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl, qui est revenu jeudi soir 27 octobre de sa visite de quatre jours en URSS, a toutes les raisons d'être satisfait. Seule la météo a été venue perturber la partie touristique du voyage, l'empêchant de visiter les monastères de la vieille Russie de Vladimir et de Souzdal. Pour le reste, tout s'est déroulé selon le plan prévu, la seule « surprise » consistant en l'annonce par le chancelier de la prochaine libération de tous les prisonniers considérés en Occident comme « politiques » (le Monde du 28 octobre).

A-t-on vraiment « brisé la glace » ? ouvert un nouveau chapitre des relations germano-soviétiques ? Les commentateurs sont certes moins enthousiasmés que l'entourage du chancelier pour évaluer le résultat de cette visite, mais ils en soulignent le caractère positif. « La clarté c'est aussi un succès », estime le quotidien des milieux

d'affaires la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, alors que *Die Zeit*, l'hebdomadaire dirigé par l'ex-chancelier Helmut Schmidt, constate que, sans être dramatique, le voyage de M. Kohl à Moscou marque une étape essentielle dans l'évolution de la détente entre l'Est et l'Ouest. « Il ne s'agit de rien de moins que du passage de la coexistence dans la confrontation à la coexistence dans la coopération, de la détente dans le froid à la détente dans la chaleur », écrit *Die Zeit*.

M. Egon Bahr, porte-parole du Parti social-démocrate pour les questions de désarmement, a souligné lui aussi le caractère positif de cette visite, lui reprochant seulement d'avoir eu lieu « un peu tard ». La véritable « première » de ces rencontres moscovites a été, selon M. Bahr, la prestation du ministre de la Défense, M. Rupert Scholz, dont le discours devant l'Institut Malinovski constitue le premier exemple de l'ouverture d'un dialogue européen sur les questions de sécurité.

Les propos très nets de M. Gorbatchev sur « la prétendue question allemande » et sur le problème de Berlin, dont le statut actuel ne saurait être remis en question, n'ont déçu que ceux qui se faisaient des illusions sur la fermeté des convictions du secrétaire général dans ce domaine. Ce n'est pas un hasard si les propos les plus en retrait pour juger la visite du chancelier Kohl ont été tenus par le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen qui a déclaré n'être « pas mécontent », ajoutant qu'il « n'avait rien attendu de plus ». La question de Berlin n'a cependant pas été totalement fermée par les Soviétiques. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Genscher et Chevardnadze ont été chargés de mettre au point d'ici le printemps prochain une formule standard permettant d'inclure Berlin-Ouest dans les traités entre la RFA et l'URSS.

Mécontentement en RDA

Les propos du chancelier sur le caractère « anormal » de la division de l'Allemagne ont suscité une très vive réaction de Berlin-Est où l'on a pu constater le retour au premier plan des dénonciations de la guerre froide comme M. Karl Eduard von Schitzler, qui s'en est donné à cœur joie pour dénoncer en M. Helmut Kohl ce « petit-fils d'Adenauer », le premier chancelier de la République fédérale étant stigmatisé comme le principal artisan de la division du pays.

Quel bénéfice le chancelier Kohl peut-il tirer de son excursion moscovite ? L'approbation générale recueillie dans son pays se traduira-t-elle par une renouée de sa popularité dans l'opinion ? Rien n'est moins sûr. S'il est certain qu'un échec du voyage en URSS aurait été porté à son déshonneur, son succès relatif est considéré comme normal, d'autant plus que la question de la dimension « historique » de l'événement est posée plutôt sous forme interrogative. Conscient de ce fait, M. Kohl avait souligné que sa visite en Union soviétique et celle de M. Gorbatchev en République fédérale, sans doute au printemps 1989 constituaient un tout, et qu'une évaluation définitive ne pourrait être faite qu'après le séjour à Bonn du secrétaire général.

LUC ROSENZWEIG.

M. Mitterrand et M. De Mita insistent sur la coordination des Européens face à l'URSS

ARLES

de notre envoyé spécial

Le président Mitterrand et le président du conseil italien, M. Ciriaco De Mita, qui présidaient jeudi 27 octobre à Arles le sommet annuel franco-italien, ont longuement insisté sur la volonté des gouvernements européens d'harmoniser leurs démarches vis-à-vis de l'Union soviétique. Au cours de leur conférence de presse commune, le chef de l'Etat français, qui se rendra à son tour en URSS en novembre, s'est efforcé de dissiper les craintes que la série de visites actuellement effectuées à Moscou par les principaux dirigeants européens et surtout l'octroi à l'URSS d'importants crédits ont fait naître ici ou là.

M. Mitterrand a notamment profité de l'occasion pour répondre à l'offre faite par M. Gorbatchev de construire sur le Vieux Continent une « maison européenne commune ». « Nous construisons, a-t-il déclaré, la maison de l'Europe, en tout cas son premier étage. Il faut commencer par les fondations d'abord. C'est ce qui s'appelle la Communauté. Cela, c'est fait. Il y a beaucoup d'autres pays de l'Europe qui répondent aux mêmes critères démocratiques que nous, tel et tel pays scandinave, etc. La porte n'est pas fermée. Tout une série d'accords particuliers sont déjà en cours ou peuvent être passés. Mais le reste, en effet, ce qu'on appelle grossièrement l'Europe de l'Est, qui n'est pas d'ailleurs uniquement de l'Est, et particulièrement l'Union soviétique. Dans l'esprit de tout européen convaincu, à partir du moment où la Communauté européenne prend de plus en plus forme, sous la condition de l'unité politique, jamais ces fondateurs de l'Europe n'oublieront que l'Europe véritable est celle de la géographie

et de l'histoire. Mais il ne serait pas logique de construire le deuxième étage avant le premier. Nous en sommes là ».

M. Mitterrand s'est également efforcé de dédramatiser l'octroi de crédits à l'URSS en écartant l'idée de « plan Marshall européen » parfois évoquée ces derniers temps en Italie et en rappelant qu'un développement des relations avec l'Est était aussi à l'avantage de l'Ouest aussi bien sur le plan économique que sur le plan culturel.

Si l'actualité braquait les projecteurs sur les relations avec l'URSS, chacun n'en était pas moins venu à Arles avec ses desiderata particuliers. Les Français ont ainsi longuement insisté auprès de leurs visiteurs italiens sur l'importance qu'ils accordent au développement d'une Europe de l'audiovisuel et notamment à l'adoption d'un système commun de télévision à haute définition. Il a également été question du déve-

loppement du réseau européen de trains à grande vitesse vers le Sud, l'Italie en particulier.

Italiens et Français sont convenus de renforcer la régularité de leurs consultations en prévoyant la tenue, entre deux sommets, d'un séminaire interministériel chargé d'assurer le suivi des travaux. On s'est également mis d'accord pour renforcer la coopération en matière de recherche. On a créé pour cela une association franco-italienne pour la recherche et la technologie, dont le premier secrétaire général sera de nationalité italienne. La veille du sommet, Paris et Rome avaient également marqué leur souhait de renforcer leur coopération dans le domaine des armements en signant un important accord pour la construction en commun d'un missile sol-air. L'Italie a également confirmé sa participation à hauteur de 14 % dans le programme de satellites Helios.

HENRI DE BRESSON.

Le président Reagan veut faire démolir la nouvelle ambassade américaine à Moscou

Le président américain Ronald Reagan a annoncé, le jeudi 27 octobre, que les Etats-Unis « n'avaient pas d'autre choix » que de « raser » leur nouvelle ambassade à Moscou. Celle-ci, qui n'est pas encore achevée, aurait été, selon les services de sécurité américains, truffée de micros par les Soviétiques durant sa construction. Les premiers systèmes d'écoute ont été découverts en 1987 par des inspecteurs américains dans l'infrastructure même de l'ambassade dont certains éléments avaient été construits par des ouvriers soviétiques. Ce qui a déjà conduit Washington à demander à l'Union

soviétique 29 millions de dollars de dommages pour « mauvais travail ».

Selon les estimations du *Washington Post*, le coût de la reconstruction s'élèvera à 300 millions de dollars. Des responsables du département d'Etat ont par ailleurs fait savoir que, à leur avis, tant que la nouvelle ambassade américaine à Moscou ne sera pas achevée (ce qui pourrait prendre cinq ans), les diplomates soviétiques ne pourront pas occuper, eux non plus, leur nouvelle chancellerie à Washington. Le Congrès ne devant plus se réunir avant janvier,

la décision finale reviendra au nouveau président américain qui sera élu le 8 novembre prochain.

La réaction soviétique est venue sous la forme d'une dépêche de l'agence Tass datée de Washington. Il y est précisé que « comme toutes les fois précédentes », les Etats-Unis « n'ont pas fourni la moindre preuve matérielle pour appuyer leurs plaintes ». Et Tass d'évoquer le « retard » regrettable que cette décision va entraîner. En 1972, en effet, Soviétiques et Américains étaient convenus de construire deux nouvelles ambassades. — (AFP.)

Le radar de Krasnoïarsk cédé à l'Académie des sciences de l'URSS

M. Guerassimov a annoncé, le jeudi 27 octobre à Moscou, que la station radar de Krasnoïarsk, en Sibirie, a été cédée à l'Académie des sciences soviétique pour être utilisée à des fins pacifiques dans le cadre de l'application du traité sur les missiles antistatistes (ABM).

Cette décision fait suite à la proposition de M. Gorbatchev, le 16 septembre dernier, de transformer la station en un centre international sur l'espace réservé à des utilisations pacifiques. « L'Académie des sciences, utilisant le radar comme base, va ouvrir une station internationale de recherche », a dit M. Guerassimov. Interrogé sur la décision de ne pas détruire ce radar, le porte-parole a ajouté qu'il serait « plus raisonnable de l'utiliser à des fins scientifiques, de sorte que des chercheurs du monde entier puissent être invités » à Krasnoïarsk.

Selon les Etats-Unis, le radar de Krasnoïarsk viole le traité ABM qui peut être utilisé comme système de détection d'une attaque de missiles. L'Union soviétique affirme, pour sa part, que le radar n'est conçu que pour suivre la trace d'objets dans l'espace.

Commentant cette décision, les Etats-Unis ont insisté afin d'obtenir la destruction de l'installation de Krasnoïarsk. « Nous croyons que les critères américains ne peuvent être satisfaits que par le démantèlement du radar et la destruction des bâtiments de réception et de transmission, y compris les fondations », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. « Ce que les Soviétiques feront du site après (...) », c'est leur affaire », a-t-il ajouté après avoir rappelé que le traité ABM prévoit « l'élimination véritable de toutes les installations radar interdites ». — (AFP.)

Les Etats-Unis auraient décidé de fermer définitivement leur réseau radar DEW au Groenland

COPENHAGUE

de notre correspondant

Les Américains auraient l'intention de démanteler progressivement la chaîne de stations radar DEW qu'ils avaient implantées au Groenland au début des années 50. Ce réseau, qui comprenait quatre stations réparties sur le territoire, surveillait le passage des avions étrangers, soviétiques en particulier, dans les régions polaires, alors que le grand radar de la base de Thulé - dont la modernisation récente a suscité les critiques des Soviétiques, qui y voient une violation des accords ABM - est destiné à détecter le passage éventuel de missiles et les mouvements de satellites.

La première de ces quatre stations, DYB-2, située au cœur de l'Indlandia, a été fermée en août, à la surprise générale des autorités groenlandaises, qui affirment ne pas en avoir été averties au préalable. Les Américains ont fait valoir qu'ils avaient dû prendre cette mesure d'urgence en raison du mauvais état technique des installations. L'évacuation de la deuxième station, à Holsteinborg, était, paraît-il, prévue pour octobre, mais elle a été « suspendue » à la suite des très vives protestations des dirigeants groenlandais et des responsables danois de l'aviation civile de l'île.

Une convention signée en 1960 entre le Danemark et les Etats-Unis autorise, en effet, l'aviation civile dano-groenlandaise à utiliser les radars américains pour ses propres besoins ; leur disparition compliquerait donc les transports aériens locaux. Ces problèmes seraient particulièrement importants sur la côte orientale, où les services de radio, télévision, téléphone et télécopie fonctionnent avec le courant électrique produit par la station radar de Kulusuk. Un des deux représentants du Groenland au Parlement danois a demandé au gouvernement de M. Schlüter de négocier sans tarder avec les Américains afin que les Groenlandais puissent être fixés sur l'avenir du réseau radar DEW.

Selon les experts nordiques, les Américains auraient décidé de supprimer ce réseau radar du Groenland pour des raisons économiques et parce qu'ils auraient récemment construit un réseau DEW au Canada beaucoup plus performant.

CAMILLE OLSEN.

L'apparition des avions-radar Boeing-AWACS 3-A dans les flottes propres aux Etats-Unis affectées à l'OTAN en Europe a pour effet de permettre la suppression de certaines installations de détection au sol, trop anciennes et devenues moins efficaces pour contrôler des raids d'avions attaquant à basse altitude.]

CHEZ CITROËN DU 20 OCTOBRE AU 10 NOVEMBRE 1988.

794^F

PAR MOIS, SANS SURPRISE.



OUI! PARTEZ EN CITROËN AX 105 3 PORTES POUR 794 F PAR MOIS PENDANT 48 MOIS (HORS OPTION ASSURANCE, VIGNETTE ET CARTE GRIS). POUR VOTRE DÉPÔT DE GARANTIE, RENDU EN FIN DE CONTRAT, PAS DE PROBLÈME: CITROËN VOUS REPREND VOTRE VÉHICULE VOUS REPREND 5000 F TTC MINIMUM QUEL QUE SOIT SON ÉTAT. LOCATION LONGUE DURÉE: CITROËN, SOUS RÉSERVE D'ACCEPTATION DU DOSSIER, POSSIBLE AUSSI SUR LES AUTRES MODÈLES DE LA GAMME AX ESSENCE.

REPRISE MINIMUM 5000 F.



CITROËN prix TOTAL

Diplomatie

M^{me} Christiane Scrivener remplacera M. Claude Cheysson à la Commission européenne

M^{me} Christiane Scrivener, membre du Parlement européen, a été désignée par la France comme commissaire à la Commission des communautés européennes, a-t-on annoncé jeudi 27 octobre à l'Elysée, dans un communiqué.

M^{me} Scrivener remplace ainsi à Bruxelles M. Claude Cheysson, ancien ministre français des relations extérieures, mais il n'est pas du tout certain qu'elle occupe le même poste. M. Cheysson est chargé, jusqu'au 31 décembre prochain, de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud. La répartition des compétences entre les dix-sept commissaires se fera début janvier, lors de la première réunion de la Commission, qui est présidée par M. Jacques Delors. Les membres de la Commission sont désignés pour quatre ans par les gouvernements à raison de deux commissaires pour les « grands » pays (France, Royaume-Uni, RFA, Italie, Espagne) et un pour chacun des sept autres États membres. Seuls les deux commissaires italiens et le commissaire irlandais n'ont pas encore été nommés pour la période 1989-1993.

La compétence et la foi

« Choisie comme un homme pour sa compétence », avait dit d'elle le président Giscard d'Estaing en la faisant entrer en janvier 1978 dans le gouvernement de Jacques Chirac. A cette époque, Christiane Scrivener, complètement inconnue des milieux politiques, pur produit de ce qui n'était pas encore appelé

sortir de chez Alexandre. M^{me} Christiane Scrivener cache une tête bien faite et bien pleine. Elle collectionne les diplômes. Droit, psychologie, lettres : elle est l'une des rares femmes françaises diplômées de Harvard.

Pendant près de vingt ans, elle agit sur le terrain économique, devenant notamment PDG de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM). Ministre de 1976 à 1978, M^{me} Christiane Scrivener, giscardienne, libérale et européenne, se laissera gagner par le virus politique. Secrétaire général adjoint du Parti républicain, elle songe un instant à un siège de député. Mais cette Alsacienne de Mulhouse a d'abord et avant tout la tripe européenne. Son amitié avec M^{me} Simone Veil fera le reste.

En 1979, elle part sur sa liste pour les premières élections européennes au suffrage universel. Siège avec elle au groupe libéral et se passionne dans le sillage de la présidente du Parlement européen pour tous les grands dossiers : elle est choisie en 1984 comme rapporteur général du budget de la Communauté. La même année, elle signe un livre de foi, *Europe, une bataille pour l'avenir*. Et c'est encore cette année-là que Simone Veil l'impose sur sa liste contre l'avis de l'appareil du PRI.

A soixante-trois ans, M^{me} Christiane Scrivener, toujours membre des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, connaît donc une consécration européenne méritée. Profitant des états d'âme des centristes, M^{me} Simone Veil n'est pas non plus étrangère à cette spectaculaire promotion de son amie, devenue à son tour grand témoin de l'ouverture.

D. C.

Amériques

CUBA

Les « marielitos » autorisés à faire de brefs séjours

Les marielitos, ces Cubains qui avaient émigré en masse vers les États-Unis en 1980, pourront effectuer, dès la fin de cette année, des séjours d'une semaine dans leur pays d'origine, a-t-on appris de source officielle, jeudi 27 octobre, à La Havane.

Cette mesure, qui constitue un important changement dans l'attitude du gouvernement castriste à l'égard de ceux qu'il dénommait « la racaille », a stupéfié les milieux diplomatiques et la modeste opposition visible de l'île.

Fin 1978 déjà, les autorités cubaines avaient conclu un accord avec les représentants de l'émigration à Miami, de sorte que les membres de la communauté exilée puissent effectuer de brefs séjours de retrouvailles familiales. Plus de cent mille d'entre eux avaient saisi cette occasion en 1979.

La plupart des analystes estiment que le « choc culturel »

produit par ce retour avait été déterminant dans le déclenchement de « l'exode de Mariel » (1), en avril 1980. Ce n'est qu'en 1985 cependant, en raison des exécrables relations de La Havane avec le gouvernement Reagan, que le flux de ces retours temporaires d'exilés avait été pratiquement interrompu.

Les autorités de l'île ne sont pas insensibles à l'aspect économique de ce mouvement de personnes : la plupart arrivent, en effet, chargées de cadeaux et, surtout, de dollars, qu'elles peuvent dépenser au profit de leurs proches, dans les magasins spéciaux, toujours richement garnis. Ces trois dernières années, une cinquantaine d'autorisations hebdomadaires seulement étaient accordées par les autorités cubaines, pour des raisons humanitaires essentiellement. — (AFP, Reuter.)

(1) Le port d'embarquement.

COLOMBIE

La grève générale n'a été que très partiellement suivie

En dépit des prévisions les plus sombres, la grève générale du jeudi 27 octobre n'a pas perturbé la vie de la Colombie ni n'a été l'occasion de violences exceptionnelles. Le gouvernement avait, il est vrai, déclaré le mouvement « illégal », et des mesures de surveillance militaire et policière impressionnantes avaient été mises en place.

Il y a eu deux cents arrestations environ, des militants syndicaux pour l'essentiel. On déplore cependant la mort d'une personne — un homme tué dans une explosion survenue dans la région septentrionale d'Urbá, où un grave conflit social trouble le secteur de la production bananière.

Les deux grandes confédérations syndicales, la CUT et la CGT, avaient appelé à cet arrêt de travail après l'échec de négociations visant à obtenir des hausses de salaires et un gel des prix. Les deux organisations revendiquent ensemble 1,3 million d'adhérents. Gouvernement et syndicats sont en total désaccord sur le taux de participation au

mouvement : 5 % selon les sources officielles, 60 à 70 % selon les grévistes. Quoi qu'il en soit, l'activité du pays n'a été que ralentie. Quelques sabotages de ponts, d'installations électriques et quelques incendies de bus et de camions ont également été enregistrés ; mais pas davantage qu'un jour ordinaire dans ce pays agité par une violence endémique.

La guérilla, contrairement au plan que lui prêtait le gouvernement, n'a pas saisi l'occasion de cette journée pour accentuer sa pression. — (AFP, Reuter.)

● Pérou : 30 000 mineurs en marche vers Lima. — Quelque 30 000 mineurs et leurs familles ont achevé jeudi 27 octobre à Lima une marche de soutien à la grève qui dure depuis près de deux semaines dans ce secteur, a-t-on appris de source syndicale. Les grévistes, au nombre de 70 000, ont demandé la médiation de l'Eglise catholique dans le conflit. Ils réclament le respect, par le gouvernement, d'un accord conclu en août dernier, qui prévoit notamment une hausse des salaires et leur indexation sur l'inflation. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Manifestation étudiante dans le Guizhou

Plus de deux mille étudiants et professeurs de l'université du Guizhou (province située au sud de la Chine) ont manifesté, le 17 octobre, pour demander le respect des « droits de l'homme des intellectuels », a révélé, jeudi 27 octobre, un responsable de l'université. Cette manifestation, qui a duré une demi-journée, faisait suite à une violente bagarre sur le campus, qui avait fait une trentaine de blessés, dont quatre « grièvement ».

La bagarre avait été déclenchée par des élèves d'une école hôtelière située sur le campus, « presque tous des fils de cadres ». Selon le responsable, ils avaient pénétré dans les dortoirs des étudiants pour les rosser. La police, arrivée sur les lieux, avait été accueillie par des jets de pierre et un professeur et plusieurs enseignants avaient été arrêtés. Les étudiants exigent la punition des coupables et le respect de la loi. Cette nouvelle manifestation témoigne de la nervosité qui persiste sur les campus depuis des mois. — (AFP.)

● VIETNAM : appel des deux bourses condamnées à mort. — Une cour d'appel va examiner le cas des deux hommes, Thich Thuy Sy (Pham Van Thuong) et Thich Tri Dieu (Li Manh Thien), condamnés à mort pour « subversion » par un tribunal de Ho Chi Minh-Ville (le Monde du 27 octobre). Les deux moines ont été adoptés comme « prisonniers de

conscience » par Amnesty International, qui demande leur « remise en liberté inconditionnelle ».

RFA

Démantèlement d'un réseau terroriste palestinien

Bonn (Reuter). — La police ouest-allemande a procédé à un vaste coup de filet contre des membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) du dirigeant extrémiste palestinien Ahmed Djabri, a annoncé, le jeudi 27 octobre, un porte-parole du parquet de Düsseldorf. Treize Palestiniens du FPLP-CG ont été arrêtés au cours d'une vaste opération de police à Francfort, Hambourg, Berlin-Ouest et Neuss, qui a aussi permis la saisie d'armes, dont un lance-grenades, de munitions et d'explosifs, a-t-il déclaré.

De source proche des services ouest-allemands de sécurité, on indique que ce réseau était en train de préparer un coup de main « à l'étranger, mais pas en RFA ». De même source, on indique que des mandats d'arrêt ont été lancés contre trois dirigeants du réseau.

Ce coup de filet a eu lieu au cours des dernières quarante-huit heures sous la direction du bureau criminel fédéral, qui s'occupe habituellement des cas de terrorisme, a précisé le porte-parole du parquet.

De source autorisée, on indique que les services secrets ouest-

allemands ont découvert quelle action criminelle les Palestiniens étaient en train de préparer et qu'ils ont décidé, en conséquence, de les mettre à l'ombre pour un certain temps. Certains des suspects avaient été repérés par les services allemands depuis deux ans.

Soudan

Condamnation à mort de cinq Palestiniens

Cinq Palestiniens, qui avaient attaqué à la grenade et au fusil-mitrailleur un hôtel de Khartoum le 15 mai, faisant sept morts — dont cinq Britanniques — et une vingtaine de blessés, ont été condamnés à mort par pendaison, le jeudi 27 octobre, par la Cour suprême soudanaise. Selon les spécialistes de la lutte antiterroriste du département d'Etat américain, ces Palestiniens seraient membres du Fath-Conseil révolutionnaire, mouvement dissident du Fath de M. Yasser Arafat, plus connu sous le nom de groupe Abou Nidal.

Aussitôt la sentence lue, les cinq Palestiniens, qui avaient déclaré être affiliés aux « Cellules révolutionnaires arabes combattant les intérêts impérialistes américains et britanniques », ont levé les doigts en signe de victoire et crié « Révolution jusqu'à la victoire ! » Ils avaient attaqué en mai dernier l'hôtel Acropole, où résident habituellement beaucoup de journalistes, et le Club britannique de Khartoum. — (AFP.)

Chez les gosses de riches à Moscou.

ACTUEL

Les héritiers de Brejnev, Sakharov et Mikoyan racontent. Du jamais lu. Actuel d'octobre. 25 F.

سكوا من الأصل

Asie

Reprise des négociations sur le Cambodge

Une troisième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, aura lieu du 5 au 7 novembre à Paris, en présence, cette fois, de M. Son Sann. Elle sera précédée, toujours dans la capitale française, de deux jours de discussions entre les diplomates

américains et soviétiques chargés du dossier, MM. Gaston Sigar et Igor Rogatchev. Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui estime « encourageant » le processus de négociations en cours, a renouvelé les offres de bons offices des Nations unies.

La paix forcée ?

En affirmant, dès sa signature le 14 avril à Genève, que l'accord sur le retrait de leurs troupes d'Afghanistan, pouvait servir de « modèle » pour le Cambodge, les Soviétiques ne s'étaient pas trompés. La perspective d'un sommet Gorbatchev-Deng Xiaoping, en 1989, permet d'envisager en effet un règlement des aspects internationaux du conflit cambodgien sans véritable règlement interne.

Que se passe-t-il, d'abord, au Cambodge ? On a dit que les Khmers rouges exploitaient les retraites partielles de troupes vietnamiennes, notamment dans l'Ouest cambodgien, pour reprendre pied dans plusieurs secteurs et préparer ainsi, en s'appuyant sur une guérilla

disciplinée, leur retour à Phnom-Penh. Différents rapports sur la situation militaire tendent à accréditer cette thèse.

Les Vietnamiens recourent d'ailleurs à cet argument pour lier la neutralisation effective des Khmers rouges à leur évacuation militaire du Cambodge. Tout en affirmant avoir déjà rapatrié dix-sept mille soldats sur les cinquante mille qu'ils ont promis de retirer en 1988, ils donnent l'impression de ne pas renoncer à ce que le futur Cambodge soit un ami, à défaut d'être un allié.

La réalité est cependant un peu plus complexe. Vietnamiens et Khmers rouges ont, en fait, ceci de commun qu'ils en sont réduits, pour l'instant, à l'écoute de Moscou et de

Pékin. Ils savent déjà qu'ils feront, chacun à sa façon, les frais de la réconciliation entre Soviétiques et Chinois. En attendant, chaque camp se prépare à toutes les éventualités, même à la pire qui serait, pour les Khmers rouges, une obligation de cessez-le-feu sans réelles contreparties politiques et, pour les Vietnamiens, une obligation de retrait sans véritables garanties sur l'orientation du futur Cambodge.

Geler

Parement militaire

Si l'on tient compte de ces préoccupations, l'évolution de la situation sur le terrain devient plus claire. Rien ne prouve que les livraisons récentes d'armes chinoises aux Khmers rouges aient augmenté, en qualité comme en quantité. En outre, rien n'indique que les hommes de Pol Pot multiplient les opérations militaires. En revanche, ils semblent s'organiser en fonction d'un éventuel cessez-le-feu. Jugeant leur combat de longue haleine et calculant que, sous la pression internationale, ils seront peut-être contraints de se soumettre à une phase de lutte politique, ils ne peuvent exclure d'avoir à geler, pendant une période plus ou moins longue, leur appareil militaire. Ils se préparent, avant tout, à un tel cas de figure.

Dans le camp adverse, les Vietnamiens ont effectivement allégé leur présence militaire et vont sans doute continuer de le faire. Parallèlement, pour compenser la fragilité du régime de Phnom-Penh, ils mettent sur pied un dispositif de secours qui fait appel non seulement à leurs alliés khmers mais aussi aux Vietnamiens du Cambodge, revenus ou installés depuis la chute des Khmers rouges.

Ce dispositif s'appuie sur les provinces cambodgiennes à l'est du Mékong, que les Vietnamiens connaissent de longue date puisqu'ils y ont construit la piste Ho Chi Minh du temps de la guerre d'Indochine. Il prévoit également des points de chute dans le reste du Cambodge. Il plonge, enfin, dans la population grâce à un réseau de sympathisants ou d'agents cambodgiens et vietnamiens. Cette infrastructure peut être mise en œuvre, s'il le faut, réanimée au moment jugé opportun.

Méfiance

et désaccords

Bien entendu, il existe d'autres cas de figure. Mais la méfiance et les désaccords sont tels que le recours, d'un côté comme de l'autre, à cette tactique des « cellules dormantes » devient probable pour au moins une raison évidente : il n'y a pas de base sérieuse d'accord entre les fractions khmers en présence.

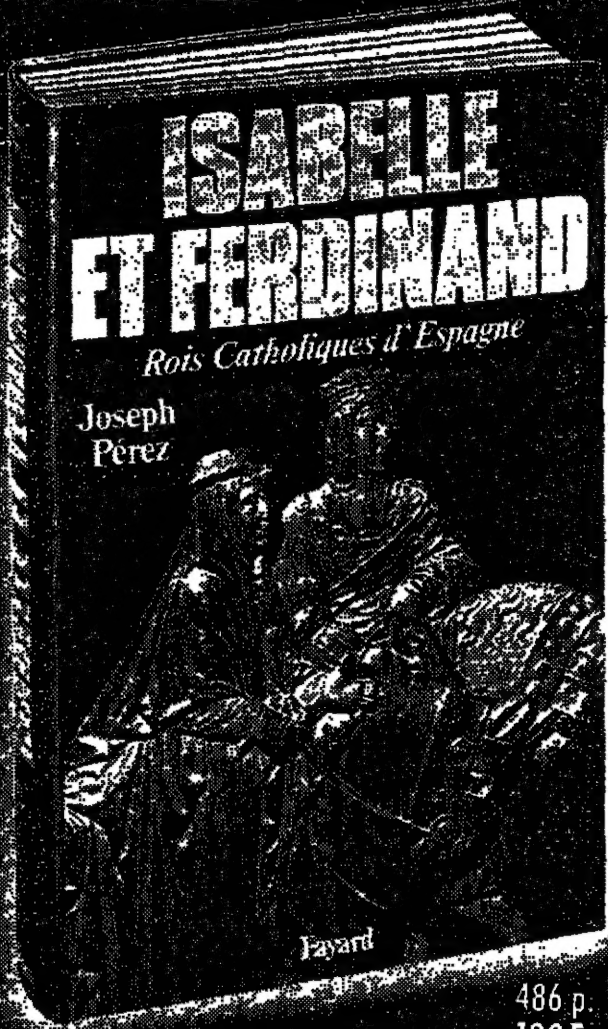
Les Khmers rouges, pour leur part, n'ont pas changé et se battent avec fanatisme depuis des années pour un pouvoir sans partage. Les Cambodgiens de Phnom-Penh sont divisés sur la poursuite de négociation avec le prince Sihanouk : une bonne partie d'entre eux sont hostiles aux pourparlers entre leur premier ministre, M. Hun Sen, et le prince. Ce dernier, pour sa part, ne semble pas se faire beaucoup d'illusions : en cas d'accord avec M. Hun Sen, une répartition des pouvoirs donnerait lieu à une rude négociation. Quant à la quatrième faction, le Front de M. Son Sann, elle ne pèse guère, en ce moment, dans la balance.

Dans cette affaire — sur le plan militaire comme dans la négociation — chacun joue l'embuscade. En cas de règlement imposé par les Grands, tout le monde sera sans doute contraint de plier l'échine. Quitte à attendre quelques années pour tenter de prendre sa revanche. Certes, les Chinois — et leurs amis thaïlandais — ont de sérieux moyens de pression sur les Khmers rouges. Certes, un accord sur le Cambodge marquerait la fin de l'isolement du Vietnam et lui ouvrirait, enfin, le chemin de la reconstruction. Certes, la présence d'un corps international de paix, sur place, obligerait tout le monde à respecter, au moins formellement, la parole donnée.

Mais pour le moment, tandis que la détente se renforce sur le plan international et que la normalisation sino-soviétique avance à grands pas, les négociations entre Cambodgiens n'ont pas fait le moindre progrès, même si, entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen — les deux principaux protagonistes —, le courant semble passer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Isabelle et Ferdinand : le mythe de l'âge d'or. Malgré l'Inquisition, l'Espagne a toujours gardé au cœur une certaine tendresse pour les Rois Catholiques : elle leur reconnaît le mérite d'avoir jeté les bases de ce qui sera son « siècle d'or ». Qui, en français, pouvait mieux en parler ?... Joseph Pérez appartient à une lignée d'hispanistes qui sont historiens de l'Espagne et pas de la langue seulement.

Pierre CHAUNU, de l'Institut, Le Figaro.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a, par jugement du 18 novembre 1987, condamné d'une part la société Galec (Groupement d'achat des Centres Leclerc) à payer au conseil national de l'ordre des pharmaciens un franc de dommages et intérêts pour avoir, dans un prospectus intitulé « Le parti prix », dénigré les pharmaciens, et d'autre part cette société ainsi que la société CLM BBDO à payer au même organisme un franc de dommages et intérêts pour atteinte au droit des marques (reprise illicite de la Croix-Verte dans une publicité).

Les instants
les plus fous
ne sont pas
les plus chers

NEW YORK

1 890 F

LONDRES 490 F

CORSE 590 F

NICE 600 F

MADRID 990 F

DAKAR 1 910 F

MONTREAL 1 890 F

ANTILLES 2 490 F

BANGKOK 3 900 F

LA REUNION 3 950 F

PAPEETE 6 800 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE.

NOUVELLES FRONTIERES

66 BD SAINT-MICHEL
42 73 10 64 MINITEL 36 15 + NF

riches

Proche-Orient

ISRAËL : les religieux dans la campagne électorale

Le vote crucial des « hommes en noir »

Bnei-Brak
de nos envoyés spéciaux

Fautre et redingote noirs, barbe et longs cheveux blancs, cette frêle silhouette qui avance lentement dans la nuit est d'un âge biblique : quatre-vingt-douze ans. Mais si — pourrait-on dire — l'habit fait bien ici le rabbin, l'allure ne fait en rien le prestige. Car ce minuscule vieillard à la démarche hésitante est aussi l'un des hommes les plus influents d'Israël.

Au cœur de son royaume, au service de Dieu, se trouve la yeshiva lituanienne de Poniewitz. Avec sept cent cinquante élèves, c'est la plus grande école talmudique au monde. Au-delà, le rabbin Eliezer Schach règne sur Bnei-Brak, la forteresse du judaïsme ultra-orthodoxe, la « ville de la Thora », comme elle sime fièrement à se désigner. Plus loin encore, son autorité s'étend à l'ensemble des yeshivot d'Israël et d'ailleurs. Ne dit-on pas que l'élection de certains grands rabbins en diaspora exige son agrément ?

Né tribun ni exégète hors pair, Eliezer Schach doit son ascendant à l'héritage qu'il incarne. Dépositaire de l'antique tradition juïque qui régentait les ghettos d'Europe centrale d'avant l'Holocauste, il est l'ultime témoin d'un monde englouti, qui commença à revivre il y a soixante ans dans les marais paludéens de la Palestine sous mandat. Sortie du sable en 1924, à la lisière de Tel-Aviv naissante, Bnei-Brak vit aujourd'hui à l'étroit.

Chaque famille abrite en moyenne de huit à dix personnes. L'immigration en Israël étant désormais majoritairement religieuse, Bnei-Brak reçoit nombre de nouveaux arrivants. Ainsi cette ville qui pousse trop vite, compte cent vingt mille habitants. Pendant le repos sabbatique, elle est vouée à l'étude et à la prière.

Dans ses rues livrées aux jeux d'enfants, toute circulation automobile est alors proscrite. Ici proflière ce que l'écrivain israélien Amos Oz, lui-même en est, appelle sans excessive sympathie « une puissante végétation juive », car Bnei-Brak symbolise à sa manière la revanche du ghetto sur les cruautés du destin.

Les « juifs de l'anti-histoire »

Ben Gourion tenait les ultras orthodoxes pour les « juifs de l'anti-histoire ». La formule conserve un pouvoir de vérité. A Bnei-Brak, où le Messie continue de régner sans partage — du moins dans les esprits — on reste, sur le plan des principes, fermement non sioniste, en préservant les mille et un rites de l'exil. Et l'on se réjouit de l'actuelle renaissance religieuse, en espérant ardemment que le judaïsme de la Loi aura un jour raison de cet israélisme profane, à bout de souffle et à court d'inspiration.

Mais quarante ans de coexistence avec l'Etat ont légèrement altéré l'a-sionisme initial des « hommes en noir ». N'est-il pas paradoxal, après tout, de voir en cette veille d'élections des groupes d'adolescents à papillotes essimer chaque jour de leurs riches talmudiques pour aller accrocher des affiches aux balcons de leur ville ? De l'avis général, Bnei-Brak ne s'est jamais autant mobilisée pour un scrutin législatif. Même s'il s'agit, avant tout, pour les ultra-orthodoxes de mener « leur propre campagne » électorale à l'intérieur de la campagne nationale.

Depuis qu'Israël existe, le vote religieux fut toujours crucial. Les étrangetés byzantines du jeu politique, qui résultent largement du mode de scrutin — proportionnelle, de liste et à l'échelon national, — confèrent aux petites for-

mations, notamment religieuses, un rôle charnière sans commune mesure avec leur véritable audience — douze députés sur cent vingt dans le Parlement sortant — et qui leur permet d'exercer un chantage postélectoral sur les deux grands partis, lorsque le verdict des urnes ne leur attribue aucune majorité parlementaire. Il en restera ainsi tant que le système ne sera pas réformé.

Dans cette partie serrée, chaque formation religieuse joue, bien sûr, son propre jeu. Sur l'échiquier religieux, deux pions supplémentaires ont fait cette année leur apparition : l'un dans le camp ultra-orthodoxe : Degel Atzmaï ; l'autre, Meimad, chez les orthodoxes « modérés », convertis de longue date au sionisme et acteurs depuis toujours de la vie politique. Ces deux nouveaux-nés accélèrent le lent déclin des deux formations religieuses traditionnelles dont ils sont respectivement issus : Agoudat Israël, côté ultra-orthodoxe ; le Parti national religieux (PNR) chez les orthodoxes sionistes.

Contre une dérive droite

Leurs animateurs expriment surtout une protestation contre la dérive droite de ces deux grands partis, qu'ils tiennent pour un dévoiement. Allié historique des travaillistes jusqu'en 1977, le PNR est aujourd'hui entre les mains d'un groupe de « faucons » qui chassent ouvertement sur les terres de l'extrême droite nationaliste. Les dissidents de Meimad refusent ce raidissement, selon eux politiquement néfaste et dommageable pour l'image du mouvement religieux. Se situant au centre gauche, ils seront d'éventuels partenaires des travaillistes. Encore leur faudra-t-il avoir des élus dans la prochaine Knesset.

On retrouve chez les ultra-orthodoxes ce même refus d'une radicalisation politique, contraire aux croyances d'une communauté non sioniste, pour qui le sang d'un seul juif a plus de valeur, au bout du compte, que l'ensemble de la terre d'Israël. Ces hommes se situent aux antipodes du courant ultrasioniste religieux, incarné par le Goush Emounim (le Bloc de la foi), fer de lance de la colonisation juive en Cisjordanie et à Gaza. Ces militants zélés, idolâtres de la terre, brandissent la Bible comme un ordre de mission. Mais leur néomessianisme conquérant ne peut, aux yeux des ultra-orthodoxes, qu'attirer sur Israël la colère de Dieu.

Pour protéger ses ouailles d'une tentation sioniste malsaine, le vieux rabbin de Bnei-Brak a donc suscité la création de Degel Atzmaï, qui serait prêt, comme Meimad, à accepter, le moment venu, un compromis territorial en Cisjordanie. Cette scission érolente un peu plus Agouda Israël, déjà très affaibli par l'hémorragie de ses cadres séfarades, qui fondèrent, en 1983, le parti Chas et réussirent, un an plus tard, une spectaculaire percée en obtenant quatre sièges à la Knesset.

En quatre ans, Chas a fait ses preuves en participant au gouvernement d'union nationale. « Il a obtenu plus de choses qu'Agouda Israël en vingt ans », affirme-t-on à Bnei-Brak, où l'on souhaite que Chas et Degel Atzmaï recueillent le maximum de voix religieuses. Plus de choses ? Entendez : de l'argent pour les écoles et les nombreuses institutions de la mouvance ultra-orthodoxe. On a beau ne pas être sioniste, on n'en puise pas moins dans la corne d'abondance de l'Etat. Ainsi peut-on servir Dieu tout en subvenant à son existence, grâce à l'Etat, cet humble serviteur qu'on aimerait toujours plus généreux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER
et ALAIN FRACHON

Dans les territoires occupés

Un Palestinien tué et vingt blessés dans la bande de Gaza

Jérusalem (Reuters). — Un Palestinien a été tué et vingt autres manifestants blessés, jeudi 27 octobre, lors d'affrontements avec les troupes israéliennes dans les territoires occupés, selon des sources hospitalières. Ziyad Thabet, seize ans, du camp de réfugiés de Nousseirat, dans la bande de Gaza, a été atteint par deux balles dans la poitrine ; il est décédé lors de son transport à l'hôpital, indique-t-on de même source.

Selon des Palestiniens, il a été abattu par des soldats pendant une manifestation organisée dans le camp en dépit d'un couvre-feu.

D'autre part, toujours selon des sources hospitalières arabes, vingt manifestants ont été blessés lors d'affrontements à Gaza, Khan Younes, Rafah, Tulkarem, Djénine, et dans la plus grande ville de Cisjordanie, Naplouse.

IRAN

M. Bazargan refuse de servir d'alibi au régime islamique de Téhéran

Dans une lettre récemment adressée à l'imam Khomeiny, M. Mehdi Bazargan, chef du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), a menacé de « mettre fin volontairement » aux activités de son parti devant l'« aggravation » de la répression contre ses militants persécutés par le « ministère du renseignement et les tribunaux révolutionnaires ».

Début juin, les autorités avaient procédé à de nombreuses arrestations parmi les amis proches de M. Bazargan à la suite d'une « lettre ouverte » adressée par ce dernier à l'imam dans laquelle il critiquait la poursuite de la guerre. Le siège du MLI avait été fermé après avoir été fouillé de fond en comble et en partie saisi. Les avoirs de l'organisation avaient été confisqués et son matériel d'impression et de tirage saisi et mis hors d'usage.

« Pour raisons de santé »

Depuis, les responsables du MLI poursuivaient leurs activités de propagande avec les moyens du bord. Deux des huit personnalités détenues à la suite des interpellations ont été récemment libérées « pour raisons de santé ». Les six autres demeurent toujours emprisonnées et seraient soumises à de nombreuses pressions physiques et morales.

« Nous voulons dire pour la dernière fois que si nos militants arrêtés ne sont pas libérés, si nos locaux ne nous sont pas restitués, si on ne nous autorise pas à continuer nos publications et si on continue à nous accuser de tous les maux du pays, nous serons obligés de mettre

fin à nos activités, tout en expliquant au monde les raisons de cette décision. »

« Il est clair, poursuit M. Bazargan, qu'on veut utiliser notre nom et notre existence afin de prétendre que dans la République islamique existent des partis d'opposition légaux et tolérés. On veut donc se servir de nous comme alibi pour tromper l'opinion et couvrir ainsi les tromperies politiques et la trahison de nos idéaux. Ils nous ont placés devant un choix douloureux : survivre péniblement dans la trahison ou arrêter volontairement dans l'honneur nos activités. Il ne fait pas de doute que nous opterons pour cette dernière solution s'il n'y a pas d'autres moyens. »

« Une voie sans issue »

M. Bazargan met l'imam en garde contre les conséquences de la disparition de la scène politique du MLI qui, rappelle-t-il, s'est toujours évertué à agir dans le cadre du respect de la Constitution, de la légalité et de la non-violence : « Le pouvoir aurait ainsi démontré qu'il ne peut tolérer la moindre liberté d'opinion ou forme d'opposition légale, aussi timide soit-elle. Il aura ainsi prouvé aux partisans de la subversion et de la lutte armée que le combat pacifique et légal dans le cadre de la Constitution islamique constitue en Iran une voie sans issue. Ainsi serait ouverte la voie au désespoir et à la peur qui frayeraient le chemin au renforcement de la dictature dans le pays sous la domination étrangère. »

J. G.

Les otages américains au Liban

La fausse « filière italienne »

Milan (AFP). — La lettre signée par l'un des otages américains au Liban et trouvée en possession de la jeune Libanaise Aline Rizkallah, arrêtée la semaine dernière à l'aéroport de Milan (le Monde du 26 octobre), est un faux, a annoncé, le jeudi 27 octobre, la police italienne.

Outre la lettre signée Alan Steen, les policiers avaient saisi dans le double fond d'une valise trois photos d'otages américains au Liban, qui s'étaient révélées être de simples « reproductions de photographies plus anciennes ».

Lors de son arrestation, Aline Rizkallah transportait également une lettre adressée à un ancien informateur des services secrets italiens, M. Aldo Anghessa, un message « codé » adressé à un détenu de droit commun de la prison de Massa (Toscane), ainsi que 50 grammes d'héroïne et mille faux dollars. M. Anghessa, dont le nom avait déjà

été cité dans une affaire de trafic d'armes l'an dernier, a nié connaître la jeune femme. Quant au message « codé », il a pu être décrypté par les enquêteurs et n'aurait rien à voir avec l'affaire des otages américains au Liban, a-t-on appris de source policière.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RE ABONNEZ-VOUSLE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7ABONNEMENTS
36,15 LE MONDEMike Tyson
par Norman Mailer.

ACTUEL

Du jamais lu. Actuel d'octobre. 25 F.

هكذا من الأصل

Gely Ouest - And

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Etat

- Prague quadrillée par les forces de l'ordre
- De nombreux opposants ont été arrêtés

PRAGUE
de notre envoyé spécial

Il y avait beaucoup de « citoyens honnêtes » jeudi 27 octobre dans le centre de Prague. Les « citoyens honnêtes » c'est ainsi que les Tchécoslovaques appellent leurs forces de l'ordre depuis que l'on publie dans la presse officielle, des appels de « citoyens honnêtes » à empêcher toutes perturbations de l'ordre public. Ils étaient donc très nombreux, jeudi, des milliers de policiers et membres des « milices populaires », forces paramilitaires de volontaires auxiliaires, à prendre position sur la place Wenceslas en prévision de la manifestation officielle — organisée à 16 heures à la veille du soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Etat tchécoslovaque.

Leur présence visait sans doute davantage à intimider qu'à faire face à une menace réelle mais les autorités sont à ce point déterminées à faire régner l'ordre ces jours-ci qu'elles avaient fait procéder d'une démonstration de force d'une vaste opération d'arrestations et de perquisitions au domicile d'une soixantaine de dissidents connus, à travers tout le pays : Prague, bien sûr, mais aussi Bratislava, Brno, Gottwald.

PORTUGAL

Surprise à Lisbonne

Le secrétaire général du parti socialiste a donné sa démission

LISBONNE
de notre correspondant

Surprise générale dans les milieux politiques de Lisbonne, à la suite de la décision annoncée par M. Victor Constancio, jeudi 27 octobre, de renoncer à ses fonctions de secrétaire général du parti socialiste. Sans citer les motifs de ses opposants, M. Constancio n'a pas manqué ses mots pour dénoncer, au cours d'une conférence de presse, l'incertitude qui, à son avis, sévit au sein du parti socialiste : « Un parti, a-t-il souligné, où la passivité est la règle et où la mobilisation pour défendre les positions assumées par le leader est l'exception ».

Les raisons qui ont amené la démission de M. Constancio tiennent à la nature même d'un parti qui ne s'est jamais libéré de l'influence charismatique de M. Mario Soares. En à la présidence de la République en février 1986, M. Soares s'est abstenu, malgré les pressions extérieures dans ce sens, de désigner un successeur pour le parti. M. Constancio a relevé le défi, pratiquement sans opposition. Il s'est entouré de ses amis les plus fidèles, pour la plupart de jeunes techniciens de compétence reconnue, et a invité les socialistes à « changer de style ». Mais le changement était sans doute trop important.

Des années durant, le PS avait été gouverné par un orateur brillant, un politicien très expérimenté qui, à plusieurs reprises, avait même assuré les échecs en victoires et qui, détestant les détails et imprégnant les « petits détails » de la vie quotidienne, se mobilisait pour les « grandes batailles ». Avec M. Constancio, en revanche, le PS allait connaître un dirigeant efficace, mais à l'aise devant les caméras de télévision. Un « jeune vétéran », disait-on, qui connaissait par cœur toutes les statistiques, qui réduisait ses discours à l'analyse de la balance des paiements et du taux d'inflation.

En février dernier, M. Constancio était couronné à la tête du parti par plus de 90 % de congruence. Mais sans enthousiasme, il n'y avait pas d'alternance.

Les résultats des sondages récemment diffusés ont, en quelque sorte, précipité les événements. Selon les détracteurs de M. Constancio, une telle situation serait due à l'incapacité du PS à se présenter comme un véritable parti d'opposition.

JOSÉ NEBELO

Le nouveau ministre de l'intérieur, le colonel Kinel, nommé il y a deux semaines à l'issue d'un plénum du comité central qui a permis d'écarter les rares réformateurs du pouvoir, a du savoir-faire : il est lui-même policier de carrière. Ainsi, les Václav Havel, Peter Uhl, Jiri Dienstbier, Milan Simecka, Jan Černogurský, Jan Šabata, Václav Bezděd, et autres perturbateurs de la Charte 77 ou de l'Association pacifiste indépendante, sont mis hors d'état de nuire au moins jusqu'à samedi matin, puisque le défilé de garde à vue est de quarante-huit heures. Ils ne peuvent donc pas tenter de se rendre place Wenceslas vendredi après-midi pour la manifestation officielle — organisée par l'opposition.

L'épouse de l'un des opposants arrêtés, Anna Šabátová, tient sur une feuille de papier, près du téléphone qui sonne sans arrêt, le compte des victimes de cette rafle policière. Elle en était à trente-huit arrestations jeudi après-midi, une soixantaine vendredi soir. Difficile, explique-t-elle, d'avoir des chiffres définitifs car beaucoup ne répondent pas au téléphone et l'on ne sait pas s'ils ont été interpellés ou s'ils avaient pris la poudre d'escampette.

comme le dramaturge Václav Havel que les policiers ont quand même fini par détenir dans la soirée.

Les perquisitions ont visé essentiellement des gens dont les noms et adresses figuraient comme contacts au bas du Manifeste pour la liberté civile, publié le 15 octobre et signé par cent seize opposants. Ce nouveau mouvement ne se contente pas, comme la Charte 77, de défendre les droits de l'homme mais pose des revendications politiques telles que le pluralisme politique ou une Constitution démocratique. Des aspirations que les autorités tchécoslovaques ne sont manifestement pas prêtes à laisser s'exprimer.

Amnistie partielle

Le dispositif policier mis en place jeudi pour le rassemblement officiel — circulation interdite, issues du métro bloquées, fourgons, camions de nettoyage équipés de canons à eau et ambulances dans les rues adjacentes, hélicoptères, uniformes bleus des miliciens omniprésents — laisse imaginer la faible marge de manœuvre laissée aux éventuels manifestants vendredi.

Devant une foule clairsemée (estimée à quelque dix mille personnes selon les observateurs mais

officiellement à « deux cent mille ») et qui, de toute évidence, aurait mieux aimé avancer le départ en week-end d'une demi-journée que de se trouver là, la cérémonie officielle a été expédiée en une demi-heure. M. Miroslav Stepan, « Nous ne tolérerons jamais la subversion », et « la déstabilisation de la société », a-t-il lancé. Les dernières notes de l'Internationale distillées par haut-parleurs, car mieux valait ne pas compter sur la foule pour chanter, ont donné le signal du départ.

Pour marquer cette fête nationale, le gouvernement a décrété une amnistie limitée aux délits mineurs, mais qui pourrait s'appliquer à huit détenus politiques, selon un membre du VOIS, le comité pour la défense des personnes injustement poursuivies. Selon le texte publié par l'agence officielle CTK, cette amnistie concerne également le délit d'émigration illégale possible d'une peine de six mois à dix ans de prison, à condition que l'auteur de ce délit « ne manifeste pas d'hostilité à l'égard du régime socialiste ». Quelque sept mille prisonniers devraient être libérés au titre de cette amnistie, indique-t-on de source officielle.

SYLVIE KAUFFMANN

Afrique

ALGÉRIE

Un appel au président Chadli d'anciens internés politiques, dont Henri Alleg

Une vingtaine d'anciens internés politiques pendant la guerre d'Algérie, dont M. Henri Alleg, ancien directeur d'Alger républicain, qui avait été condamné à dix ans de détention criminelle par la justice française, M. Josette Audin, veuve de Maurice Audin, et M. Christian Buono, signataire du texte « venant d'adresser au président Chadli Bendjedid une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux extraits ».

« Parmi ceux qui signent cette lettre, il n'en est pas un seul qui, au cours de ces longues années de combat pour la cause algérienne, n'ait souffert dans sa chair, dans sa vie, dans sa liberté, dans ses affections les plus profondes... »

« C'est pourquoi, monsieur le président, vous comprendrez que nous nous adressons à vous, qui assumez la responsabilité suprême dans cette Algérie en laquelle nous avons mis tant d'espoir, pour vous dire l'émotion qui nous étreint aujourd'hui, à mesure que se découvrent à la fois le sinistre et sanglant tableau de la répression et les méthodes utilisées pour la mener ».

« A nouveau ont resurgi dans nos mémoires, par la force des images et des mots atrocement évocateurs, le martyre subi par tant de patriotes ».

algériens victimes des unités « spécialisées ».

« Les témoignages sortis des mains des tortionnaires d'aujourd'hui parlent d'asphyxie, de coups, de larmes par l'électricité, d'ongles arrachés et d'autres traitements aussi barbares. Ils parlent aussi de viols qui ont souvent eu lieu dans les mêmes locaux — telle la villa Susini — qu'utilisaient les « spécialisés » d'il y a trente ans ».

« Mais cette fois, il s'agit d'Algériens torturés d'autres Algériens. Il s'agit aussi, le plus souvent, d'enfants et de très jeunes gens. Il s'agit de personnes arrêtées chez elles simplement parce que leurs noms figuraient sur quelque liste policière et sans aucune justification légale ».

« Vous avez déclaré que tous ceux qui s'étaient rendus coupables de « déviances » reconnues aujourd'hui par les organes de la presse officielle algérienne — seraient punis comme ils le méritent ».

« Permettez-nous cependant, monsieur le président, de rappeler — cela a été vrai en France — que l'on voit bien souvent les tortionnaires et leurs protecteurs, leurs forfaits accomplis et dénoncés, non seulement garder les postes qu'ils occupent, mais, se faisant vite « oublier » grâce à de multiples complications être promus à des postes supérieurs, tout prêts à resservir ».

« Si par malheur tel devait être le cas, alors de telles atrocités, de telles violations de tous les droits, pourraient se reproduire demain dans d'autres circonstances, et l'on pourrait dire que les tortionnaires d'hier n'ont pas tout à fait perdu leur guerre ».

« Nous voulons croire que cela ne sera pas... »

AFRIQUE DU SUD

Mgr Desmond Tutu critique les résultats des élections municipales

L'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, a critiqué de manière cinglante les élections municipales du mercredi 26 octobre. « Comment peut-il y avoir un mandat valide quand la moitié des votes a été annulé par le manque d'intérêt ? », a demandé, jeudi, au Cap, au cours d'une conférence de presse, le prix Nobel de la paix 1984, qui avait appelé, à plusieurs reprises, à l'abstention, la violation de l'état d'urgence. Mgr Tutu est le premier leader de l'opposition parlementaire à réagir aux résultats de ces élections, que le gouvernement a présentées comme un succès (le Monde du 28 octobre).

D'autre part, l'Assemblée générale de l'ONU a rejeté les résultats des élections municipales dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité. Le texte soumis à l'Assemblée par les pays africains a recueilli 146 voix. Aucun pays n'a voté contre. Seuls les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont abstenus lors du vote de cette résolution qui rejette aussi tout règlement interne négocié s'appuyant sur des élections basées sur la séparation raciale.

Le représentant américain, M. Patricia Byrne, a estimé que la résolution traitait le problème de la violence en Afrique du Sud « de manière déséquilibrée et partielle ». Elle a, toutefois, indiqué que les États-Unis comprennent les raisons ayant conduit au dépôt de ce texte. Washington, pour sa part, a-t-elle dit, s'efforce de convaincre les autorités sud-africaines de lever l'état d'urgence et de libérer tous les prisonniers politiques. — (AFP.)

URSS : devant le Soviet suprême

Le ministre des finances annonce un budget largement déficitaire pour 1989

MOSCOU
de notre correspondant

Comme si la liste des difficultés de l'URSS ne devait jamais finir de s'allonger, le ministre soviétique des finances, M. Boris Gostev, vient de révéler que son pays accusait, l'an prochain, un déficit budgétaire de 36 milliards de roubles.

Au cours officiel, cette somme représente 360 milliards de francs, soit environ le tiers du déficit américain. Ce cours n'a qu'un rapport extrêmement lointain avec la valeur réelle de la monnaie soviétique (six fois moindre sur le marché noir). La gravité du problème ressort mieux de la comparaison avec l'ensemble du projet de budget présenté par M. Gostev : 494 milliards de roubles.

Le déficit prévu s'élèvera en effet à 7 %. Cela s'explique par une progression beaucoup plus rapide des dépenses que des recettes (11 % contre 3 %), mais le ministre a fait ressortir quatre facteurs dont « l'impact a été négatif sur la situation financière ».

Depuis 1985, d'abord, la baisse des cours du pétrole a fait perdre près de 40 milliards de roubles à l'URSS, qui est le premier producteur mondial. Lancée la même année, la campagne anti-alcool a parallèlement privé l'Etat d'une somme comparable, et la catastrophe de Tchernobyl a coûté 8 milliards en manque à gagner : déplacement de population, travaux de décontamination, etc.

Dernier problème, mais sur lequel le ministre a été avaré de détails, la « situation extrêmement grave dans le domaine social » a conduit à débloquer 18 milliards de roubles de plus qu'il n'était prévu dans le plan quinquennal. Cet effort pourrait notamment avoir répondu aux consignes de M. Gorbatchev d'accroître les programmes de construction de logements : tout indique qu'il a été consenti pour prévenir ou tenter d'empêcher (dans le Haut-

Karabakh notamment) des conflits sociaux et politiques menaçants.

En dehors de ces quatre problèmes, qui ne sont d'ailleurs pas tous conjoncturels, M. Gostev a dénoncé devant le Soviet suprême (le Parlement fédéral) « les subventions massives, les énormes pertes, tout ce qui a été produit par des méthodes de gestion extensives, le parasitisme et la passivité de la politique financière ». Le ministre a, en conséquence, souligné que le déficit ne pourrait être maintenu dans les limites prévues que si étaient prises des mesures « énergiques pour mobiliser les réserves et procéder à des économies draconniennes ».

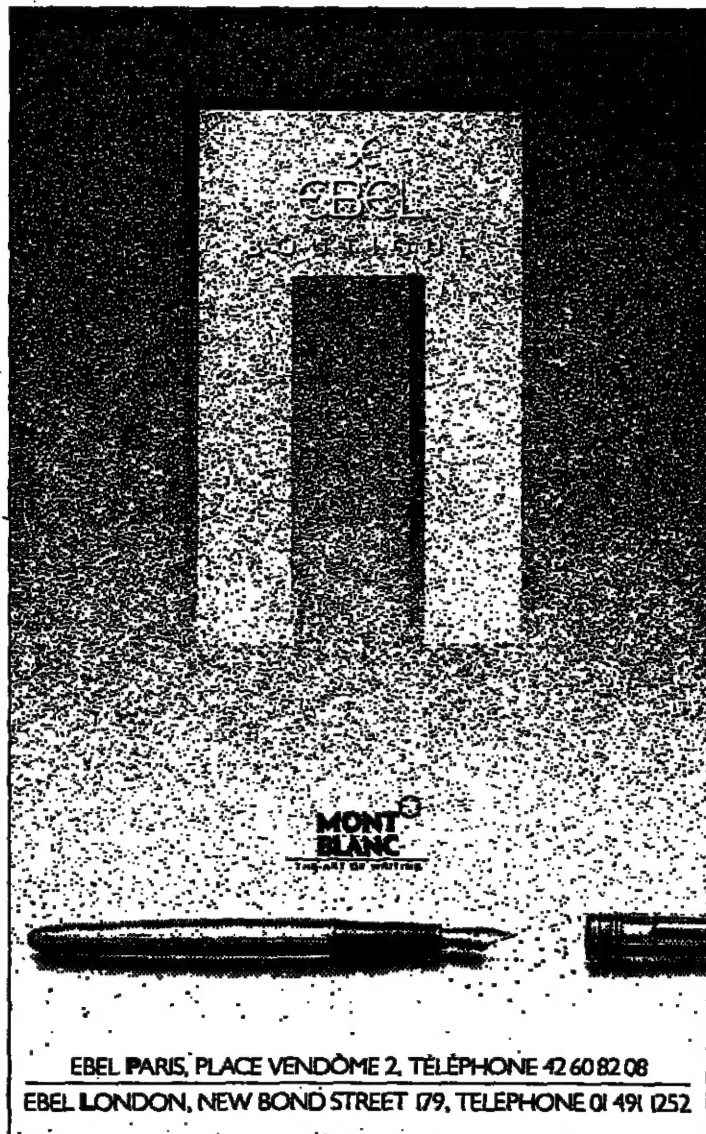
Outre les réductions d'effectifs dans les appareils administratifs, M. Gostev a, en particulier, cité la nécessité de ne plus couvrir les pertes des vingt-quatre mille entreprises non rentables que ses services ont recensées. Il s'est toutefois gardé d'annoncer leur fermeture immédiate puisque la décision prise à cet égard est de « réorganiser ou même fermer certaines d'entre elles ».

Jusqu'à jeudi, les budgets avaient tous été présentés comme équilibrés ou largement excédentaires. Officiellement, on admet pourtant aujourd'hui que la situation présente n'est en fait pas nouvelle et, mercredi déjà, les Nouvelles de Moscou avaient indiqué que la dette extérieure de l'URSS se montait à 39 milliards de dollars. Les secrets tombent et la réalité est rarement rose.

BERNARD GUETTA

URSS : nouveau chef du KGB en Arménie. — M. Marius Youshechian, chef du KGB (police secrète) de la République d'Arménie, a été remplacé par M. Valery Badamiant, a annoncé le journal officiel arménien Kommunist.

Ce remplacement intervient deux mois après celui du patron de la police secrète de la République voisine d'Azerbaïdjan, auquel a succédé un Russe. — (AFP.)



EBEL PARIS, PLACE VENDÔME 2, TÉLÉPHONE 42 60 82 08
EBEL LONDON, NEW BOND STREET 179, TÉLÉPHONE 01 491 0252

Orly Ouest - Annecy direct* en "jet". Tél: 05.05.50.05

*A partir du 3 novembre.

Hommes d'affaires, voici enfin Paris Orly-Ouest à 55 minutes de vol d'Annecy avec les 4 liaisons quotidiennes de TAT. Soyez directs, appelez-nous.

TAT

LA TRAJECTOIRE DES AFFAIRES.

Politique

Dans l'attente d'un nouvel arbitrage Le budget de la justice est réservé

Jugé « insuffisant » tant par l'opposition de droite que par les députés communistes — et reconnu « peu excitant » par le garde des sceaux lui-même — le projet de budget de la justice avait déjà fait l'objet de multiples péripéties. Rejeté une première fois par la commission des finances le 18 octobre (les élus socialistes étaient minoritaires), il avait finalement été adopté quelques jours plus tard, après qu'une nouvelle délibération ait été demandée par le rapporteur général du budget M. Alain Richard. Le rapporteur pour avis du projet à la commission des lois, M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), avait lui aussi conclu à son rejet, mais n'avait toutefois pas été suivi par la majorité des commissaires.

« La justice n'a pas été considérée par l'actuel gouvernement comme une priorité », constataient avec une belle unanimité les différents orateurs qui se succédaient à la tribune. D'un montant de 15,6 millions de francs (soit une hausse de 6 % par rapport à 1988) les crédits de la justice ne représentent que 1,21 % du budget général de l'Etat. Une part « insuffisante » pour M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur spécial de la commission des finances. Des crédits mal répartis selon M. François Asensi, qui, « par la priorité donnée à l'administration pénitentiaire, prolongent les orientations du gouvernement précédent » et « ne rompent pas avec la politique du « tout-carcéral ».

Un budget « peu de chagrin » pour M. Jean-Paul Virapoullet (UDC-Réunion) qui « ne met pas fin à l'inadéquation entre les moyens et les besoins ». Pour M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise), ce projet est « décevant », et la politique de l'emploi « laisse à désirer ». « Ce n'est pas avec 27 postes supplémentaires de magistrats que l'on remédiera à l'engorgement des tribunaux », a observé l'orateur du groupe UDF, soulignant également la « diminu-

A la demande du président de la commission des lois, M. Michel Sapin, et avec l'accord du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, le vote sur le budget de la justice, examiné jeudi 27 octobre, à l'Assemblée nationale, a été « réservé » jusqu'à la fin de la discussion de la loi de finances.

C'est la troisième fois depuis le début de la V^e République qu'une telle procédure est utilisée sur un budget. Cette demande se justifiait, selon M. Sapin, après l'annonce par le garde des Sceaux, qu'un « effort significatif » pourrait intervenir en matière de crédits supplémentaires pour la justice, « avant la fin de la discussion budgétaire ».

Elle répondait surtout à l'incertitude

tion continue » des effectifs dans les greffes.

Au nom du groupe RPR, M. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie) dénonçait à son tour l'absence de revalorisation des primes des magistrats.

Une conception nouvelle

L'hémicycle s'était bel et bien transformé en un « bureau des lamentations », remarquait M. Jean-Pierre Michel (PS, Hauts-de-Seine). A ce chapitre de reproches, le garde des sceaux allait répondre point par point. Soulignant les « contraintes » liées aux engagements de son prédécesseur qui avait retenu « l'hypothèse de la croissance de la délinquance et le choix de l'alourdissement de la répression », M. Arpaillange précisait que son budget traduisait toutefois « une conception nouvelle de la justice ».

Celle-ci n'est pas seulement le bon fonctionnement judiciaire, mais aussi la prise en charge des populations dites « de justice », des individus que la société lui a confiés pour qu'elle contribue à leur réinsertion ». M. Arpaillange a donc choisi de réduire le programme de construction de nouvelles places de

prison de 15 000 à 13 000 « parce que les prisons n'étant pas une fin en soi, il ne s'agit pas de faire de celles qui seront créées de nouveaux lieux d'exclusion où s'entasseraient le maximum de délinquants condamnés au maximum de peine ». Le programme « 13 000 » doit être au contraire, le « moyen d'une transformation radicale de l'administration pénitentiaire ». Autre rupture avec la politique de son prédécesseur, M. Arpaillange a renforcé les crédits destinés à l'éducation surveillée (en hausse de 5,7 %). laquelle avait été le parent pauvre du budget pour 1988.

Même présenté comme un budget de « transition » dans l'attente d'une réflexion globale sur l'institution judiciaire qui devrait être menée durant l'année 1989, le projet restait pour de nombreux élus peu convaincant, et ne répondait guère aux « préoccupations » ou aux « inquiétudes » exprimées tout au long du débat. Lourde hypothèque sur l'issue du vote des crédits, les députés du groupe communiste entretenaient en outre un flou savant sur leur intention de vote.

D'un ton soudainement affirmé, après quelques dizaines de minutes d'interruption de séance, le garde des sceaux annonça alors qu'il s'engageait à obtenir de son « collè-

gue du budget » des « améliorations substantielles d'ici à la fin de la discussion budgétaire ». Cet effort — « de quelques centaines de millions de francs » — porterait essentielle-

ment sur la rénovation des prisons existantes (20 millions de francs supplémentaires), l'éducation surveillée, les indemnités des magistrats et les greffes. Prenant acte de

ce engagement du garde des sceaux, M. Michel Sapin, président de la commission des lois, estima que « si un effort supplémentaire était fait pour la justice, il fallait qu'il soit jugé en toute connaissance de cause par l'Assemblée », et demanda la « réserve » du vote sur ce budget. « Les communistes font pression sur vous, vous n'avez plus la majorité », lançait M. Delattre (UDF), précisant toutefois que « la connaissance de la nature exacte des moyens supplémentaires accordés au garde des sceaux pourrait nous inciter à revoir notre position ».

Quant à M. Pierre Mazeaud (RPR) qui s'étonnait avec virulence de la procédure de réserve employée, il s'entendit rappeler, par M. Sapin, que les deux précédents — le 29 octobre 1973 et le 14 novembre 1978 — concernaient le budget de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le secrétaire d'Etat d'alors n'était autre que... M. Mazeaud !

PASCALE ROBERT-DIARD.

Session de rattrapage

L'AFFAIRE était mal engagée. Dès son arrivée place Vendôme, M. Pierre Arpaillange en était conscient. L'hémicycle laissé par son prédécesseur — le programme de quinze mille nouvelles places de prison — allait peser lourd. Philosophiquement, son côté « tout-carcéral » ne pouvait évidemment le séduire. Economiquement, il allait bien entendu grever le budget à venir, d'autant que M. Alain Chalon, alors garde des sceaux, s'était adroitement arrangé pour que les charges les plus importantes soient réparties après l'élection présidentielle, les crédits de paiement s'échelonnant jusqu'en 1991. Réduisant ce programme à treize mille places, en modifiant l'équilibre interne (restaurant notablement la place du service public dans ces futures prisons), M. Arpaillange a limité le casse, autant qu'il a pu. Il n'en reste pas moins ces nouvelles prisons comme un boulet.

Le budget de la justice en 1989 a été « bétonné » par son prédécesseur et le garde des sceaux est le plus lié par les engagements d'un autre, en particulier à l'égard d'une opinion dont on pense, à tort ou à raison, qu'elle ne comprendrait pas qu'on renonce à cette inflation carcérale.

Reines en 1987, les prisons restent des prisons en 1988, au détriment des autres têtes de chapitre du budget. D'où un déséquilibre, qui fait des services judiciaires, des magistrats, de l'éducation surveillée, des fonctionnaires des cours et des tribunaux, des prisonniers de la loi. Il faudrait rénover, des parcs pauciers. M. Arpaillange a fait son possible pour arranger les choses. Mais au mois de juillet, lors des arbitrages, il se trouvait, juste après l'affaire de l'écroulement des diétons « politiciques », en position de faiblesse pour négocier des renforcements budgétaires et pressait de son inexpérience de la

chose politique. Ses services ont donc calculé serré, mettant au point un budget « tendu », mais qu'ils ne jugent pas « trop mauvais dans sa structure ». Fudiquement, M. Gilbert Bonnemaison (PS), rapporteur du budget de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée, qui s'est toujours déclaré hostile à la construction massive de nouveaux établissements pénitentiaires, a parlé d'un « budget de transition », après une période guidée par « une démographie électorale ». D'autres, à gauche comme à droite, ont clairement affiché leur déception, le moins des paradoxes de ce débat n'étant pas de voir l'opposition d'aujourd'hui défendre avec vigueur les vertus de la prévention contre la répression.

Des critiques très vives sont aussi venues d'une dizaine de syndicats du monde judiciaire et pénitentiaire, pour une fois unis face aux insuffisances de ce projet de budget. Mais la majorité du budget, jusqu'ici, restait intraitable, considérant qu'il n'était guère rentable d'investir « à fonds perdus dans la justice », « sans jamais voir de résultats positifs » et peu soucieux de « faire des cadeaux » à un ministre qui n'a jusqu'à présent guère aidé.

Centaines de millions supplémentaires

Affailé par la grève des gardiens de prison, dont il n'a pu sortir in extremis qu'avec le concours de M. Benoit Laroche, jusqu'ici, restait intraitable, considérant qu'il n'était guère rentable d'investir « à fonds perdus dans la justice », « sans jamais voir de résultats positifs » et peu soucieux de « faire des cadeaux » à un ministre qui n'a jusqu'à présent guère aidé.

L'Assemblée nationale, une rencontre était organisée, en fin de matinée, avec M. Michel Chasseau au ministère du budget.

Orageuse, la discussion tournait pourtant à l'avantage du garde des sceaux, qui s'est battu bec et ongles pour son ministère. Sans arriver à l'Assemblée les poches pleines, il avait pourtant de nouvelles cartouches. Au dernier moment, la négociation avait fini par s'engager. Quelques centaines de millions de francs supplémentaires pour la justice, le garde des sceaux, arrondir les angles. Sorti du chapeau de M. Michel Sapin, président du conseil de la commission des lois — qui semblait assez content de jouer le « monsieur Bons Offices » — et décidé le matin même de l'examen du budget, le principe de vote réservé était parvenu de gagner du temps et, peut-être, de l'argent.

L'éducation surveillée pourrait, dès lors, avec une enveloppe supplémentaire d'environ 4 millions de francs, en bénéficier. Mais aussi les greffes (deux cents postes devaient être supprimés) ; les vieilles prisons, dont l'entretien avait été sacrifié pour cause de « programme treize mille » et, enfin, les magistrats, dont les très efficaces pressions pourraient aboutir au dégel d'une vingtaine de millions de francs affectés à leur régime indemnitaire, que M. Chalon avait commencé à réévaluer mais qui, faute de crédits, était menacé de ne pas l'être.

Ainsi, le dos au mur, dans une atmosphère de psychodrame parlementaire, où les négociations en coulisse ont été menées bon train, en usant de l'artifice du vote réservé, le garde des sceaux, — qui était au départ en bien mauvaise posture — va-t-il peut-être parvenir à retourner la situation, réussissant paradoxalement, et après bien des embûches, là où on ne l'attendait pas.

AGATHE LOGEART.

La dimension européenne des budgets du tourisme et de l'artisanat

Les députés ont examiné, jeudi 27 octobre, le budget du tourisme et celui du commerce et de l'artisanat. Les votes de ces deux budgets interviendront en même temps que celui du budget de l'aménagement du territoire. Les groupes PS, UDF et UDC devraient voter les crédits du tourisme qui enregistreraient une progression de 15,6 %. Le PCF devrait s'abstenir et le RPR voter contre.

TOURISME

« Le tourisme joue désormais un rôle essentiel dans la formation de la richesse française », a affirmé le rapporteur, M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne), en rappelant que son chiffre d'affaires s'élevait en 1987, à 390 milliards, soit plus de 7 % du PIB. « De plus, la progression de ce secteur a été, en moyenne annuelle, supérieure de 1,8 % à celle de l'ensemble de l'économie française », s'est-il félicité. Toutefois, M. Rodet s'est inquiété des « insuffisances » du tourisme français, notamment par rapport à l'Espagne, à l'Italie ou au États-Unis : « Notre pays n'occupe que le quatrième rang mondial en termes de recettes touristiques, alors que nous accueillons le plus grand nombre de touristes étrangers ». D'où la nécessité « d'amplifier l'évolution » dessinée par ce budget. M. Francis Geng (UDC, Orne) a, pour sa part, souligné l'importance de l'accent mis sur la promotion : « Nous nous réjouissons que l'on reconnaisse enfin l'utilité d'une « Maison de France », naguère si villipendée », a affirmé le rapporteur pour avis qui n'a pas eu de mal à se retrouver dans un budget dont les priorités, a-t-il dit, « recourent largement celles des gouvernements précédents ».

« Le gouvernement vous propose un budget dynamique », a affirmé

Les crédits de M. Olivier Stira, ministre délégué chargé du tourisme, représentent 343,5 millions de francs et 0,03 % du budget général. En revanche, les crédits de M. François Doehie, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, régressent avec 612,5 millions de francs, ils sont en recul de 0,7 point (0,05 % du budget général).

M. Olivier Stira. Mais au-delà des crédits indispensables pour stimuler ce secteur, le ministre a rappelé que c'est « tout un état d'esprit qu'il faut changer : jusqu'à présent, le tourisme était considéré dans notre pays comme une activité sympathique, mais subalterne. Il faut expliquer aux Français que c'est une industrie créatrice d'emplois et de devises et qui, en outre, a un sens social et favorise un réaménagement du territoire ». Le ministre du tourisme s'est également prononcé pour une meilleure prise en compte de la dimension européenne de cette activité : 85 % des touristes qui viennent en France sont européens. « Les touristes sont les premiers artisans de la construction européenne », a rappelé M. Stira.

COMMERCE ET ARTISANAT

Le hasard fait bien les choses, en ces temps de rapprochement des familles radicales : M. François Doehie, ministre radical de gauche, a présenté dans la nuit son budget, sous l'œil attentif du président de séance, M. André Rossion, président des radicaux valaisiens. Pour aider à croire une nouvelle génération d'entreprises artisanales, « il faut, en priorité, améliorer la recherche, répondre la qualification et améliorer son niveau moyen », a expliqué le ministre. Soucieux de répondre aux orateurs qui avaient

dénoncé la baisse de son budget, M. Doehie a rappelé que, pour en avoir une vue exacte, il fallait ne pas oublier de prendre en compte une partie des fonds gérés par les chambres de métiers (2,5 milliards), le concours des régions dans le cadre des contrats Etat-régions et la participation d'autres ministères. Le ministre s'est montré notamment favorable au développement du compagnonnage européen, à la réhabilitation des métiers d'art et à la promotion des entreprises artisanales à l'exportation « non par un soutien aux produits, mais par l'encouragement à la constitution des réseaux ».

Les rapporteurs, MM. Alain Griotteray (UDF, Val-d'Oise) et Jean-Paul Charrier (RPR, Loiret) n'ont pas critiqué la baisse des crédits de ce ministère, estimant que ce qui était important, c'était l'utilisation faite des crédits.

« 220 000 apprentis en France, 1 200 000 en Allemagne... ces chiffres parlent d'eux-mêmes », a rappelé M. Jacques Farran (UDF, Pyrénées-Orientales) qui s'est félicité des 6 millions de francs alloués à l'apprentissage. Enfin les députés ont adopté (abstention de la droite, PS pour, PCF contre) un amendement portant de 440 à 444 francs maximum le droit de la taxe pour frais de chambres de métiers.


P.S.

EXCLUSIF

N° DE NOVEMBRE

DUEL DANS SÉLECTION DU

READER'S DIGEST



BUSH - DUKAKIS

Découvrez aujourd'hui ce que sera le monde demain.

Demain, l'homme le plus puissant du monde sera ou Bush ou Dukakis. Ce qu'ils pensent aujourd'hui de la drogue, de l'économie, de la peine de mort, du désarmement, des relations Est-Ouest, aura une influence décisive sur la marche du monde. Et tout cela, Bush et Dukakis l'ont exposé en exclusivité pour Sélection dans le numéro de novembre. Pour prévoir ce que sera le monde de demain, lisez Sélection aujourd'hui.

Sélection
de Reader's Digest

LE DOSSIER CALÉDONIE

Les enjeux de l'après-référendum

مكتبة من الأصل

Politique

La « jeune garde » du RPR à « Questions à domicile » sur TF 1

Le choix du référendum est « truqué », assure M. Alain Juppé

M. Alain Juppé, évoquant les attaques de M. Rocard contre le RPR, a estimé : « J'ai cru, dans un premier temps, que M. Rocard avait craqué — ce qui aurait été compréhensible après tout, car il a été un peu surmené ces derniers temps, et je comprends qu'il soit un peu exaspéré par l'attitude de ses propres amis qui le soutiennent comme la corde soutient le pendu, — mais je ne crois pas que ce soit simplement de l'énerverment ou une perte de contrôle. Je crois que c'est une tactique politique. Il s'est rendu compte que sa grande affaire, ce référendum, cela ne marchait pas. Les gens ne s'y intéressent pas parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi, après le référendum de septembre 1987, après le vote du nouveau statut qui a eu lieu en juillet à l'Assemblée nationale, il faut à nouveau revenir aux urnes. »

« A force d'injurier, parce qu'il n'y a pas d'autre mot, l'opposition, M. Rocard est en train de s'injurier lui-même et d'injurier un peu le passé. En 1972, M. Rocard était secrétaire national du PSU, a prêté, au moment du référendum sur l'Europe, l'abstention, le vote blanc ou le vote nul. »

« Quand M. Rocard assimile la non-participation au scrutin avec des mots aussi forts que « désertion », « lâcheté », « déshonneur », je me dis que le compliment va finir par arriver jusqu'aux oreilles de M. Mitterrand lui-même. »

M. Juppé rappelle que M. Mitterrand avait alors lui aussi refusé l'abstention, et M. Sarkozy ajoute : « Ce n'est pas parce qu'on est gaulliste qu'on est obligé de tomber dans le piège qui nous est tendu. » M. Juppé juge « inacceptable » de « priver des citoyens français de leur droit de vote dans dix ans », et M. Verben « ne fait pas confiance aux socialistes » après l'attitude qu'ils ont eue en Nouvelle-Calédonie de 1983 à 1986, tandis que M. Barzach trouve « dommage » que le premier ministre aborde cette affaire « dans un esprit de politique politicienne ».

« La rénovation, c'est moi »

Interrogé sur l'état du RPR, M. Juppé assure en souriant : « La rénovation, c'est moi qui la fais. C'est très prétentieux ce que je dis là, mais cela recouvre un fond de vérité, malgré tout. Lorsque Jacques Chirac nous a nommés, il nous a dit : « Je veux que vous modernisiez le RPR. » Je ne connais personne parmi les dirigeants du RPR qui ne souhaite pas que le RPR se transforme. » Évoquant le nom de M. Séguin et de quelques autres, le secrétaire général ajoute : « Je souhaite ardemment que nous travaillions ensemble. Je ne cesse de le réclamer. »

M. Barzach affirme : « Une démocratie, c'est une force qui gouverne et une opposition. Toutes les démocraties sont comme cela. Donc, ne faisons pas croire aux Français que M. Mitterrand, en 1974, après son deuxième échec, est-ce que

que notre démocratie serait différente des autres, qu'elle devrait apparaître sans une opposition et qu'il faut un consensus. Ce serait vraiment fausser le jeu politique. »

M. Juppé insiste en disant : « Gouverner par le consensus, ça veut dire ne pas gouverner. » Il ajoute : « Si gouverner au centre ça veut dire ne pas être extrémiste, gouverner avec mesure, avec modération, tous les gouvernements font cela. Il n'y a pas de gouvernement en France qui ait fait une politique extrémiste. En revanche, si gouverner au centre ou se situer au centre ça veut dire, par une soirée au Parlement, faire les couloirs sans en parler à ses amis... en se tenant soigneusement à l'écart du RPR et de l'UDF et négocier pour monnayer une abstention sur la loi de finances ou un amendement qui vise à abaisser la TVA de 33 1/3 à 28 % sur le caviar, sur le diamant, sur la fourrure et sur quelques autres produits de luxe... si c'est cela l'ouverture à gauche, permettez-moi de partir d'un grand éclat de rire. »

Et M. Sarkozy d'affirmer : « Et est-ce que c'est parce que l'on est battu à une élection, comme nous avons collectivement battu la majorité d'avant, que l'on doit renoncer à ses idées, rejeter tout ce que l'on a aimé et soutenu ? Est-ce que M. Mitterrand, en 1974, après son deuxième échec, est-ce que

M. Mitterrand, en 1980, lorsque M. Rocard le traitait d'archaïque, est-ce que cet homme-là dont on disait qu'il n'avait plus d'avenir... »

Et M. Juppé de renchérir : « Je n'ai rencontré personne qui remette en cause le fait qu'aujourd'hui celui qui incarne le mieux notre Rassemblement, c'est Jacques Chirac. » Avant que M. Barzach assure : « Nous sommes l'opposition et nous n'y sommes pas seuls. Nous sommes avec nos partenaires ou des partenaires de l'UDF, et nous nous posons des questions vis-à-vis d'un certain nombre d'entre eux qui, ces dernières semaines, ont manifesté quelques attitudes qui nous font demander où ils se situent par rapport à l'opposition. D'autres familles politiques de l'UDF ont dit la même chose que nous. »

M. Juppé à propos de la situation du commerce extérieur dit : « Bravo pour la France car ce n'est pas au bout de six mois que l'on peut imputer à un gouvernement un bon chiffre du commerce extérieur. » Quant à l'amélioration de l'emploi, M. Barzach fait remarquer que « les mesures prises par le gouvernement Rocard en matière de plan emploi ne seront effectives qu'à partir de janvier 1989 », et M. Sarkozy assure : « La méthode Rocard en ce mois d'octobre, ça a été une grève par jour. »

La relève

On savait le RPR électoralement vaincu. On le disait désemparé et même défilé. On l'assurait abattu et sans ressort, en proie seulement à ses divisions ou tout absorbé par la querelle des « rénovateurs » et des conservateurs. Ce sont tous ces clichés, désobligeants que, au cours de l'émission « Questions à domicile », jeudi 27 octobre sur TF 1, il a voulu démentir. Le RPR « new-look » convié par Anne Sinclair et Jean-Marie Colombani s'est, en effet, présenté en équipe pour mieux tenter d'illustrer la jeunesse, le modernisme et le dynamisme.

Autour de M. Alain Juppé, secrétaire général depuis juin dernier, une trinité de jeunes députés, MM. Dominique Perben, maire de Chalon-sur-Saône, hôte de l'émission, Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly, et M. Michèle Barzach, ancien ministre de la santé et de la famille. Tous ont montré, pendant une heure trente minutes, en répondant à des questions parfois tendues, qu'ils n'étaient pas pour autant des néophytes, qu'ils avaient le sens de la formule et de la répartie, qu'ils ne manquaient pas d'humour et qu'ils avaient souri spontanément, et surtout, qu'ils s'exprimaient en un langage simple et clair.

Proclamant tous leur fidélité à M. Jacques Chirac et leur foi intacte dans son destin national, ils ont pris à leur compte la qualité de « rénovateurs », sans pour autant reprocher à d'autres de s'en prévaloir, préférant toutefois se dire « modernisateurs ».

Pour mieux affirmer leurs convictions et leur volonté d'agir,

ils ont rappelé qu'ils ne concevaient la démocratie que comme une force qui gouverne face à une opposition. Ce fut l'occasion pour M. Juppé de décrire sur un mode cruellement ironique le comportement d'un centriste d'aujourd'hui, dans lequel des esprits malveillants auraient pu reconnaître M. Barroz.

« Opposants heureux, déterminés et sans complexes », selon la profession de foi de M. Sarkozy, ces trois mousquetaires qui — comme les autres — sont quatre, ont défendu avec aplomb la position du RPR sur le référendum néo-calédonien en rompant des lances avec le juriste Olivier Duhamel, un expert dont ils ont contesté les analyses.

Ils n'ont pas davantage accepté de baisser leur garde devant les assauts de l'invité surprise, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, lorsqu'ils ont refusé de créditer l'actuel gouvernement de certains bons résultats économiques, en rendant obstinément la paternité des bons indices à l'action de M. Chirac, et des mauvais à celle de... M. Rocard !

M. Chirac, qui se consacre — pour le moment — à la gestion électorale et municipale de la capitale, tout en contribuant de plus loin le parti qu'il a fondé, peut constater que l'équipe qu'il a mise en place au RPR est bien vivante, et que, à défaut d'être autorisée à préparer la relève, elle s'emploie avec conviction à ranimer une flamme qui était bien vacillante.

ANDRÉ PASSERON.

Jean-Paul Besset

LE DOSSIER CALÉDONIEN

Les enjeux de l'après-référendum

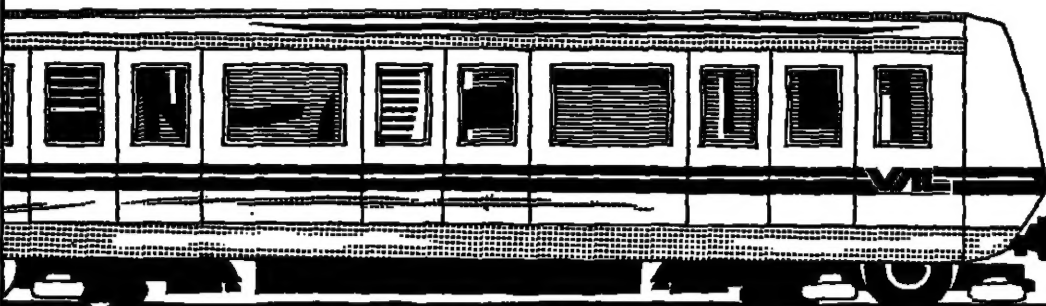
- Que fait la France en Nouvelle-Calédonie ?
- Les Caldoches sont-ils des colons ?
- Les Kanaks sont-ils français ?
- Peut-on encore parler de réalité coloniale en Nouvelle-Calédonie ?
- Qu'est-ce que la France a apporté à la Nouvelle-Calédonie ?
- Le maintien dans la République française constitue-t-il le seul moyen de résoudre pacifiquement les problèmes ?
- L'indépendance kanak est-elle possible ?
- Que veulent les indépendantistes ?

A l'heure où les accords signés à Matignon par Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur ont réussi à écarter le spectre de la guerre civile, ces questions sont toujours posées et l'avenir du « caillou » reste très ouvert. Clair et vivant, ce Dossier calédonien apporte les informations indispensables à tous ceux qui veulent comprendre les enjeux de l'après-référendum :

85 F

LA DÉCOUVERTE

QUELLES SERONT LES PROCHAINES CAPITALLES REGIONALES A CHOISIR LE VAL?



VAL
VEHICULE
AUTOMATIQUE
LEGER

LILLE, TOULOUSE, STRASBOURG, BORDEAUX
ont déjà un métro d'avance.

MATRA TRANSPORT

européenne des budgets
et de l'artisanat

Politique

Fraude électorale

Des socialistes enquêtent dans le Val-de-Marne

Un tract, actuellement diffusé à Gentilly (Val-de-Marne), dans les circonscriptions de MM. Georges Marchais et Jean-Claude Lefort (PCF), émanant de la section locale du PS et de sympathisants socialistes, dénonce une nouvelle fois la fraude électorale dont il rend responsables des membres du PCF. Il s'agit, selon les auteurs de ce tract, du fruit d'une enquête *a posteriori* pour retrouver des électeurs qui figurent sur les listes d'émargement et... qui n'ont voté, du moins pas dans cette ville.

Les enquêteurs se sont rendus à la préfecture de Créteil pour consulter les cahiers d'émargement et les procès-verbaux des votes. Ils les ont photocopiés ainsi que les listes des cartes d'électeur non distribuées. Ces listes, jointes au PV du vote, indiquent les noms des personnes n'ayant pas reçu leur carte d'électeur et ne l'ayant pas retirée le jour du scrutin. En principe, elles ne peuvent avoir voté.

Dans six des douze bureaux de vote de Gentilly, il a été observé une poussée de civisme produite par le retrait d'un certain nombre de cartes d'électeur revenues en mairie sans avoir trouvé leur destinataire initial. Les propriétaires de ces cartes étaient ainsi supposés avoir voté aux législatives.

Les enquêteurs ont alors décidé de retrouver les électeurs en question. Enquête de voisinage, interrogations au minuteur, appels téléphoniques.

Des listes de personnes ayant quitté la ville dans des délais compris entre six mois et quinze ans. Une fois les personnes localisées, ils les ont appelées pour leur expliquer leur démarche, puis leur ont écrit, en joignant une photocopie du document indiquant qu'elles avaient voté. En retour, ces personnes, à qui l'anonymat était garanti, envoyaient une lettre confirmant souvent qu'elles étaient inscrites sur les listes d'une autre commune et qu'elles avaient été indiquées « frauduleusement comme ayant voté à Gentilly le 12 juin ».

Les auteurs du tract précisent que onze bureaux étaient tenus par le PCF et un par le PS. Aucune fraude, selon eux, n'a été constatée dans ce dernier.

O. B.

LYON

de notre bureau régional

M. Charles Millon (UDF-PR), député de l'Ain, a été élu président du conseil régional Rhône-Alpes, jeudi 27 octobre, au troisième tour de scrutin, en remplacement de Charles Béraudier, décédé le 16 octobre. Cette élection d'un homme jeune et connu sur le plan national comme l'un des principaux

lieutenants de M. Raymond Barre marque à coup sûr une relève des générations.

Le nouveau président, dont le premier objectif affirmé est de faire entrer sa région « dans le peloton de tête de l'Europe de 1993 », pourra à cet égard compter pendant trois ans, jusqu'au prochain renouvellement des conseils régionaux, sur une génération d'élus qui, à quelques nuances près et tous partis confondus, entend bien désormais multiplier les atouts économiques, culturels voire touristiques de la seconde région française après l'Île-de-France.

L'accouchement aura été pourtant laborieux. Aux deux premiers tours de scrutin, où la majorité absolue était requise (soit 76 suffrages sur 151), 4 ou 5 voix ont fait défaut à M. Millon par rapport au nombre de conseillers se réclamant de la majorité régionale (1). Pour mieux marquer leur opposition à la candidature du député de l'Ain, une petite poignée d'élus ont voté soit pour M. Alain Méricux (RPR), président par intérim du conseil régional qui n'était pas candidat, soit pour M. André Vianès, président du groupe des élus socialistes, soit pour M. Hugues Petit, candidat du Front national. Comme prévu, un troisième tour était donc nécessaire.

Le Front national retirait son candidat sans donner publiquement de

consigne de vote. Le Parti communiste, en revanche, maintenait le sien pour « ne pas mêler ses suffrages à la voix de M. Durafour », ministre de la fonction publique et démissionnaire du groupe Union Rhône-Alpes (URA), version régionale de l'UDF) depuis le 15 septembre dernier. Le résultat de ce tour décisif était donc le suivant : M. Millon l'emportait avec 71 voix contre 49 à M. Vianès (PS), 13 à M. Marc Bruyère (PCF) et 4 bulletins nuls. M. Alain Mayoud (UDF-PR), député du Rhône connu pour ses positions droitières mais non candidat, recueillait les 14 suffrages du FN.

Pour le renouvellement de l'exécutif régional, le nouveau président a fait ratifier sans difficulté les accords intervenus la semaine précédente au sein de sa majorité, à savoir l'augmentation des membres du bureau de 41 à 52 pour une meilleure représentation géographique et politique, et l'élection d'un sixième vice-président (sur 10) émanant du RPR, en l'occurrence M. Denis Bonzy, ancien directeur du cabinet du maire de Grenoble, M. Alain Carignon.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Le conseil régional compte 37 UDF et app., 31 RPR, 7 div. d., 14 FN, 48 PS, MRG et app., 13 PCF, 1 non-inscrit (M. Michel Durafour).

EN BREF

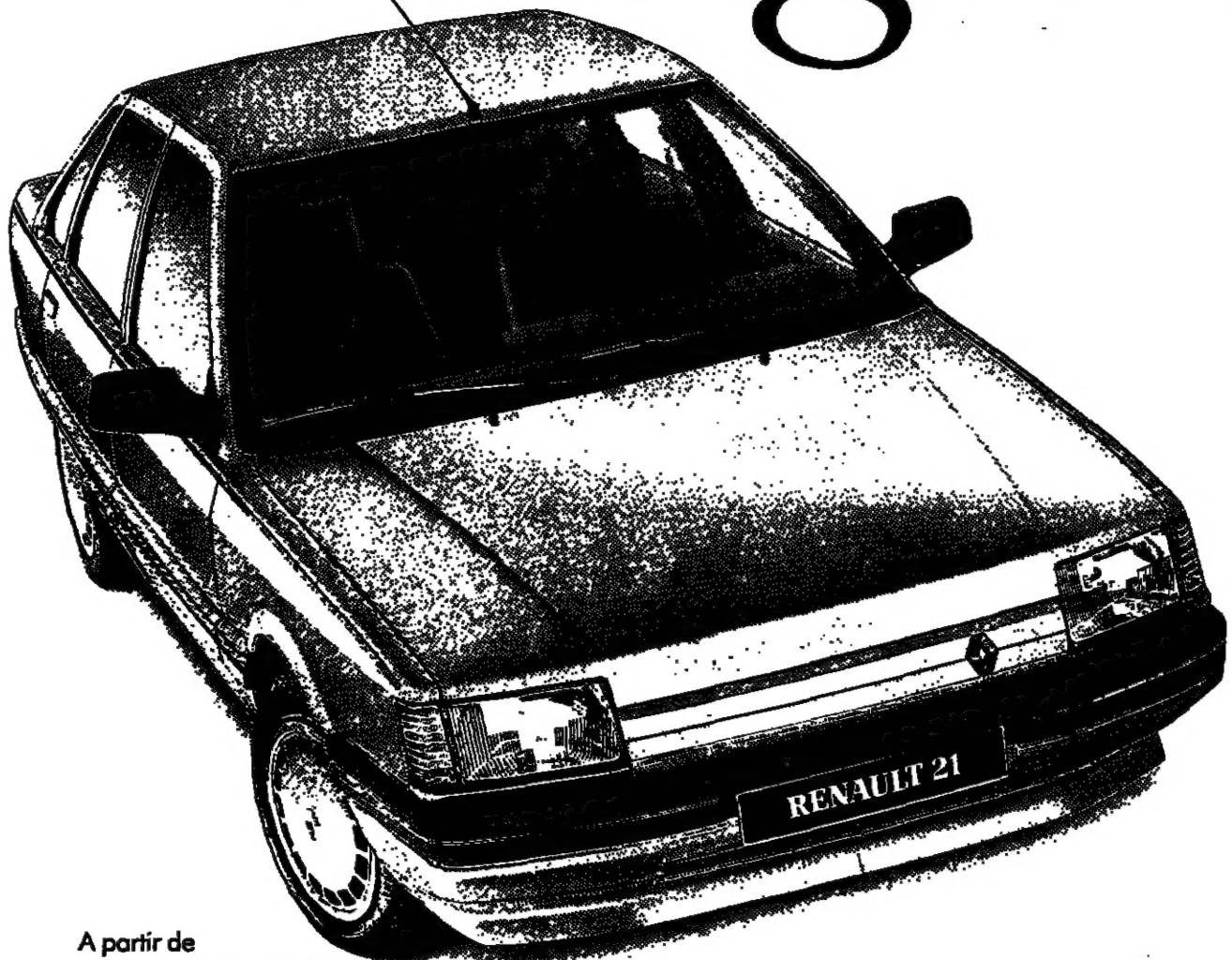
• Socialistes et centristes adoptent en commission le budget de la défense. — La commission de la défense nationale de l'Assemblée, présidée par M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine), a examiné et adopté, jeudi 27 octobre, le budget de la défense. Les commissaires socialistes et centristes ont voté les crédits du ministère de M. Jean-Pierre Chevènement. Les communistes ont voté contre, tandis que l'UDF et le RPR s'abstenaient. Les commissaires de l'UDC ont estimé que, malgré les insuffisances des dépenses de fonctionnement, ce budget était acceptable, dans la mesure où il respectait les programmes majeurs.

• La commission des sondages met en garde contre les enquêtes sur le taux d'abstention. — La commission des sondages a attiré, jeudi 27 octobre, « l'attention du public sur la prudence avec laquelle il convient d'interpréter les résultats d'enquêtes sur le taux d'abstention » au référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Dans un communiqué, la commission explique que « d'une part, quel que soit le scrutin en perspective, les personnes interrogées hésitent à déclarer qu'elles ont l'intention de ne pas remplir leur devoir électoral ». « D'autre part, au présent cas, rappelle-t-elle, s'agissant d'une abstention qui peut se fonder sur un motif politique, les

techniques de redressement utilisées par les instituts cessent d'être pertinentes. »

• M. Alexis Pota succède à Laurent Vergès. — M. Alexis Pota, qui succède à l'Assemblée nationale à Laurent Vergès, après le décès accidentel de celui-ci, est un militant de longue date du Parti communiste réunionnais. Né le 17 juillet 1932, à Saint-Denis de la Réunion, médecin à Saint-Paul, il a entamé sa carrière politique en 1971 à la tête d'une liste pour les élections municipales contre Paul Bérard, ancien sénateur et maire apparenté RPR, décédé. En 1983, grâce au scrutin proportionnel, M. Pota est entré au conseil municipal de Saint-Paul avec dix autres élus communistes. Conseiller régional depuis 1986, il est âgé de cinquante-huit ans.

Renault 21 Manager



A partir de

86900*F

Pour ceux qui vont au bout des choses, voici une voiture dont les équipements ne manquent pas de souffle : • Volant sport trois branches. • Condamnation des portes à distance, deux rétroviseurs réglables de l'intérieur, lave-vitres électriques avant. • Vitres teintées : une caractéristique haut de gamme à l'esthétique très sûre. • Teintes argent ou tungstène, enjoliveurs de roues Saphir, stripping Renault 21 Manager : c'est tout le plaisir d'une voiture griffée, qui affirme sa différence avec une discrète résolution. • Sellerie spécifique, auto-radio stéréo K7 avec haut-parleurs : le raffinement des sièges et la qualité d'écoute d'un système audio intégré. • Versions GTS, GTX, GTD, Turbo D, Berlina et Nevada, décidément, la Renault 21 Manager, c'est une série qui a du souffle* Modèle présenté Renault 21 Manager (version GTS). Millésime 89. Consommations normes UTAC : 5,1 l à 90 km/h - 6,5 l à 120 km/h - 9,0 l en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Dites votre financement.

RENAULT présente

Une série qui a du souffle



Des déceptions à l'espoir

Il confesse : « C'est la Providence. » Charles Millon a bien raison de l'évoquer. Après le décès de Charles Béraudier, mort brutalement à la tâche, le voici soudain propulsé dans le confort de fauteuil de président de la région Rhône-Alpes. Clin d'œil comme les aime la politique ! Bras d'honneur à la déveine ! L'espoir conjugué à nouveau au présent ! A quarante-trois ans, le grand Charles remplace donc le petit Charles, son ami qui l'avait fait dauphin. A la tête de la deuxième région de France, le voici devenu grand connétable du pays, titre aussi prestigieux sur les bords du Rhône que de la Seine.

Titre surtout inespéré pour un homme qui, depuis la débâcle de la campagne présidentielle, semblait porter en échec son cœur barriste. Qui, après avoir beaucoup donné et bataillé sur les terres de province pour connecter les réseaux barristes semblait, depuis, s'être perdu dans le dédale des états d'âmes, des interrogations en tout genre sur l'utilité de la politique, de ses œuvres et de ses pompes.

Voici donc Charles Millon remis en selle, bouillant de belle façon un bail de dix années de vie politique bien remplies et qui, par l'alternance des succès et des déceptions, l'auront finalement parfaitement préparé à l'ambition de cette nouvelle tâche.

Car tout n'a pas toujours été facile dans la carrière de Charles Millon. Enfant du Bugey comme Charles Béraudier et le maire de Lyon Francisque Collomb, originaire d'une famille nombreuse et catholique, c'est déjà à Lyon qu'étudiant, préparant une carrière de conseiller, il commence à têter de la politique. 1968, l'année selon lui du grand tournant, il fait ses premières armes dans la vie publique en animant le MADEL (Mouvement autonome des étudiants lyonnais) puis le cercle Charles Péguy. Premiers contacts avec Charles Béraudier, première navigation sur les eaux giscardiennes dans le sillage de l'ancien ministre, député de l'Ain, Marcel Anthoine. Première application aussi de ce catholicisme social dans lequel mieux que dans un libéralisme déshévé il se reconnaît complètement.

Mais Charles Millon n'entra vrainement à la politique en 1977 quand il prend la villa de Bellefleur. Maire, conseiller général, député de l'Ain l'année suivante, Charles Millon est aussi un pragmatique. Il laboure en tous sens, constitue quelques gros bataillons de militants presque considérés comme des Martiens par les notables des Républicains indépendants du RPR en 1980 aux cantonales, il est l'un des rares jeunes cavaliers de l'opposition à résister à la tourmente rose des législatives de 1981.

Décentralisation où déjà il plaide pour les régions, nationalisation où il guerrole aux côtés des Ségui, Noir, d'Aubert, sur tous les grands dossiers de l'après 1981, Charles Millon se trouve en première ligne, se fait

apprécier par son sérieux, son obstination, mais aussi par son esprit d'ouverture. Toutes dispositions qui, naturellement, le rapprocheront de son illustre voisin lyonnais, Raymond Barre.

Mais autant de qualités ne suffisent pas toujours en politique. En 1982, première déception : il laisse échapper la présidence du Parti républicain pour refus d'allégeance totale à M. Giscard d'Estaing. Exit Millon.



Bonjour Léotard et sa « bande » avec laquelle Charles Millon livrera une guerre sourde qui, aujourd'hui encore, n'a pas fini de jeter ses dernières lances. Charles Millon devient la cheville ouvrière d'un barrisme alors prospère, travaille sans relâche aux côtés de l'ancien premier ministre avec qui se crée une vraie complicité.

Autre mauvais coup de la vie, plus personnel, plus profond : la maladie. Dans l'Ain déjà, certains songent à sa succession. De cette période, Charles Millon a beaucoup retenu, notamment le poids des vraies amitiés. La campagne présidentielle laissera d'autres traces. La grande déception sur le jeu des entourages, mais même s'il doute aujourd'hui de l'avenir de Raymond Barre, leur amitié a survécu. C'est avec son entière bénédiction que Charles Millon s'est lancé dans cette nouvelle aventure. Avec ambition pour une région qui dispose d'un formidable potentiel humain et économique pour préparer le tournant européen de 1993. Avec le désir, aussi, de bouleverser les rigidités partisans afin, par-delà le clivage droite-gauche, d'engager une réflexion commune sur les intérêts supérieurs de la région. Avec le souci, enfin, de marquer à sa façon un renouvellement de la classe politique dans une région où les nouveaux détenteurs du pouvoir se nomment avec lui Alain Carignon, Michel Barnier, Michel Noir, ou encore Bernard Bosson. Premier à Lyon, Charles Millon n'a pour autant pas l'intention d'abandonner Paris. Son microcosme ne l'a jamais passionné mais il est prêt, demain, fort de son nouvel ancrage, à contribuer avec les centristes à la refonte de l'opposition. Chaque chose en son temps. Il faut aussi savoir gérer la providence.

DANIEL CARTON.

هكذا من الأمل

Avant la « mise en demeure » du gouvernement

Le retrait du RU 486 avait suscité des réactions contradictoires

La décision du gouvernement de « mettre en demeure » Roussel-Uclaf de reprendre la distribution de la pilule abortive RU 486 ne peut que raviver une polémique qui, vendredi 28 octobre, opposait partisans et adversaires de l'avortement. De leur côté, les responsables de Roussel-Uclaf, qui se sont engagés à reprendre la distribution du produit en France, s'estiment, après la « mise en demeure » gouvernementale, déchargés de toute responsabilité morale. Avant que cette « mise en demeure » ne soit connue, l'affaire du RU 486 avait suscité de nombreuses réactions contradictoires, même au sein du gouvernement.

Des observateurs ne manquent pas de rappeler le précédent du procès qui a ruiné les deux principaux fabricants de stérilisants à l'Etat-Unis. Les lignes « pro-life », comme par exemple le Comité du mouvement national du droit à la vie (Right to Life), ont très clairement fait savoir qu'elles envisageaient un boycottage des produits Roussel-Uclaf, laissant planer la menace d'un procès.

Enfin, plusieurs spécialistes français considèrent que les conditions draconiennes, en France, devaient accompagner la prescription du RU 486 rendant en définitive ce produit peu, voire pas du tout, rentable.

La décision des laboratoires Roussel-Uclaf suscitait de multiples réactions, tant en France qu'à l'étranger.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) « regrette cette décision », avait indiqué jeudi 27 octobre un de ses porte-parole.

« Cette pilule pourrait être très pratique pour les femmes, et les avantages très nombreux », a-t-il souligné. Son usage aurait le bénéfice d'éviter en particulier aux femmes qui souhaitent se faire avorter le stress de l'hôpital.

Plusieurs centaines de spécialistes réunis à Rio-de-Janeiro pour le deuxième Congrès mondial de gynécologie-obstétrique ont signé, à l'initiative du professeur Rieuville-Emile Baulieu, « inventeur » du médicament, une pétition demandant à Roussel-Uclaf de transférer le brevet du médicament à une autre firme, afin de « permettre aux femmes de bénéficier des progrès scientifiques ».

Trois des six femmes qui appartiennent au gouvernement ont tenu à s'exprimer. M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, a déclaré sur Europe 1 qu'elle craint qu'« on ne soit victime d'une espèce d'intégrisme moral fort. C'est tout à fait grave car cela peut remettre en cause profondément le problème de l'IVG ».

« Qui est victime de la morale ? » a-t-elle ajouté, les femmes. C'est vieux comme le monde, ça va durer encore... » Même tonalité chez M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire

d'Etat chargée de la consommation, qui « souhaite que la concurrence joue et que d'autres laboratoires puissent reprendre ce médicament car il constitue un progrès thérapeutique pour les femmes qui sont obligées d'y avoir recours ».

M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille, en revanche, s'était déclarée, « à titre personnel », favorable au retrait du RU 486 comme à « tout ce qui peut protéger l'enfant » et en raison de possibles « risques de dérive » dans l'utilisation de ce produit. « Je suis satisfaite de ce retrait, comme du retrait des films pornographiques aux heures de grande écoute », qui peuvent être assimilés à des « mauvais traitements aux enfants », a poursuivi M^{me} Dorlhac.

M^{me} Michèle Barzach, ancien ministre (RPR) de la santé, invitée jeudi soir à l'émission « Questions à domicile » sur TF 1, a « déploré » la

décision des laboratoires Roussel-Uclaf. « C'était un progrès technique, une méthode moins agressive. Puisque l'avortement est autorisé c'est dommage qu'on se soit privé de cette méthode », a-t-elle ajouté.

Le mouvement Choisir-La cause des femmes, que préside M^{me} Gisèle Halimi, a de son côté décidé de saisir le Comité national d'éthique.

Parmi les très nombreuses réactions de protestation enregistrées, on remarque encore celle de la Ligue des droits de l'homme et de syndicats tels que la FEN, le SNL, la CGT et la CFDT. Satisfaction, au contraire, du principal mouvement « pro-life » américain, le puissant Comité national pour le droit à la vie, pour qui l'« arrêt de la distribution de la pilule abortive française RU 486 est une grande victoire pour le droit à la vie, pour les embryons et les femmes à l'échelle mondiale ».

POINT DE VUE

par Josette Dell'Ava-Santucci
présidente de l'Association française des femmes médecins

Le RU 486, qui permet l'avortement grâce à une simple ingestion médicamenteuse, est retiré du marché par le laboratoire Roussel-Uclaf lui-même. Cela en raison des pressions morales et religieuses d'une

partie de l'opinion. De quelle morale, de quelle religion s'agit-il ?

Depuis 1974 et la loi Veil, l'avortement est légalisé en France. La science met actuellement à la disposition des médecins deux moyens pour provoquer l'avortement. Le premier est une méthode instrumentale, traumatisante psychologiquement, touchant au plus intime du corps de la femme. L'autre consiste en la simple prise orale du RU 486, mais au prix d'un cheveu français, le professeur Baulieu.

Encore une fois, quelle morale, quelle religion, autorise à faire souffrir un être humain alors qu'il existe une méthode à efficacité équivalente qui permet d'éviter toute souffrance ?

Vaut-il suggérer que les femmes doivent souffrir pour le plaisir de révéler ? A quand alors le retour au sursis, sans anesthésie, des femmes qui ont subi l'avortement avant 1974 ? Beaucoup d'entre nous n'ont pas oublié leurs premiers contacts avec l'hôpital, les hémorrhagies de nuit, alors que, toutes jeunes étudiantes, elles assistaient, impuissantes, à ces scènes d'effroi. Ve-t-on aussi, pour pas 7, revenir à l'enfantement dans le douleur, conformément à la Bible ?

Qui peut ainsi s'arroger le droit, en 1988, de priver les femmes, donc la moitié de l'humanité, des progrès de la science ?

DÉFENSE

Avec l'espoir d'y intéresser l'Espagne et le Royaume-Uni

La France et l'Italie coproduiraient un armement antiaérien

La France et l'Italie construisent en commun un système d'arme de défense antiaérienne, le programme dit ASTER, qui pourrait aussi intéresser d'autres partenaires européens, comme l'Espagne, voire la Grande-Bretagne. M. François Mitterrand l'a confirmé, jeudi 27 octobre, à l'issue du « séminaire franco-italien », à Arles (Bouches-du-Rhône). Ce séminaire d'armes devra être prêt à partir de 1996 et répondre à l'évolution de la menace aérienne au vingt et unième siècle.

C'est un programme d'armement particulièrement important qui vise, en réalité, à succéder au système actuel HAWK de l'OTAN, dont le remplacement est à l'étude au sein du Groupe européen indépendant de programme (GIEP). Une réunion du GIEP, qui rassemble les pays européens de l'OTAN, est prévue, à cet effet, le 9 novembre, au Luxembourg, et la France y sera représentée par son ministre de la Défense.

Destiné à l'armée de terre et à la marine, le programme ASTER concerne concrètement deux systèmes d'armes complémentaires : la version SAMP et la version SAAM, qui empruntent des technologies très comparables bien que l'une et l'autre aient des objectifs militaires assez différents.

Les sociétés françaises Aérospatiale, Electronique Serge Dassault (ESD) et Thomson-CSF ont conçu un missile sol-air associé à un radar tridimensionnel à balayage électronique. Le missile, doté d'un autodirecteur radar actif, combine le pilotage en force et le pilotage aérodynamique (le nouveau procédé dit PIF-PAF), pour diminuer le temps de réaction de la défense et pour obtenir une précision d'interception qui permet la destruction de la structure de la cible. Le radar tridimensionnel Arabel, à balayage électronique, qui est en batterie, et l'autodirecteur actif, à bord du mis-

sile, fournissent toutes les informations pendant le tir mais demeurent capables de suivre, simultanément, dix pistes différentes s'il fallait engager d'autres objectifs.

La version SAAM, destinée à la marine, porte entre 10 kilomètres et 15 kilomètres, contre des avions ou des missiles assaillants à des vitesses trois fois et demi supérieures à celle du son. Elle équivaut, en priorité, le porte-avions français Charles-de-Gaulle à propulsion nucléaire, puis des frégates. La version SAMP, destinée à l'armée de terre, devrait porter à 30 kilomètres, pour la défense de zone.

A plus long terme, la version SAAM peut donner naissance à un projet, à l'étude en Europe, d'un missile antissile balistique (le programme baptisé ATBM), qui serait capable de s'en prendre à des missiles supersoniques manœuvrant ou plongeant, voire à des missiles de croisière.

Le premier tir expérimental d'un missile probatoire a été réalisé en juin 1987, le gouvernement français ayant autorisé en 1983 les sociétés impliquées à travailler ensemble. Les livraisons devraient commencer après 1996.

En novembre 1987, la France et l'Italie ont rédigé une déclaration d'intention qui annonçait leur volonté de faire œuvre commune. En avril dernier, un protocole d'accord industriel a été conclu avec la société italienne Selenia, spécialisée dans l'électronique de défense, qui devrait mettre au point le radar destiné à la version italienne du programme ASTER. Plus récemment encore, les directeurs nationaux de l'armement français et italien ont signé, mercredi 26 octobre, au Bourget, un accord qui fixe les conditions d'une coopération à égalité entre les deux pays.

C'est ce dernier accord dont M. Mitterrand a évoqué l'existence au « séminaire » franco-italien réuni en Arles.

La France et l'Italie vont maintenant tenter d'obtenir le ralliement d'autres Etats européens à ce programme ASTER, dans le cadre d'un groupe de réflexion, au sein même du GIEP, qui vise à étudier les modalités d'une coopération sur une famille de systèmes d'arme antiaériens. L'Espagne s'y intéresse au premier chef, de même que le Royaume-Uni.

J.J.

La sainte colère de Mgr Decourtray

L'assemblée plénière des évêques devait achever vendredi 28 octobre, à Lourdes, l'examen de ses deux derniers points les plus importants à l'ordre du jour sur le ministère des prêtres et l'adoption d'une « charte de la solidarité ». Mais les commentateurs ont été dominés, toute la journée du 27 octobre, par le rôle qu'aurait joué l'évêque français dans l'histoire commerciale en France du film de Scorsese Le Dernier Tentation du Christ et la décision du groupe Roussel-Uclaf de retirer du marché la pilule dite « abortive ». Au cours d'une conférence de presse jeudi soir, le cardinal Decourtray a tiré à livre cours à son mécontentement.

LOURDES
de notre envoyé spécial

« Un bigot cléricale, moi ? ». Pour une fois, le sourire du président des évêques de France ressemblait à un masque. Il contenait mal sa colère après le déferlement des commentaires sur le « lobby » catholique. « Il est extraordinaire qu'on puisse imaginer que, par ma seule parole, j'aurais fait céder le groupe Roussel-Uclaf, dit-il amusé, mi-irrité. Mon bon sens m'incline à penser que ce sont des pressions financières qui ont triomphé, plutôt que des raisons morales. Et même si c'étaient des raisons morales, j'aurais la faiblesse d'en être

plutôt content. Et croquez-moi, je ne me sens pas coupable quand je suis content ! »

L'espace d'un jour, les vieux clichés avaient refait surface, notamment la célèbre apostrophe de l'archevêque de Lyon en 1973 à propos de la force de frappe : « Messieurs les évêques, occupez-vous de vos diocèses ! ». Mais les évêques de 1988 se comportent plus d'être renvoyés dans leur sacristie. Ils ont vivement l'impression aujourd'hui que le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf leur fait, comme le dit le cardinal Lustiger, « porter le chapeau » de ses discussions internes sur l'opportunité du lancement de la pilule abortive RU 486 et sur les menaces de boycottage de ce produit aux Etats-Unis.

On ne les fera donc pas taire. « Si l'Eglise catholique n'a rien à dire sur un tel sujet, alors c'est qu'elle n'a plus rien à dire, s'empare encore Mgr Decourtray. Ou bien, est-ce qu'elle s'est plus fidèle au Christ. Quel ? On voudrait nous faire passer, nous, pour des ennemis de la liberté ? Et c'est M. Lajoinie qui dit cela ! Mais, écoutez donc, regardez. Nous n'avons aucun pouvoir. »

« Les vieux démons se sont réveillés »

L'alliance du sabbat et du goupillon est de ces légendes qui ont le vic dure, selon le patron des évêques français. « Comment a-t-on pu imaginer une fraction de seconde, s'interroge-t-il, que nous

ayons pu être d'accord avec l'intolérance et avec les violences qui ont suivi la sortie du film de Scorsese ? Mais est-ce qu'on n'a pas le droit de protester dans ce pays de liberté ? Nous n'avons jamais dit que nous avions le monopole du Christ, mais, pour parler de lui, il vaut mieux s'adresser à ses disciples. Or, les hérétiques des Apôtres, c'est bien nous, non ? »

Mgr Decourtray s'étrangle brusquement : « J'ai bien le droit d'avoir mon sang qui fait un tour quand on insulte ma mère », dit-il, à propos cette fois du film de Claude Chabrol Une affaire de femmes, où l'avortement en prison récite : « Je vous salue Marie, pleine de merde... » et ainsi de suite.

Se défendant d'être « le chef d'orchestre » d'une clandestine campagne cléricale, le président des évêques français admet que « les vieux démons se sont réveillés », mais est convaincu que cette agitation fera long feu. Plus sérieusement, il répète à la fin de sa conférence de presse son souhait d'un dialogue approfondi avec les pouvoirs publics et d'une participation franche des Français au référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie : « Je ne donne pas de consigne de vote, dit l'archevêque de Lyon, je souhaite seulement que les Français, ce jour-là, n'aillent pas à la pêche... » On ne pouvait pas être plus clair : pour un jour, l'évêque avait perdu sa langue de bois.

HENRI TINCO.

MÉDECINE

Négociations interrompues entre les personnels hospitaliers et les représentants des établissements privés

Les négociations ouvertes, jeudi matin 27 octobre, entre les syndicats et les responsables des cliniques privées, réunis au sein de la Fédération inter-syndicale des établissements d'hospitalisation privés (FIEHP) ont tourné court. Les syndicats CFDT, FO et CFTC ont estimé inacceptables les propositions patronales. Ils avaient posé en préalable aux discussions sur la convention les liant avec la FIEHP une hausse de salaire immédiate de 250 F brut par mois minimum pour l'ensemble des catégories de personnel. Devant le refus de la Fédération, les négociations ont été interrompues, et la CFDT, majoritaire dans ces cliniques, a décidé d'appeler l'ensemble du personnel à mener des actions de protestation y compris des mouvements de grève. La CFDT souhaiterait, en effet, que les personnels de ces établissements à but lucratif bénéficient au moins de la parité avec le public.

Des militants de ce syndicat ainsi que des infirmières de la coordination (parmi elles des représentantes de la CFDT de la région parisienne en total désaccord avec leur fédération) ont occupé pendant plusieurs

heures les bureaux de la chambre patronale.

Les responsables de la FIEHP expliquent qu'ils sont prêts à débiter 220 millions de francs pour les salaires des infirmières, mais la CFDT demande que les négociations portent sur toutes les catégories de personnel hospitalier. Selon la FIEHP, les négociations devraient reprendre le 16 novembre, mais une rencontre est prévue auparavant avec le ministre de la santé, M. Evia, le 10 novembre.

Les coordinations d'infirmières, celles des infirmiers psychiatriques, des kinésithérapeutes et des labora-

ÉDUCATION

« Manifestations d'étudiants. » Une « coordination inter-fac » a appelé les étudiants de la région parisienne à se rassembler devant la Sorbonne, vendredi 28 octobre en début d'après-midi, puis à se diriger vers l'Assemblée nationale pour y déposer des pétitions demandant une augmentation des crédits pour l'Université.

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivre en direct l'évolution des cours de la Bourse
BOURSE
36.15 LE MONDE

ULTRA MODERNE SOLITUDE

Société

SCIENCES

« Première » spatiale à Baïkonour

Une navette soviétique sans équipage

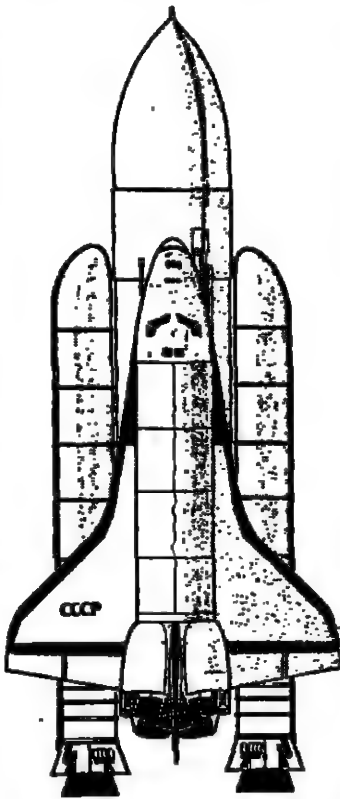
(Suite de la première page.)

Dès 1978 Radio-Moscou confirmait que les ingénieurs russes travaillaient à un projet d'engin récupérable (1), légèrement modifié par rapport à la navette américaine, qui « ressemblerait à un avion à ailes delta » et « serait propulsé par trois puissants moteurs fusées ». A l'époque le concept américain n'avait pas été copié.

Toutefois, la navette soviétique d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui. L'appareil montre que les solutions retenues sont nouvelles. Selon les informations disponibles, au compte-gouttes, par les Soviétiques, la navette Buran — il en existerait deux exemplaires — aurait une longueur d'environ 37 mètres, pour une envergure d'un peu plus de 23 mètres. En gros, la taille d'un avion moyen-courrier DC-9, dont la soute pourrait accueillir une charge utile d'environ 30 tonnes et dont le poids au décollage atteindrait les 100 tonnes.

A quelques détails près, ces chiffres sont ceux des navettes américaines Discovery, Atlantis et Columbia. Et ce n'est pas le chef des cosmonautes soviétiques, Vladimir Chatalov, ni le président de la société Glavkosmos chargée de commercialiser les activités spatiales soviétiques, Alexandre Doumatov, qui les contestent. Mais le parallèle s'arrête là. Car, si la navette américaine participe à son propre décollage en mettant à feu ses trois moteurs à hydrogène et oxygène liquides (2), la soviétique dépend entièrement pour sa mise en orbite d'Énergie, la fusée soviétique qui la porte.

De ce point de vue, elle s'apparente, toutes proportions gardées, au petit avion spatial Hermes, que les



Français ont proposé aux Européens de construire et que la fusée Ariane-5 devrait emporter dans l'espace à la fin des années 90. Dépourvue de moteurs fusées, sauf ceux nécessaires aux manœuvres en orbite, la navette soviétique apparaît donc comme un gros planeur spatial. Mais, c'est là l'originalité du système, Buran serait équipée, de part

et d'autre de sa dérive arrière, de deux réacteurs atmosphériques escamotables, analogues à ceux qu'utilisent les gros porteurs américains ou les bombardiers stratégiques.

L'avantage d'une telle solution tient à l'approche lors du retour sur Terre. « Un atterrissage plus doux effectué à une vitesse plus réduite », comme l'explique l'ancien cosmonaute Constantin Fokistov. Mais aussi une possibilité de remettre les gaz en cas de mauvaise présentation du véhicule en vue de la piste de 5 000 mètres construite sur le cosmodrome de Tyuratam-Baïkonour et de pouvoir sans doute changer de site d'atterrissage.

Un lanceur surprenant de 2 400 tonnes

La navette soviétique est entièrement dépendante, pour son envol, du lanceur Énergie, dernier-né de l'arsenal soviétique conçu par B. Goubanov. Un type de lanceur surpasse de 2 400 tonnes que la NASA et les militaires américains regrettent aujourd'hui de ne pas avoir.

Testé avec succès le 15 mai 1987, Énergie se présente comme un lanceur bi-étage d'un type un peu particulier. Le premier étage est constitué de quatre propulseurs latéraux récupérables de 4 mètres de diamètre et de 40 mètres de haut, qui brûlent un mélange d'oxygène et de kérosène et délivrent une poussée totale d'un peu plus de 3 200 tonnes. Ils sont disposés de part et d'autre d'un corps central de 8 mètres de diamètre, constituant le deuxième étage. Ce dernier ensemble, haut de 60 mètres, marque un progrès dans la technologie soviétique, dans la mesure où il fait appel pour sa pro-

pulsion à quatre moteurs cryogéniques de 148 tonnes de poussée chacun brûlant de l'hydrogène et de l'oxygène liquides (3).

Une première pour l'Union soviétique, qui n'avait pas, pour ses précédents lanceurs, retenu cette technologie de mise au point délicate — les Européens l'ont un temps apprise à leurs dépens avec Ariane — mais qui a su, en mai de l'année dernière, transformer avec Énergie son coup d'essai en coup de maître. Si la charge utile factuelle d'une centaine de tonnes — trois fois plus que la navette américaine — installée au sommet du lanceur n'a pu être atteinte à ce jour-là, ce n'est pas tant la faute du lanceur russe, qui semble avoir à cette occasion démontré sa fiabilité (plus de 99 % attendu), que celle d'une défaillance des systèmes de bord (erreur d'orientation) qui ont lancé cette « maquette » vers le Pacifique au lieu de le mettre sur orbite.

Ce qui explique peut-être que les Soviétiques aient préféré, pour ce second vol d'Énergie et ce premier tir de la navette Buran, qui reviennent automatiquement sur Terre, une mission sans équipage. L'amour-propre des cosmonautes soviétiques en aura certainement souffert, mais la sécurité est à ce prix.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

- (1) Certains experts estiment que les premières études sur de tels engins remontent à la fin des années 60 ou au tout début des années 70.
- (2) Mais l'essentiel de la puissance nécessaire au décollage est fournie par deux énormes fusées d'appoint (« boosters ») de presque 1 200 tonnes de poussée chacune.
- (3) C'est qu'utilisera Ariane-5 aura une poussée d'environ 100 tonnes.

JUSTICE

« Belle du seigneur » en référé

Controverse sur l'inspiratrice d'Albert Cohen

« Un livre extraordinaire, irritant, magnifique, propre à déclencher les passions », écrit Jean Freusté lors de la parution de *Belle du seigneur*, d'Albert Cohen, sans peut-être imaginer à quel point ce critique était prévoyant. Douze ans après la mort de l'auteur de *Solal*, la justice devait se prononcer, vendredi 28 octobre, sur l'« atteinte à la vie privée » invoquée par sa veuve, Bella Cohen, et sa fille, Myriam Champigny, pour justifier la demande de saisie du livre de Nathalie de Saint-Phalle, intitulé *Jane Filion ou la belle d'un seigneur*, qui doit paraître le 3 novembre aux éditions Robert Laffont. (Voir « Le Monde des livres » du 23 septembre.)

Selon l'auteur de l'ouvrage *Notre-Jane Filion*, maintenant âgée de quatre-vingt-dix ans, serait l'inspiratrice de l'œuvre de Cohen, qu'elle a connu de 1927 à 1929, la Diane de ses souvenirs de jeunesse, Aude de Solal et surtout Ariane de *Belle du seigneur*.

Judi 27 octobre, devant M. Jean-Marie Desjardins, juge des référés et vice-président du tribunal de grande instance de Paris, M. Daniel Jacoby, conseil de famille, a soutenu que cette thèse était « mensongère » et que le livre de M^{me} de Saint-Phalle était une « imposture », en complète opposition avec les multiples déclarations d'Albert Cohen réaffirmant la caractère purement imaginaire de son œuvre. Pour l'avocat, admettre la version du livre en cause « serait restreindre une création littéraire au récit sans imagination d'une liaison », et, de plus, ce serait une atteinte à la vie privée de l'écrivain de présenter Albert Cohen comme incapable de créer des êtres de pure fiction.

En outre, l'avocat s'est élevé contre le « débailage » des

détails les plus intimes de leur liaison et contre la publication, en annexe de l'ouvrage, du thème satirique d'Albert Cohen ainsi qu'une analyse graphologique de son écriture : « Deux éléments de sa personnalité ». Aussi, M. Jacoby demandait la saisie ou tout au moins l'occultation de soixante-quatre passages de l'ouvrage.

M. Paul Lombard, conseil des Editions Robert Laffont, protesta contre « une demande abusive d'une fille qui n'a subi aucun préjudice et d'une femme qui a épousé Cohen vingt-trois ans après sa liaison avec Jane Filion ». Mais s'agit-il vraiment d'un litige portant atteinte à la vie privée ?

M. Jean-Yves Le Borgne, défenseur de Nathalie de Saint-Phalle, n'en était pas convaincu. Il a toutefois précisé : « Il faut situer le débat là où il est et ne pas s'engager dans des voies hautes littéraires qui n'ont pas leur place ici ». A ses yeux, cette procédure « tirée par les cheveux » trouve son origine dans « une analyse différente d'une thèse jalousement officielle » et la famille de l'écrivain voudrait se réserver le droit d'accorder « une sorte d'autorisation préalable » à toute édition.

« S'il y a plusieurs éditeurs d'est, comme les journaux, pour qu'il y ait plusieurs points de vue », a insisté M. Le Borgne. « Si cette thèse est contestable, eh bien ! qu'on la conteste, mais le droit moral sur une œuvre ne doit pas conduire à la censure. » Quant au préjudice invoqué, l'avocat ne l'a pas jugé sérieux, en relevant que le fils de l'écrivain n'était âgé que de six ans à l'époque d'une liaison remontant à une soixantaine d'années et « atteinte par la prescription ».

MAURICE PEYROT.

Après l'inculpation de quatorze personnes

Le PDG de deux casinos de la Guadeloupe est placé sous mandat de dépôt

PONTE-A-PITRE de notre correspondant

Interpellé à Paris sur mandat d'arrêt décerné par M. Robert Tchalian, juge d'instruction à Pont-A-Pitre, puis transféré à la Guadeloupe, M. Paul Karam, un riche commerçant de l'archipel, PDG du casino de Gosier, près de Pont-A-Pitre, et détenteur à 90 % des parts de la Société des bains de mer exploitant cet établissement de jeux, a été écroué dans la nuit du 25 au 26 octobre sous l'inculpation de « distorsion du produit des jeux soumis à préférence fiscale » et d'abus de biens sociaux. Selon le parquet, M. Karam, qui avait racheté en 1984 pour 1 F symbolique la Société des bains de mer de Gosier, dont le passif s'élevait à 3 millions de francs, a recouvré une fraude portant sur 2 millions à 3 millions de francs pour les années 1984 à 1986.

L'inculpation de M. Karam a été précédée par quatorze autres inculpations pour abus de confiance, escroqueries et malversations visant cinq joueurs et chefs de partie, que-

tre crochets et cinq cadres de la société. Parmi les joueurs inculpés, figurent des personnalités connues du monde des affaires et des responsables de collectivités locales, dont le directeur général de l'une des sociétés HLM de la Guadeloupe.

Au total, les détournements sont provisoirement estimés à 4 millions ou 5 millions de francs et auraient été réalisés en faisant appel au « baronage », qui consiste à payer des gains fictifs ou supérieurs à leurs montants réels à un joueur complice (le « baron »).

ANDRÉ LÉGER.

Le ravisseur de M^{me} Dassaoui découvert mort. — Jean-Jacques Casanova, soixante et un ans, le ravisseur de M^{me} Marcel Dassaoui, a été découvert mort, vendredi matin 28 octobre, à Corte (Haute-Corse). Son corps a été retrouvé au pied d'un mur d'où il serait tombé, selon les premiers éléments de l'enquête. Lors de sa récente sortie de prison, Jean-Jacques Casanova avait été pris en charge par Dominique Colonna, l'ancien gardien de but de l'équipe de Reims de football, restaurateur à Corte.

Au tribunal de Paris

« Minute » condamné pour diffamation envers M. Fabius

Pour diffamation envers M. Laurent Fabius, actuel président de l'Assemblée nationale, ancien premier ministre, M. Jean-Claude Goudeau, directeur de la publication, et la société éditrice de *Minute*, ont été condamnés, jeudi 27 octobre, à verser à la partie civile 100 000 francs de dommages et intérêts. Dans un article publié dans son numéro daté du 4 novembre 1987, *Minute* évoquait l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et établissait une relation entre ces ventes et le mari de Darcie Boutboul, assassiné et présenté comme « l'homme de confiance » de M. Fabius.

Le tribunal a retenu contre le journal et l'auteur de l'article une façon de procéder, « d'abord d'une manière interrogative et par voie d'insinuations puis de façon plus directe », qui confère à l'article son caractère d'infamatoire.

Expulsions locatives

M. Pierre Joxe invite les préfets à la bienveillance

Dans une circulaire à tous les préfets, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, leur demande d'examiner « avec la plus grande bienveillance » les requêtes « en vue de différer l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des décisions judiciaires d'expulsion locative ». Cette mesure est notamment applicable « aux familles et à toute personne de faibles ressources » et en particulier aux personnes « en état de détresse économique susceptibles de bénéficier (...) du revenu minimum d'insertion ».

Alors que la période légale de suspension des expulsions prend effet le 1^{er} décembre, M. Joxe demande aux préfets d'accorder un sursis à compter du 1^{er} novembre « aux personnes justifiées des nouvelles mesures gouvernementales de lutte contre la pauvreté ».

Rappelons qu'à Paris les expulsions sont suspendues depuis le 24 octobre (Le Monde du 27 octobre).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUE la Turquie du général Evren, des condamnations à mort, des gilets et de la chasse aux Kurdes fasse connaître par la voix de son chef qu'elle entend renoncer à la peine de mort et permettre la libre activité d'un parti communiste, voilà qui en dit moins sur l'évolution de ce pays que cela n'est une description de l'Europe.

Que l'Europe compte, parmi ses critères, la pluralité politique, que la constance et le fait même si ce pluralisme est unanimement apporté une exception visant les partis d'inspiration nazie. Même si à cette exception existent des tempéraments qui laissent à certains mouvements le droit de véhiculer une idéologie dont les racines sont soupçonnables.

Il reste que, pour l'Europe, le droit d'adhérer au parti de son choix, ou de le créer s'il fait défaut, est à ce point essentiel qu'il en est un droit de l'homme européen, pour ainsi dire un droit naturel.

Ce n'est donc pas sans cause tirée de sa propre expérience qu'un esprit européen fera, à tort ou à raison, prématurément ou non, du pluralisme politique, mais aussi syndical, la pierre de touche des réformes qui lui sont, régulièrement désormais, annoncées à l'Est.

Comme on observe en météorologie des zones de hautes pressions, l'Europe est une région à haute densité politique où le débat, plus ou moins animé par les partis, ne se limite pas aux périodes électorales. Qu'il y ait lieu de s'en réjouir ou de le déplorer est une autre histoire.

Mais la résolution prise par le général Evren d'abolir la peine de mort, parce que la Turquie est candidate à la CEE, dote l'Europe d'un critère supplémentaire qui n'était pas encore apparu comme tel. Certes, aucun pays de l'Europe de l'Ouest, qu'il soit ou non membre de la CEE, ne connaît, en fait ou en droit, la peine capitale. Certes, le protocole numéro 6 de la Convention des droits de l'homme fait de son abolition une décision à portée européenne. Mais ce n'est en rien une condition sine qua non d'appartenance à la CEE. La France est là pour en témoigner, qui fut si longtemps la mouton noir de l'Europe sur ce terrain.

Ce que le général Evren apporte en un sens à l'Europe, sans l'avoir forcément voulu, c'est un élément supplémentaire de son image telle qu'elle est perçue de l'extérieur : une région sans peine de mort, cette absence étant le résultat d'une volonté politique commune (mais non de l'opinion publique, cela est connu).

Ainsi l'Europe apparaît-elle comme une zone morale où les questions d'éthique pèsent d'un poids déterminant, sinon égal, face aux questions économiques. C'est un divertissant paradoxe que ce supplément d'âme soit donné à l'Europe par l'auteur d'un coup d'État militaire qui a d'abord beaucoup usé de la peine capitale.

DANS son dernier numéro, l'hebdomadaire *Le Monde* suggère que le prix Nobel de la paix soit attribué l'année prochaine à la France et à son président. Bien que plus hippique que politique, le journal d'Alain Aycha lance (ou reprend) cette idée afin que soit honorée « la France, berceau des

droits de l'homme, terre d'asile et de liberté ».

Soit dit sans chauvinisme, pourquoi pas ? Il n'est pas contestable que ce pays a toujours fait en sorte (cela vu sur de longues périodes) que les droits de l'homme avancent du même pas que les progrès techniques ou économiques.

C'est vrai que le mot de liberté n'y est méconnu par aucun parti : qu'au-delà des ailes des majorités politiques, s'il existe un consensus, c'est bien, quoi qu'on pense, celui de la dignité humaine. C'est vrai aussi que le discours de l'indignité, où se mêlent à dehors les étrangers, « rétablissent la peine de mort », « que les pauvres se débrouillent », n'est, pour les partis, que le fait d'une minorité.

C'est vrai encore que la France est en paix avec elle-même et avec le reste du monde et que ni les légitimes affrontements parisiens ni les incartades caldoniennes ne contredisent ces faits. C'est vrai enfin que la France réussit la gageure d'être le troisième marchand d'armes du monde et, cependant, d'être regardée comme un messageur et un acteur de paix.

Europe

Mais n'est-ce pas là tout aussi bien une définition de l'Europe, Sainte-Alliance pour les droits de l'homme autant que cartel de marchands ?

L'EUROPE, dont la France est l'une des mères (en dehors des pères, il faut bien porter le bébé), n'est-elle pas autant que ce pays un symbole de paix intérieure et extérieure ? Vis-à-vis d'elle-même, l'Europe n'a-t-elle pas mis l'épée au fourreau depuis quarante-trois ans, alors que la précédente période de paix (si vite incertaine) n'avait pas dépassé vingt ans, si l'on tient l'annexion par l'Allemagne en 1938 de l'Autriche et des Sudètes pour des actes de guerre ?

En termes d'économie et de dignité humaine, ces deux exigences si fréquemment opposées l'une à l'autre, l'Europe n'est-elle pas exemplaire ? Éloignée autant de la brutalité libérale nippo-américaine que du lourd fonctionnarisme de l'Est, soutenant la liberté d'entreprise mais se gardant de ce que provoque son paroxysme, soucieuse de la santé des entreprises mais entendant que ses profits aillent aussi à ceux qui en sont les auteurs obscurs, hostile (même à droite en France) à un État croupion mais réjetant le *Léviathan* que décrit Hobbes en 1651, ne condamnant pas moins les démocraties pour la discrimination raciale qui y persiste que l'Est autoritaire pour la sujétion où il maintient ses citoyens, veillant à sa défense mais dépourvue d'ambitions territoriales, bâtissant son avenir sans méconnaître les mérites et les traces de son passé, relevant sans faillir le défi que repré-

sente l'apparente contradiction des aspirations idéales et des exigences réelles, l'Europe n'est-elle pas cet évident modèle politique qui devrait inspirer les vieux pays autant que les nations nouvelles, en tout cas ces dernières, tant d'entre elles patageant à la recherche d'un tel modèle ?

L'Europe, à ce titre, ne serait-elle pas un honorable lauréat du prix Nobel de la paix ?

EN fait de « modèle », l'incendie de la salle de cinéma où était projeté le film *La Dernière Tentation du Christ* n'en a qu'un : les sacages de magasins juifs dans l'Allemagne nazie. En ce regard, on ne règle plus les différends idéologiques à coups d'incendies.

La déclaration de Pierre Joxe à ce propos, mercredi, à l'Assemblée nationale, était d'une tenue faisant honneur à celui qui l'a faite.

LUC TANGORRE une nouvelle fois accusé de viol, c'est un désastre humain où ne paraissent que des perdants. Au premier rang, les victimes de ces violences, bien sûr, qui pourraient soutenir qu'elles n'ont rien fait pour se voir violées et si leur auteur présumé n'avait pas été prématurément libéré.

Luc Tangorre n'est pas moins un perdant qui, innocent ou coupable, retourne en prison. Doublement : d'une part en étant accusé de viol, d'autre part en redonnant, par cela seul, du corps à la condamnation prononcée contre lui en 1983 pour le même motif.

Pourtant, s'il est coupable aujourd'hui, quel combat intérieur n'a-t-il pas dû connaître avant de succomber à une pulsion qui restaurait le passé et ruinait l'avenir. Mais s'il est innocent quel affreux traquenard, quelle atroce confusion, ont pu le ramener là où il est de nouveau ?

Derniers perdants et non des moindres : ceux qui se sont battus pour lui et avaient obtenu ou décidé sa libération. Compte tenu de la « prime à l'accusation », celle-ci paraissant a priori toujours plus plausible que l'innocence, ils devront supporter les lazzis de ceux pour qui tout mieux un innocent en prison qu'un coupable en liberté.

Mais le plus grave c'est évidemment le futur. Il s'écoulera du temps avant que l'on puisse plaider l'innocence d'un inculpé ou d'un condamné sans qu'un ricaner ne se tienne : « Tangorre ! Tangorre ! »

SPECIAL COPAINS CHINOIS. 1. — Après « L'Amateur » consacré à la Chine (« Datong », Le Monde du 15 octobre), M. Dominique Hoizey, qui dirige avec M. Alain Rousseau les Cahiers de civilisation chinoise, envoie la dernière livraison de cette revue. Elle traite des Trois Royaumes qui se partageaient le pays entre 220 et 280. Les animateurs de la revue sont tous deux professeurs de chinois à l'Institut universitaire du temps libre de Reims. Ce serait les soutenir que de s'abonner, d'autant qu'enseigner le chinois à Reims cela ne doit pas être facile tous les jours. L'abonnement est de 60 francs par an pour quatre numéros : 55, rue Ruinart-de-Brimont, 51100 Reims, tél. 28-40-48-05.

2. — Le petit train de Pékin a-t-il déraillé ?

مكتبة من الأصل

La préparation des Jeux d'Albertville

L'Etat en concurrence avec la région

Moins de mille deux cents jours restent à s'écouler avant la date d'ouverture des prochains Jeux olympiques d'hiver d'Albertville fixée au 8 février 1992. La Savoie olympique, qui attend mille sept cents athlètes et un nombre équivalent d'accompagnateurs et d'entraîneurs, lance les uns après les autres ses programmes de construction d'équipements sportifs qui jalonnent, dans les trois prochains mois, les pentes de la vallée de la Tarentaise et celles du Beaufortain.

GRENOBLE
de notre correspondant

«Tous les travaux d'infrastructure pour les Jeux olympiques seront, à l'exception des routes, terminés au cours de l'hiver 1991», a indiqué le 25 octobre le directeur général du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) d'Albertville, M. Jean-Albert Corrand.

Sous les câbles du téléphérique de Bellevard qui s'élève à proximité immédiate du village de Val-d'Izère, s'affaillent des bulldozers et des «pelles-chargeuses». Ces dernières «jardinent» la montagne pour y insérer le tracé d'une nouvelle piste de descente imaginée par le champion olympique suisse devenu expert de la Fédération internationale de ski, Bernhard Russi.

«Seize jours épuisants»

L'abandon de la piste Oreiller-Killy (O-K) utilisée depuis une vingtaine d'années par les coureurs du critérium de la première neige et son remplacement par le nouvel itinéraire alpin répondant à un double souci : offrir une descente où se succéderont à un rythme très soutenu des difficultés techniques nombreuses et donner à l'événement une vision médiatique beaucoup plus forte que celle que proposait la piste O-K. Quant aux spectateurs, ils pourront, depuis l'aire d'arrivée, suivre avec des jumelles 80 % du parcours des descenteurs. Quant à la piste de bobsleigh et de luge de La Plagne et aux tremplins de saut de Courchevel, ils devraient pouvoir être mis à la disposition des équipes françaises et étrangères au cours de l'hiver 1989-1990.

Le président du Comité international olympique, M. Juan Antonio Samaranch, qui avait manifesté il y a quelques mois devant les membres du COJO d'Albertville une certaine impatience, regrettant notamment certaines lenteurs dans l'élaboration des programmes français, s'est montré rassuré lors de la présentation du bilan des travaux olympiques savoyards à Séoul le 13 septembre dernier.

Toutefois, quelques problèmes délicats restent encore à résoudre. C'est notamment le cas pour le village olympique de Brides-les-Bains où une réflexion urbanistique a été engagée par la commune qui doit construire 800 lits nouveaux. Mais c'est surtout le problème des communications à l'intérieur de la vallée de la

Tarentaise qui préoccupe les ingénieurs chargés de cette mission.

Comment en effet transporter des dizaines de milliers de personnes d'un site à l'autre sans perturber gravement les convois prioritaires qui ne cessent de se déplacer entre les douze sites olympiques (1). Doit-on, comme à Grenoble il y a vingt ans, privilégier les transports collectifs au détriment des voitures individuelles avec le risque de voir le nombre des spectateurs se restreindre ? Quelle place accorder aux transports par hélicoptère pour les coureurs et les membres de l'organisation compte tenu des aléas climatiques ? Autant de questions qui restent aujourd'hui encore sans réponse et qui risquent de handicaper le bon déroulement d'une manifestation que Jean-Claude Killy et Michel Barnier, les deux coprésidents du COJO, annoncent comme devant être «seize jours épuisants».

Le premier, qui a pris désormais totalement en charge la politique de marketing du COJO en collaboration avec la société International Management Group (IMG) de l'Américain Mark Mac Cormack, avec lequel il travaille depuis ses années glorieuses de 1968, lutte pour réunir la somme de 1,7 milliard de francs représentant les recettes commerciales du COJO, dont le budget s'élève à 3,176 milliards de francs (2). «Il nous manque encore 750 millions de francs», calcule M. Michel Barnier, qui, avec son coéquipier, a signé avec la chaîne de télévision CBS le 24 mai dernier un contrat d'exclusivité pour les Etats-Unis qui lui assurera une rentrée d'argent de 940 millions de francs. Le groupe Pierre de Coubertin réunira au début de 1989 une douzaine d'entreprises françaises et étrangères ayant acquis un droit d'entrée variant entre 110 millions de francs, somme versée par le Crédit lyonnais, et 65 millions de francs, investis par la société de travail temporaire Bis ; quant à IBM-France, l'ensemble des prestations, des prêts d'équipement et des fournitures de services qu'elle apportera représentera une somme d'environ 200 millions de francs.

Rendre plus universelle leur image

Le coût d'entrée dans le «club», jugé par certains industriels français «exagérément élevé», prévoit l'utilisation exclusive des anneaux olympiques et de la «flamme» d'Albertville pour ses membres, qui seront d'autre part associés à la manifestation olympique grâce notamment à un «droit d'hospitalité» privilégié sur les sites des compétitions. Un constructeur automobile, une compagnie d'assurance, une société d'eaux minérales, un transporteur aérien, une compagnie pétrolière, désireux selon le directeur de la communication du COJO, M. Armand de Redinger, «d'enrichir, d'agrandir et de rendre plus universelle encore leur image», devraient rejoindre ce club très fermé.

Le COJO recherche par ailleurs une trentaine de «fournisseurs» susceptibles de contribuer par des apports en nature ou des

prestations de services au bon fonctionnement de la puissante machine qui se met en route et qui comprendra, outre 400 personnes attachées en permanence à partir de 1991 au COJO, 5 000 à 6 000 bénévoles qui seront formés au cours des mois précédant l'ouverture de Jeux dans un centre installé à Chambéry.

«Sponsor» le plus important des Jeux grâce à une contribution qui s'élève à 660 millions de francs auxquels il faut ajouter la mobilisation d'une «manne» supérieure à trois millions de francs pour la construction d'une voie rapide dans la Tarentaise et la réalisation de nombreuses autres infrastructures et équipements publics, l'Etat entend occuper la place qui lui revient.

La présence importante de ses représentants au sein des instances délibératives du Comité d'organisation des Jeux olympiques mais aussi la désignation, le 20 juillet dernier, d'un délégué interministériel aux JO, M. Jean Glavani, chef de cabinet de M. François Mitterrand de 1981 à 1986, traduisent cette volonté. Le délégué n'est doté d'une structure relativement lourde, forte d'une quinzaine de personnes chargées de coordonner les actions de l'Etat, d'accélérer les processus administratifs et de suivre l'ensemble des dossiers olympiques. M. Glavani se défend toutefois de vouloir mettre en place un «COJO bis» ou un «ministère de la Savoie».

Un test significatif

Président RPR du conseil général, M. Michel Barnier, qui faisait figure jusqu'alors, au nom de la décentralisation, de «grand argentier» du département, devra désormais supporter la tutelle de l'Etat sur les Jeux que ne manquera pas d'exercer, lorsque les circonstances l'exigeront, M. Glavani. Ainsi, la désignation du «radio-diffuseur hôte» des Jeux olympiques d'hiver de 1992, qui doit intervenir dans les toutes prochaines semaines, sera un test significatif de l'attitude qu'entend adopter le COJO et, à travers la délégation interministérielle, l'Etat.

Le comité d'organisation, à la lumière des graves des chaînes publiques qui ont gravement perturbé la retransmission des émissions de Séoul, semble hésiter entre TF1 et Antenne 2, auxquelles se joindrait FR3. Le premier choc entre la délégation interministérielle, soucieuse de préserver ses prérogatives, et le COJO, qui entend agir comme une entreprise moderne et performante, pourrait bien se produire à cette occasion.

CLAUDE FRANCHILLON.

AUTOMOBILISME : Le Grand Prix du Japon

Les samouraïs de l'empire Honda



Alain Prost et Ayrton Senna se font face sur le circuit japonais de Suzuka.

Le Grand Prix du Japon, avant-dernière manche du championnat du monde de formule 1 automobile, se courra, le dimanche 30 octobre, sur le circuit de Suzuka. Une victoire assurera au Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) un premier titre de champion du monde des pilotes, mais les deux succès consécutifs d'Alain Prost au Portugal (25 septembre) et en Espagne (2 octobre) ont relancé les chances du Français, qui conserve, en cas d'échec de son coéquipier au Japon, un espoir d'être couronné pour la troisième fois le 13 novembre en Australie.

Le champion du monde des pilotes sera-t-il choisi cette année par Honda Motors ? La firme japonaise, qui a investi cette saison entre 40 et 50 millions de dollars en formule 1, est déjà assurée depuis plusieurs semaines d'un troisième titre mondial des constructeurs avec l'écurie McLaren, après les deux précédemment gagnés avec Williams. Mais le déroulement des dernières grandes courses avec des moteurs aussi sollicités que ceux de formule 1, il serait illusoire, même pour le pouvoir sportif, de prétendre démontrer une éventuelle machination. D'autant plus que les deux pilotes concernés par ce duel — royalement payés, il est vrai, par leurs employeurs — se sont efforcés ces derniers jours de couper court à toutes les rumeurs et de donner des explications aussi rationnelles que possible à cette fin de saison décevante.

La «résurrection» dans la péninsule ibérique d'Alain Prost, accablé d'ennuis mécaniques tout au long de l'été, et le brusque

recul d'Ayrton Senna, sixième au Portugal puis quatrième en Espagne après avoir gagné six des sept précédentes courses, ont semé le doute sur le rôle qu'auront pour les deux pilotes japonais dans ce brutal renversement de situation. L'impact médiatique du Grand Prix du Japon, disputé loin des bases traditionnelles de la formule 1 situées en Amérique du Sud et surtout en Europe, aurait, en effet, été bien moindre si le titre de champion du monde des pilotes avait déjà aussi été décerné.

Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération internationale automobile (FISA), qui n'est plus à une contradiction près, a lui-même apporté son crédit à cette suspicion en adressant, le 17 octobre, à M. Tadashi Kume, le président de Honda Motors, une solennelle mise en garde afin qu'il ne s'agisse pas d'un «matériel (voiture ou moteur) de qualité éprouvée» mis à la disposition des deux pilotes du team McLaren. Tout en annonçant dans le même temps : «J'ai fait mes enquêtes. Il n'y a eu aucune combine lors des courses précédentes».

Aucune écurie n'étant à l'abri de problèmes mécaniques ou électroniques avec des moteurs aussi sollicités que ceux de formule 1, il serait illusoire, même pour le pouvoir sportif, de prétendre démontrer une éventuelle machination. D'autant plus que les deux pilotes concernés par ce duel — royalement payés, il est vrai, par leurs employeurs — se sont efforcés ces derniers jours de couper court à toutes les rumeurs et de donner des explications aussi rationnelles que possible à cette fin de saison décevante.

Ayrton Senna a rappelé qu'il avait connu à Mexico le même

problème qu'au Portugal, où son ordinateur de bord lui indiquait une consommation excessive de carburant. «Ce sont des choses qui arrivent», a-t-il conclu. Avant de s'envoler pour le Japon, Alain Prost a analysé (1) les causes possibles de ses problèmes mécaniques de l'été et les solutions apportées pour les Grands Prix du Portugal et d'Espagne.

«Senna étant très proche des gens de chez Honda avec qui il travaille depuis plus longtemps, ils connaissent très bien les réglages qui lui conviennent, explique le champion français. Ils ont appliqué ces réglages à mon moteur, or mon style de conduite est très différent du sien».

Ces réglages moteurs auraient été rendus plus délicats encore par des importations du chassi. Depuis le Grand Prix d'Allemagne (24 juillet), le Français a utilisé le châssis endommagé par la sortie de route du Brésilien à Monaco. C'est seulement après le Grand Prix d'Italie, à Monza, où les problèmes se sont accumulés tout au long du week-end jusqu'à son abandon pour une panne de moteur, qu'Alain Prost s'est ouvertement inquiété auprès de Ron Dennis, le directeur de McLaren, d'une différence de traitement entre Senna et lui. Ce «coup de gueule» a porté ses fruits puisqu'il a aussitôt bénéficié d'une course neuve et n'a plus connu d'ennuis de moteur.

«J'ai été trop gentil»

«J'ai été trop gentil», estime Alain Prost, qui regrette un peu de ne pas avoir eu cette réaction plus tôt. Le comportement d'Ayrton Senna, qui a pris des risques insensés en se lançant contre le mur en béton pour le disqualifier de la double ligne droite des stands au deuxième tour du Grand Prix du Portugal, a, de plus, profondément choqué le pilote français et modifié ses rapports avec son coéquipier.

Ces péripéties ont au moins permis de redonner à Alain Prost la motivation et la barge de vaincre qu'il avait perdues en milieu de saison. Même pour un troisième titre, il ne se déclare, certes, pas prêt à prendre des «risques inutile», en particulier si la pluie, fréquente en cette saison, venait perturber le Grand Prix du Japon. Désormais, le champion français est surtout perplexe sur le comportement de son coéquipier. «Si on se retrouvait à Suzuka dans la même situation qu'à Estoril, que ferait-il ? Je crois qu'il est capable de faire n'importe quoi pour être champion du monde».

GERARD ALBOUY.

(1) TF1 «Sport dimanche soir», le 23 octobre.

BUDGET : le projet pour 1989

Les champions contre la masse

LES gouvernements passent, les majorités changent, les ministres se succèdent, mais le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports demeure stable par rapport au budget de l'Etat. Depuis cinq ans, les crédits affectés aux sports restent abondants au chiffre de 0,20 %, quel que soit le grand argentier qui détienne les cordons de la bourse gouvernementale.

Une constante que le président du Comité national olympique (CNOSF) estime pour le moins «frustrante». A peine rentré de Séoul, encore tout imprégné des quelques airs de Marseillaise qui l'ont ravi, M. Nelson Pailhon a perdu son «enthousiasme». La lecture du projet de budget pour 1989, une nouvelle fois, obligé le petit hussard à monter en première ligne. «Par rapport au budget de 1988, la progression est de 89 millions soit une augmentation de 4 %, le budget général augmentant lui de 6,5 %», constate le président, qui demande au Parlement d'apporter «lors de la discussion budgétaire, au mois de novembre, les améliorations indispensables».

Au chapitre des crédits, le président du CNOSF, qui s'était réjoui de la décision du ministre d'ouvrir au cours de l'année scolaire 1988-1989, une deuxième promotion pour le professeur de sport, s'étonne que «ne figure dans le projet aucune mesure spécifique».

Indigne des ambitions de la France

Dans cet ensemble, qu'il juge particulièrement indécent pour le mouvement sportif, le président n'a trouvé qu'une proposition qui lui paraît positive. Il s'agit de l'affectation d'un crédit de 60 millions de francs pour le développement des actions d'aménagement des rythmes de vie de l'enfant. «Nous regrettons que ces crédits

soient prélevés dans le passé sur le Fonds national pour le développement du sport (FNDS). Le prélevement de ce crédit sur le budget de l'Etat va dans le sens des souhaits exprimés par le CNOSF, pour que les crédits du FNDS reviennent à leur vocation première».

En ce qui concerne les recettes inscrites au FNDS pour l'année 1989, elles s'élèvent à 900 millions de francs au lieu de 1 060 millions en 1988. Une prévision plus réaliste de la part des services du ministère qui estiment les recettes du Loto sportif à 548 millions au lieu des 710 millions inscrits dans le budget de 1988. Malgré un regain d'intérêt pour ce jeu, depuis la nouvelle formule lancée au mois d'août, les rentrées financières pour le mouvement sportif au cours de la présente année ne devraient pas dépasser les 460 millions. Une somme bien éloignée de celle figurant dans le budget de 1988.

Mais le réalisme dans les prévisions se traduit par des amputations dans les aides apportées au sport de masse. «Si les crédits réservés au sport de haut niveau sont identiques à ceux de 1988, en revanche les subventions pour l'aide au sport de masse vont diminuer de plus de 100 millions», note Nelson Pailhon. Une perte de 22 % des dépenses autorisées qui risque d'empêcher de nombreuses associations de faire face aux engagements pris l'an dernier.

S. B.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme Grand Prix du Japon de formule 1. — Dimanche 30 octobre à Suzuka. (TF 1 en direct à 4 h 50.)	Hockey sur glace Championnat de France. — 11 ^e journée, samedi 29 octobre.
Basket-ball Championnat de France. — 9 ^e tour aller, samedi 29 octobre.	Judo Championnat d'Europe par équipes. — A Viss (Belgique) jusqu'au 30 octobre.
Boxe Championnat du monde des légers (WBA). — Dimanche 30 octobre à Las-Vegas, entre les Mexicains Julio César Chavez et José-Luis Ramirez. (Canal + à 2 h 40.)	Tennis Open de Paris-Bercy. Jusqu'au 30 octobre (Antenne 2 : samedi, demi-finale à 14 h 30. FR3 : dimanche, finale à 14 h 30.)
Football Championnat de France. — 17 ^e journée, samedi 29 octobre.	Voile Grand Prix de Monaco de formule 40. — Jusqu'au 30 octobre.

ATTENTION

Si votre détaillant LOTO voulait fermer mardi 1^{er} novembre, jouez jusqu'au lundi 31 octobre aux heures habituelles. Renseignez-vous.

NATIONAL
LOTO

Communication

Un entretien avec M. Patrick Le Lay, PDG de TF1

« Je défendrai la chaîne contre toute atteinte à son intégrité »

TF1 vient d'augmenter ses tarifs moyens de publicité de 17,5 % (25 % pour les heures de grande audience). Une augmentation sans risques.

Avec 47 % de part de marché, la Une occupe une place dominante dans la concurren-

rence entre les chaînes de télévision. Ses dirigeants viennent, grâce à un recours devant le Conseil d'Etat, de mettre en difficulté la CNCL, La 5 et M 6.

Mais le groupe Bouygues, opérateur de la chaîne, doit affronter la foudre de

M. Robert Maxwell, deuxième actionnaire de la Une. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Patrick Le Lay, qui vient de prendre la présidence de TF1, affirme qu'il ne changera pas de cap et qu'il entend pas partager le pouvoir.

Ce qui n'est pas le cas de M. Maxwell.

TF1 est une société complexe qui se bat chaque jour dans un environnement complexe sur ses pieds. Si les chaînes publiques n'avaient pas dépassé leurs plafonds de publicité, la Une aurait fait 400 millions de francs de profit. Le Conseil d'Etat a condamné TF1 à une amende de 400 000 F pour un dépassement fictif de vingt-deux secondes de ses quotas de publicité. A 2 et FR 3, elles, ont impudemment dépassé leurs quotas de vingt-cinq heures.

Certains de vos actionnaires souhaitent renouer avec un meilleur partage des responsabilités dans la direction de la chaîne.

Les actionnaires du tour de table de TF1 ont toujours tendance à confondre leur rôle d'investisseurs et celui de téléspectateurs. Beaucoup ont cru qu'ils allaient utiliser l'antenne à leur profit. Nous n'avons pas le droit de favoriser une société de production parce qu'elle est la filiale d'un de nos actionnaires. Nous devons respecter les lois de la concurrence. Il est normal que des actionnaires nous apportent au sein du conseil d'administration leurs compétences et leur réflexion. Il n'est pas sain qu'ils interviennent dans les programmes.

Il faut réorganiser le paysage audiovisuel.

Le gouvernement ne semble pas prêt à retirer aux chaînes publiques leurs ressources publicitaires. Comment espérer-vous dégager plus de profit et améliorer le prix d'achat de la chaîne ?

Nous mettrons plus de temps à rentabiliser le capital investi. Mais n'oubliez pas que notre fonds de commerce prend de la valeur. TF1 restera pendant dix ans le leader des médias en France. En face, il y a une chaîne généraliste de trop, comme le reconnaît le gouvernement. Il faudra bien résoudre ce problème.

Les Français reprochent à la télévision privée un manque de diversité dans les programmes et une invasion des écrans par la publicité.

Plus qu'un manque de diversité, je crois que les téléspectateurs réagissent au formidable glissement de programmes. Six films à 20 h 30, c'est absurde. Voilà le résultat de cette concurrence entre cinq chaînes généralistes. Et c'est encore à cause de cette concurrence que La 5 tente d'attirer le chaland en programmant des films érotiques à 20 h 30 sans respect pour les convictions morales des téléspectateurs.

Il faut réorganiser le paysage audiovisuel sous le signe d'une meilleure complémentarité. Il y a place en France pour deux ou trois chaînes généralistes et deux chaînes cryptées. TF1 est une grande chaîne populaire qui doit offrir une distraction à tous les publics, un peu à la manière des veillées familiales d'antan. Antenne 2 pourrait, elle aussi, garder cette vocation tandis que FR 3 proposerait des programmes un peu plus difficiles pour satisfaire une autre catégorie de public. Quant aux autres canaux, ils devraient offrir une programmation plus thématique.

Sur la publicité, les réactions des Français sont plus nuancées que vous le prétendez. Si j'en crois les sondages, ils jugent les chaînes publiques trop commerciales mais ils ont accepté aujourd'hui la privatisation de TF1.

M. Adrien Gonty, rapporteur du projet de loi sur l'audiovisuel au Sénat, propose de supprimer les comptes publicitaires pour la première diffusion des œuvres de fiction et des séries télévisées.

C'est une aberration économique. TF1 perdrait 8 millions de francs par écran supprimé. Elle devrait renoncer à diffuser des films et à produire des fictions, ce qui serait une catastrophe pour l'industrie de programme. L'espérance que les parlementaires auront la sagesse de ne pas compromettre ainsi tout l'équilibre de l'audiovisuel.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.



« Bouygues est une citadelle imprenable »

A défaut de guerre, il y a, semble-t-il, quelques agressions sur le capital de Bouygues et sur celui de TF1.

Il n'y a pas d'agression sur le capital de TF1 car elle serait illégale. Tout acheteur d'actions doit se déclarer dès qu'il possède 1 % de la chaîne. Or personne ne s'est déclaré. Le cours de l'action monte parce que TF1, qui règne sur 47 % du marché de l'audience, est un placement d'avenir.

Le cours des actions Bouygues a connu trois jours de folie en Bourse, déclenchée par les achats de

été majoritairement décidée par le conseil d'administration. Les importants personnages qui y siègent seraient-ils illégitimes ? M. Maxwell a le droit de s'exprimer sur la vie de la société, mais il n'est pas normal qu'il assène publiquement des contre-vérités. Il prétend que Bouygues cherche à gagner de l'argent sur le dos de la chaîne en construisant son futur siège social. C'est faux : le propriétaire sera un groupe d'assureurs qui loueront les locaux à TF1 au prix du marché. Il affirme que des audits ont découvert des relations privilégiées entre la chaîne et des filiales de Bouygues spécialisées dans la production. Or Bouygues ne possède aucune filiale de

Le lancement de TDF 1 ouvre la course à la télévision par satellite

Il est en orbite. Le satellite TDF 1, décidé en 1979 et programmé pour 1984, a quitté le centre spatial guyanais de Kourou, vendredi 28 octobre 1988, à 3 h 17 (heure de la métropole), sous la coiffe d'un lanceur Ariane-II. Dix-neuf minutes et trente secondes plus tard, TDF 1 se séparait d'Ariane, au terme d'un vol qui se résume en un seul mot : « Normal ». C'est, en effet, le seul adjectif qu'est à prononcer le directeur des opérations au cours des phases successives du vol.

Tout n'est pourtant pas terminé. Samedi, puis lundi, puis mercredi, trois poussées successives du moteur d'apogée circulariseront l'orbite à 36 000 kilomètres au-dessus de l'équateur. Puis le satellite dérivera pendant quelques semaines pour atteindre sa position définitive, à 19 degrés de longitude ouest. La responsabilité principale passera alors de l'Aérospatiale, qui a construit le corps du satellite, à Alcatel-Espace, réalisateur de la partie électronique. Les réponses seront mises en service, des essais de diffusion seront faits, on testera la qualité de la réception sur la vaste zone « arrosée » par TDF 1. Presque toute l'Europe et une partie du Maghreb pourront capter les émissions avec des antennes paraboliques, de 40 centimètres de diamètre, à Londres, à Munich ou Florence, de 1,50 mètre aux limites de la zone. Cela fait quatre cent millions de téléspectateurs potentiels.

C'était la vingt-sixième fois qu'un lanceur Ariane quittait Kourou, la huitième après la longue interruption qui suivit l'échec du dix-huitième tir, la cinquième fois en cinq mois. Le tir est bien exactement à l'heure assignée et sa préparation ne fut entravée par aucun incident sérieux. ArianeSpace a un carnet de commandes bien rempli et un calendrier de tirs très serré. Ses clients craignent évidemment l'échec, mais aussi l'incident significatif, qui entraînerait un retard des tirs suivants. La parfaite « chronologie » de ce vingt-sixième lancement est donc importante à leurs yeux.

M. A.

« Ouverture partielle des panneaux solaires de TDF 1 » : vingt-six minutes après le décollage d'Ariane 2, c'est cette annonce qui a suscité le plus d'applaudissements à Paris, où pas moins de cinq ministres (MM. Quilès, Lang, Curien, de Beaucourt et M^{me} Tasca), réunis pour la circonstance, ont salué en direct la réussite du lancement de ce premier satellite français de télévision directe. Soulagement normal : la défaillance de ces panneaux solaires a été à l'origine de la perte du satellite jumeau allemand TV-Sat 1, en novembre dernier.

TDF 1 n'est certes pas encore tiré d'affaires. On ne saura que vers le 15 novembre si son fonctionnement est normal, les premières émissions expérimentales pouvant alors débuter avant Noël, même si la mise en service commerciale attendra le début 1989. Mais sa présence même en orbite met fin à une longue série d'interrogations (le Monde du 28 octobre) et ouvre de nouveaux chantiers.

Tout d'abord, il faut savoir quels programmes seront diffusés sur les cinq canaux de ce satellite : la CNCL devra faire son choix parmi les candidats déclarés, une fois le terrain juridique (statut des chaînes cryptées et ébauche des cahiers de charges) déblayé par le ministère de la communication. A côté de la SEPT, chaîne culturelle publique européenne, et peut-être d'une chaîne publique allemande, devraient figurer des chaînes thématiques consacrées à la famille, au sport, voire au téléachat ou à la musique, que préparent Canal Plus, TF1 ou des câblo-opérateurs tels que la Générale des eaux et la Chaîne des déjeunés. Ces chaînes pourront être cryptées à partir de fin 1989, quand les dispositifs de décryptage seront disponibles.

TDF 1 devra ensuite trouver des spectateurs. Pour une réception individuelle, le prix annoncé par les constructeurs tourne autour de 6 000 F (un tiers pour l'antenne, le reste pour le tuner et le décodeur des signaux D2-MAC) pour des matériels que Philips, Thomson, Grundig, Oceanic et Tonna comptent mettre sur le marché dès le premier trimestre 1989.

Enfin, TDF 1 — et son successeur attendu TDF 2, si la décision de le lancer est prise — devront affronter la concurrence, qui s'annonce très rude. On estime en effet que, d'ici à trois ans, la capacité de diffusion par satellite sera de cent vingt chaînes au-dessus de l'Europe. Certes, TDF 1 est le plus puissant des satellites actuels, ce qui lui permet d'arroser toute l'Europe et ses quatre cents millions de spectateurs potentiels. Mais plusieurs concurrents ont des ambitions parallèles. Le luxembourgeois Astra sera lancé le 9 décembre prochain par Ariane. Parmi ses seize canaux, huit sont déjà loués : quatre à M. Rupert Murdoch pour son ensemble Sky télévision (une chaîne généraliste, une consacrée aux films, une à l'information et une au sport, en collaboration avec l'Union européenne de radiodiffusion), deux à un consortium scandinave, et deux à la firme britannique WH-Smith, qui compte diffuser ses chaînes Lifestyle (intérets féminins) et Screen-Sport (avec des déclinaisons en différentes langues, dont l'actuelle TV-Sport en français).

Plus tard, en 1989, viendront le satellite britannique BSB, avec trois chaînes commerciales, l'allemand TV-Sat 2 (de même technologie que TDF 1) et ses cinq chaînes germanophones, et le scandinave Tele-X. Enfin, à l'horizon 1990 apparaîtront des satellites de moyenne puissance

A l'occasion de la discussion du budget au Parlement

Préavis de grève dans l'audiovisuel public

Le début du mois de novembre pourrait voir une nouvelle flamme de contestations et de mouvements divers dans l'audiovisuel public. Plusieurs préavis de grève dans diverses sociétés ont été déposés par les organisations syndicales, afin d'attirer l'attention des parlementaires, qui entameront, le 4 novembre, la discussion du budget de l'audiovisuel à l'Assemblée nationale. Des négociations sont en cours avec le ministère de la communication, où le ministre délégué et M^{me} Catherine Tasca devaient recevoir, vendredi 28 octobre, les organisations syndicales.

Cette fois encore, c'est Antenne 2 qui, conformément à ce qui avait été prévu lors de la reprise du travail — après la grève du début du mois d'octobre (le Monde du 1^{er} octobre) —, a déposé le premier préavis pour jeudi 4 novembre. RFO (Radio-France Outre-Mer) a suivi. Les syndicats SNU, SNU-CGT et SJP-CFDT ont appelé tous les personnels de la société à cesser le travail à partir du lundi 31 octobre à 0 h pour une durée indéterminée, et espèrent voir aboutir les négociations sur le problème des pigistes et les disparités salariales internes et externes des journalistes.

FR 3 n'est pas en reste. Un préavis pour le 4 novembre a été déposé par le SNU-CGT, qui estime que les « promesses gouvernementales ne sont pas suivies de décisions budgétaires ». Enfin, le SUT-CFDT et le SNU de Radio-France internationale, qui ont déposé un préavis pour le même jour, protestent vigoureusement contre la répartition des crédits accordés à RFI dans la discussion du budget des affaires étrangères et parlent de « trahison de la parole donnée ».

(Publicité)

IDATE

10^{es} Journées internationales
16, 17 et 18 novembre 1988 - Montpellier

COMMUNICATIONS : LES ANNÉES 90

avec le concours de la Fondation IDATE : Alcatel NV, Alcatel CIT, CDC, IBM France et de France Télécom

La perspective de 1992 qui focalise les énergies sur la résolution de problèmes quasi immédiats est le point de départ choisi pour amorcer un débat d'idées qui devrait permettre de bien situer les enjeux de la prochaine décennie. Résolument prospectives tout en s'appuyant sur une lecture attentive du présent, ces 10^{es} Journées internationales seront l'occasion de confronter les points de vue et d'éclairer les choix qui vont dessiner le futur.

Enjeux, repères et stratégies seront traités avec une approche multimedia (télécommunication, informatique et audiovisuel) et multidisciplinaire (confrontation des points de vue économique, industriel, juridique, sociologique).

SESSIONS

COMMUNICATION

- Communication, mobilité et espace urbain.
- Le foyer électronique, les équipements.
- Communication, l'émergence d'une culture d'entreprise.
- Technologies de la communication.
- Du bon usage des technologies.
- Géopolitique de la communication.

Avec des intervenants de :

BRIE (University of California), CCE-DG XIII, CCETT, CERGRENE, Compagnie Bancaire, CNUCED, France Télécom, FUNDESCO, IMEDIA International, LATTIS, Matra Communications, MECELEC SA, NHK, SAMARIS, SEDES, SIMPROFRANCE, Ohio State University, Université de Paris VII, Université de Pau...

RÉSEAUX

- RNIS : premières applications.
- La maîtrise des réseaux.
- Les premiers pas de la communication large bande.
- Le réseau intelligent, concept et conceptions.
- Nouvelles fonctions, nouveaux réseaux.
- L'offre paneuropéenne de services de télécommunications.

Avec des intervenants de :

Alcatel CIT, AT & T, BELL-CORE, Cap Gemini Sociétés, CENTRISA, CCE-DG XIII, CNET, CNRS, COGECOM, Communication Media Center, DEC, Face Finanziaria, France Télécom, GEISCO, Laboratoires GLAXCO, IBM France, IDATE, IFC Research, IRIS Media Consult, ISI, Matra Communications, Mission à la Réglementation Générale, OSI-TEL, Service SA, SEPT, SIP, Videoway...

AUDIOVISUEL

- Une nouvelle donne pour la télévision publique.
- Approches paneuropéennes dans l'audiovisuel.
- Le marché mondial des programmes audiovisuels, vers de nouveaux équilibres.
- Télévision et nouveaux téléspectateurs.

Avec des intervenants de :

A2, ARD, ASTRA-SES, BBC, CCIS, CNET, CNN International, CNRS, Eureka Productions, Eutelsat, FCR, INA, Institut de Sociologie de Bruxelles, M6, New-York Public Service Commission, AC NIELSEN, Publitalia, RAI, TV Sport...

TABLE RONDE

L'espace européen en question

avec la participation de représentants de : Alcatel NV, Beta-Taurus, Bright Star Communications Ltd, Canal +, CCE-DG XIII, ETSI, European Institute for the Media, France Télécom-DAIL, IDATE, Institut des Télécommunications-Ecole Polytechnique de Varsovie, Media Europe, Mission à la Réglementation Générale, University of Stirling, WIK Bundespost.

Responsable scientifique : Jacques ARLANDIS

Renseignements-inscriptions : Roland CASTANIER

IDATE, bureaux du polygone, F-34000 MONTPELLIER

Téléphone : 33/67 64 16 91 - Télécopie : 33/67 65 57 19 - Télex : 490290

Monde

SA

Maurice

Carnet de ra

هكذا من الأصل

Le Monde SANS VISA

« Détective littéraire,
je devais vite m'avouer
que la filature de Paul et Virginie
n'était qu'une couverture.
Un prétexte à d'autres lectures.
Et là, Maurice, île sur-littéraire,
ne décevra personne. »



Maurice sans Paul ni Virginie



par Jacques
Meunier

Il drôle, dans la phrase de
Malcolm de Chazal — « Ce
pays cultive la canne à
sucre et les préjugés », —
est qu'elle participe à son
tour du préjugé. Résultat : je suis
parti pour l'île Maurice avec un
préjugé surréaliste.

Bien sûr, ce genre d'attitude
met à la trappe bien des informa-
tions utiles aux voyageurs.
J'oubliais très vite que Maurice,
aux confins de l'océan Indien, fait
45 lieues de circonférence. Je
confondais bêtement les alizés
du sud-est avec les cyclones du
sud-ouest et j'ignorais longtemps
le nombre de ses habitants : envi-
ron un million, soit l'une des plus
fortes densités du monde après
Hongkong et le Bangladesh.

Pourquoi vouloir douter a
priori de ce qui est écrit dans les
guides touristiques et les encyclo-
pédies ? Il suffit d'être pris dans
un embouteillage entre Port-
Louis, la capitale, et Curepipe,
sur le plateau central, pour com-
prendre que l'on n'est pas dans
une île déserte !

L'île Maurice cultive la canne à
sucre, c'est vrai. Dès la sortie de
l'aéroport de Plaisance, les



champs de canne défilent de cha-
que côté du taxi. « L'île Maurice
est une mine de sucre à ciel
ouvert », vous affirmez-ou. « La
moitié de l'île a une vocation
sucrière, et la moitié de cette
moitié appartient à quatorze
familles... », vous glisse-t-on à
l'oreille, au cas où vous confor-
miez performance économique
— Maurice produit presque
1 tonne de sucre par personne et
par an — et réalité sociale.

Ensuite, le mieux sera d'aller
piqueur une tête dans les eaux
bleues du lagon. Un vieux réflexe
anti-exotique vous fera préférer

les filaux aux palmiers m'a-tu-vu.
Le filau, que l'on trouve sur la
côte en quantité (et — à doses
plus discrètes — dans le pôle de
Paul-Jean Toulet), n'est pas facile
à décrire : imaginez un arbre en
berne avec des cheveux d'aspas-
ragus. Baudelaire les appelle
« arbres à musique ». Ils ajoutent
aux pique-niques ensoleillés un
zeste de mélancolie.

M. Victor Charlier, voyageur
du dix-neuvième siècle, affirme :
« Le filau est plus beau, plus
triste, que le cyprès. Il célèbre
entre le ciel et la terre un hymen
perpétuel, et il n'y a pas, on le
sent bien en vieillissant, d'arbre

meilleur pour couvrir un tom-
beau. »

Vous frissonnez ? Vous voilà
cependant de plain-pied dans
Paul et Virginie. Tout y est :
l'hymen et le tombeau, ne man-
que que le naufrage...

Les jugements sur le roman
classique de Bernardin de Saint-
Pierre, qui se déroule au nord de
l'île et qui a fait pleurer plusieurs
générations de cœurs sensibles,
sont à présent d'une extraordi-
naire sévérité. Albert Camus, par
exemple, en parle comme d'un
« ouvrage proprement affligé »,
et Etienne, universitaire
et critique à la dent dure, le
signale comme l'un des livres « les
plus médiocres et les plus lus de
la littérature française ». Vu de
l'île Maurice, en sirotant un cock-

tail d'ananas et de rhum, ce
drame éducatif n'en mérite pas
tant.

Entre ce Paul — terriblement
impubère — et cette Virginie —
farouchement vierge, — l'affaire
ne pouvait pas marcher. Reste
que ce mélo préromantique, avec
son strip-tease refusé, ressemble
par quelque côté à l'île qui lui sert
de décor. Bernardin de Saint-
Pierre lui a taillé un mythe sur
mesure. Il a su en faire un roman
universel, car la mort et le sexe,
problèmes de base de toute colo-
nie de peuplement, s'y trouvent
symboliquement inscrits.

Tourteraux tourmentés

Mon bonheur sera de décou-
vrir, par hasard, un bonnasse
inattendu aux tourteraux tour-
mentés : enfoui dans les bougain-
villiers, à l'entrée d'un lotissement
à loyers modérés, un panneau
indique simplement « Cité
ouvrière Paul-et-Virginie ».

Je vous épargnerai le pèle-
nage sur les lieux du livre. Cela
a été vingt mille fois fait. D'ail-
leurs, incapable de retrouver le
tombeau de Virginie, (les Mauri-
ciens, indépendants depuis vingt
ans, ont désormais honte de la
supercherie), n'ayant vu qu'à la
jumelle la passe des Citronniers
(lieu exact de l'épave du *Saint-
Géran*) et traversé le village de
Crève-Cœur au grand galop, mes
impressions sont des plus som-
maires et des plus floues.

Non, détective littéraire, je
devais vite m'avouer à moi-même
que la filature de Paul et Virginie
n'était qu'une couverture. Un pré-
texte à d'autres lectures. Et là,
franchement, l'île Maurice ne
décevra personne !

Maurice (ex-île des Cygnes, ex-
île de France) est une île sur-
littéraire. Cela étonne d'autant
plus que les hommes n'y vivent
que depuis deux cent cinquante

ans et que le babélisme ambiant
(on y parle une dizaine de langues
— dont l'anglais, le français et le
créole — et les religions s'y diver-
sifient en trente cultes différents)
ne favorisait pas la naissance
d'une littérature locale. Sur quel
lectorat s'appuyer lorsque l'on se
trouve devant un public poly-
glotte, indifférent et morose ? Et
les éditeurs peuvent-ils matériel-
lement disposer de tous les carac-
tères d'imprimerie qu'une telle
entreprise exige ?

La meilleure réponse à ces
deux questions se trouve dans les
bibliothèques. Au dernier recense-
ment, la littérature mauricienne
comprendait deux cent vingt-cinq
auteurs et plus de sept cent
ouvrages. Les sociétés littéraires
se sont multipliées depuis 1803, et
il suffit de citer les noms de
Robert Edward Hart, de Malcolm
de Chazal, de Loys et André Mas-
son, de Jean Fanchette, Edouard
Maunick ou Marie-Thérèse Humbert
pour comprendre qu'il ne
s'agit pas d'auteurs médiocres.
Sans parler des auteurs d'expres-
sion anglaise (comme Shaktiatala
Hawbold, Anand Mulloo, Deep-
chand Beelarry), d'expression
hindi (comme Abhimanyu
Ummath), ou de langue ourdoue
(dont A. W. Foudoun, traducteur
de Paul et Virginie), ou de ceux
qui publient en marathi, en télé-
gu ou en tamoul.

Peuple arc-en-ciel

La fierté multi-ethnique des
Mauriciens, leur propension à
chanter les vertus du peuple
« arc-en-ciel », ou du « sang plu-
riel » ne doit pas cacher les cli-
vages et les antagonismes toujours
présents. Du Blanc au « Mozam-
bique », en passant par le mulâ-
tre, le *sinua*, le *malbar*, le *roux*, le
ti fey et le *gros fey*, le concept de
Mauricien moyen, parfaite syn-
thèse de tous les composants,
relève de l'absurdité.

(Lire la suite page 17.)

Carnet de route

Comment y aller ?

Air France assure la liaison de
Paris à l'île Maurice cinq fois par
semaine. Les mardis, samedis et
dimanches, les vols sont équipés
d'une classe « Air France Le Club »,
intermédiaire entre la première classe
et la classe économique. Ce service,
au départ de Paris, coûte 17 850 F
aller et retour, et 17 610 F à partir
de Nice.

Air Mauritius propose trois vols
hebdomadaires, dont un sans escale
à partir d'Orly-Sud, qui ne dure que
onze heures. Comme Air France au
travers de Jet Tours et Jumbo, Air
Mauritius pratique des tarifs
« vacances » en basse saison qui
sont très intéressants.

Les mois d'octobre, novembre et
décembre sont réputés les meilleurs
dans l'île Maurice. Janvier, février et
mars sont excellents pour la pêche.
Les cyclones, de mauvaise répu-
tation, ne sévissent que tous les trois
ou quatre ans.

Où loger ?

Le voyage littéraire n'est pas
incompatible avec la plongée sou-
marine, le farniente et la gastro-
nomie. L'île Maurice développe une
politique touristique originale qui joue
de l'inversion nord-sud des saisons.
Les Français, avec trois heures de

décalage horaire, s'y retrouvent dans
un milieu fraternel et francophone.

Les chaînes d'hôtels se disputent
les sites les mieux placés. Personnel-
lement, j'ai expérimenté le Beach-
comber Club, qui réunit le Méridien
de Paris et le Brabant, le Royal
Palm et le Trou aux biches. Cela per-
met d'interchanger votre location
pour deux nuits, au choix, en fonction
des disponibilités. Ma préférence ira
au Paradis, qui affiche dans ses
allées intérieures des gousches origi-
nales de Malcolm de Chazal !

Jet Tours propose des forfaits de
huit à dix jours. Les prix vont de
10 450 F à 23 220 F en demi-
pension, voyage compris, selon la
saison et l'hôtel choisi (renseigne-
ments auprès de Jet Tours, tél. : 47-
05-01-85).

Pour les individualistes forcés
(et surtout fortunés), il y a des possi-
bilités de location de lofts, de bunge-
jows et d'appartements en réali-
sation, à partir de 500 F par jour. Il
en coûte de 12 000 F à 17 000 F
par jour pour occuper une maison
coloniale, de six à huit lits, tout
confort, avec piscine, yacht et
domestiques.

L'office du tourisme mauricien
publie chaque année une grille des
tarifs hôteliers. Renseignements :

bureau de l'information de l'île Mau-
rice, 41, rue Yby, 92200 Neuilly,
tél. : 46-40-37-44.

Que lire ?

Pour s'orienter dans l'étonnante
bibliographie des auteurs locaux, il
faut consulter le beau travail de
Jean-Georges Prosper, *Histoire de la
littérature mauricienne de langue
française* (Éditions de l'océan Indien,
île Maurice). Malcolm de Chazal fera
partie, bien sûr, de votre bagage. Les
titres les plus accessibles sont *Sans
plastique* (collection « l'imagination »,
Gallimard) et *Sans magie* (Lache-
nel et Rittler éditions). Sur place, avec
un peu de chance et une poignée de
roupies, achetez aussi *Potusmok*
(éditions de la Table ovale).

De nombreux voyageurs sont
passés par l'île Maurice. Le mieux est
d'en choisir deux d'époques diffé-
rentes, histoire de découvrir ce qui
perdure : Bernardin de Saint-Pierre a
écrit un très célèbre *Voyage à l'île de
France, 1768-1770* (La Décou-
verte éditions), et Gerald Durrell,
deux siècles plus tard, un petit livre
savant et hétéroclite : *Golden Bats
and Pink Pigeons* (Fontana-Collins).

La guide publié par les éditions
Jeune Afrique est pratique et bien
écrit. *L'île Maurice : son peuple, ses
cultures* (éditions Arc-en-ciel), est
une tentative estimable d'approche
différente du tourisme.

EXPLORATOR EXPEDITIONS



Du Sahara au Tibet,
de l'Éthiopie
à l'Amazonie, du Yémen
au Guatemala,
du Mali au Groënland...

CENT ITINÉRAIRES INÉDITS

BROCHURE 1989. GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE
EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MARSEILLAISE 75008 PARIS
TEL. (1) 42.86.86.34

Nom, Prénom _____
Adresse _____
CPS

LA TABLE

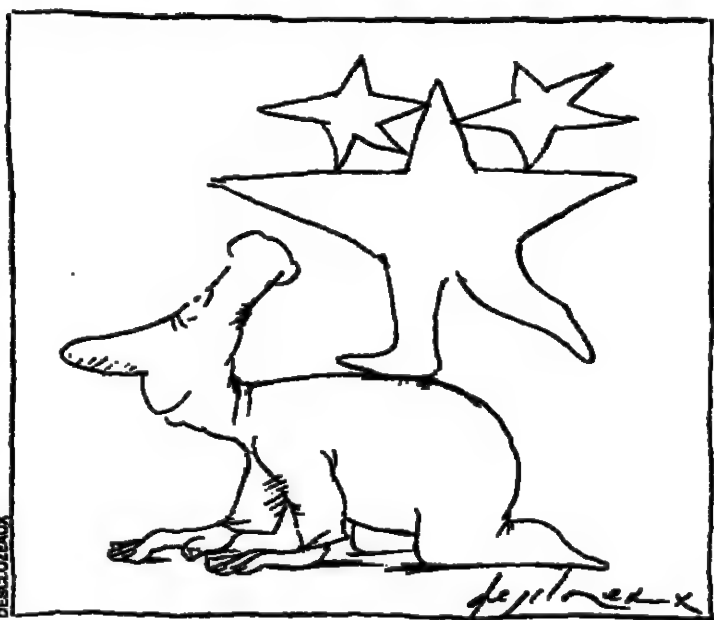
« Point ne leurre »

TRADITION et Qualité : ce n'est pas une chaîne au sens « hôtelier » du mot. Pas même tout à fait un groupement de restaurateurs (soixante-dix environ, à travers le monde) et ayant de leur métier cet amour impliquant à la fois sagesse, rigueur, recherche de la qualité. Ne nous égarons point alors d'y trouver Paul Bocuse et Lasserre, Wynans (du *Coucou chez Sol* de Bruxelles) et Witzmann (de *L'Aubergine* de Munich), et... naturellement *La Tour d'Argent*.

Car la cuisine, la vraie, c'est cela : qualité du produit, qualité de ses accommodements, et surtout, n'en déplaise aux sots, tradition.

Ici, je veux dire à *La Tour d'Argent* (n'oublions pas la devise dont elle s'honore : « Point ne leurre »), la tradition n'est point seulement le célèbre canard (il en est à son 750 000^e exemplaire), mais bien d'autres plats que Manuel Martinez, son nouveau chef, a su conserver, en conjuguant à sa surprenante improvisation.

Les canards de *La Tour d'Argent* viennent d'un élevage proche, les marais vendéens, et de Challans (autrefois on disait « canards nantais » parce que expédiés depuis la gare de Nantes !). Marais alimentés



en eau par les canaux descendant de la Loire et du lac de Grand-Lieu, c'est ce que ce diable de Claude Terrail appelle une « nourriture trois étoiles ». Manuel Martinez se sent à présent parfaitement à l'aise, dans l'ombre du Grand Frédéric, « inven-

teur » dudit canard il va y avoir un siècle bientôt. Tout autant qu'avec le foie gras des Trois Empereurs, le homard Lagardère, et... ses plats « à lui », car, ainsi que le disait Jean Cocteau, « la tradition est un mouvement perpétuel ».

N'est-ce pas ce qui conduit Claude Terrail à se remettre perpétuellement en question ? A faire creuser, sous la première, une seconde cave aux prestigieuses bouteilles, interprétées combien vedettes du spectacle son et lumière ? Ou encore de faire installer, sur le toit, un « jardin secret », qui sera, le printemps revenu, un supplément au programme ? Si j'écris « programme », c'est justement parce que, surtout le soir, leur visage grave caressé de lumières dans l'ombre de la salle, sur le petit théâtre de *La Tour*, les canardiers font de la préparation du canard à la presse un véritable spectacle.

Ce spectacle, les membres de Tradition et Qualité l'auront sans doute eu, l'autre dimanche, à la suite de leur annuelle réunion plénière. Manuel Martinez et Claude Terrail leur ont offert un « menu Cocteau ». Et parce que l'auteur des *Enfants terribles* disait aussi de la tradition : « Elle avance, elle change, elle vit », le menu, après la « parade » des amuse-bouche, proposait, entre autres, un homard Diaghilev, des côtes d'agneau Anna de Noailles, la salade Petrouchka et la poire « A l'amie Colette », avec bien entendu des aiguillettes de caneton Tour d'Argent à la gelée de porto.

Car, si la qualité doit demeurer intangible, la tradition, vivante, doit — c'est encore un mot de Jean Cocteau — « se maintenir à la manière de l'époque ».

LA REYNIÈRE.

MIETTES

● Un nouveau « pur malt ». — Plus exactement une nouvelle bouteille, le single malt de Balvenie Founder's Reserve. Dix ans de vieillissement, partie en fûts ayant contenu du whisky, partie en fûts ayant contenu du xérès. Une merveille pour les connaisseurs.

● Association pour le respect des traditions fromagères françaises. — L'ARTIF qu'anime Marie-Anne Carrin réclame justement des pouvoirs publics la défense et la promotion des fromages traditionnels opposés à ceux, de plus en plus nombreux, de fabrication industrielle et portant le même nom.

● Unis 7. — Sept restaurants alsaciens (Le Crocodile et Bûche de Noël à Strasbourg, L'Écrivain à Brumath, L'Auberge du Cheval Blanc à Lemberg, le Cor à Marlenheim, le Parc à Obernai et l'Auberge du Kochersberg à Landersheim) viennent de s'associer pour créer la carte Unis 7 permettant à leurs clients porteurs de ladite carte (prix : 150 F par an) le prélevement automatique sur le compte bancaire du titulaire ou le paiement mensuel, la possibilité de commander par téléphone des spécialités régionales, un service traiteur, etc.

● Michelin. — Un lecteur me fait souvenir qu'en 1955 on pouvait lire dans ce guide célèbre : « Pas de

publicités payées dans ce guide. » Et plus loin, vis-à-vis de la page Biarritz : « Pour être inscrit au guide Michelin, pas de piston, pas de pot-de-vin. » Et il se demande pourquoi ces phrases ont été supprimées.

● Lecteurs pas contents. — De l'Hôtel du Commerce à Castellane : à la carte une « trilogie des mers en profiteroles », mais un service inexistant. De Bofinger dont ils critiquent et la cuisine et le service.

● Jacques Herbaut. — Nous l'avons connu chef (et bon cuisinier) au Vieux Berlin. Il est présent au Sukki, le restaurant de l'Hippodrome de Vincennes.

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

Guy Savoy

Ce n'est pas une découverte mais, à l'occasion de sa nouvelle carte d'automne, comment ne pas saluer en Guy Savoy un cuisinier de qualité, bien dans sa peau. Et bien dans son cadre en cette nouvelle maison (les anciens tristes Bernardins heureusement transformés), à l'accueil souriant, au service exemplaire et à la superbe cuisine.

Des classiques (comme le foie gras de canard, le saumon fumé aux blinis au genévre, le turbot grillé sur sa peau, le rôti de bœuf poivré) et des trouvailles (tels la crème de lentilles et langoustines, les filets de rougets poissés jus au foie, le pigeon braisé et poché grillé et son gâteau d'abats au jus). Avec aussi les excellents fromages de Dubois (rue de Tocqueville) ajoutés aux Saint-Marcellin expédiés de Lyon par La Mère Richard. Avec — je l'oublie — en amuse-bouche, un service de petites bouchées merveilleuses, servies une à une. Avec enfin des desserts (ils peuvent, bonne initiative, être servis en demi-portion et plusieurs services). La carte des vins est « en situation ». Pour moi, le Saint-Joseph 1986 de M. Grippe accompagne aussi bien les escargots en croûstades que les pommes boulangères et câpes et les fromages. Plusieurs menus et la carte (compter 500 F, mais il s'agit d'une fête !).

● GUY SAVOY, 18, rue Troyon, 75001 Paris. Tél. : 43-80-38-22. Fermé samedi et dimanche. Salon 30 couverts. Volontier. Carte bleue.

Le Boudant

C'est une très jolie, claire, pimpante petite maison, aux tables espacées et qui vient d'être reprise par une grande cuisinière, Marie-Laure (que l'on a connue non loin à l'enseigne des

Cypres). Avec son jeune mari, Jean-Claude Deltour, cette élève de Christiane Messia propose ici carte et menus (130 F au déjeuner et 230 F au dîner) : une cuisine de sagesse et d'imagination.

Chiffonnade de haddock cru citron vert (89 F), saumon norvégien fumé crème au paprika (75 F), duo de foies gras frais (oie et canard) avec un verre de Montbazillac (92 F), crûton rôti avec œuf de caille à cheval (46 F), aile de raie crème de pistou (75 F), choucroute de poissons astragons et son verre de bière (75 F), ris de veau aux morilles (104 F), rognon de veau mousseline de Meaux (92 F), faux filet grillé et sa couverture de coquilles pâtes (75 F), etc. Honnêtes fromages. Beaux desserts de famille. Honnête carte des vins. Service souriant de Cécile. A la carte compter 200-250 F.

● LE BUDANT, 97, rue des Dames, 75017 Paris. Tél. : 43-87-11-20. Fermé le lundi. Salon 424 couverts. Parkings : rues Laboulin et Villiers (mais attention, ce dernier inexplicablement est fermé à 22 heures !). Carte bleue.

Chiens acceptés.

Aristide

Juste pour signaler la reprise de cette vieille et illustre enseigne, un peu tombée dans l'oubli, par un chef patron, M. Siegrist. Sa cuisine classique, des œufs en meurette à la sole à l'oseille, du coq au canard au soufflé noisettes. J'en reparlerai, mais notez que l'on peut retrouver le chemin d'Aristide.

● ARISTIDE, 121, rue de Rome, 75017 Paris. Tél. : 47-63-17-83. Fermé le dimanche.

L. R.

SWISSE
LA BONNE ADRESSE

HAUS ALAUSANNE
HOTEL VICTORIA
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Onctueux repas, radio, TV, ligne téléph. Service 24 h sur 24. Bar et salles de conférence, de 10 à 80 places. 48, av. de la Gare - tél. 194/21-20-57-71 - Tél. 28844 R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE

RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

COTE D'AZUR
MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES
ÉTÉ - HIVER
Demandez notre catalogue photos
Agence Amarante
BP 175 06505 MENTON CEDEX
Tél. : 93-57-69-69.

MEGÈVE/MONT-D'ARBOIS
près du trou n° 2 du golf
à vendre APPARTEMENT
magnifique 2 pièces 50 m², terrasse
+ jardin + garage + cave + casier à skis.
Cuisine équipée.
Prix : 950 000 F.
Tél. : (16) 50-93-07-31.

ÉGYPTE
EDEN le spécialiste

Bénéficiez de l'expérience et du savoir-faire de notre équipe Franco-Egyptienne à Paris, au Caire, à Louxor... en place depuis plus de dix ans.

● **VOLS DIRECTS**
Pour Louxor et Le Caire, afin d'arriver en forme et consacrer plus de temps à vos découvertes.

● **PRESTATIONS DE PREMIER CHOIX**
- Bateaux luxueux flambant neufs pour une croisière de confort.
- Hôtels tels le Méridien, le Sheraton, l'Hyatt.
- Guides conférenciers de haut niveau.

● **QUALITÉ/PRIX**
Grâce à notre volume d'achat et notre réputation, nous avons pu négocier des conditions tarifaires exceptionnelles.

● **CROISIÈRES**
- Croisière Haute-Egypte, 9 jours, 5 640 F.
- Croisière Des Dieux, 9 jours, 5 980 F.
- Le Fleuve Dieu, 9 jours, 8 405 F.
- Croisière pharaonique, 12 jours, 10 510 F.

● **TERRES EXOTIQUES**
Nous vous proposons aussi notre « cocktail de terres exotiques » :
- Océan Indien, L'île Maurice ou Seychelles, 7 345 F.
- Cuba, la perle des Caraïbes, 6 995 F.
- Thaïlande, circuit évasion Thai, 4 035 F.

Renseignements et demande de brochure :
(1) 42-96-88-11
et dans toutes les agences de voyages.

M M^{me}
Adresse
Code postal
Ville
Pour recevoir le catalogue renvoyer ce coupon à EDEN, 11, rue Molière, 75001 Paris. LICA 1420

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne
CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL *** RESTAURANT ***
LA CROIX BLANCHE
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél. 54-88-55-12
Relais gastronomique.

Côte d'Azur
NICE
HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 478418.
Télécopie : 93-16-17-99.

Montagne
05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional, Site classé Stat. village.
Fais. font. Pêche omni. Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.
Spécial Noël 12 j. 2500 F.

Provence
DROME PROVENÇALE
4 heures de Paris par TGV (Montélimar). Site except. Micro climat. Idéal repos, promenades, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Club grand confort. Séminaires.
Prix d'hiver.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES
26110 NYONS. Tél. 75-26-12-89.

Paris
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Agnelli.
télécopieur : 041-520 37 21.

Suisse
LEYSIN 1400 m. Alpes Vaudoises
HOTEL SYLVANA ***
Skis aux pieds devant la porte. Situation panoramique. Chambres tout confort.
Pens. compl. dès 75 FS (env. 310 FF).
Fam. BONELLI, CH-1854 LEYSIN.
Tél. 19-41/25/34-11-36.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)
KULM-HOTEL
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51
Fax 82/3 27 38, Tx. 85 21 72.

ZERMATT
PARKHOTEL BEAU-SITE ***
Moderne. Piscine. Sauna.
Arrangements spéciaux
réservation : 1941/22/67 12 71
CH 3520 ZERMATT TX 472 116.

TOURISME
HOME D'ENFANTS
A LA MONTAGNE
(Vaux-Doubs, alt. 900 m, pres. frontière suisse). Vacances Tonsain. Noël, Pâques, Yves et Liliane accueillent vos enfants dans ancienne ferme du XVII^e s. confortab., rénovée, câbles 2 ou 4 avec. de la. Située au milieu des pâturages et forêts. Capacité volontairement limitée à 15 enf. Ambiance familiale et chaleureuse. Activités : tennis, ski de fond, jeux collectifs, fabrication du pain, peinture sur bois.
1450 F TOUSSAINT (semaine)
1690 F NOËL, PAQUES (sés de Noël).
Tél. (16) 81-38-12-51.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE de qualité.
Cuvée du Récepteur brut
Millésime 1982. Tarif sur demande.
Vente au détail. Direct de la propriété. Champagne de Récepteur. P. 4113 rue Alexandre A. VENTEUR, 51200 EPERNAY - Tél. : 26-68-40-37.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE. - Tél. 86-47-13-94.
Louis Mérie, viticulteur, 71500 MERCUREY.

GRANDS VINS DE JURANCON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime
en sac et moelleux.
J. LABAT-LARONNETTE, 64110 JURANCON.
Tarif sur demande.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
CHATEAU LA TOUR BLANC
BOMMES 33210 LANGON
Tél. : 56-63-61-55
Tarif sur demande. Vente directe
Nouveau millésime en vente 1986

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL,
D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Cet hiver, découvrez Chypre et, sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosaïques gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprenables de l'époque des Lusignan. Un voyage fascinant à travers le temps.

Le confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote, contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.

Reservations
chez votre agence de voyage
ou directement
chez l'agence de voyage
CHYPRE
11, rue Molière, 75001 Paris
Tél. : 42-96-88-11
M. LICA 1420

هكذا من الأصل

Big Ben Tours

Maurice sans Paul ni Virginie

(Suite de la page 15.)

Le Mauricien est un « citoyen réciproque », pour reprendre la belle expression d'un instituteur d'origine tamoule qui, tout en doutant, sans trahir les mots, ajoute : « Les habitants mauriciens ont fait d'un handicap une vertu : comme si, à défaut d'autochtones, la tâche leur revenait de combler un vide mythologique... »

Monde complet, l'île — par sa taille — semble grossir les rapports entre les hommes et entre les choses. Elle les favorise aussi. Notez d'ailleurs comment Bernardin de Saint-Pierre, qui y séjourna deux ans et quatre mois, mit en relief le jeu des harmonies dans ses *Etudes de la nature* : comment Baudelaire, qui y fit une brève escale de dix-neuf jours, en tira des poèmes où correspondaient les sons, les parfums, les couleurs ; comment Malcolm de Chazal, enfin, natif de là-bas, y perfectionna, à partir de simples sensations, son don de « triple vue ». L'auteur de *Sens plastique*, de *Sens magique* et de *Petrusmok*, avoue : « Je suis sûr que je n'aurais pu produire mes œuvres ailleurs qu'à l'île Maurice. Le corps de ce pays et le corps de mon esprit font un. Le mythe est vital chez moi ici même, à cause des inter-échanges. »

Voici peut-être le secret le mieux gardé de l'île Maurice : rien n'échappe au tout. Vous êtes au centre d'un vortex naturel et culturel, un tourbillon d'impressions, un ordre généralisé. Cela peut paraître prétentieux et grandiloquent de la part

d'un simple curieux venu d'Europe, mais après Bernardin de Saint-Pierre, Baudelaire et Malcolm de Chazal, tout est permis. D'autant que bien d'autres surprises vous attendent...

Ainsi, vous apprendrez que le dodo — *Raphis cucullatus* — oiseau dodo qui avait disparu vers l'an 1710 (dans la marmite des Hollandais), n'a laissé qu'un seul vestige : un squelette, opportunément retrouvé à l'endroit même où l'on traçait la piste centrale du terrain d'aviation. Vous courez au musée pour en voir la réplique en plâtre et vous vous cassez le nez sur un avis énigmatique : « Le musée est fermé en raison des pluies. » Reste donc à rentrer à l'hôtel en promettant de relire un jour *Alice au pays des merveilles*, où vous retrouverez le plus célèbre dodo de la littérature.

Darwin aussi

Darwin, qui passa dans l'île en mai 1836, rata, lui aussi, le dodo. Cela ne l'empêcha pas d'aller au théâtre, de s'étonner du nombre des librairies, de ruminer quelques théories sur les formations volcaniques, d'examiner des coraux et des blocs de lave, et de s'exclamer : « Comme je serais heureux de passer ma vie ici ! ». Il signale la présence de huit cents Indiens, condamnés de droit commun, et termine son séjour par une promenade assez cocasse : « Le capitaine Lloyd possède un éléphant, il le met à notre disposition pour que nous puissions faire un voyage à la mode indienne. Le fait qui me surprend le plus, c'est que cet animal ne fasse aucun bruit en marchant. Cet éléphant est le seul qui se trouve actuellement dans l'île, mais on dit qu'on va en faire venir d'autres. »

Aujourd'hui, les Indiens représentent 70 % de la population, et, malgré mon ardeur à visiter les zoos, je n'y ai pas rencontré le moindre éléphant. D'où je conclus que le transfert des technologies ne suit pas forcément les migrations.

A. W. Owadally, le conservateur des forêts, qui connaît toutes ces histoires et bien d'autres encore, est prêt à répondre « à toutes mes questions et à tous mes désirs ». Formule de politesse que j'ai l'impolitesse de prendre au pied de la lettre. C'est simple : je veux voir quelque chose d'unique ! « Pas de problème. » Un clin d'œil au chauffeur, et le jeep démarre, fait une boucle de 100 mètres dans le jardin botanique de Curepipe, et s'arrête net devant un palmier. « Voilà ! », me dit-il, triomphant.

Voilà quoi ? « Ce palmier, là devant vous ! C'est le *Hyophorbe* américain. Il fait 6 mètres de haut et 14 centimètres de diamètre. » Devant ma mine déçue et mon peu d'empressement à sortir l'appareil photo, il précise : « Vous voulez quelque chose d'unique ? Eh bien, cet *Hyophorbe* américain est, à ma connaissance, le dernier exemplaire qui existe au monde ! Inutile de le dire : il le soigne comme un bébé, et je l'ai photographié. »

Le cœur du poète

Plus tard, alors que nous roulons dans la forêt de Macabé, dernier refuge de la faune et de la flore autochtones, A. W. Owadally, qui a deviné l'axe imprécis de mon voyage, me conseille : « Vous devriez vous intéresser au cœur de notre grand poète R. E. Hart. Vous savez, celui qui avait une maison de corail sur la plage de Souillac et qui fut l'ami de Malcolm de Chazal et de Georges Duhamel... »

Renseignement pris, l'affaire vaut la peine : le poète est mort d'une thrombose, et, peut-être parce qu'il avait écrit *Épithape pour un cœur*, on conserva le sien dans le formol. Ce cœur passa de main en main. On suggéra finalement de le placer dans une urne à l'entrée de la mairie de Port-Louis, mais l'idée ne fit pas l'unanimité. Alors, pour plus de sécurité, on l'a coulé dans un bloc de plastique. Owadally m'avait dit : « Si vous réussissez à le voir, songez

à ce vers du poète : Se taire et, seul, dans l'infini, s'ensevelir. »

Monsieur le conservateur des forêts, dont il faut louer la curiosité, la culture et l'humour, me suggère aussi d'aller faire un tour à la Montagne longue. Là est née une science incertaine et hautement poétique : la *nauscopie*, ou l'art de percevoir les navires à grande distance. MM. Feillafé et Bottineau, qui mirent au point cette technique, s'illustrèrent en novembre 1810, car ils signalèrent l'arrivée imminente d'une escadre anglaise. Personne ne les crut. Conséquence historique : deux jours après, l'île de France était investie par les Anglais et devenait l'île Maurice.

Le procédé de MM. Feillafé et Bottineau n'a jamais été révélé, mais plutôt que de s'en moquer — ne faudrait-il pas vérifier si, dans certaines conditions physiques, la lumière ne peut se déplacer selon une ligne courbe ? Comme saint-Brandan poursuivant des mirages pour retrouver l'Amérique, nos deux inventeurs n'auraient-ils pas, sans le savoir, utilisé un certain type d'anomalie ?

Voilà. Je n'ai pas parlé du jardin des Pamplémousses, de la pêche au gros, des danseurs de séga ou des tumulus de pierre volcanique. J'ai snobé les terres de couleur de Chamarel. Je n'ai rien dit des salles de cinéma à l'abandon que l'on reconstruit en fabriques, et des vidéoclubs qui, dans les plus petits villages, s'installent à côté du temple hindou, de la mosquée et de l'église. Je n'ai même pas eu le temps de glisser un mot assassin sur ces battues au cerf avec leurs chasseurs perchés dans des miradors. J'ai raté l'occasion de citer les slogans anti-apartheid écrits, ici et là, en langue créole.

J'ai même négligé Mark Twain, Joseph Conrad ou Max-Pol Fouchet, qui sont tous passés par là avant moi. J'ai sacrifié mon poète mauricien préféré, Jean Erenne. Je n'ai pas su glisser un mot sur l'histoire cosmopolite de l'île et sur les illusions successives de l'économie : « On a d'abord antillisé l'île, on



voulut ensuite l'hawaïiser, et maintenant on voudrait la singapouriser », m'avait pourtant courageusement confié Pradeep Daby, journaliste au *Deft*...

Qu'y puis-je ? Le « malcolmland » a éclipsé l'île Maurice. Le rêve a déteint sur la réalité. Tant pis. Au moins ai-je pu, avec la complicité d'un maître d'hôtel et d'un garçon de salle, reconstituer l'emploi du temps de Malcolm de Chazal, vers la fin de sa vie. Voici : il habitait Curepipe, rue Bernardin-de-Saint-Pierre, et prenait un taxi vers 10 heures. Il arrivait à l'hôtel Le Brabant un pain de mie sous le bras, car il n'oubliait jamais ses amis les oiseaux. Il prenait un thé, puis un café, puis une glace. Il allait écrire et dessiner sur la plage, puis, vers

18 h 45, il reprenait un thé, et, vers 19 h 45, un café. A 20 heures, il commandait une soupe et un plat (il adorait les brèdes, plantes cuites à l'étouffée, et le rougail, sauce où mijotent du poisson salé, des queues d'oignon ou de la viande salée). Après une autre glace et un autre café, il repartait en taxi à 20 h 45.

Curieux bonhomme. Avec ses lunettes et son chapeau, avec son pendule pour détecter le pétrole et ses passes magnétiques pour guérir les migraines, il a toujours été tenu pour un faroueur et un excentrique : alors, pourquoi, aujourd'hui, alors qu'il est mort en octobre 1981, ne peut-on faire un pas dans l'île Maurice sans penser à lui ?

JACQUES MEUNIER.

Pour vos vacances de neige
découvrez la Finlande et la Laponie

Vacances en auberge, à la ferme, en hôtel, randonnée à ski, safari en scooter des neiges, pêche à travers la glace...
Des vacances exotiques dans une nature authentique.

1 SEMAINE AU DÉPART DE PARIS

- L'auberge de URTTOKHOVI 4930 F
- La ferme de l'éleveur de rennes à partir de 6290 F
- L'hôtel OULASVAARA à partir de 6940 F

Demandez la brochure
Thermes Finlandais River 88/88

à votre agent de voyage ou ALANTS TRAVEL
5, rue Drouot - Tél. : (1) 42.96.50.78

à pied, en 4x4
et sous les étoiles

SAHARA - KENYA
Maroc, Mali, Tunisie, etc...

Doc. 50, av. des Termes
75017 Paris - 43.42.45.45

NOMADE

VOLS RÉGULIERS QUOTIDIENS
L'AMÉRIQUE DU NORD AUX COURS LES PLUS BAS

2690 F PARIS-NEW YORK - A/R
4290 F PARIS-LOS ANGELES - A/R

Et de nombreuses autres destinations.

ANY WAY
6, rue du Trésor 75004 PARIS 40.27.80.40
VISAGES DU MONDE 43.29.63.18

324 F.
Un week-end
en Angleterre
avec
votre voiture.

Avec Big Ben Tours, profitez de cette offre exceptionnelle : une croisière sur les car-ferries géants de P & O European Ferries et une nuit d'hôtel en Angleterre (à Londres ou dans les auberges-pubs à la campagne) à partir de 324 F seulement par personne. Contactez votre agence de voyage ou Big Ben Tours. Tél. : 42.66.40.17.

Big Ben Tours
P&O European Ferries (France) S.A.

CUBA. LES CARAÏBES PLEIN SOLEIL.

Magia

8 JOURS A PARTIR DE 5210 F.

La magie de vivre à 26°. Venez vous dorer toute l'année au soleil de Varadero, à Ancon ou sur les rivages vierges de Cayo Largo, en plein cœur des Caraïbes. Ouvrez votre cœur au charme des gens, à la chaleur de la Salsa dans les fêtes populaires et dans les nuits féériques du Cabaret Tropicana. Percez les mystères de la culture noire. Allez à la rencontre du passé dans les rues pavées des vieilles villes coloniales. Venez découvrir la magie d'une vie nouvelle.

Laissez-vous envoûter ! Plein soleil. A Cuba.

OFFICE DE TOURISME DE CUBA, 24, Rue du Quatre Septembre, 75002, Paris. Téléphone : (1) 47 42 54 15. Telex : 213 709.

JEUX

échecs

N° 1304

POUR LE PLAISIR

(3^e Coupe du monde, Reykjavik, octobre 1988)Blanc : M. TAL
Noir : J. SPELMAN
Défaite : P. P.

1. f4 f5 2. f3 f4 3. f2 f3 4. f1 f2 5. f0 f1 6. f6 f7 7. f5 f6 8. f4 f5 9. f3 f4 10. f2 f3 11. f1 f2 12. f0 f1 13. f6 f7 14. f5 f6 15. f4 f5 16. f3 f4 17. f2 f3 18. f1 f2 19. f0 f1 20. f6 f7 21. f5 f6 22. f4 f5 23. f3 f4 24. f2 f3 25. f1 f2 26. f0 f1 27. f6 f7 28. f5 f6 29. f4 f5 30. f3 f4 31. f2 f3 32. f1 f2 33. f0 f1 34. f6 f7 35. f5 f6 36. f4 f5 37. f3 f4 38. f2 f3 39. f1 f2 40. f0 f1 41. f6 f7 42. f5 f6 43. f4 f5 44. f3 f4 45. f2 f3 46. f1 f2 47. f0 f1 48. f6 f7 49. f5 f6 50. f4 f5 51. f3 f4 52. f2 f3 53. f1 f2 54. f0 f1 55. f6 f7 56. f5 f6 57. f4 f5 58. f3 f4 59. f2 f3 60. f1 f2 61. f0 f1 62. f6 f7 63. f5 f6 64. f4 f5 65. f3 f4 66. f2 f3 67. f1 f2 68. f0 f1 69. f6 f7 70. f5 f6 71. f4 f5 72. f3 f4 73. f2 f3 74. f1 f2 75. f0 f1 76. f6 f7 77. f5 f6 78. f4 f5 79. f3 f4 80. f2 f3 81. f1 f2 82. f0 f1 83. f6 f7 84. f5 f6 85. f4 f5 86. f3 f4 87. f2 f3 88. f1 f2 89. f0 f1 90. f6 f7 91. f5 f6 92. f4 f5 93. f3 f4 94. f2 f3 95. f1 f2 96. f0 f1 97. f6 f7 98. f5 f6 99. f4 f5 100. f3 f4 101. f2 f3 102. f1 f2 103. f0 f1 104. f6 f7 105. f5 f6 106. f4 f5 107. f3 f4 108. f2 f3 109. f1 f2 110. f0 f1 111. f6 f7 112. f5 f6 113. f4 f5 114. f3 f4 115. f2 f3 116. f1 f2 117. f0 f1 118. f6 f7 119. f5 f6 120. f4 f5 121. f3 f4 122. f2 f3 123. f1 f2 124. f0 f1 125. f6 f7 126. f5 f6 127. f4 f5 128. f3 f4 129. f2 f3 130. f1 f2 131. f0 f1 132. f6 f7 133. f5 f6 134. f4 f5 135. f3 f4 136. f2 f3 137. f1 f2 138. f0 f1 139. f6 f7 140. f5 f6 141. f4 f5 142. f3 f4 143. f2 f3 144. f1 f2 145. f0 f1 146. f6 f7 147. f5 f6 148. f4 f5 149. f3 f4 150. f2 f3 151. f1 f2 152. f0 f1 153. f6 f7 154. f5 f6 155. f4 f5 156. f3 f4 157. f2 f3 158. f1 f2 159. f0 f1 160. f6 f7 161. f5 f6 162. f4 f5 163. f3 f4 164. f2 f3 165. f1 f2 166. f0 f1 167. f6 f7 168. f5 f6 169. f4 f5 170. f3 f4 171. f2 f3 172. f1 f2 173. f0 f1 174. f6 f7 175. f5 f6 176. f4 f5 177. f3 f4 178. f2 f3 179. f1 f2 180. f0 f1 181. f6 f7 182. f5 f6 183. f4 f5 184. f3 f4 185. f2 f3 186. f1 f2 187. f0 f1 188. f6 f7 189. f5 f6 190. f4 f5 191. f3 f4 192. f2 f3 193. f1 f2 194. f0 f1 195. f6 f7 196. f5 f6 197. f4 f5 198. f3 f4 199. f2 f3 200. f1 f2 201. f0 f1 202. f6 f7 203. f5 f6 204. f4 f5 205. f3 f4 206. f2 f3 207. f1 f2 208. f0 f1 209. f6 f7 210. f5 f6 211. f4 f5 212. f3 f4 213. f2 f3 214. f1 f2 215. f0 f1 216. f6 f7 217. f5 f6 218. f4 f5 219. f3 f4 220. f2 f3 221. f1 f2 222. f0 f1 223. f6 f7 224. f5 f6 225. f4 f5 226. f3 f4 227. f2 f3 228. f1 f2 229. f0 f1 230. f6 f7 231. f5 f6 232. f4 f5 233. f3 f4 234. f2 f3 235. f1 f2 236. f0 f1 237. f6 f7 238. f5 f6 239. f4 f5 240. f3 f4 241. f2 f3 242. f1 f2 243. f0 f1 244. f6 f7 245. f5 f6 246. f4 f5 247. f3 f4 248. f2 f3 249. f1 f2 250. f0 f1 251. f6 f7 252. f5 f6 253. f4 f5 254. f3 f4 255. f2 f3 256. f1 f2 257. f0 f1 258. f6 f7 259. f5 f6 260. f4 f5 261. f3 f4 262. f2 f3 263. f1 f2 264. f0 f1 265. f6 f7 266. f5 f6 267. f4 f5 268. f3 f4 269. f2 f3 270. f1 f2 271. f0 f1 272. f6 f7 273. f5 f6 274. f4 f5 275. f3 f4 276. f2 f3 277. f1 f2 278. f0 f1 279. f6 f7 280. f5 f6 281. f4 f5 282. f3 f4 283. f2 f3 284. f1 f2 285. f0 f1 286. f6 f7 287. f5 f6 288. f4 f5 289. f3 f4 290. f2 f3 291. f1 f2 292. f0 f1 293. f6 f7 294. f5 f6 295. f4 f5 296. f3 f4 297. f2 f3 298. f1 f2 299. f0 f1 300. f6 f7 301. f5 f6 302. f4 f5 303. f3 f4 304. f2 f3 305. f1 f2 306. f0 f1 307. f6 f7 308. f5 f6 309. f4 f5 310. f3 f4 311. f2 f3 312. f1 f2 313. f0 f1 314. f6 f7 315. f5 f6 316. f4 f5 317. f3 f4 318. f2 f3 319. f1 f2 320. f0 f1 321. f6 f7 322. f5 f6 323. f4 f5 324. f3 f4 325. f2 f3 326. f1 f2 327. f0 f1 328. f6 f7 329. f5 f6 330. f4 f5 331. f3 f4 332. f2 f3 333. f1 f2 334. f0 f1 335. f6 f7 336. f5 f6 337. f4 f5 338. f3 f4 339. f2 f3 340. f1 f2 341. f0 f1 342. f6 f7 343. f5 f6 344. f4 f5 345. f3 f4 346. f2 f3 347. f1 f2 348. f0 f1 349. f6 f7 350. f5 f6 351. f4 f5 352. f3 f4 353. f2 f3 354. f1 f2 355. f0 f1 356. f6 f7 357. f5 f6 358. f4 f5 359. f3 f4 360. f2 f3 361. f1 f2 362. f0 f1 363. f6 f7 364. f5 f6 365. f4 f5 366. f3 f4 367. f2 f3 368. f1 f2 369. f0 f1 370. f6 f7 371. f5 f6 372. f4 f5 373. f3 f4 374. f2 f3 375. f1 f2 376. f0 f1 377. f6 f7 378. f5 f6 379. f4 f5 380. f3 f4 381. f2 f3 382. f1 f2 383. f0 f1 384. f6 f7 385. f5 f6 386. f4 f5 387. f3 f4 388. f2 f3 389. f1 f2 390. f0 f1 391. f6 f7 392. f5 f6 393. f4 f5 394. f3 f4 395. f2 f3 396. f1 f2 397. f0 f1 398. f6 f7 399. f5 f6 400. f4 f5 401. f3 f4 402. f2 f3 403. f1 f2 404. f0 f1 405. f6 f7 406. f5 f6 407. f4 f5 408. f3 f4 409. f2 f3 410. f1 f2 411. f0 f1 412. f6 f7 413. f5 f6 414. f4 f5 415. f3 f4 416. f2 f3 417. f1 f2 418. f0 f1 419. f6 f7 420. f5 f6 421. f4 f5 422. f3 f4 423. f2 f3 424. f1 f2 425. f0 f1 426. f6 f7 427. f5 f6 428. f4 f5 429. f3 f4 430. f2 f3 431. f1 f2 432. f0 f1 433. f6 f7 434. f5 f6 435. f4 f5 436. f3 f4 437. f2 f3 438. f1 f2 439. f0 f1 440. f6 f7 441. f5 f6 442. f4 f5 443. f3 f4 444. f2 f3 445. f1 f2 446. f0 f1 447. f6 f7 448. f5 f6 449. f4 f5 450. f3 f4 451. f2 f3 452. f1 f2 453. f0 f1 454. f6 f7 455. f5 f6 456. f4 f5 457. f3 f4 458. f2 f3 459. f1 f2 460. f0 f1 461. f6 f7 462. f5 f6 463. f4 f5 464. f3 f4 465. f2 f3 466. f1 f2 467. f0 f1 468. f6 f7 469. f5 f6 470. f4 f5 471. f3 f4 472. f2 f3 473. f1 f2 474. f0 f1 475. f6 f7 476. f5 f6 477. f4 f5 478. f3 f4 479. f2 f3 480. f1 f2 481. f0 f1 482. f6 f7 483. f5 f6 484. f4 f5 485. f3 f4 486. f2 f3 487. f1 f2 488. f0 f1 489. f6 f7 490. f5 f6 491. f4 f5 492. f3 f4 493. f2 f3 494. f1 f2 495. f0 f1 496. f6 f7 497. f5 f6 498. f4 f5 499. f3 f4 500. f2 f3 501. f1 f2 502. f0 f1 503. f6 f7 504. f5 f6 505. f4 f5 506. f3 f4 507. f2 f3 508. f1 f2 509. f0 f1 510. f6 f7 511. f5 f6 512. f4 f5 513. f3 f4 514. f2 f3 515. f1 f2 516. f0 f1 517. f6 f7 518. f5 f6 519. f4 f5 520. f3 f4 521. f2 f3 522. f1 f2 523. f0 f1 524. f6 f7 525. f5 f6 526. f4 f5 527. f3 f4 528. f2 f3 529. f1 f2 530. f0 f1 531. f6 f7 532. f5 f6 533. f4 f5 534. f3 f4 535. f2 f3 536. f1 f2 537. f0 f1 538. f6 f7 539. f5 f6 540. f4 f5 541. f3 f4 542. f2 f3 543. f1 f2 544. f0 f1 545. f6 f7 546. f5 f6 547. f4 f5 548. f3 f4 549. f2 f3 550. f1 f2 551. f0 f1 552. f6 f7 553. f5 f6 554. f4 f5 555. f3 f4 556. f2 f3 557. f1 f2 558. f0 f1 559. f6 f7 560. f5 f6 561. f4 f5 562. f3 f4 563. f2 f3 564. f1 f2 565. f0 f1 566. f6 f7 567. f5 f6 568. f4 f5 569. f3 f4 570. f2 f3 571. f1 f2 572. f0 f1 573. f6 f7 574. f5 f6 575. f4 f5 576. f3 f4 577. f2 f3 578. f1 f2 579. f0 f1 580. f6 f7 581. f5 f6 582. f4 f5 583. f3 f4 584. f2 f3 585. f1 f2 586. f0 f1 587. f6 f7 588. f5 f6 589. f4 f5 590. f3 f4 591. f2 f3 592. f1 f2 593. f0 f1 594. f6 f7 595. f5 f6 596. f4 f5 597. f3 f4 598. f2 f3 599. f1 f2 600. f0 f1 601. f6 f7 602. f5 f6 603. f4 f5 604. f3 f4 605. f2 f3 606. f1 f2 607. f0 f1 608. f6 f7 609. f5 f6 610. f4 f5 611. f3 f4 612. f2 f3 613. f1 f2 614. f0 f1 615. f6 f7 616. f5 f6 617. f4 f5 618. f3 f4 619. f2 f3 620. f1 f2 621. f0 f1 622. f6 f7 623. f5 f6 624. f4 f5 625. f3 f4 626. f2 f3 627. f1 f2 628. f0 f1 629. f6 f7 630. f5 f6 631. f4 f5 632. f3 f4 633. f2 f3 634. f1 f2 635. f0 f1 636. f6 f7 637. f5 f6 638. f4 f5 639. f3 f4 640. f2 f3 641. f1 f2 642. f0 f1 643. f6 f7 644. f5 f6 645. f4 f5 646. f3 f4 647. f2 f3 648. f1 f2 649. f0 f1 650. f6 f7 651. f5 f6 652. f4 f5 653. f3 f4 654. f2 f3 655. f1 f2 656. f0 f1 657. f6 f7 658. f5 f6 659. f4 f5 660. f3 f4 661. f2 f3 662. f1 f2 663. f0 f1 664. f6 f7 665. f5 f6 666. f4 f5 667. f3 f4 668. f2 f3 669. f1 f2 670. f0 f1 671. f6 f7 672. f5 f6 673. f4 f5 674. f3 f4 675. f2 f3 676. f1 f2 677. f0 f1 678. f6 f7 679. f5 f6 680. f4 f5 681. f3 f4 682. f2 f3 683. f1 f2 684. f0 f1 685. f6 f7 686. f5 f6 687. f4 f5 688. f3 f4 689. f2 f3 690. f1 f2 691. f0 f1 692. f6 f7 693. f5 f6 694. f4 f5 695. f3 f4 696. f2 f3 697. f1 f2 698. f0 f1 699. f6 f7 700. f5 f6 701. f4 f5 702. f3 f4 703. f2 f3 704. f1 f2 705. f0 f1 706. f6 f7 707. f5 f6 708. f4 f5 709. f3 f4 710. f2 f3 711. f1 f2 712. f0 f1 713. f6 f7 714. f5 f6 715. f4 f5 716. f3 f4 717. f2 f3 718. f1 f2 719. f0 f1 720. f6 f7 721. f5 f6 722. f4 f5 723. f3 f4 724. f2 f3 725. f1 f2 726. f0 f1 727. f6 f7 728. f5 f6 729. f4 f5 730. f3 f4 731. f2 f3 732. f1 f2 733. f0 f1 734. f6 f7 735. f5 f6 736. f4 f5 737. f3 f4 738. f2 f3 739. f1 f2 740. f0 f1 741. f6 f7 742. f5 f6 743. f4 f5 744. f3 f4 745. f2 f3 746. f1 f2 747. f0 f1 748. f6 f7 749. f5 f6 750. f4 f5 751. f3 f4 752. f2 f3 753. f1 f2 754. f0 f1 755. f6 f7 756. f5 f6 757. f4 f5 758. f3 f4 759. f2 f3 760. f1 f2 761. f0 f1 762. f6 f7 763. f5 f6 764. f4 f5 765. f3 f4 766. f2 f3 767. f1 f2 768. f0 f1 769. f6 f7 770. f5 f6 771. f4 f5 772. f3 f4 773. f2 f3 774. f1 f2 775. f0 f1 776. f6 f7 777. f5 f6 778. f4 f5 779. f3 f4 780. f2 f3 781. f1 f2 782. f0 f1 783. f6 f7 784. f5 f6 785. f4 f5 786. f3 f4 787. f2 f3 788. f1 f2 789. f0 f1 790. f6 f7 791. f5 f6 792. f4 f5 793. f3 f4 794. f2 f3 795. f1 f2 796. f0 f1 797. f6 f7 798. f5 f6 799. f4 f5 800. f3 f4 801. f2 f3 802. f1 f2 803. f0 f1 804. f6 f7 805. f5 f6 806. f4 f5 807. f3 f4 808. f2 f3 809. f1 f2 810. f0 f1 811. f6 f7 812. f5 f6 813. f4 f5 814. f3 f4 815. f2 f3 816. f1 f2 817. f0 f1 818. f6 f7 819. f5 f6 820. f4 f5 821. f3 f4 822. f2 f3 823. f1 f2 824. f0 f1 825. f6 f7 826. f5 f6 827. f4 f5 828. f3 f4 829. f2 f3 830. f1 f2 831. f0 f1 832. f6 f7 833. f5 f6 834. f4 f5 835. f3 f4 836. f2 f3 837. f1 f2 838. f0 f1 839. f6 f7 840. f5 f6 841. f4 f5 842. f3 f4 843. f2 f3 844. f1 f2 845. f0 f1 846. f6 f7 847. f5 f6 848. f4 f5 849. f3 f4 850. f2 f3 851. f1 f2 852. f0 f1 853. f6 f7 854. f5 f6 855. f4 f5 856. f3 f4 857. f2 f3 858. f1 f2 859. f0 f1 860. f6 f7 861. f5 f6 862. f4 f5 863. f3 f4 864. f2 f3 865. f1 f2 866. f0 f1 867. f6 f7 868. f5 f6 869. f4 f5 870. f3 f4 871. f2 f3 872. f1 f2 873. f0 f1 874. f6 f7 875. f5 f6 876. f4 f5 877. f3 f4 878. f2 f3 879. f1 f2 880. f0 f1 881. f6 f7 882. f5 f6 883. f4 f5 884. f3 f4 885. f2 f3 886. f1 f2 887. f0 f1 888. f6 f7 889. f5 f6 890. f4 f5 891. f3 f4 892. f2 f3 893. f1 f2 894. f0 f1 895. f6 f7 896. f5 f6 897. f4 f5 898. f3 f4 899. f2 f3 900. f1 f2 901. f0 f1 902. f6 f7 903. f5 f6 904. f4 f5 905. f3 f4 906. f2 f3 907. f1 f2 908. f0 f1 909. f6 f7 910. f5 f6 911. f4 f5 912. f3 f4 913. f2 f3 914. f1 f2 915. f0 f1 916. f6 f7 917. f5 f6 918. f4 f5 919. f3 f4 920. f2 f3 921. f1 f2 922. f0 f1 923. f6 f7 924. f5 f6 925. f4 f5 926. f3 f4 927. f2 f3 928. f1 f2 929. f0 f1 930. f6 f7 931. f5 f6 932. f4 f5 933. f3 f4 934. f2 f3 935. f1 f2 936. f0 f1 937. f6 f7 938. f5 f6 939. f4 f5 940. f3 f4 941. f2 f3 942. f1 f2 943. f0 f1 944. f6 f7 945. f5 f6 946. f4 f5 947. f3 f4 948. f2 f3 949. f1 f2 950. f0 f1 951. f6 f7 952. f5 f6 953. f4 f5 954. f3 f4 955. f2 f3 956. f1 f2 957. f0 f1 958. f6 f7 959. f5 f6 960. f4 f5 961. f3 f4 962. f2 f3 963. f1 f2 964. f0 f1 965. f6 f7 966. f5 f6 967. f4 f5 968. f3 f4 969. f2 f3 970. f1 f2 971. f0 f1 972. f6 f7 973. f5 f6 974. f4 f5 975. f3 f4 976. f2 f3 977. f1 f2 978. f0 f1 979. f6 f7 980. f5 f6 981. f4 f5 982. f3 f4 983. f2 f3 984. f1 f2 985. f0 f1 986. f6 f7 987. f5 f6 988. f4 f5 989. f3 f4 990. f2 f3 991. f1 f2 992. f0 f1 993. f6 f7 994. f5 f6 995. f4 f5 996. f3 f4 997. f2 f3 998. f1 f2 999. f0 f1 1000. f6 f7 1001. f5 f6 1002. f4 f5 1003. f3 f4 1004. f2 f3 1005. f1 f2 1006. f0 f1 1007. f6 f7 1008. f5 f6 1009. f4 f5 1010. f3 f4 1011. f2 f3 1012. f1 f2 1013. f0 f1 1014. f6 f7 1015. f5 f6 1016. f4 f5 1017. f3 f4 1018. f2 f3 1019. f1 f2 1020. f0 f1 1021. f6 f7 1022. f5 f6 1023. f4 f5 1024. f3 f4 1025. f2 f3 1026. f1 f2 1027. f0 f1 1028. f6 f7 1029. f5 f6 1030. f4 f5 1031. f3 f4 1032. f2 f3 1033. f1 f2 1034. f0 f1 1035. f6 f7 1036. f5 f6 1037. f4 f5 1038. f3 f4 1039. f2 f3 1040. f1 f2 1041. f0 f1 1042. f6 f7 1043. f5 f6 1044. f4 f5 1045. f3 f4 1046. f2 f3 1047. f1 f2 1048. f0 f1 1049. f6 f7 1050. f5 f6 1051. f4 f5 1052. f3 f4 1053. f2 f3 1054. f1 f2 1055. f0 f1 1056. f6 f7 1057. f5 f6 1058. f4 f5 1059. f3 f4 1060. f2 f3 1061. f1 f2 1062. f0 f1 1063. f6 f7 1064. f5 f6 1065. f4 f5 1066. f3 f4 1067. f2 f3 1068. f1 f2 1069. f0 f1 1070. f6 f7 1071. f5 f6 1072. f4 f5 1073. f3 f4 1074. f2 f3 1075. f1 f2 1076. f0 f1 1077. f6 f7 1078. f5 f6 1079. f4 f5 1080. f3 f4 1081. f2 f3 1082. f1 f2 1083. f0 f1 1084. f6 f7 1085. f5 f6 1086. f4 f5 1087. f3 f4 1088. f2 f3 1089. f1 f2 1090. f0 f1 1091. f6 f7 1092. f5 f6 1093. f4 f5 1094. f3 f4 1095. f2 f3 1096. f1 f2 1097. f0 f1 1098. f6 f7 1099. f5 f6 1100. f4 f5 1101. f3 f4 1102. f2 f3 1103. f1 f2 1104. f0 f1 1105. f6 f7 1106. f5 f6 1107. f4 f5 1108. f3 f4 1109. f2 f3 1110. f1 f2 1111. f0 f1 1112. f6 f7 1113. f5 f6 1114. f4 f5 1115. f3 f4 1116. f2 f3 1117. f1 f2 1118. f0 f1 1119. f6 f7 1120. f5 f6 1121. f4 f5 1122. f3 f4 1123. f2 f3 1124. f1 f2 1125. f0 f1 1126. f6 f7 1127. f5 f6 1128. f4 f5 1129. f3 f4 1130. f2 f3 1131. f1 f2 1132. f0 f1 1133. f6 f7 1134. f5 f6 1135. f4 f5 1136. f3 f4 1137. f2 f3 1138. f1 f2 1139. f0 f1 1140. f6 f7 1141. f5 f6 1142. f4 f5 1143. f3 f4 1144. f2 f3 1145. f1 f2 1146. f0 f1 1147. f6 f7 1148. f5 f6 1149. f4 f5 1150. f3 f4 1151. f2 f3 1152. f1 f2 1153. f0 f1 1154. f6 f7 1155. f5 f6 1156. f4 f5 1157. f3 f4 1158. f2 f3 1159. f1 f2 1160. f0 f1 1161. f6 f7 1162. f5 f6 1163. f4 f5 1164. f3 f4 1165. f2 f3 1166. f1 f2 1167. f0 f1 1168. f6 f7 1169. f5 f6 1170. f4 f5 1171. f3 f4 1172. f2 f3 1173. f1 f2 1174. f0 f1 1175. f6 f7 1176. f5 f6 1177. f4 f5 1178. f3 f4 1179. f2 f3 1180. f1 f2 1181. f0 f1 1182. f6 f7 1183. f5 f6 1184. f4 f5 1185. f3 f4 1186. f2 f3 1187. f1 f2 1188. f0 f1 1189. f6 f7 1190. f5 f6 1191. f4 f5 1192. f3 f4 1193. f2 f3 1194. f1 f2 1195. f0 f1 1196. f6 f7 1197. f5 f6 1198. f4 f5 1199. f3 f4 1200. f2 f3 1201. f1 f2 1202. f0 f1 1203. f6 f7 1204. f5 f6 1205. f4 f5 1206. f3 f4 1207. f2 f3 1208. f1 f2 1209. f0 f1 1210. f6 f7 1211. f5 f6 1212. f4 f5 1213. f3 f4 1214. f2 f3 1215. f1 f2 1216. f0 f1 1217. f6 f7 1218. f5 f6 1219. f4 f5 1220. f3 f4 1221. f2 f3 1222. f1 f2 1223. f0 f1 1224. f6 f7 1225. f5 f6 1226. f4 f5 1227. f3 f4 1228. f2 f3 1229. f1 f2 1230. f0 f1 1231. f6 f7 1232. f5 f6 1233. f4 f5 1234. f3 f4 1235. f2 f3 1236. f1 f2 1237. f0 f1 1238. f6 f7 1239. f5 f6 1240. f4 f5 1241. f3 f4 1242. f2 f3 1243. f1 f2 1244. f0 f1 1245. f6 f7 1246. f5 f6 1247. f4 f5 1248. f3 f4 1249. f2 f3 1250. f1 f2 1251. f0 f1 1252. f6 f7 1253. f5 f6 1254. f4 f5 1255. f3 f4 1256. f2 f3 1257. f1 f2 1258. f0 f1 1259. f6 f7 1260. f5 f6 1261. f4 f5 1262. f3 f4 1263. f2 f3 1264. f1 f2 1265. f0 f1 1266. f6 f7 1267. f5 f6 1268. f4 f5 1269. f3 f4 1270. f2 f3 1271. f1 f2 1272. f0 f1 1273. f6 f7 1274. f5 f6 1275. f4 f5 1276. f3 f4 1277. f2 f3 1278. f1 f2 1279. f0 f1 1280. f6 f7 1281. f5 f6 1282. f4 f5 1283. f3 f4 1284. f2 f3 1285. f1 f2 1286. f0 f1 1287. f6 f7 1288. f5 f6 1289. f4 f5 1290. f3 f4 1291. f2 f3 1292. f1 f2 1293. f0 f1 1294. f6 f7 1295. f5 f6 1296. f4 f5 1297. f3 f4 1298. f2 f3 1299. f1 f2 1300. f0 f1 1301. f6 f7 1302. f5 f6 1303. f4 f5 1304. f3 f4 1305. f2 f3 1306. f1 f2 1307. f0 f1 1308. f6 f7 1309. f5 f6 1310. f4 f5 1311. f3 f4 1312. f2 f3 1313. f1 f2 1314. f0 f1 1315. f6 f7 1316. f5 f6 1317. f

Culture

THÉÂTRE

Le Monde • Samedi 29 octobre 1988 19

« Une visite inopportune » de Copi et « Fin de partie » de Beckett

Deux aperçus du dernier jour

Reprise de la dernière pièce de Copi, « Une visite inopportune », et de « Fin de partie » de Samuel Beckett.

Deux façons de mourir et de rire.

Michel Duchaussoy et ses camarades jouent de nouveau « Une visite inopportune », la pièce que Copi avait écrite avant de mourir, et dont les représentations avaient cessé l'été dernier.

Ce n'est plus la même pièce, tout à fait, tant elle est devenue plus belle encore, plus tragique, plus résignée, plus remuante. Il s'est passé une chose qui a cours habituellement : quand une belle pièce meurt, une vraie création, est jouée quelque temps, puis est interrompue, puis, trois ou quatre mois après, est rejouée, elle y gagne sensiblement.

Elle a « reposé », dans les deux ans du mort, voilà la raison. Besset, qui l'écriture amassait bien lorsqu'il ne fulminait pas à l'égard, a employé les deux ans dans une phrase : « A la nuit qu'il faut passer en présence des ennemis, il ne repose plus paisiblement. » Le premier « reposa » a le sens de « s'allonger », comme « dans les jours, les jours reposent les éléments », et le second a le sens de « changer en mieux par l'effet d'une variation de la substance », comme « Mme Helvétius laissait reposer douze heures la pâte de ses tartes aux pommes ».

Une visite inopportune a reposé. Elle reste bien sûr la vie, le dernier jour, dans sa chambre d'hôpital, d'un acteur qui meurt du SIDA. Mais l'énergie de cet acteur est devenue plus évidente. Il secoue, provoque, encourage, tout ce qui lui tombe sous le poignet. Il y a chez Copi une très grande discrétion devant ce sujet-bataillon, sujet-gâteau, qu'est la mort. Au moyen d'éclats de dialogue, Copi fait basculer cette comédie-farce de la mort vers une fable de l'humanité, et on premier lieu de l'humanité qui attache les hommes.

Car la pièce est là : dans le lien amical, fraternel, de l'acteur



Pierre Vernier, Michel Duchaussoy et Gérard Lartigue

Cyrille, condamné, et de son copain Hubert, et dans l'alliance de charme et de cruauté par quoi ce vieux couple entreprend d'intercepter de la chair fraîche, un grand dadais de jeune homme qui se retrouve là, dans sa chambre. Mais Copi, inextinguiblement, divinement, fait danser les fils de son illusion, opéra, grand-guignol, cirque, tragédie. Tout cela d'une touche si légère...

Tous les acteurs, conduits par Lavelli, sont admirables. Michel Duchaussoy invente une lenteur, un détachement, comme s'il traversait déjà la bascule, mais son agacement garde une jeunesse de nerf, d'œil. Dans le rôle du vieil ami, Pierre Vernier (il remplace Jean-Claude Jay qui joue Réveille-toi Philadelphie dans la grande salle de la Colline) est merveilleux de subtilité, d'élégance.

Catherine Hiegel reste une infirmière de choc, brusque, folingue, générique. Gérard Lartigue, professeur prêt à partir soigner le SIDA en Afrique, survolté, sait tenir son monde.

Dans sa gaieté et sa modestie, « Une visite inopportune » est une

pièce immense. Elle provoque le rire. Elle ratasse la détresse. C'est très rare, un sommet de théâtre comme celui-là.

« Laisser entrer la confusion »

La manière dont Gildas Bourdet a mis en scène, la manière dont Roland Bertin et Michel Aumont jouent « Fin de partie », de Samuel Beckett, laisse interdits. La voix de Beckett n'est pas reconnaissable. Ce pourrait être une pièce de Henri Bremond, de Jules Renard.

C'est le jeu des acteurs et leur prononciation du texte qui changent tout. Roland Bertin joue Hamann, l'homme qui va mourir tout à l'heure, comme l'acteur de Copi. Il le joue réaliste, il donne un vieux bonhomme, tristoune, sensible, fils à papa, douillet, et de moments de grosse colère, des moments d'attendrissement. Nous sommes là en pleine psychologie humaine. De plus, Roland Bertin, lorsqu'il n'est pas axé sur un propos bien défini, est un acteur un peu vauvillard, il a un côté

bébé bibendum qui se laisse porter par les remous dans la baignoire.

Quant à Michel Aumont, qui joue Clov, c'est le contraire : il est un monstre de maîtrise, de savoir-jouer. Il a pris le parti de « blesser » entièrement le texte, de le dire de face, de front, simplement, clairement, comme une évidence. Le résultat est que la pièce est, là aussi, réaliste : Clov semble prendre sur lui toutes les paroles du texte, il semble en faire quelque chose comme une protestation froide, réfléchie, contre sa condition de domestique.

La pièce de Beckett se trouve alors bornée à cette situation d'un théâtre comme toute bourgeois : un proprio un peu gâteux qui geint, et un domestique qui rumine sa rancœur. C'est une dénaturation et une réduction de la pièce de Beckett, tout à fait comparables à la dénaturation et à la réduction qu'ont récemment opérées Pierre Dux et Denise Gence sur les Chaises de Ionesco.

Comme Ionesco, Beckett a lancé son théâtre dans des années encore tout à fait marquées par la guerre, les occupations, les camps. Le désarroi restait entier.

Beckett définissait très bien son théâtre lorsqu'il disait que le monde était « gâché » et « confus ». « Ce n'est pas moi qui ai inventé cette confusion », disait-il. Elle est tout autour de nous. Notre seule chance est de la laisser entrer. Notre seule chance est d'ouvrir les yeux aussi, et de voir le gâché. Ce n'est pas un gâché qu'on puisse comprendre.

Oni, mais, aujourd'hui, trente ans après la création de « Fin de partie », Michel Aumont donne l'impression nette d'avoir tout compris, donne aussi l'impression qu'il n'y a ni confusion ni gâché, et Roland Bertin propose un Hamann qui pleurniche sur ses misères personnelles.

Le théâtre des années 50 a-t-il perdu ses voix, a-t-il même perdu la vie, en quittant l'univers dévasté qui lui avait donné naissance ?

MICHEL CURNOT.

★ Une visite inopportune, Théâtre de la Colline, 20 h 30.

★ Fin de partie, Comédie-Française, 21 heures.

« Les Enfants du soleil », par Philippe Caubère

Le fil d'Ariane

Spectacle après spectacle, Philippe Caubère, seul en scène, poursuit son feuilleton autobiographique.

Max, Bruno, Violaine, Ferdinand, Clémence et, bien sûr, Ariane, Ariane Mnouchkine, la maman aimée contestée de ces Enfants du soleil : comme dans un feuilleton ou une bande dessinée, on retrouve ces silhouettes désormais familières, tapies derrière celle de Philippe Caubère. Et il suit les croquer, d'un geste, d'une intonation, les dessiner sur l'espace. Le trait est aussi sûr, aussi juste que celui d'un caricaturiste qui se contenterait de quelques lignes lancées sur la page blanche.

Curieuse entreprise que celle de Philippe Caubère, ancien comédien d'Ariane Mnouchkine. Depuis son tout premier spectacle, le Drame du diable, en 1981, il poursuit son chemin entêté, solitaire, étonnant. Il a choisi de raconter sa vie sur scène, et, comme sa vie est théâtre, ses spectacles ont la bonne odeur des planches et des coulisses. Dans l'Enfance du diable, il racontait son adolescence. Dans Ariane ou l'Age d'or, ses années d'apprentissage théâtral. On retrouve l'Age d'or dans les Enfants du soleil, mais Philippe Caubère-Ferdinand cadre cette fois en gros plan son apprentissage amoureux, sa passion

pour Clémence, une petite jongleuse indécise, partagée entre deux amours.

Il assure, Caubère, soutenu par son public, fidèle au rendez-vous, fasciné sans doute par la performance d'acteur et par le côté « grand théâtre vu par le petit bout de la lorgnette ». Mais, et c'est là où Caubère sait faire mouche, ses petites histoires personnelles ont, bien sûr, quelque chose à voir avec celles de chacun : joies enfantines du voyage, solitude, attente, jalousie, grandeur et misères de la vie en collectivité. Il brosse, passe du coq à l'âne, d'un personnage à l'autre, dérape de l'observation d'un détail quotidien au délire pur...

Il peut jouer le balourd en équilibre précaire sur un fil ou l'angoisse d'Ariane à la recherche de ses petits dans un aéroport, on y croit. A lui tout seul, il est la troupe du Théâtre du Soleil en voyage. Il ne craint parfois ni la paillardise ni la scatologie : non sans humour - et s'en tire par une pirouette digne d'un bateleur du Pont-Neuf, en inventant un autre personnage, toujours là pour s'effacer de tant d'audace.

Jusqu'à quand ce don Quichotte va-t-il se battre avec ses ombres ?

ODILE QUIROT.

★ Au Théâtre Hébertot, Les Enfants du soleil, en alternance avec Ariane ou l'Age d'or.

« L'Ex-femme de ma vie » au Splendid

Balasko aux portes du théâtre

Ceux qui s'attendent à retrouver la Balasko dans ses exercices drolatiques seront peut-être surpris : sa dernière pièce, très drôle, glisse insensiblement vers le noir. Birkin et Lhermitte sont superbes.

Bunny bar et Nuit d'ivresse, les deux premières pièces écrites par Josiane Balasko, avaient atteint leur cible : le rire. Par divertissement, assemblage bédouin de petites plus ou moins précieuses, elles permettaient seulement, et c'est déjà beaucoup, de rigoler un bon coup dans la « grande tradition » du Splendid.

Avec l'Ex-femme de ma vie, Balasko ne renie rien de cette tradition. D'abord parce que sa pièce est présentée dans la salle surchauffée du Splendid Saint-Martin, comme à l'accoutumée, parce que, aussi, le spectacle commence avec vingt grosses minutes de retard après qu'on a installé le public en surcroît sur des chaises d'appart au milieu des allées. Parce que, enfin, on y retrouve l'habileté diabolique de son auteur à isoler du vocabulaire le plus quotidien, le plus partagé, les mots les plus incongrus, les expressions les plus détonnantes pour confectionner un verbe résolument « balaskien » et immanquablement drôle.

De café-théâtre encore, le brouillon de la mise en scène, signée par l'auteur, l'économie des accessoires et d'un décor qui paraît sur le point de s'écrouler chaque fois qu'un comédien passe une porte, l'insignifiance des lumières, des costumes et de la musique. Autant d'observations qui, ailleurs, condamneraient le spectacle à l'oubli de la réprobation critique. Mais au Splendid, ces récriminations sont occultées par une sorte d'atmosphère moins légère qu'il n'y paraît.

Josiane Balasko a indéniablement choisi, comme l'on dit sur les circuits automobiles, de passer la surmultipliée. Au-delà du rire, elle s'en est allée chercher dans sa mémoire, et donc dans la scène, ces petites et grandes émotions qui ont agité la génération des enfants de mai 1968, grèves étudiantes, illusions communautaires sur fond de musique planante et de drogues douces, remise en cause du couple traditionnel. Elles sont représentées ici sous la forme de flash-back qui, pour être souvent maladroits dans la forme et le fond, ne sont plus seulement drôles mais attendrissants et quelquefois même saisissants. Ce parti pris modifie considérablement le regard, l'attention que Josiane Balasko veut que l'on porte à ses personnages.

Là où elle et ses camarades nous avaient habitués à nous moquer, finalement tranquillement, d'un certain nombre de personnages : tous

plus ou moins imbéciles, encourageant, comme c'est le risque au café-théâtre, un certain sectarisme néo-poujadiste « anti-tout » (personnel politique, flics, cadres, femmes, pédés, militaires, fonctionnaires, impôts, le tout en vrac et à la mitraille), elle met en scène quatre individus qui en valent la peine. Un écrivain qui, sous de multiples pseudonymes, publie à la va-vite des ouvrages mineurs lui permettant d'assourdir sa vraie passion : les femmes ; son ex-femme, peinte minable, que son amant vient de laisser tomber sans un sou, alors qu'elle est enceinte de sept mois ; le copain payé de cette dernière et la petite amie du moment du premier, mécano dans une station-service. Les liens des uns et des autres, même s'ils sont encore assez ténus, sont assez finement tissés pour que la trame de la pièce capte l'attention. Certaines scènes sont même soigneusement élaborées, et forcent le public à ravaler ses rires.

Le spectateur au creux de sa main

D'autant que Josiane Balasko a diatribe pour l'occasion la famille du Splendid à trois comédiens, dont ce sont les premiers pas dans ce répertoire. Nous oublierions vite Cécile Aucourt (la mécano), dont la spontanéité ne parvient jamais à effacer les faiblesses. Daniel Berlioux (le psy), qui est passé par le Café de la gare, a très vite choisi le théâtre et fréquenté, essentiellement avec Marcel Maréchal, les grands textes classiques et modernes. Etant aussi metteur en scène, il trouve en lui les ressources pour faire passer un rôle un peu vite écrit, et sans faire métriser la différence entre pathétique et grotesque. Il n'est pas le dernier à hisser la pièce vers cet ailleurs plus sombre qu'a voulu dessiner Josiane Balasko, un ailleurs où la solitude et le fait de vieillir pourraient empêcher d'aimer et d'être aimé.

Mais l'indiscutable bonne idée de cette mise en scène est de confier le rôle-titre à Jane Birkin. Le cinéma nous avait déjà convaincus de son aptitude à faire rire. Associée ici avec Thierry Lhermitte, dont c'est après tout - après surtout cette idée idiote des castings qui ont voulu le transformer en « french lover » - le talent, elle fait merveille. S'appuyant sur son compagnon qui, tout le long du spectacle lui donne tout, glorieusement, elle tient le spectateur au creux de sa main, le tirant tantôt vers le divertissement le plus réjouissant, tantôt vers quelque chose de plus dérangeant avec toute la force de sa fragilité, de son impressionnante complexité. On ne sait jamais avec elle si le rire prendra le pas sur les larmes. C'était le pari, le pari de Josiane Balasko. Parti pris, parti tenu.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre du Splendid Saint-Martin. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-06-21-93.

« Lulu », par Peter Zadek, à l'Opéra-Comique

Une femme allemande

Pour trois représentations, le Festival d'Automne accueille la « Lulu » de Wedekind par Zadek. Histoire d'une fille qui ne connaissait d'autres lois que celles de la survie.

Le Festival d'Automne invite à l'Opéra-Comique la Lulu de Wedekind, mise en scène par Peter Zadek, la survivante de la scène allemande. (Le Monde du 22 septembre).

Subversive, la Lulu n'est pas moins que lui. Elle n'est pas fatale ni destructrice, ni changeante selon le désir des autres, mais naturelle avec insolence et si tout autour, les hommes ne peuvent pas suivre, elle n'y est pour rien. Qu'elle se fasse exploiter, qu'elle s'offre ou se vende, rien n'est l'ennemi. Elle semble indéchiffrable. Pourtant, dans son parcours - de la maison de son protecteur qu'elle tue après avoir séduit son fils, jusqu'à Londres où elle meurt sous le couteau de Jack l'Éventreur, en passant par Paris où elle a dû se réfugier dans une maison de jeu-bordel - elle s'enferme dans un cercle de plus en plus étroit, de plus en plus étanche.

Si Peter Zadek a pu se permettre cette descente aux enfers sans tomber dans le sordide, c'est qu'il a su choisir ses interprètes - des forces de la nature - et sa Lulu, Suzanne Lohar, qui répond exactement au sous-titre de la première partie de la pièce : l'esprit de la terre.

« Depuis trente ans, dit-il, je rêvais à Lulu, mais je ne trouvais pas l'actrice, on si je la trouvais, l'affaire ne se faisait pas. Je connaissais Suzanne Lohar, je l'ai connue enfant, elle est la fille d'une comédienne célèbre qui a joué avec moi. Je me souvenais d'une adolescence lourde et silencieuse. Un jour, elle m'a confié qu'elle voulait devenir actrice et suivre des cours. Je lui ai

dit « bonne chance ». Mais quelques temps plus tard, je l'ai vue dans un film. Elle était relativement extraordinaire, c'est-à-dire maladroite, mais avec une présence tellement vitale, animale... Je l'ai retrouvée chez des amis, et je me suis dit que Lulu était là.

Il faut préciser, j'ai choisi la première version du texte qui s'avait jamais été montée. Wedekind l'a écrite, dit-on, à Paris, alors qu'il était vainement amoureux de Lou Andras Salomé. Peu importe. C'était en tout cas presque à la même époque que l'Éveil du printemps. Les deux pièces sont assez proches. Plus tard, Wedekind a affiné, civilisé le personnage. Dans cette version, Lulu est une femme, pas une femme-enfant, pas une Lolita, mais une femme avec l'imagination, la fantaisie d'une petite fille qui, sans attendre, prend ce qu'elle désire. Wedekind n'explique jamais le pourquoi de son comportement, n'en donne aucune justification, c'est ce que j'aime.

Survivre et continuer

Je n'ai pas été plus violent que lui... Je n'ai rien changé, si ce n'est l'époque. J'ai transposé l'action dans l'après-guerre. C'est le moment où je suis revenu en Allemagne. J'en étais parti à cinq ans, pour l'Angleterre. Mon expérience des femmes allemandes date de ce retour. J'ai été frappé par leur détermination à survivre dans un monde absolument détruit. Survivre et continuer. Pour moi, la femme allemande, c'est Scarlett O'Hara, c'est Mère Courage, c'est Hildegard Knef, qui a dû se déguiser en homme pour ne pas se faire violer dans les rues, qui a épousé un officier juif américain pour partir aux États-Unis... D'ailleurs, j'aime les années 50, parce que ce sont celles de ma jeunesse, peut-être.

Lulu possède la même détermination à vivre en dépit de tous les

obstacles. Et sa vie n'est pas facile. Elle s'est toujours fait exploiter par son père - vrai ou faux, on n'en sait rien en tout cas, il se conduit comme son marquison et couche avec elle, ce qui ne la transmutait aucunement. L'acteur qui joue le père est un vrai comédien, quelqu'un de simple, avec qui tout semble normal... Son second « père », tout aussi incestueux, est Schoen. On ne sait pas exactement qui il est. Sa profession varie selon les versions. Ici, il est directeur de journal. En tout cas, c'est un grand bourgeois morphomane, trop bourgeois pour transgresser ses tabous, ce qui lui permettrait pourtant de garder Lulu.

Elle ne veut pas le blesser mais a besoin d'autre chose. La maison est pleine de ses amants, elle embrasse le fils de Schoen, Alwa (su cours d'une scène de bouffe extraordinaire et triviale). Schoen veut se débarrasser de cet animal qu'il ne peut plus tenir. Il lui demande de se suicider. C'est bien mal la connaître. Elle le tue. Elle tue ce qui l'empêche de manger.

Dans la seconde version, elle va en prison, est sauvée par la comtesse Geschwitz qui l'aime. La scène de son retour est belle et j'ai pensé l'ajouter, mais finalement, ça ne va pas. Lulu s'échappe sans même aller en prison, ça correspond mieux à cette version du personnage. La Geschwitz, telle que je la vois, n'est pas une grande dame perverse, mais une pauvre lesbienne frustrée, laide, dévouée, très prussienne. Elle aussi est destinée à survivre, à vivre, en dépit de tout, cet amour impossible à la Werther.

Comme elle, dans sa fuite, Lulu se trouve amenée à se servir de son imagination. Elle cherche sa solution et tout le monde lui dit : « Il n'y en a pas. Tu es et tu resteras une prostituée, vouée à la déchéance. » Dans la scène où elle séduit Alwa, elle lui dit en manière de plaisanterie qu'elle va rencontrer un éventreur... Elle rêve d'une mort éclatante. A Londres, cet homme qui la

poignarde est ou n'est pas Jack l'Éventreur. Pour elle en tout cas, il est cette figure de légende... Pour quel l'Éventreur a-t-il marqué les esprits plus que l'étrangleur de Boston, par exemple ? Parce qu'on ne connaît aucune raison à ses meurtres.

Ce qui m'intéresse, ce sont les agissements auxquels on ne peut trouver aucun motif, dans pour lesquels toutes les explications sont aussi valables. Je ne suis pas pédagogue. Je suis seulement capable de communiquer des « peut-être » qui, j'espère, déclenchent l'imagination. En ce moment, je répète le Marchand de Venise au Burg Theater de Vienne. Je ne veux pas inventer les pourquoi de Shylock, c'est une autre drôle que je cherche. Je ne veux pas m'arrêter à : « Je suis juif et je suis comme vous ». En tant que juif, ça ne m'est pas facile.

La ville de mes débuts

Je monte le Marchand de Venise pour la troisième fois, j'espère parvenir à ce que je veux. Quand Lulu aura terminé sa carrière à Hambourg, je pense reprendre la production à Düsseldorf. En décembre 1989, avec Suzanne Lohar et des conditions angéles, je vais probablement monter la pièce à Londres, la ville de mes débuts. Je n'y ai rien fait professionnellement depuis trente ans. Ce sera un événement pour moi, et ce sera drôle de lancer Lulu dans cette société où la censure de la morale victorienne est toujours présente. D'ailleurs aucune société ne peut supporter la force anarchique de personnages comme Lulu ou Jack l'Éventreur. J'aime les situations limites.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

★ Opéra-Comique, les 28 et 29 à 19 heures, le 30 à 15 heures.

Culture

CINÉMA

« Mon ami le traître » de José Giovanni

En un combat douteux

« 3 novembre 1944 : à cette époque il était difficile d'être jeune. On veut bien le croire : Georges Galtieri (Thierry Frémont), petit voyou qui a servi dans la police allemande commence à craindre l'arrivée des FFI. Son frère bossu se suicide au cyprès, sa petite amie (Valérie Kaprisky) intervient auprès d'un officier du 2^e bureau, Rove (André Dussolier), pour négocier son retour. Si on efface son dossier, Galtieri donnera des renseignements, sauvera des milliers de vies humaines, fournira le plan des mines qui doivent noyer le métro de Paris incessamment à une heure de pointe. Rove accepte, d'abord méfiant, puis se prend d'une sorte d'amitié pour cet égaré de la guerre.

Mais les supérieurs de Rove ne l'entendent pas de cette oreille. Ils obligent Galtieri à dénoncer les tortionnaires, les miliciens, les collaborateurs qu'il a rencontrés, à participer lui-même à l'épuration. Galtieri donne et balance. On débarque même dans une clinique psychiatrique où les fous sont en fait des gestapistes de tous poils qui essaient de retarder l'avance des Américains

par un bluff de radio-amateur. Mais tout cela en vain. Si Rove est prêt à aider Galtieri, ses chefs ont juré sa perte et, au mépris de la parole donnée, le feront exécuter.

La période de la Libération et de l'épuration ne fut sans doute pas un dîner de gala, et tous ceux qui se trouvaient du bon côté au bon moment ne furent pas obligatoirement des héros et des saints. La plupart des historiens s'accordent à nuancer le partage du bien et du mal en ces années terribles.

Pour autant, on peut s'attendre à voir tous les résistants, gaullistes ou non, noyés dans le mensonge, la violence, alors que la compassion de l'auteur se porte essentiellement sur un petit salaud frimeur qui explique ainsi l'indulgence qu'il eut pour les caprices de son frère bossu : « Mon frère, ce qui l'excitait, c'était de voir souffrir les autres. Pour moi, la joie d'un infirme, ça n'a pas de prix. » On peut tout comprendre, certes, mais on choisit ses sympathies.

Thierry Frémont n'est pas mauvais dans ce rôle de méchant, mais il vacille un peu sous le poids des espoirs qu'on a mis en lui. Valérie Kaprisky fait un retour sobre et juste. André Dussolier n'a plus dans les yeux l'étincelle du *Mélo* de Resnais. Il semble distrait, un peu ahuri, pas très concerné. Comme si le film lui échappait et qu'il se demandait à quelle sauce il sera mangé au bout du compte.

Dussolier avait quelque motif de s'inquiéter : c'est indéniable, José Giovanni, metteur en scène de son propre roman, n'est ni Patrick Modiano ni Louis Malle. Mais il ne pouvait se douter qu'au-delà du désordre de la narration, du style télévisuel grandiloquent et flâneur, on aboutirait à un résultat aussi gênant. Aussi louche.

MICHEL BRAUDEAU.

Cinéma méditerranéen à Montpellier

La ville de Montpellier, la fédération des œuvres laïques de l'Hérault et le ciné-club Jean-Vigo, fêtent du 28 octobre au 6 novembre, le dixième anniversaire des *Rencontres avec le cinéma méditerranéen* de Montpellier.

Le programme comprend près de quatre-vingts films représentant les cinémas du bassin méditerranéen. Cinéma italien avec des hommages à Federico Fellini et Dino Risai, une section « Venise au cinéma » consacrée aux œuvres de Mario Biondi. Cinéma espagnol avec une sélection des dernières productions, un hommage à Luis Buñuel avec son scénariste Jean-Claude Carrière et un de ses acteurs préférés, Fernando Rey. Cinéma turc avec Atif Yilmaz et Omer Kavur. Cinéma yougoslave avec les films de Goran Markovic. Et un panorama de production récentes de divers pays.

L'édition annuelle des *Actes des rencontres* regroupe en une importante brochure illustrée des entretiens exclusifs réalisés avec les invités venus d'Albanie, d'Algérie, d'Égypte, de Grèce, d'Israël, du Liban, de Syrie et de Tunisie.

★ Renseignements, 20, rue Azéma, 34064 Montpellier cedex. Tél. : (16) 67.42.35.42.

CERGY-PONTOISE
THEATRE DES ARTS
du 4 au 27 novembre

HELENE DELAVAU
CHANTE
"LA REPUBLICAINE"

LOC. 30.303.33
R.E.R. Ligne A3 Cergy-Préfecture

NICOMÈDE de Pierre Corneille

Mise en scène de Françoise Seigner à la Comédie-Française

Les vrais chefs-d'œuvre ne se bornent pas à éclairer le passé, leur vertu s'étend à des situations que ne pouvait pas prévoir l'auteur lui-même.

L'actualité de Nicomède, pièce politique écrite il y a 337 ans, nous confond. Si la forme a changé — et c'est à nous, acteurs, à la rendre claire aux spectateurs — le fond reste immuable. Les hommes s'affrontent de la même manière pour conquérir le pouvoir, pour défendre leur idéal.

Théâtre comique, satirique même et typiquement français, théâtre d'inspiration mystique, théâtre politique mais toujours si précis et si personnel, exotisme, passionnés, généraux, quelconques naïfs, mais si pleins de grandeur d'âme — qui ne peut que toucher à son tour l'âme du spectateur.

Corneille écrit sur sa pièce : « Je ne veux point dissimuler que cette pièce est une de celles pour qui j'ai le plus d'amitié. »

Françoise SEIGNER.
À partir du 5 novembre
Réservation - Tél. 40.15.00.15
de 14 heures à 18 heures

DANSE

Reprise de « Raymonda » à l'Opéra

Cracks en liberté

Une intégrale fastidieuse, mais l'occasion d'admirer les solistes et le corps de ballet, et de découvrir des talents nouveaux.

Raymonda, dans la version Nouzev créée au Palais Garnier en 1983, reste un des somnifères les plus puissants qu'on puisse trouver en vente libre.

On ne reviendra pas sur ses défauts : longueur (trois heures et demie, deux entractes compris), intérêt psychologique nul, dramaturgie mal fichue, musique de Glazounov peu inspirée, chorégraphie de Nouzev (celle des ensembles et des rôles masculins) lourde, compliquée, tortillée. On redira ses avantages, qui sont de présenter ce qui reste de la chorégraphie originelle de Petipa (les variations des danseuses, les pas-de-deux et l'acte III), inégale mais souvent ravissante ; et d'offrir ample matière à juger des qualités de la troupe et des solistes, une bonne partie des cracks maisons caracolant en alternance dans les rôles principaux et secondaires.

Dans le rôle-titre, nous avons vu successivement Isabelle Guérin et Sylvie Guillem. On sait que c'est une malchance, pour les ballerines actuelles, d'être contemporaines de Guillem : les comparaisons sont inévitables, et comment lutter avec un phénomène ? Guillem assure, comme on dit : sa maîtrise technique est incontestable, comme l'aisance qu'en découle, mais elle n'apporte rien de plus au rôle. Guillem déploie, outre ses lignes et son pied sublimes, une liberté, une élégance, un art de paraître improviser qui laissent chavirer de bonheur. Pour sa seule variation de l'acte III, on serait capable

de supporter de revoir *Raymonda*, c'est tout dire.

Parcours sans faute pour Manuel Legris et Laurent Hilaire dans le rôle de Jean de Brienne, le preux chevalier fiancé de Raymonda. Le premier y met une noble assurance, le second beaucoup de finesse et d'héroïsme, avec toujours cette fragilité qui fait un peu trembler pour lui le spectateur. Jean Guizerix n'avait que lui-même à égaler en Abernethy, le chef sarrazin qui tente d'enlever l'héroïne et se fait trahir en duel : concupiscence, violence, ce rôle de « méchant » convient comme un gant à sa personnalité et à sa danse si singulière.

Le quatuor des amis de Raymonda (Henriette, Clémence, Béatrice et Bernard) a une grande importance dans ce ballet. On y a ajouté l'abbaye de la somptueuse Marie-Claude Pietragalla. L'innocence un rien perverse de Virginie Kempf (toute brillante de sa récente médaille d'or au festival international de Varna), la virtuosité un rien coquette de Karin Averty. Celle-ci, mariée, se blesse au premier acte ; elle est remplacée pour la suite par Pietragalla, qui dansait ce soir-là l'Espagnole et cède donc ce rôle à Nathalie Riqué, qui nous était inconnue : il ne lui faut que quelques secondes pour s'imposer par son autorité, son originalité et ses magnifiques sauts cambrés. On en reparlera. Côté masculin, on a toujours plaisir à voir et à revoir Wilfrid Romoli, Kader Belarbi et Lionel Delanoë.

Mais le plaisir serait encore plus vif de les voir tous dans la version « digeste » (une heure) de *Raymonda*, que le Palais Garnier a si affichée qu'une fois, l'an dernier.

SYLVIE DE MUSSAC.

★ Opéra de Paris, jusqu'au 17 novembre.

ARTS

Degottex au Musée de Bourg

Le poids du silence

Repères 1955-1985 :

tel est le titre de l'exposition Jean Degottex au Musée de Bourg. Une quarantaine d'œuvres qui jalonnent le parcours d'un artiste exigeant.

Ce n'est pas pour rien que Degottex, sec, austère et lumineux, ressemble à quelque moine pèlerin rapportant les enseignements d'un Orient lointain : ses œuvres témoignent pour la vie intérieure, le recueillement. Elles sont donc à l'aise sous les voiles du cloître de Bourg qui les accueillent après leur exposition dans l'ancien évêché d'Evreux devenu musée (1).

Le conservateur de Bourg, Marie-Françoise Poirat, a conçu un accrochage qui donne à chaque tableau son champ de respiration et permet de suivre, en une quarantaine de pièces — de 1955, l'année de la rencontre avec André Breton, à 1985, — un lent processus de dépouillement. Du signe au vide, de l'écriture à l'absence apparente de message et peut-être du lisible à l'invisible : ainsi se dessine l'itinéraire, selon les repères proposés, d'un artiste méditant sur les leçons du zen.

Le vent souffle sur les premières formulations de signes et les bouclettes, comme si elles appartenaient encore à l'ordre du regard. Puis les calligraphies tendent à se réduire à l'inscription d'un seul geste nerveux, un concentré d'énergie, et ne relèvent plus alors que de l'espace mental. Le raffinement de ces œuvres est extrême dans l'économie de la couleur, en particulier, à la flexibilité du pinceau qui conjugue les opacités de la matière, les trans-

parences des jus et jusqu'aux hasards des coulées et des maculures.

Les titres éclairent l'ambition de ce qui, en même temps qu'un travail matériel, est une quête spirituelle : *Vide des choses créées*, *Vide de l'inaccessible*, *Suite obscure IX* (sur fond noir d'où remontent des roussettes, un écran flamboyant porte des fragments d'une écriture inconnue). Une grande toile de 1961, comme *Awake I*, provenant de l'atelier de l'artiste, navigue entre le signe ému et d'abruptes coulées noires dont l'autorité éclate dans cet espace encore sensible.

Dès 1974, des œuvres à deux matériaux — acrylique et encre de Chine — sur papier marouflé traduisent la volonté du peintre de se retirer de plus en plus, de laisser agir plutôt qu'agir. Les tableaux récents, *Reports*, *Lignes-Bois*, accentuent, dans les expériences que constituent pour lui les séries, la distance qu'il a prise vis-à-vis du geste créateur. Pourtant, ces lignes, obéissant au tracé du bois et de ses veines, qu'il recouvre d'une couleur unie, dégagent des ondes de sérénité.

Comment se fait-il donc que les œuvres de Degottex, qu'il les habite ou les observe du dehors, possèdent tant d'élégance persuasive ? Les dessins exposés (conté, encre de Chine, pastel, acrylique) fournissent peut-être une explication. Ce sont des notations sur l'évolution des formes en mouvement, la vibration des lignes, la musicalité des taches, les possibilités du support sur lequel, bien avant d'autres, il a pratiqué des arrachements.

Ces essais aigus dont l'humour n'est pas absent, ce labeur constant d'alchimiste, justifient la grâce de l'œuvre.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ Musée de Bourg, Bourg-en-Bresse : jusqu'au 27 novembre.

(1) L'exposition est coproduite par le Musée d'Evreux et celui de Bourg.

LETTRES

Pour son roman « Oscar et Lucinda »

L'Australien Peter Carey reçoit le Booker Prize 1988

Le Booker Prize 1988, le prix littéraire britannique le plus important — d'un montant de 15 000 livres sterling — est allé, le mercredi 16 octobre, à un presque inconnu, le romancier australien Peter Carey.

Le jury, présidé par Michel Foot, ancien leader du Parti travailliste, n'a fait attendre que 80 minutes — un record ! — les invités en tenue de soirée, parmi lesquels les six finalistes : Peter Carey, naturellement, pour *Oscar et Lucinda* (1) (éditions Faber) ; David Lodge pour *Nice Work* (Secker and Warburg) ; Bruce Chatwin pour *Uta* (Cape), curieuse histoire d'un collectionneur de porcelaines qui finit en roman de détective ; Penelope Fitzgerald pour *The Beginning of Spring* (Collins) ;

EN BREF

● Le Grand Prix de la francophonie de l'Académie française est attribué à M. Jacques Rabemananjara. — L'écrivain et homme politique malgache Jacques Rabemananjara a été nommé lauréat du Grand Prix de la francophonie 1988, doté de 400 000 F, attribué par l'Académie française, grâce à des fonds canadiens.

[Né en 1913, Jacques Rabemananjara a joué un rôle très actif dans le mouvement de la ségrégation, en menant de front une carrière de poète, de dramaturge et d'homme politique. En 1940, il publie un recueil de vers *Sur les marches du soir*. Les *Deux malgaches* (1942) seront sa première pièce en vers. Depuis français en 1946, il est devenu le premier secrétaire du Mouvement démocratique de la rénovation nationale. Condamné à la prison perpétuelle après la révolte nationaliste de 1947, il passe une dizaine d'années en détention. Il écrit durant son incarcération plusieurs œuvres, notamment *Antes*, *Lamba* et *Rites millénaires*. À l'indépendance, il est élu député, puis il devient ministre de 1960 à 1971, notamment des affaires étrangères.]

● Décès du comédien Christophe Lascaille. — Christophe Lascaille, fils de Jacques Lascaille, directeur du Théâtre national de Strasbourg, est mort le mardi 25 octobre à Abidjan. Il était âgé de vingt-trois ans. En tournée africaine avec le Centre dramatique de Bourgogne, Christophe Lascaille, qui devait jouer dans le *Malade imaginaire* de Molière, pris d'un malaise, s'est noyé dans la piscine de l'hôtel où était logée la troupe.

Marina Warner pour *The Lost Father* (Chatto) ; et aussi l'Indien Salman Rushdie, déjà lauréat du Booker Prize en 1983 pour *Les Enfants de minuit* (traduit en français chez Stock) et dont le dernier livre, *The Satanic Verses* (Viking), a soulevé depuis sa parution l'ire et les menaces des fondamentalistes musulmans.

Né en 1943 en Australie, où son père était concessionnaire General Motors, Peter Carey partage avec le même succès son activité entre la littérature et la littérature. Ses deux premiers romans, *Bliss* et *Ibbotson*, ont déjà été adaptés au cinéma, après qu'il eut attiré l'attention par un recueil de nouvelles, *The Fatman in History*, qui conte la révolte des obèses contre un monde voué à la minceur.

Le roman primé, *Oscar et Lucinda*, a rallié tous les suffrages. Les descriptions de Sydney à l'époque coloniale ont même fait comparer l'auteur à Dickens. *Oscar et Lucinda* qui se passe au dix-neuvième siècle à la fois en Angleterre et en Australie, évoque le mariage des aborigènes par les colons. Le livre raconte l'histoire « scandaleuse » de deux êtres minés par la passion du jeu : Oscar, le clergymen, anglican dévoué venu d'Oxford, et Lucinda, riche héritière de Sydney, qui est fascinée par le verre. Ensemble, ils font du jeu un jeu de hasard, un jeu de hasard qui leur permet de s'élargir son expérience par la

NICOLE ZAND.

(1) Le Monde des livres du 27 octobre.

La vingt-cinquième rencontre de Belgrade

Exil et littérature

La 25^e rencontre des écrivains s'est tenue à Belgrade, en octobre, pour l'anniversaire de la libération de la capitale yougoslave, sur le thème « Exil et littérature ».

Comment résoudre le problème linguistique qui se pose à l'auteur contraint de quitter sa terre natale ? Doit-il rester fidèle à sa langue maternelle ou adopter celle de sa nouvelle patrie ? Le poète ou le romancier, être fragile s'il en est, est obligé de trahir durablement pour assurer sa subsistance avant d'accéder à la reconnaissance du public. Comment tourner cet inconvénient, surtout dans un pays qui n'est pas le sien et où les structures d'accueil font généralement défaut ? Le créateur littéraire ne risque-t-il pas de devenir un « exilé intérieur » ? Plusieurs tables rondes, en marge des assemblées plénières, ont tenté d'apporter des réponses à ces interrogations.

Selon Joseph Brodski, prix Nobel de littérature, qui vit aujourd'hui aux États-Unis, il conviendrait de dramatiser la situation de l'écrivain exilé, car « le sort d'un auteur qui a quitté son pays n'est pas comparable à celui du fugitif afghan ou kurde en quête d'un asile, sans parler du travailleur émigré poussé par le maître à chercher du travail dans un ailleurs plus clément. Banni par les autorités ou parti de son propre gré, l'écrivain privé de sa patrie demeure un privilégié dans la mesure où cette rupture lui permet d'élargir son expérience par la

confrontation avec une nouvelle réalité ».

Les participants au débat de Belgrade ont pu dialoguer, par satellite interposé, avec un auteur exilé soviétique, l'écrivain Vassili Aksionov, qui, lui, se trouvait aux États-Unis. Après avoir écouté la confession de Hualing Nieh-Engle, romancière chinoise rescapée de toutes les guerres et révolutions qui ont ensanglanté depuis plus d'un demi-siècle son pays, Aksionov a exprimé l'espoir que, dans un proche avenir, les créateurs du monde entier pourraient librement travailler dans le lieu de leur choix, sans pour autant s'arracher de leur vraie patrie.

Des écrivains serbo-croates et français ont exprimé leur préoccupation quant à l'exil intérieur des Roumains qui assistent, impuissants, à la destruction de leurs villages et de leur patrimoine culturel par Ceausescu. À la clôture de cette réunion, organisée par l'Association des écrivains de Serbie, un accord a été signé avec l'Union des écrivains israéliens (Belgrade n'entretient de relations diplomatiques avec Israël) prévoyant des visites d'auteurs, un programme de traductions et l'échange de bibliographies et publications.

EDGAR REICHMANN.

Le génie de la Bastille

Depuis quatre ans, les artistes installés dans le quartier de la Bastille ouvrent leurs ateliers au public à l'automne, le temps d'un week-end. Ils étaient à peine une trentaine à l'origine. Cette année, cent trois ateliers révélaient leur intimité. À deux artistes au moins par lieu, cela fait une foule d'artistes de toutes nationalités à découvrir : peintres, sculpteurs, graveurs ou photographes. Douze galeries et huit théâtres sont aussi de la partie.

La fête commence vendredi 28 octobre à 18 heures et reprendra tous les jours jusqu'au 1^{er} novembre de 14 à 20 heures. Informations, dossiers d'artistes, catalogue et plan (indispensable) au 71, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

Pour finir : une vente d'œuvres données par les artistes de la Bastille au bénéfice de Médecins sans frontières, mercredi 2 novembre, à 20 h 30, à l'ENSCI, 49-51, boulevard Richard-Lenoir.

A PARTIR DU 27 OCTOBRE THEATRE

FRANZ KAFKA
MICHAËL LONSDALE
BERNADETTE LE SACHÉ - EDITH SCOB
PREMIERES FIANÇAILLES
DE FRANZ K

PARIS VILLETTE 42.02.02.68

Rendez Vous CRETEIL
Hormes des Arts

Jusqu'au 30 novembre
PHILIPPE AVRON
DOM JUAN 2000
du 8 au 11 décembre
BENNO BESSON/
BERTOLT BRECHT
HOMME POUR HOMME

48.99.18.88

SAINT GEORGES Loc. 48.78.63.47 et agences

JACQUES BALUTIN et DANIEL PRÉVOST

Drôle de Couple

Comédie de NEIL SIMON
Adaptation : ALBERT HUSSON
Mise en scène : JEAN-LUC MOREAU

« Désopilant... » (F. PASCAUD, TÉLÉRAMA)
« On rit sans réserve... » (V. REBEIX, FRANCE-SOIR)
« Un inénarrable drôle de couple... » (PARIS-MATCH)

هكذا من الأصل

Informations « services »

PHILATÉLIE

Le programme de Monaco

L'Office des émissions de timbres-poste de Monaco a procédé à la mise en vente de la seconde partie de son programme philatélique annuel, d'un montant total de 93 F. En deux étapes.

LE 8 SEPTEMBRE

Emission d'un bloc de quatre timbres en l'honneur des Jeux olympiques de Séoul, les quatre valeurs, 2 F, 3 F, 5 F et 7 F, représentent les nouvelles disciplines inscrites au programme olympique féminin ou

l'olivier (valeur totale du bloc : 18 F).

Le programme philatélique monégasque se termine par une série d'hommages divers : Antoine Le Nain, dont on fête le 400^e anniversaire de la naissance (5 F) ; Giorgio de Chirico (5 F) ; Pierre de Marivaux (3 F) ; Lord Byron (3 F) ; le XIV^e Festival international du cirque de Monte-Carlo (2 F) ; le XXII^e Concours international de bouquets (avec reproduc-



en démonstration : tennis, ping-pong, voile, 470 et cyclisme.

La série « Monte-Carlo et Monaco à la Belle Époque de 1870 à 1925 », gravée par Caslav Slania d'après des œuvres d'Hubert Clériss, s'enrichit de deux nouvelles valeurs, la suite de Monte-Carlo à 6 F et la gare de Monaco à 7 F.

Le Congrès-auditorium de Monte-Carlo fête son dixième anniversaire avec deux timbres triangulaires à 2 F et 3 F (disponibles par paires uniquement).

LE 20 OCTOBRE

La Croix-Rouge monégasque a choisi d'illustrer la vie légendaire de Sainte-Dévote, sainte patronne de la Principauté par deux timbres à 4 F et 5 F.

Le bloc des « Quatre Saisons » est consacré, cette année, aux saisons de

tions de fuchsias, iris, roses et pétunias, le tout pour 3 F ; les activités industrielles de la principauté, le prêt-à-porter dans la maille représenté par Bettina et La Squadra (3 F) ; Noël (2 F).

P. J.

* Office des émissions de timbres-poste, MC 98030, Monaco Cedex. Tél. : 93-30-47-73. Les timbres monégasques sont aussi distribués par les « Points-philatélie » en France.

Pour en savoir plus sur la philatélie monégasque en général : Union philatélique de Monaco, 49, rue Flati, 98000 Monaco.

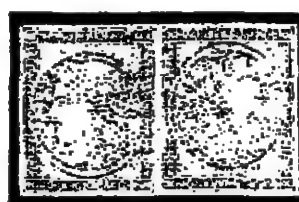
Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

En filigrane

• Decaris, cinquante ans de timbres. Le Monde des philatélistes vient d'éditionner une brochure de quarante-quatre pages — dont douze en couleurs — retraçant la carrière de créateur de timbres d'Albert Decaris. Tous les timbres, émis ou non émis, dessinés ou gravés par l'artiste dédié le 1^{er} janvier dernier, y sont reproduits. Soit plus de cinq cents timbres type pour la France et les pays d'expression française, de 1935 à 1985, les années 1940, 1942 et 1945 étant les seules à ne pas en compter portant sa signature (Maitre Albert Decaris, sa vie, son œuvre philatélique, 125 F, frais de port inclus, auprès du Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris).

• Hommage à Roland Garros. — Une brochure-repertoire des premières manifestations sportives du Maine-et-Loire, de 1908 à 1914, rend un hommage particulier à Roland Garros. Cette plaquette de quarante pages est vendue 40 francs au profit de la société philatélique de Cholet (renseignements, commandes : Pierre Saulgrain, 2, rue Cordouan-Dany, 31200 Toulouse).

• Vente de prestige. — Hammer's organise une vente aux enchères de très bon niveau, les 2 et 3 novembre à l'hôtel Bellevue-au-Lac, à Zürich (Suisse). Au programme, de la Russie, des colonies françaises (expertisées par Roger Calves) et une vente générale où la France se taille une belle part. Parmi quelques lots, noter, par exem-



ple : un tête-bêche du 10 c bistré Cérés de 1871, paire neuve, seule pièce connue, estimée 160 000 F ; une lettre de Saïgon, circulaire pour la vente d'une ferme d'opium, affranchie avec la plus grande unité connue, une bande de trois, du 2 c brun, estimée plus de 140 000 F ; une feuille du premier timbre de Nouvelle-Calédonie, le « Triquetrat », émis en 1859 et imprimé en lithographie, estimée 12 000 F (Hammer's, Riva Paradiso 32A, 6902 Lugano, Suisse ; tél. : 091-84-83-62).

Le Monde des philatélistes de novembre. — Le numéro de novembre du Monde des philatélistes vient de paraître. Au sommaire de ses cent vingt pages : un « spécial littérature », avec un entretien de M. Maurice Rheims, et l'Académie française illustrée par les timbres ; l'histoire postale de l'île de Robinson Crusé (Juan-Fernandez) ; Baume-les-Dames, qui devient Baume-les-Citoyennes, Saint-Denis, Française... La Révolution française entraîne une révolution toponymique, dont les conséquences postales sont très appréciées des philatélistes. A. Legay fait le point sur cette question (Le Monde des philatélistes, 15 F en kiosque.)

1^{er} NOVEMBRE

Les services ouverts ou fermés

Presse. — Les quotidiens paraissent normalement le mardi 1^{er} novembre.

Banques. — Fermées le lundi 31 octobre et le mardi 1^{er} novembre.

Postes. — Les bureaux de poste seront fermés le lundi 31 octobre à partir de 12 heures (mais la distribution du courrier sera assurée). Le mardi 1^{er} novembre, pas de distribution de courrier à domicile. Les bureaux de poste seront fermés, sauf ceux assurant le service des dimanches et jours fériés.

SNCF. — Service réduit des dimanches et jours fériés sur les lignes de banlieue. RATP. — Service réduit des dimanches et jours fériés.

Grands magasins. — Fermés à l'exception du Bazar de l'Hôtel de Ville (ouvert de 13 h 30 à 18 h 30) et de la Samaritaine (ouvert de 10 heures à 19 h 30). Ils seront ouverts le 31 octobre et le 2 novembre aux heures habituelles.

Sécurité sociale. — Les centres de la région parisienne seront fermés au public du lundi 31 octobre, à 15 heures, au mercredi 2 novembre, aux heures habituelles.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du lundi 31 octobre, à 12 heures, au mercredi 2 novembre, aux heures habituelles.

Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. — Les centres d'information de Paris et de la région parisienne seront fermés du lundi 31 octobre, à 14 h 30, au mercredi 2 novembre, aux heures habituelles.

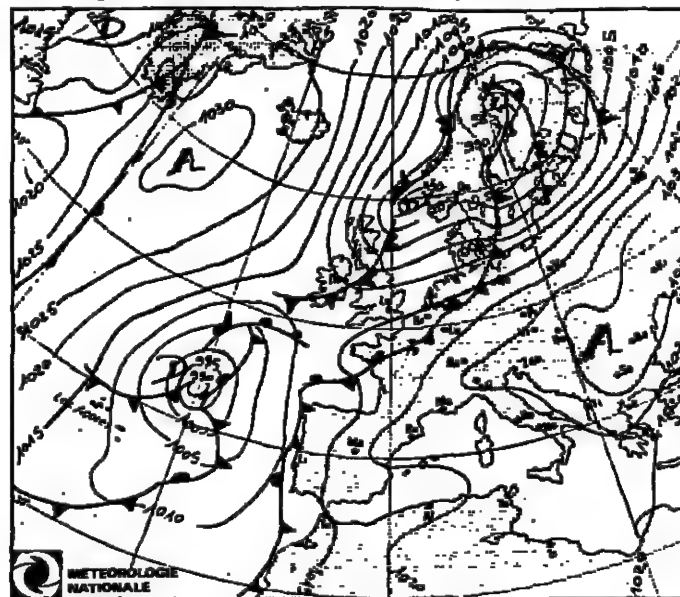
Hôtel national des Invalides. — Le musée de l'Armée, celui des plans-reliefs et le dôme royal, ainsi que l'exposition « Vues d'en haut », seront fermés. Mais l'accès à l'église Saint-Louis des Invalides sera libre pour permettre aux fidèles d'assister aux offices de 9 h 30 et de 11 heures.

Inséance de France. — Le château de Chantilly ainsi que le domaine et l'abbaye de Chailly seront ouverts le 1^{er} novembre aux heures habituelles.

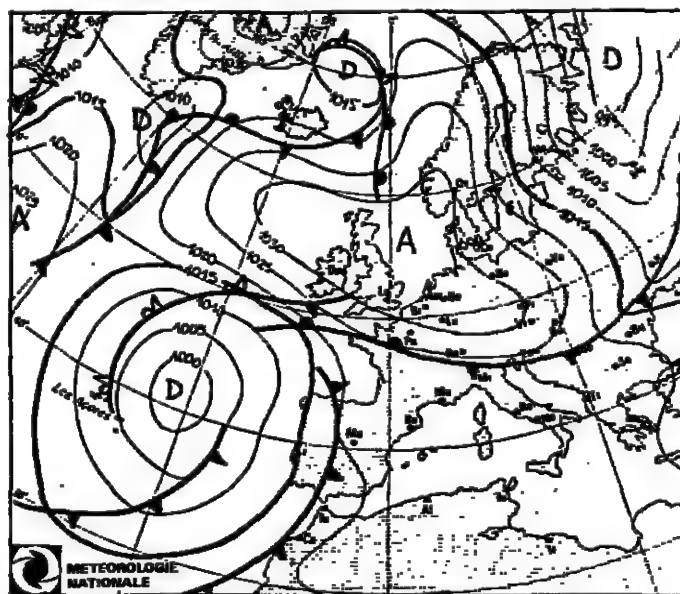
Musées. — Le Musée d'Orsay sera ouvert aux heures habituelles. Bibliothèque nationale. — Fermée du dimanche 30 octobre au mercredi 2 novembre inclus.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 OCTOBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE À 0 HEURE TU



Évolution probable de temps en France entre le vendredi 28 octobre à 0 heure et le dimanche 30 octobre à 24 heures TU.

La dépression centrée au large du Portugal continuera sur la moitié nord de France, tandis que de l'air froid en provenance d'Europe du Nord envahit progressivement le Nord et le Nord-Est de la France. Le conflit entre ces deux masses d'air génère sur la moitié nord de France, un temps très nuageux et passagèrement pluvieux.

Samedi : nuages et ondées éparses au nord, soleil au sud.

La moitié nord du pays connaîtra un temps le plus souvent très nuageux. Quelques ondées pourront même se produire le matin de la Bretagne à l'Île-de-France, au nord de l'Alsace au Pas-de-Calais. Elles se limiteront dans l'après-midi au nord-est de la France tandis que des éclaircies apparaîtront de la Bretagne et des Pays de Loire au Centre et au sud de la Bourgogne.

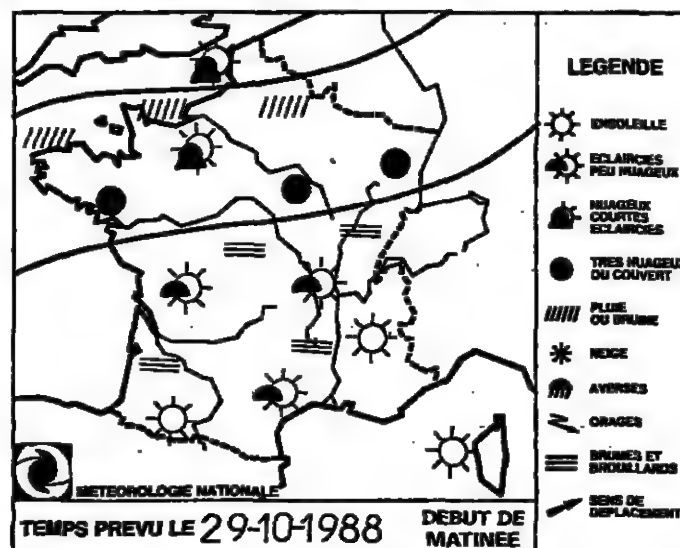
Les régions de la moitié sud se réveilleront sous les brumes et les brouillards. Généralement peu tenaces, ils feront place en matinée à un soleil généreux.

Le vent d'est soufflera assez fort près de la Manche (40 à 50 km/h). Ailleurs il sera faible à modéré de secteur nord-est sur les régions de la moitié nord, sud-est, sur la moitié sud.

Dimanche : temps sec, toujours gris au nord et ensoléillé au sud.

De la Bretagne et des Pays de Loire au Centre, au Nord, à l'Alsace et à la Franche-Comté, nombreux nuages en perspective. On pourra tout de même espérer quelques éclaircies dans l'après-midi, plus belles du sud de la Bretagne au Pays de la Loire.

Le reste du territoire bénéficiera d'une journée bien ensoléillée malgré quelques brouillards locaux au levé du jour et un voile de nuages élevés dans l'après-midi du Poitou-Charentes à l'Aquitaine. Le vent d'est sera généralement faible.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 27-10-1988 à 6 heures TU et le 28-10-1988 à 5 heures TU

FRANCE	TOURS	19	11	B	LUXEMBOURG	20	15	N
ALGER	23	11	D	TOULOUSE	21	17	N	
BARCELONE	21	15	N	POINTE-À-PITRE	22	23	D	
BORDEAUX	20	12	N	ALGER	20	17	D	
BREST	19	11	P	ATHÈNES	11	9	P	
CAEN	16	12	B	AMSTERDAM	18	10	N	
CHERBOURG	15	10	D	ATLÈS	11	9	P	
CLERMONT-FERRAND	21	12	N	BANGKOK	28	26	C	
COCOT	20	9	B	BARCELONE	22	13	C	
DIJON	21	6	B	BERLIN	16	11	P	
LYON	17	8	B	BELGRADE	10	4	D	
LIÉGEOIS	20	12	N	BRUXELLES	18	9	N	
LYON	19	15	N	LE CAIRE	25	17	D	
MASSALIA	20	13	P	COPENHAGUE	15	10	N	
NANCY	20	13	P	DAKAR	30	19	N	
NANTES	17	10	B	DELHI	32	19	D	
NICE	21	13	D	DUBAÏ	34	14	D	
PARIS-MONTY	18	10	B	GENÈVE	19	7	N	
PAU	19	12	N	HONGKONG	24	21	P	
PERPIGNAN	25	10	D	ISTANBUL	10	7	C	
RENNES	18	12	B	JERUSALEM	23	12	D	
STRASBOURG	20	13	N	LEZANNE	21	15	A	
STRASBOURG	20	10	C	LONDRES	17	10	N	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CAMPUS

Pour les stratèges de la communication

Les réseaux informatiques tiennent une place de plus en plus grande dans la stratégie des grandes entreprises et des administrations. D'où le besoin d'une formation de haut niveau sur la gestion de ces réseaux susceptible à la fois de donner aux techniciens de la communication une vision d'ensemble du management des entreprises et aux hommes d'état-major une maîtrise de ces systèmes.

C'est ce constat qui est né le projet Theseus, mis au point par des établissements de formation (Ecole nationale supérieure des télécommunications, Ecoles des mines, INSEAD), le CIBA (organisme interministériel pour l'informatique et le bureautique) et le Club informatique des grandes entreprises (CIGREF). Theseus, qui sera logé au centre scientifique de Sophia Antipolis, près de Nice, donnera une formation intensive d'un an, débouchant sur un « MBA Stratégie Réseaux », à des cadres ayant déjà une activité professionnelle. Il s'adressera aussi bien à des gestionnaires qu'à des ingénieurs informaticiens. Le programme comprendra des enseignements de base (en stratégie et management des organisations ; technologie de l'information ; économie et environnement réglementaire) et des enseignements complémentaires (sécurité ; techniques de négociation et d'expression).

Ayant une vocation internationale, Theseus travaille avec le MIT et le Politecnico de Milan. Il souhaite accueillir plus d'étudiants étrangers que d'étudiants français. Très soucieux de préserver sa « neutralité » à l'égard aussi bien de France Télécom que des grands constructeurs informatiques, il est géré par un groupement d'intérêt économique (GIE) réunissant, à parité, des établissements de formation et des entreprises (banques, industries, sociétés de service...). Les cours, qui débiteront à la rentrée 1989, seront donnés en français et en anglais. Prix de la scolarité : 150 000 F.

F. G.

(Institut Theseus, Service d'information, Rue Albert-Einstein, 06560 Valbonne, Sophia Antipolis. Tél. : 92-94-51-00.)

• Salon des langues

Le premier Salon international des langues en RFA aura lieu, du 16 au 20 novembre, à Francfort. Il est ouvert notamment aux étudiants, aux professeurs et aux traducteurs professionnels.

(Meisner, Almsburg, Alexander Dohstmann, 12 D-6500 Mainz 26. Tél. : 49 6131-81044.)

• Mythe et Révolution

Le Centre de recherche sur l'imaginaire et l'institut de sociologie de l'université des sciences

sociales de Grenoble organisent, les 25 et 26 novembre, un colloque sur « Mythe et Révolution ».

(Yves Cheles, CEP3 Palais de l'université, place de Verdun, 38000 Grenoble. Tél. : 76-54-00-04.)

• Droit de la télématique

Sciences-Po Rhône-Alpes organise, le jeudi 24 novembre, un séminaire sur le thème : « Le droit de la télématique ».

(Institut d'études politiques de Grenoble, BP 45, 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex. Tél. : 76-82-60-13.)

Prolongation jusqu'au 15 novembre

voiture 205 GTI,
voiture 309 GTI,
voiture 205 (berline 3 ou Sportes)

en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR

GRATUIT

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Banque
• **CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES** R.M. VM 372690 C
70 kms de Paris.

M&P

Démarrons une nouvelle usine, assemblée.
• **CHIEF DE FABRICATION** R.M. VM 302875 A
• **INGENIEUR "PROJETS-PROCESS"** R.M. VM 302875 B
• **INGENIEUR "ASSURANCE QUALITE"** R.M. VM 302875 C
• **CONTROLEUR DE GESTION** R.M. VM 302875 F
• **CHIEF DE PROJET - IBM 43XX** R.M. VM 302875 H

Produits et systèmes électroniques
• **RESPONSABLE MARKETING INTERNATIONAL** R.M. VM 321366 BN

• **INTERNES ou CHEFS DE CLINIQUE** Spécialisés en IMMUNO, CANCERO, MEDECINE INTERNE. R.M. VM 122753 C

• **MEDECIN DIRECTEUR ESSAIS CLINIQUES** Sud-Est R.M. VM 121761 C

• **MEDECIN** Responsable de la communication médicale. R.M. VM 122881 A

OLERS

• **MEDECIN RESPONSABLE DU GROUPE S.N.C.** Développement clinique phases I et II. R.M. VM 452197 D

• **MEDECINS CHEFS DE PROJET** Immunologie. R.M. VM 452276 B

• **VETERINAIRE** Responsable du Développement Technique Santé Animale. R.M. VM 122853 A

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR
8, rue de Bari - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRISL

EGOR

IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrondissement
PROX INTERESTANT
MARIAZ
M. ARTIS-ET-ARTIERES
Imm. rec. 11 ch. 4^e ét. sec.
petit studio, entrée, petite
cuisine, bain, w.c. cuisine.
14, rue de Beauce.
Samedi, dim., 14 h-17 h.

4^e arrondissement
LE SAINT-LOUIS
2 pièces sur rue
Cuisine AMÉNAGÉE.
4^e étage, très clair.
1,350.000 F. Paris-4.
Tél. : 43-25-38-40.

5^e arrondissement
M^{me} MONTMARNASSE
Imm. récent, bon état, 11 ch.
ch. 12, 1 bain, entrée, cuisine.
bain, w.c. cuisine.
16, rue d'Odessa.
Vendredi, samedi, dimanche.
13 h 30 à 16 h 30.

6^e arrondissement
M^{me} PORT-ROYAL
Belle imm., 11 ch. 5^e étage.
entrée, cuisine, bain, w.c.
cuisine, bain, w.c. cuisine.
Samedi, dim., 14 h-17 h.

appartements achats
CL. URGENT 110 à 140 m²
Paris, préfère 8^e, 9^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 12^e, 5^e.
PNE 07-46-73-35-42.

pavillons

A VENDRE
à VILLECRESNES (94).
Quartier résidentiel,
construction de 1988.
Pavillon de 6 pièces, cuisine,
sur sous-sol total, tout
confort, terrain clos de
515 m², vérandas, terrasses,
bassin.
Prix : 1.285.000 F.
Tél. : 43-45-88-53.

CESSON
35 KM DE PARIS
Vente pavillon 3 pièces
(48 m² habit.), cheminée,
cuisine, salle de bain, cuisine.
jardin 140 m². Parfait état.
Prix 380.000 F.
Tél. n.b. : 42-25-86-50.

propriétés
A 4 KM D'ELZEVILLE, GARD
750 000 F. part. un maison,
1 000 m² de terrain, adjoint,
salle avec chemin, 2 ch. ch.
cuisine, salle de bain, cuisine.
2^e garage, buanderie :
2^e garage pour 2 voit. et
atelier, gîte ter. couv. jard.
salle avec chemin, 2 ch. ch.
cuisine, salle de bain, cuisine.
non pour l'out. de jardin.
cette sous le n° 60008
LE MOISSE PUBLICITE
5, rue de Montmarnasse
75007 Paris.

BOULDER, COB, 10^e Saint-
Quintin, maison de ma-
nager en L. rem., sur 800 m²
bord de l'eau, pierres, poutres
appari., grand salon, 120 m²
hab., 6 p., bain, cuisine,
rendu, ch. ch. ch. ch. ch.
jard. terr. dépend. 100 m².
salle, ch. ch. ch. ch. ch.
cuisine, salle de bain, cuisine.
Habit. de maître, belle prairie.
110 000-70-25-50, d'après
soir. 420 000 F. justifié.

(80) CITE SENLIS, Cité
méd. et sec. suv. suv.
jard. 200 m², p. de L.
300 m² habit., cave gach.
3 150 000 F. tél. 158.
A. Kersch 54 43-70-25-50.

maisons de campagne

12-AVEYRON
ST-SATURN-DE-LÈVRE
A VENDRE maison sur sous-
sol avec garage : r.-de-ch.,
77.000 m², alarme volants-
alarme incendie. Prix
31.000 F. Parfait état. Tél. :
h.b. : 38-82-50-12, dom.
après 18 h. 38-18-01-05.

A vendre en Corréze belle
maison, sur 6 200 m²,
restaurant 170 m² habitable,
3 chambres, salon avec une
grande cheminée, salle à
manger, cuisine, grande salle
d'activité avec mezzanine,
salle de bain.

Prix : 390 000 F
Tél. n.b. : 42-25-86-50.

maisons individuelles
77 LONGPERRIER
9 km Roissy/Charles-de-
Gaulle, sans aucune nu-
meros, maison rurale à ven-
dre, jardin, boises, gdes
dépendances, car, RPT, tte
commod. et entre. P. n.b.
M. 60-03-47-18 le soir.

villas
NICE : VIAZOR
dispos. du plus important
fichier de villas et appart.
sur la Côte d'Azur
de St-Raphaël à Menton,
sur demande.
notre catalogue illustré,
9, av. G. Clemenceau,
06000 NICE, FRANCE, ORP
93-98-58-58 ou contactez
M. 3015, sende ORP.

terrains

Part. et terrain const. Cor-
se, rue Pasteur-Miché, 3 le 4
2 ha+2 ha. 150 F/m². Prix
Alépis 11 : 47-07-78-19
07-72-58-74 apr. 20 h sans

viagers
LA CONFIANCE
avec le spécialiste du viager
N. LAPUOS 45-54-28-66
354, r. Lacourbe, 75015.

PORT-ROYAL 4-5 P.
Rens. occupé couple 77 a.
1.100.000 F/7500 F.
LAPUOS 45-54-28-66

FONCIAL 45-45-86-18
47, AVENUE BOISQUET-7^e
Spécialiste, 48 ans expé-
rience, 1500 m² de terrain,
Avenir, Invest. Rente Indépend.

immobilier information
PROFESSIONNEL
de l'immobilier
L'ensemble des propriétés
des immeubles recensés
28 000 propriétés de
50 000 immeubles.
SESAM 45-22-99-33.

bureaux
Locations
VOTRE BIEU SOCIAL
DOMICILIATIONS
Contributions de sociétés et
tous services. 43-85-17-82.

fonds de commerce
Locations
DREST, ent. prestations de
services, aff. saine, bonne
gestion, appart. duplex TB,
sans couple actif. Secré-
taire, 1x div. divers res-
taur. form. assur. Prix en
sérieux : 150 000 F.
25.000 F/mois assurée.
Tél. : 96-42-13-51.

Ventes
A VENDRE
POISSONNIERE & MARTEAU
28300 LE PAYS
Belle maison
Tél. : (01) 87-31-55-76.

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Officiers STROH**
et **Frédérique STROH**, née Pour,
sont très heureux de faire part de la
naissance de
Léa,
le 23 octobre 1988.
7, rue de l'Échiquier,
75010 Paris.

— **Philippe GALIBERT**
et **Amélie-Christine**, née Jean,
laissent à Alexandre le plaisir d'annon-
cer la naissance de
Paul, Océan,
le 13 octobre 1988.
4, rue Léon-Delhomme,
75015 Paris.

Décès

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur et M^{me} Jacques Blanc,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Michel CIBERT,
M^{me} Pierre CIBERT,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Bernard Baboin
et leurs filles,
M^{me} Suzanne CIBERT,
Et toute leur famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 octobre 1988, du
professeur **Jean CIBERT**,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Les funérailles ont été célébrées dans
l'intimité à Saint-François-de-Sales, le
22 octobre.
— Le président et les membres de
l'Université Pierre-et-Marie-Curie
(Paris-VI)
ont le tristesse de faire part du décès de
M. Alain CONORT,
enseignant-chercheur,
survenu le 17 octobre 1988, à l'âge de
quarante-six ans, et s'associent à la
peine de sa femme Marie-Thérèse
CONORT, et de ses enfants, Frédéric et
Laurence.
— Anne Nordon, son épouse,
Didier, Viviane, Odile,
ses enfants et petite-fille,
Toute la famille,
ont le tristesse d'annoncer le décès, sur-
venu le 24 octobre 1988, de
Jean NORDON,
professeur honoraire
de mathématiques spéciales
au lycée Condorcet.
L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.
35, avenue Ferdinand-Buisson,
75016 Paris.

— **Lyon**
M^{me} Jean CIBERT,
Le docteur

SOMMAIRE

■ Le Mali a obtenu un allègement de sa dette devant le Club de Paris. Il est le premier pays à bénéficier des résolutions du sommet de Toronto (lire page 27).

■ Malgré une progression significative des recettes, le

régime général de la Sécurité sociale restera déficitaire en 1988 (lire ci-dessous).

■ Philips, Siemens et SGS-Thomson vont mettre leurs moyens de recherche en commun sur les composants électroniques des années 90: un

programme de 20 milliards de francs sur sept ans dans le cadre d'Eureka (lire page 26).

■ Un nouvel avion, le franco-italien ATR 72, a effectué son premier vol le 27 octobre dans le ciel de Toulouse (lire page 27).

Selon les derniers comptes de la Sécurité sociale pour 1988

La progression actuelle des recettes ne suffira pas à réduire le déficit du régime général

Les rentrées de cotisations du régime général de sécurité sociale continuent à progresser: la note présentée vendredi 28 octobre à la commission des comptes de la Sécurité sociale le confirme. Mais une bonne partie du gain des derniers mois sera sans doute absorbée par des dépenses supplémentaires pour l'assurance-maladie, et, de façon plus insidieuse, pour les prestations familiales. L'année 1988 s'achève donc vraisemblablement comme prévu sur un déficit de l'ordre de 9 milliards de francs.

La progression des recettes pour le régime général de la Sécurité sociale déjà enregistrée au premier semestre a continué pendant l'été: 2,1 milliards de francs supplémentaires ont été encaissés de juin à septembre. La décaissement annoncé ne s'étant pas produit, les recettes totales devraient atteindre 701 milliards de francs, le 31 décembre, au lieu des 698 milliards prévus: la note confirme ainsi les chiffres avancés fin septembre (le Monde du 20 septembre).

La croissance de la masse salariale évaluée actuellement à 5,4 %

par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS, gestionnaire de la trésorerie du régime général) dépasse encore les prévisions des comptes de la nation, pourtant portées récemment à 4,8 %. Elle correspond clairement à l'amélioration de l'emploi enregistrée ces jours-ci (le Monde du 26 octobre), mais aussi, semble-t-il, à une hausse du salaire moyen.

Mais le gain prévisible sera sans doute en grande partie mangé par des dépenses supplémentaires. Les plus attendues concernent les allocations familiales et le complément familial. En fait, la prolongation de la scolarité, qui contribue à la baisse du chômage, allonge leur durée de versement; elle va accroître les dépenses de 550 millions de francs. Parallèlement, un « redémarrage » de l'allocation parentale d'éducation « peut entraîner un surcoût de 200 millions de francs ».

Pour l'assurance-maladie, la (mauvaise) surprise vient des hôpitaux: reprise des déficits antérieurs, majoration des salaires des fonctionnaires au 1^{er} septembre, hausse des versements aux établissements médico-sociaux et aux cliniques privées, devraient gonfler la note de 1,1 milliard de francs au total.

Côté médecine ambulatoire, les remboursements d'actes médicaux

ont été conformes aux prévisions de juillet (et même inférieurs de 5,7 % pour les visites à domicile), mais les prescriptions ont « dérapé », notamment les médicaments (+3,9 %) en septembre (1). Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, la prescription moyenne par acte a augmenté de quelque 6 % au cours de l'été. Le surcoût actuel (359 millions de francs) pourrait s'accroître encore avec les correctifs apportés le 1^{er} octobre au « plan Séguin ».

28 milliards en 1989 ?

Au total, les dépenses supplémentaires pourraient atteindre 2,2 à 2,5 milliards de francs à la fin de décembre; la trésorerie restera en découvert de plusieurs centaines de millions de francs à cette date, et le déficit de l'exercice 1988 ne descendra sans doute pas en dessous de 9 milliards de francs.

Qu'en sera-t-il pour 1989 ? La note ne va pas jusqu'à. Mais les dernières prévisions, communiquées par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, à la commission des finances du Sénat la semaine dernière, aboutissent à un déficit global de 28 milliards de francs du régime général, malgré un excédent de 3,5 milliards des accidents du travail et de 3 milliards de francs de la branche famille: l'assurance-maladie serait déficitaire de 1,5 milliard et les retraites de 33 milliards.

On peut certes contester ces prévisions. Elles sont en effet fondées sur les dernières hypothèses des comptes de la nation. Celles-ci envisagent une croissance de la masse salariale de 4,5 % en 1989 (une progression de 0,7 % des effectifs et de 3,7 % du salaire moyen). Ces hypothèses peuvent être jugées pessimistes: le chiffre révisé pour la masse salariale sur l'année en cours (4,8 %) n'est-il pas encore inférieur à la croissance constatée ?

Mais les prévisions de dépenses n'ont pas non plus été réajustées. Elles ne tiennent compte ni des aménagements apportés au plan Séguin (coût: 2 milliards de francs environ) ni des dernières revalorisations des salaires des personnels hospitaliers, notamment des infirmières (coût équivalent). Et la tendance actuelle à la prolongation de la scolarité laisse prévoir un nouveau supplément de dépenses pour les allocations familiales. Le déficit global, dans ces conditions, peut difficilement être très inférieur à 24 ou 25 milliards de francs.

Le gouvernement doit encore arrêter sa position sur les mesures de financement. Si le principe du relèvement d'un point de la cotisation d'assurance-vieillesse est actuellement admis, il ne suffira pas, notamment pour assurer la trésorerie lors des coups de la mi-avril et de la mi-juin, d'autant que la mesure ne peut maintenant pas prendre effet avant le 1^{er} décembre 1988.

Mais du côté de la rue de Rivoli, on n'est pas très chaud pour pro-

ger le prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables, tantôt pour des raisons techniques (délai nécessaire à l'application), tantôt pour des raisons de principe. Sans doute la proximité des élections municipales (le prélèvement étant effectué jusqu'ici sur le premier tiers provisionnel) peut aussi constituer un obstacle.

Quant à la réforme du mode de financement du régime général, elle reste pour l'instant lointaine, bien que M. Evin souhaite toujours établir une « cotisation sociale généralisée » et qu'il ait réaffirmé son intention de déposer un projet de loi au printemps et d'engager avec les partenaires sociaux des discussions sur une réforme de l'assurance-vieillesse.

GUY HERZLICH.

(1) Ce dérapage s'expliquerait, selon la note, à la fois par l'environnement épidémique et le recours à des médicaments nouveaux ou plus chers.

ÉNERGIE

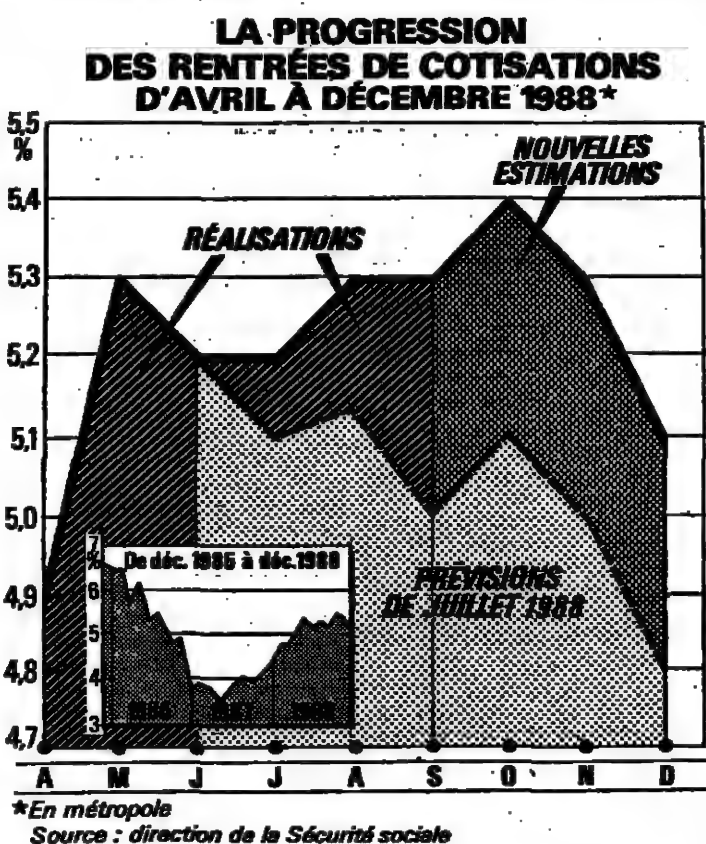
Les Emirats arabes unis réclament un relèvement de leur quota de production

Le marché pétrolier, traumatisé par l'une des rechutes les plus brutales de son histoire — près de 3 dollars de baisse sur le baril en deux jours, lundi 24 et mardi 25 octobre, suivant l'échec de la réunion de l'OPEP à Madrid le week-end dernier, semblait retrouver jeudi un équilibre précaire à des niveaux très faibles: 10,40 dollars pour le brut « Dubaï » du Golfe, 12,30 dollars pour le « Brent » britannique et 13,70 dollars pour le brut américain de référence.

Mais cet équilibre pourrait de nouveau être perturbé par la prise de position des Emirats arabes unis, quatrièmes producteurs de l'OPEP, qui ont officiellement leur opposition au plan de stabilisation ébauché à Madrid par les principaux membres du cartel (le Monde du 25 octobre). Le ministre du pétrole des Emirats a affirmé, dans une déclaration publiée jeudi 27 octobre par le ministère, qu'il n'acceptera pas un quota de production inférieur à 1,5 million de barils

par jour et qu'il « demandera un quota encore plus élevé » si la prochaine conférence de l'OPEP, prévue le 21 novembre à Vienne, décide d'accroître le plafond global du cartel.

Cette prise de position, succédant aux refus, exprimés à Madrid, de l'Irak et de l'Iran, risque de remettre en question le consensus fragile qui s'était dégagé dans cette ville pour tenter de stabiliser durablement les prix du brut, plus que jamais menacés d'effondrement.



Le commerce extérieur de la France équilibré en septembre

La balance commerciale de la France n'est nettement améliorée en septembre. En données brutes, les exportations ont atteint 88,9 milliards de francs et les importations 91,9 milliards de francs, ce qui représente un déficit de 3 milliards de francs. Mais, après corrections des variables saisonnières, les ventes à l'étranger ont atteint 90,7 milliards de francs et les importations 90,3 milliards de francs, dégageant un excédent de 400 millions de francs.

Les exportations progressent de 9,5 % en un mois et de 20 % en un an; les importations reculent très légèrement par rapport à août (-1,3 %) mais augmentent de 16 % en un an.

Le bon résultat de septembre, qui corrige ce qu'avait d'excessif celui

d'août, s'explique surtout par l'amélioration du solde industriel, qui passe d'un déficit de 8 milliards de francs en août à -400 millions. Le déficit du poste énergie (6 milliards au lieu de 6,4 en août) et l'excédent agro-alimentaire (+3,6 milliards) retrouvent leurs niveaux habituels.

Par zones géographiques, l'amélioration est quasi générale mais particulièrement forte vis-à-vis de la CEE, notre déficit revenant de 7,2 milliards en août à 1,9 milliard. Depuis le début de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 23,6 milliards de francs à comparer aux 24 milliards pour la même période de 1987.

[Ce qui est remarquable dans le résultat de septembre, c'est qu'il se situe dans un climat de haute conjoncture: les importations progressent fortement, notamment dans le domaine des biens d'équipement, ce qui est le signe que la France continue son effort d'investissement. Mais les exportations augmentent elles aussi beaucoup dans de nombreux domaines (biens d'équipement, biens de consommation, agro-alimentaire, automobile, etc.), prouvant une bonne compétitivité des produits français sur les marchés extérieurs.]

Ce bon contexte devrait se prolonger, si l'on croit les chefs d'entreprise, dont les carnets de commandes sont extrêmement chargés.

FISCALITÉ

M. Charasse annonce une révision des bases des impôts locaux

Les valeurs locatives qui servent de base au calcul des impôts locaux (taxes d'habitation et taxes foncières) vont être révisées. Cet objectif « considérable » donnera lieu à un projet de loi qui devrait être déposé sur le bureau du Parlement avant la fin de 1989, a déclaré, le jeudi 27 octobre, M. Michel Charasse devant le congrès de l'Association des maires de France. MM. Balladur et Juppé avaient prévu dans un premier temps une simple actualisation des bases de calcul des impôts locaux.

Aucune révision de fond n'a été faite depuis 1970 pour les immeubles et depuis 1961 pour les terrains. M. Charasse a souligné qu'un grand nombre de valeurs locatives augmenteraient et que, pour éviter « un transfert de charges trop lourd », il faudrait élargir dans le temps l'application des nouvelles valeurs.

BILLET

Négociations le 8 novembre dans la fonction publique

Un malentendu permanent

Depuis son entrée en fonctions, le gouvernement de M. Michel Rocard entretient avec les fonctionnaires, qui constituent une partie de son électorat, un malentendu permanent. Après bien des hésitations il a décidé, vendredi 28 octobre, de convoquer les syndicats pour une réunion salariale le 8 novembre, réunion que le premier ministre lui-même souhaitait pour cette semaine. « On ne sait plus comment on négocie avec ce gouvernement », assure M. Roland Gaillard, secrétaire général de l'Union interdépartementale FO des fonctionnaires, jeudi 27 octobre devant la presse.

D'ores et déjà, et malgré le demi-échec de la grève nationale du 20 octobre, FO a décidé d'appeler à une manifestation nationale à la mi-novembre, si possible avec les cinq autres syndicats du « front » des « six », mais « même si les autres organisations syndicales ne suivent pas ».

Le malentendu s'aggrave, avec le risque de tendre davantage le climat social. Au départ, les fonctionnaires attendaient du gouvernement socialiste, l'amélioration économique aidant, un certain relâchement de la rigueur. Espérance vaine: même aujourd'hui, après le bon résultat du commerce extérieur de septembre, le gouvernement ne veut pas relâcher l'effort en se laissant porter par une euphorie prématurée. Tout au plus admet-il qu'il n'est pas nécessaire de renforcer la rigueur.

L'autre malentendu vient de la relative modération des syndicats qui demandaient pour 1988 que 0,8 % en plus de la hausse générale en niveau de 2 % déjà accordée. Cela signifie

deux choses. En premier lieu, ils se bornent à réclamer un maintien du pouvoir d'achat (inductif), alors qu'à FO on reconnaît qu'il serait plus aisé de mobiliser si la revendication portait sur une augmentation du pouvoir d'achat. En second lieu, ils se placent dans le cadre de la « méthode Delors » de 1982-1983, visant à avoir une hausse de salaires anticipant la déflation attendue de l'inflation. Les syndicats demandent ainsi 2,8 % pour 1988, alors qu'on sait que le glissement des prix sera d'au moins 3 %.

Face à ces revendications, le gouvernement craint cependant que les syndicats, par le biais d'une « clause de fin de parcours » avantageuse, ne veuillent rétablir l'indexation des salaires sur les prix, que ses prédécesseurs socialistes avaient réussi à mettre hors la loi. Pour l'instant, il refuse donc de se laisser entraîner à accorder une nouvelle augmentation générale pour 1988.

Le problème, c'est que, en accordant unilatéralement, une hausse de 1 % au 1^{er} septembre dernier, il s'est privé d'une des rares cartes en sa possession pour alimenter la négociation. Cette semaine encore, le malentendu s'est épaissi. La proposition de M. Durandot visant à accorder deux points d'index au 1^{er} janvier 1989 (soit une hausse de 550 F en brut sur un an) a été perçue par certains syndicats comme une « base de départ » pour négocier 1989, puis 1989, par d'autres comme l'ultime et unique concession du pouvoir. A force de malentendus, le dialogue est donc devenu de plus en plus difficile.

MICHEL NOBLECOURT.

LA REPUBLIQUE DE TURQUIE LE CABINET DU PREMIER MINISTRE ADMINISTRATION DU DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT ET DES PARTICIPATIONS PUBLIQUES

AVIS

Concernant

Citosan, les Cimenteries d'Afyon, d'Ankara, de Balikesir, de Söke et de Trakya

Dans le cadre du Programme de Privatisation Turc, l'Administration du Développement de l'Habitat et des Participations Publiques (ADHPP) a désigné TÜRK EKONOMİ BANKASI A.Ş. et LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE en tant que conseillers financiers, et invite à présenter les gestionnaires/investisseurs ayant l'intention de participer à la gestion de ces entreprises, de soumettre des offres en vue de l'acquisition minoritaire des actions d'une ou de plusieurs des entreprises ci-dessus. Le reste des actions sera offert au public conformément aux principes du programme de privatisation en vigueur.

Le volume de production de chacune de ces cimenteries a atteint les chiffres suivants en 1987:

Afyon	467.212 tonnes
Ankara	735.155 tonnes
Balikesir	423.000 tonnes
Söke	241.500 tonnes
Trakya	151.500 tonnes (blanc)
	270.700 tonnes (gris)

La procédure de la vente nécessite des négociations avec des acheteurs éventuels au sujet de la vente partielle des actions détenues par l'ADHPP. Les gestionnaires/investisseurs intéressés sont invités à s'adresser par écrit, jusqu'au 4 Novembre 1988 à:

TÜRK EKONOMİ BANKASI A.Ş. Département des Services Conseil

İskitli Cad. 204, Ödökle 80050 Beyoğlu, İstanbul TURQUIE Tel (90) (1) 151 21 21 Tlx 25 358 İsbu F. Fax (90) (1) 149 85 85

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT AGRICOLE

RÉMUNÉRATION DES TITRES PARTICIPATIFS
OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des titres participatifs du Crédit Agricole - Octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50% du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés) et d'une partie variable égale à 39% de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à F 1966,3 millions en 1987 contre 2301,8 en 1986. Compte tenu du coefficient de participation de 1,582 retenu pour le coupon de 1987, le nouveau coefficient applicable à la rémunération de 1988 s'élève à 1,351%.

Le total de la rémunération fixe et variable calculée sur la base d'un TMO moyen de 9,49% (période de référence d'octobre 1987 à septembre 1988 inclus) fait ressortir un coupon égal à F 97,45 pour un titre participatif de F 1000 nominal qui sera mis en paiement le 4 novembre 1988.

CA CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

LA COMPAGNIE PARISIENNE DES ASPHALTES POURSUIT
SON DÉVELOPPEMENT DANS LE STOCKAGE INDUSTRIEL

La Compagnie Parisienne des Asphaltes, associée à UNION NORMANDE, vient de céder à NORSOLOR, filiale d'ORKEM (ex-CDF-CHIMIE), la société STOCKNORD implantée à DUNKERQUE. Cette société avait été constituée pour construire et exploiter les installations nécessaires au stockage et aux entrées-sorties du vaporaireur de NORSOLOR, et rejoint donc logiquement le groupe de son client.

Parallèlement, la Compagnie Parisienne des Asphaltes poursuit son développement dans le stockage industriel en Seine et dans le Nord, où elle dispose de dépôts représentant au total environ 1 million de mètres cubes destinés au stockage de produits pétroliers, chimiques et agro-alimentaires.

A ROUEN-GRAND-QUEVILLY, 97 000 m³ sont en cours de mise en service, qui s'ajouteront aux 380 000 m³ existants. En outre, la Compagnie Parisienne des Asphaltes va entreprendre sur ce site la construction d'un nouveau dépôt chimique spécialisé sur un quai de 4 hectares, qui viendra se substituer à leurs appointements permettant, en outre, un meilleur accès maritime.

A ROUEN-VAL-DE-LA HAYE, le dépôt de Bismard, de 56 000 m³ s'accroît de 25 000 m³ qui permettront de mettre à disposition des clients un choix important de bacs destinés aux produits non dangereux.

Dans le Nord, après cession de STOCKNORD, la Compagnie Parisienne des Asphaltes conserve ses autres installations du port de DUNKERQUE (soit 540 000 m³), qu'elle entend agrandir et moderniser.

La Compagnie Parisienne des Asphaltes a, en outre, des implantations à l'étude dans d'autres régions industrielles.

La Compagnie Parisienne des Asphaltes, fondée en 1877, mène actuellement aujourd'hui une activité de stockage de produits liquides industriels. Elle exerce aussi une activité régionale de distribution de produits pétroliers.

Elle appartient au groupe UNION NORMANDE INVESTISSEMENT, ainsi qu'au groupe B.T.T. (BIANCO, TARDY, TRAMIER) et à TOYAMEN (Philippe MONTENAY).

COMPAGNIE PARISIENNE DES ASPHALTES

GROUPE PRINTEMPS

Le Directoire de AU PRINTEMPS S.A. a arrêté le tableau d'activité et de résultats consolidés du Groupe au 30 juin 1988.

Les principaux éléments en sont donnés ci-dessous en millions de francs. Le Groupe PRINTEMPS n'ayant pas procédé jusqu'ici à une consolidation semestrielle, les éléments comparables pour le premier semestre de 1987 ne sont pas disponibles. Les chiffres correspondants pour l'exercice 1987 sont donnés à titre de référence.

	Du 1.01.87 au 31.12.87	Du 1.01.88 au 30.06.88
— Chiffre d'affaires H.T.	15 854	11 148
— Résultat d'exploitation	254	107
— Résultat courant avant impôts	286	90
— RÉSULTAT NET	175	60
dont :		
— Part du Groupe	172	16
— Part des minoritaires	3	44

Il convient de souligner que des changements majeurs sont intervenus entre les deux périodes.

1. Au 30 juin 1988 les participations dans Viniprix et Euromarché sont, pour la première fois, consolidées par mise en équivalence.

2. Au 30 juin 1988 les résultats du Groupe Redoute sont consolidés par intégration globale, mais pour quatre mois seulement, du 1^{er} mars au 30 juin. Le Groupe REDOUTE clôturait en effet ses comptes à fin février et l'OPA qui en a donné le contrôle au PRINTEMPS S.A. a été initiée en mars 1988. A partir de 1988 le Groupe REDOUTE clôturera ses comptes au 31 décembre.

Le caractère saisonnier de l'activité de plusieurs branches du Groupe PRINTEMPS, et notamment de la branche Grands Magasins, conduit à une formation des résultats de ces branches essentiellement centrée sur le second semestre. En 1988, ce phénomène sera amplifié par l'intégration de six mois d'activité REDOUTE au second semestre, contre quatre mois au premier.

Au vu de l'évolution prévisible à cette date des activités et des résultats des différentes branches et participations du Groupe, le Directoire estime que le résultat net dégagé dans le périmètre ancien du Groupe sera voisin de celui de 1987 (175 MF). Compte tenu de la mise en équivalence de VINIPRIX/EUROMARCHÉ et de l'intégration de LA REDOUTE, et bien que celle-ci ne porte en 1988 que sur dix mois au lieu de douze, les résultats du Groupe PRINTEMPS vont évidemment changer de dimensions. L'évaluation du Directoire, sous les réserves qu'impose une prévision dans de nouveaux domaines d'activité, est que le résultat net de l'ensemble consolidé devrait marquer une progression de l'ordre du simple au double. La part du Groupe dans ce résultat progresserait d'environ 50%.

En ce qui concerne la maison-mère AU PRINTEMPS S.A., il est rappelé que son activité Grands Magasins (exploitation des magasins du Boulevard Haussmann) a été apportée à sa filiale FRANCE PRINTEMPS en juillet 1988 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1988, ce qui retire toute signification prospective à son résultat au 30 juin 1988 (pour mémoire : 81 MF contre 4^e MF au 30 juin 1987). Les résultats au 31 décembre 1988 traduiront l'activité de pure société holding qui demeurera la sienne à l'avenir. Ils permettront de poursuivre la politique d'amélioration du dividende suivie dans les années antérieures.

Économie

Trois grands de l'électronique font alliance

(Suite de la première page.)

Dans une deuxième étape (1995-1996), il s'agira de circuits quatre fois plus puissants (64 mégabits) avec des traits encore plus fins de 0,3 micron.

Les sommes en jeu sont considérables : pour mettre au point ces procédés de fabrication, il faudra dépenser de 400 à 500 millions de dollars (entre 2,5 et 3 milliards de francs) au moins chaque année pendant sept ans : un total qui dépassera 20 milliards de francs. Ce programme est donc le premier d'une telle ampleur au niveau européen. Ces dépenses, assurées-on côté français, seront assumées à parts égales par les trois entreprises, qui subordonnent leur accord au soutien financier de leurs gouvernements respectifs. Reste à savoir jusqu'à quel point ils seront entendus.

Tous les pays concernés et Bruxelles considèrent JESSI d'un bon œil. Mais rien n'est acquis de façon ferme, explique-t-on chez Thomson. Compte tenu des enjeux stratégiques de ce programme, il est évident que les industriels seront aidés : si l'industrie électronique européenne veut continuer d'exister à l'avenir, que ce soit dans le secteur du grand public (téléviseurs, hi-fi...) ou dans celui du professionnel

(informatique, armement, télécommunications...), les autorités ne peuvent pas ne pas aider la recherche sur l'origine de cette filière que sont les puces. Il faut rappeler que les Européens contrôlent moins de 10% de la production mondiale de semi-conducteurs face aux Américains (39%) et aux Japonais devenus leaders ces dernières années avec 48%. En outre, les producteurs du Vieux Continent sont rattrapés au meilleur niveau technologique.

En unissant leurs forces, Philips, avec des ventes de 1,6 milliard de dollars en 1987, Siemens, avec 657 millions de dollars, et SGS-Thomson avec 860 millions de dollars, réussissent tout juste à se hisser au niveau des premiers groupes mondiaux : les japonais NEC (3,2 milliards de dollars) et Toshiba (3 milliards). Seule cette coopération leur permet donc de dégager le chiffre d'affaires et les compétences nécessaires pour mener un tel effort de recherche-développement. Mais il aura fallu, au préalable, vaincre quelques réticences de Siemens : en avril dernier, Français et Italiens s'échangeaient des déclarations du genre : « nous ne pouvons pas laisser Siemens et Philips devenir les pilotes du programme. Redoutant de devoir se contenter d'un strapontin,

ils ont donc plaidé pour un partage des tâches « équilibré ». (Le Monde du 6 avril 1988). Aujourd'hui, le tandem franco-italien à la tête de SGS-Thomson, (entreprise commune à 50/50 entre Thomson et l'italien SGS) est satisfait de la répartition des rôles prévus par l'accord. « La coopération concerne la mise au point des processus de fabrication, mais pas le développement futur des produits. Ensuite, chacun retrouve sa liberté », explique-t-on chez Thomson.

Cette mise en commun européenne était devenue indispensable. Les Japonais poussent leurs firmes occupant les premières places mondiales — et les Américains, modifiant du tout au tout leur habitudes de concurrence à l'exportation, ont décidé l'an dernier de faire eux aussi un commun. Ils ont créé une entreprise de recherche unique, Sematech, avec le plein accord des autorités anti-trust de Washington et bien entendu du Pentagone. Indispensable union des forces : le bon fonctionnement du programme JESSI, la bonne entente des gouvernements et des entreprises, seront aussi un test pour l'Europe de 1993.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Les cow-boys du capitalisme

(Suite de la première page.)

Et Kravis d'ajouter, rapidement, comme pour se défendre : « Shearson [Shearson Lehman Hutton, la banque d'investissements de RJR] marche sur mes plates-bandes ; si je ne l'arrête pas, je passerai pour un faible ». Les machos de Drexel Burnham Lambert, banquiers de Kravis, enfoncent le clou : « Ils veulent jouer aux grands, ces gamins de RJR ! Voici la première leçon, laissez tomber, sourire en coin et collez accrochés diablement bas, l'un des directeurs de la banque aux junk bonds, ces obligations « pourries », appuyées sur les actifs de la société rachetée, inventées il y a trois ans lors de la première vague d'OPA. Au bar du Delmonico, le restaurant-salon du quartier de Wall Street, les cowboys en alpaga ajustent leur cravate en buvant du « douze ans d'âge » : « Non, mais... »

Alors que toutes les lettres spécialisées et les services électroniques en temps réel (sortes de Miniflex) donnent de plus en plus dans la rumeur du type « 23 oct 1988, 14 h 23 : Smith pourrait racheter Wells ; le rachat de Pinks par Little dément », le service électronique Dow Jones, la Bible de tout ce qui vit à New-York, affiche tous les jours les listes d'OPA et de RES en cours. A vingt-cinq affaires en moyenne à tout moment, la liste est longue et change tous les jours. Cela suffit pour faire varier les cours le temps d'un dîner, de permettre aux brokers (courtiers) d'inonder leurs clients de coups de téléphone intéressés, d'arracher quelques commandes et, surtout, quelques commissions. Et, par-dessus tout, cela assure un mouvement perpétuel dans un milieu qui ne supporte rien de plus que la tranquillité.

De 52 à 87 dollars
en trois jours

« Il y a dix ans, les RES et les OPA étaient réservés à des spécialistes et payés en argent liquide, constate Théodore Forstmann du cabinet Forstmann & Little. Aujourd'hui, les principes de base de la prudence sont violés sans cesse. » James Grant ajoute : « Ceux qui ont violé les vieux principes ont gagné tant d'argent que les préteurs manquent d'arguments à leur opposer. »

C'est vrai, la spéculation payée par du papier rapporte de plus en plus d'argent. Les heureux possesseurs des actions de RJR Nabisco ont gagné, en quelques jours, 70% du montant de leurs avoirs (de 52 dollars, l'action est passée à 87 dollars en trois jours). Si les enchères pour RJR vont aussi loin que le rodéo des surenchères le promet, ils gagneront encore plus, en tout cas bien davantage que ce que l'action rapportait en « temps de paix », c'est-à-dire environ 9% par an... Qui résisterait à une telle aubaine ? Personne n'écoute les consignes de retenue données par de vieux lions comme David Roderick, président d'USX Corp. (numéro un de l'acier américain), qui assure : « Les OPA forcées ne sont pas une bonne chose pour l'avenir de l'industrie américaine, car elles ne servent que les intérêts immédiats de Wall Street. »

Les hommes prudents ont trop de joueurs contre eux. A com-

mencer par les cabinets spécialisés, comme KKR, qui ne se contentent pas de répondre à la demande : ils la créent et, au besoin, forcent les portes. Soutenus par des banquiers d'un style particulier, ceux des maisons d'investissements, rassurés par les avocats qui lorgnent le « an pour cent » du montant de la transaction, suivis facilement par des actionnaires qui, toujours déçus par les dividendes, en tout cas impatients, préfèrent que l'argent tourne aussi vite que possible, les marieurs ont le vent en poupe.

Demain IBM ?

Mais d'où vient donc l'argent ?

« C'est simple, explique M. Connolly, de la banque Dean Witter Reynolds, si vous êtes sûr de pouvoir revendre la société convoitée, plus cher que vous ne l'avez payée, vous foncez. » Car le secret, c'est la revente par appartements. Prenons l'exemple de la vénérable maison Singer qui, outre les machines à coudre, avait su développer des branches dans l'informatique de pointe. Intéressée par quelques divisions hautement spécialisées, la concurrence avait fait savoir qu'elle était prête à les payer très cher. Singer ne voulant pas s'en défaire, un raider, aidé par des banques, a lancé une OPA sur la totalité du capital en utilisant un moyen financier dangereux mais devenu classique : il gage ses emprunts sur les prix promis par les repreneurs. Aujourd'hui, Singer n'existe plus et le raider a empoché, personnellement, 45 millions de dollars en six mois, sans parler des commissions versées aux banques et aux avocats.

Alors, on se défend comme on peut. Kraft, par exemple, met en place une vaste « recapitalisation », afin d'éloigner Philip Morris. Cette recapitalisation lui créera une dette qui, en principe, devrait décourager les candidats au rachat. Cherchant

à se protéger en augmentant leur taille et leur endettement, les sociétés deviennent elles-mêmes des raiders », note Mme Linda Newman, d'Atlanta Capital, une firme d'investissements new-yorkaise.

Surtout que « la taille n'est plus un obstacle », clame Robert Raiff, directeur chez Morgan Stanley. C'est vrai dans la mesure où RJR Nabisco paraissait, il y a quelques jours encore, intouchable en raison de son immense valeur boursière. Pis : plusieurs analystes estiment que KKR est en mesure de réunir 50 milliards de dollars, à condition de trouver une cible. Alors, demain, IBM (73 milliards de dollars de valeurs en Bourse au cours actuel), Ford, General Motors, Eastman Kodak ? « J'ai décidé que je ne ferais plus rien pour protéger ma société, car je ne peux rien faire », affirme Richard Single, directeur général de McCormick (épices).

Toutes les OPA ne sont pas des promenades. Le raider québécois Robert Campeau, qui a racheté, au printemps dernier, la chaîne de détail Federated Stores, l'apprend actuellement à ses dépens. La banque First Boston Corp. vient de renoncer à l'émission d'obligations (en l'occurrence des junk bonds) de 1,15 milliard de dollars destinées à couvrir les frais financiers de Campeau, en attendant la conclusion des reventes... Que fera Campeau ? Il vendra sans doute des morceaux de choix qu'il aurait voulu garder pour lui.

Malgré les énormes dangers des RES et des OPA, qui augmentent artificiellement les prix des titres et, par là même, diminuent les rendements à terme des boursiers, la vague ne semble pas devoir mourir rapidement. L'Amérique succombe à la plus coupable des facilités : gagner de l'argent vite, sans se soucier du trimestre suivant...

CHARLES LESCAUT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Union Normande Investissement
et
la Cie Parisienne des Asphaltes
ont cédé à ORKEM (ex CDF Chimie)
la Société Stocknord
la Banque Commerciale Privée a conseillé
dans cette transaction
Union Normande Investissement
et la Cie Parisienne des Asphaltes

Banque Commerciale Privée

مكثا من الأصل

Économie

ÉTRANGER

Réunion des créanciers publics au Club de Paris

Le Mali, premier bénéficiaire des résolutions du sommet de Toronto

Le Mali a obtenu jeudi 27 octobre de ses créanciers publics un allègement de sa dette de 17 milliards de francs CFA soit 340 millions de francs en application des mesures de soutien aux pays très pauvres dont le Club de Paris a été chargé. Les échéances en principal et en intérêt allant d'août 1988 à octobre 1989 seront, selon les créanciers, annulées du tiers, étalées sur vingt-cinq ans ou seront leurs taux d'intérêt réduits de 3,5 points par rapport aux taux du marché. Contraste des pays se présentant devant le Club de Paris, le Maroc avait obtenu mercredi 26 octobre un rééchelonnement de 730 millions de francs de tirages spéciaux (6 milliards de francs) des remboursements échus entre juillet 1988 et décembre 1989 selon des modalités plus classiques. Mais chacun espère, compte tenu des progrès réalisés par l'économie marocaine, qu'il s'agira du dernier exercice du Club de Paris avec ce pays.

L'un des pays les plus pauvres de la planète, le Mali, a joué les vedettes involontaires en devenant le premier champ d'application concret de la politique d'allègement de la dette, définie par les nations industrielles et orchestrée par le Club de Paris. Pour cet Etat africain géographiquement enclavé, aux prises avec tous les fléaux du sous-développement, l'octroi d'une bouffée d'oxygène était devenu vital. Pour le forum des créanciers publics qui s'est tenu sur son cas, l'occasion était venue d'apporter la preuve que la concertation internationale pouvait être efficace et rapide sur un sujet délicat.

La nécessité de venir en aide aux plus démunis s'était imposée depuis des mois. Des initiatives commençaient à fleurir à Londres, Ottawa ou Bonn, lorsque le président Mitterrand, au sommet des sept principaux pays industriels réunis à Toronto, en juin dernier, lança l'idée d'un « menu » de trois options pour alléger la dette des pays les plus pauvres : l'annulation d'une part de cette dette, la réduction des taux d'intérêt dont elle est assortie ou l'allongement des délais de remboursement. « Trois mois et trois jours plus tard », comme aime à le souligner le président du Club de Paris, Jean-Claude Trichet, un consensus permettait de lancer officiellement la machine à l'occasion de l'assemblée du Fonds monétaire international à Berlin, fin septembre. Un tour de force dont le directeur du Trésor français a quelque raison d'être satisfait.

Il lui fallait obtenir l'assentiment des 18 membres les plus actifs du forum qu'il présida, sur la base d'un accord passé à sept. Il devait surtout trouver une clé permettant d'établir des équivalences entre trois types d'efforts impossibles à comparer en termes purement financiers : annuler une part de la dette ou en bouclier les taux d'intérêt permet de réduire, en volume, l'endettement des bénéficiaires ; allonger les délais de paiements ne comporte guère d'élément de don. Les Etats-Unis ne pouvant, pour des raisons législatives, qu'envisager cette dernière solution, leurs partenaires ont admis de prendre en compte la part de risque qu'impliquent des rééchelonnements portés à vingt-cinq ans.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale ont donné leur préférence à une réduction des taux de 3,5 points par rapport à ceux du marché. Si ces derniers tombaient en dessous de la barre de 7 %, c'est à une réduction de moitié qu'on assisterait. Quant à la France, elle s'en tient à la décision annoncée à Toronto par le chef de l'Etat d'annuler purement et simplement 30 % des échéances.

Le Mali se prêtait parfaitement à un premier exercice. Son revenu par habitant est dérisoire, 200 dollars par an. La sécheresse et le faible cours du coton — l'une des seules ressources du pays à l'exportation — ont encore aggravé une situation rendue intenable par une dette supérieure au revenu national, 1,6 milliard de dollars (9,8 milliards de francs) et dont les remboursements annuels avaient doublé en quatre ans pour passer de 46,3 millions de dollars en 1985 à 91,6 milliards en 1988, avant rééchelonnement.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

La Commission de Bruxelles veut taxer les photocopieurs japonais importés des Etats-Unis

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Onze Etats membres sur les douze de la Communauté estiment avec la Commission européenne qu'il convient de frapper d'une taxe anti-dumping les photocopieurs japonais Ricoh qui sont assemblés en Californie puis exportés, notamment vers la Communauté. C'est ce qui est apparu, jeudi 27 octobre, lors de la réunion du « Comité de l'origine » qui rassemble des experts de la Commission européenne. Cependant, le représentant des Pays-Bas s'est exprimé contre une telle sanction, et la décision a été reportée à la fin novembre.

Enfin, la troisième condition préalable fixée par les gouvernements créanciers, qui représentait la quasi-totalité de cette dette, avait été remplie. En août dernier, le FMI octroyait un crédit *stand by* de 12,7 millions de dollars de tirage spéciaux (103 millions de francs). Préoccupé par l'endettement des plus pauvres, en grande majorité des pays africains, le Fonds avait également accordé un prêt au titre de la facilité d'ajustement structurelle (FAS), une option aux conditions très douces, de 32,26 millions de DTS.

Mission impossible

Cet assaut de bonne volonté ne porte pas sur des sommes impressionnantes. Il implique, en outre, de la part du Mali et de la part des autres pays amenés à bénéficier de la FAS comme des nouvelles règles du Club de Paris, un effort d'ajustement économique dont le coût social est difficile à amortir. Presque totalement démunis, le Mali a sans doute de sérieux progrès à faire en matière de gestion. Libérer la part comme l'économie implique des compressions délicates de personnel. Mener une politique d'austérité dans un pays où l'espérance de vie est évaluée à quarante-sept ans tient de la mission impossible. Au moins le Mali pourra-t-il chercher une issue sur des bases moins absurdes qu'aujourd'hui.

D'autres pays bénéficieront de ce type d'allègement partiel. Mais l'importance même qu'a prise le Club de Paris illustre la gravité de la crise de la dette, déclenchée en août 1982 par la quasi-faillite mexicaine : depuis le 1^{er} janvier 1983, plus de 80 milliards de dollars de dettes ont été rééchelonnés dans son ensemble.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

TRANSPORTS

Le premier vol de l'ATR 72

Naissance d'une famille d'avions franco-italiens

L'avion de transport régional ATR 72 a effectué, jeudi 27 octobre, à Toulouse, son vol d'essai inaugural. Le premier exemplaire de ce nouvel avion, construit par le français Aérospatiale et l'italien Aeritalia, devrait être livré en juillet 1989. Cette mise sur le marché d'un appareil destiné au transport à courte distance de petites quantités de passagers marque la naissance d'une véritable gamme d'avions (ATR 42 et ATR 72) qui semble promise au même succès que l'Aérobus.

C'est la percée de l'ATR 42, le « petit » frère aîné, qui a convaincu ses pères de fonder une véritable famille. « Notre société était convaincue qu'il ne fallait pas laisser s'installer dans ses usines une « monoculture » Airbus, d'autant que ses activités connaissent des creux, explique M. Henri-Paul Puel, directeur commercial ATR à Aérospatiale. Nous avons donc travaillé sur un projet d'avion de trente-huit places, et lorsque nous avons cherché un partenaire pour supporter les frais de lancement, nous avons découvert que les Italiens travaillaient sur un projet de trente places. Nos expériences des Etats-Unis et une enquête auprès de cent dix-neuf compagnies aériennes m'ont vite persuadé que nous devions viser le créneau du cinquante places. »

Ainsi est né en 1984 l'ATR, « commutateur », comme disent les

anglo-saxons, à aile haute, propulsé par deux turbo-propulseurs Pratt et Whitney, et capable d'emporter de quarante-deux à quarante-huit passagers à 490 km/h sur des distances de 1 500 km. Son cockpit très économe est directement inspiré de celui de l'Aérobis A 310. Ses atouts ? « Il emporte dix passagers de plus que son concurrent canadien, le Dash 8-100, et il coûte 2,5 millions de dollars (52 millions de francs), soit 1,5 million de dollars de moins que le Fokker 50 néerlandais », répond M. Puel.

L'ATR 42 a traversé deux océans. La première a été l'océan Atlantique le 15 octobre 1987, à un exemplaire de la compagnie italienne ATI. Le pilote n'avait pas connaissance des instructions lui prescrivant d'augmenter la vitesse en cas de givrage et il a tiré le manche au lieu de le pousser lorsque son avion a décroché. La catastrophe a fait treize morts. « Nous avons refait tous les calculs, tous les essais et nous sommes sûrs de notre appareil », affirme M. Puel. Nous proposerons aux petites compagnies de les aider à mieux former leurs équipages aux phénomènes de givrage. » Le deuxième pépin a été un vieillissement plus rapide que prévu d'un panneau de la voiture qui, aux essais, présente des fentes au bout d'une durée équivalente à cinq ans d'exploitation. Le plus vieux ATR 42 ayant trois ans d'exploitation, il a été décidé de renforcer la pièce incriminée à l'occasion des visites périodiques.

Le succès commercial de l'ATR 42 est indéniable. Cent cinquante et un exemplaires ont été vendus et cinquante-quatre en options ferme. Trente compagnies exploitent cent huit avions, et parmi elles, les « majors » américains Texas Air et Panam. Malgré une production qui passera de quarante-neuf à cinquante-cinq appareils par an, tous les avions sont vendus jusqu'en 1991.

Début 1986, le président d'Aérospatiale, M. Henri Martre, et celui d'Aeritalia, M. Renato Bonifacio, décident qu'il faut consolider cette percée et maintenir la répartition des tâches : pour Aérospatiale, les ailes et le cockpit ; pour Aeritalia, la

carlingue et l'empannage. Ils lancent, sur leurs fonds propres, l'ATR 72, dont le fuselage, le cockpit et la voiture présentent de nombreuses parties communes avec l'ATR 42. Mais le nouvel avion est plus grand (de soixante-six à soixante-quatorze passagers), vole plus vite (530 km/h) et plus loin (vol moyen de 2 700 km). Il est certes, un peu plus cher (11,5 mil de dollars, soit 70 millions de francs), mais il a tout de même été vendu à vingt-trois exemplaires ferme et à trente-trois en options. Il intéresse les grandes compagnies européennes désireuses de substituer à leurs vieux DC 9 et Boeing 737 pour certains trafics régionaux.

Sans attendre que soit atteint le seuil de rentabilité du programme ATR, qui tourne autour de cinq cents avions vendus (deux cent soixante et onze à ce jour), Aérospatiale et Aeritalia étudient la possibilité d'agrandir la famille avec un ATR 92 — en fait un cent places — qui puisse à la fois satisfaire les agents de voyages en quête de charters de petite taille et les hommes d'affaires se rendant dans les capitales régionales. Les Espagnols pourraient se joindre à cette coopération industrielle et ATR devenir synonyme d'Airbus pour le plus grand bien de l'Europe aéronautique.

ALAIN FAUJAS.

● Nuits inculpations après l'accident de l'ATR 42. — Le magistrat chargé de l'enquête sur l'accident, le 15 octobre 1987, d'un bi-turbopropulseur ATR 42 de la compagnie italienne ATI a rendu ses conclusions. Trente-sept personnes avaient été tuées dans la chute de l'appareil près du lac de Côme (Italie). Le juge a estimé que l'accident était dû à la sensibilité de l'appareil à la glace, aux modalités d'utilisation de l'avion, au contrôle insuffisant des autorités et à la formation insuffisante des pilotes d'ATI. Il a inculpé trois responsables de l'aviation civile italienne, le chef du registre aéronautique, le chef pilote, le chef des opérations et le responsable des manuels de vol, le directeur du secteur ATR d'ATI et l'un des ingénieurs d'Aérospatiale, fabricant de l'avion avec Aeritalia. — (AFP.)

Our articles speak your language.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

TRADUCTION DU TEXTE CI-DESSUS :

« NOS ARTICLES PARLENT VOTRE LANGUE »

The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

les armes de la compétition

Comment adapter l'entreprise à l'évolution des marchés. Objectif 92. E. Harlé, G. Chevalier, J. d'Heraene.

Réflexion et synthèse indispensables pour relever le défi 92 : production, concurrence, management stratégique. Dunod Entreprise - 192 p. - 150 F.

Objectif export. P. Aussure. Guide opérationnel pour les affaires internationales de l'entreprise : marketing, financement, investissement, logistique, établissement de contrats... Dunod Entreprise - 352 p. - 195 F.

Ramsès 89. IFR. Guide annuel pour comprendre l'actualité internationale à travers la prise en compte et l'analyse des événements géopolitiques marquants. 400 pages - Prix de souscription : 142 F jusqu'au 30.10.88 - 158 F à partir du 1.11.88. Pour aller plus loin.

Le COCOM libéralise les exportations des hautes technologies vers la Chine

Le comité exécutif du COCOM, réuni pendant trois jours à Paris, a décidé de donner un coup d'accélérateur à la libéralisation des exportations occidentales de haute technologie vers la Chine, et a-on appris jeudi 27 octobre.

Le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) est un organisme informel de seize membres (les quinze pays de l'OTAN et le Japon) qui a pour mission de protéger l'avance technologique occidentale dans les domaines sensibles aux convoitises des pays communistes. La France et la Grande-Bretagne sont parmi les plus chauds partisans de cette libéralisation, estimant que la Chine d'aujourd'hui doit être traitée comme un pays « coopératif ».

La réunion a aussi été marquée par les critiques communes des Européens et des Japonais contre la nouvelle loi américaine du commerce, en particulier les dispositions punissant les compagnies étrangères qui pourraient violer les interdictions du COCOM.

Les Etats-Unis ont également été critiqués pour la teneur manifestée dans l'allègement des listes de restrictions à l'exportation de produits considérés comme « bas de gamme ».

Européens et Japonais estiment que les contrôles seront d'autant plus efficaces qu'ils seront concentrés sur les matériels « haut de gamme » pouvant avoir des applications militaires dangereuses pour la sécurité de l'Occident.

Marchés financiers

La bataille boursière sur la Société générale

La Caisse des dépôts détient 30 % de la filiale de Marceau Investissements

Le comité des établissements de crédit devait se réunir dans l'après-midi du vendredi 28 octobre, à Paris, pour statuer sur la demande d'autorisation déposée par M. Georges Pélissier, le président de Marceau Investissements, pour pouvoir franchir le seuil des 10 % dans le capital de la Société générale. M. Pélissier avait annoncé, lundi 24 octobre, qu'il possédait déjà 9,16 % des actions de la quatrième banque commerciale française.

Les membres de ce comité ont reçu, jeudi 27 octobre en fin de journée, un dossier succinct sur cette demande. Ils devront se déterminer en tenant compte du projet, des moyens envisagés et de la qualité des apporteurs de capitaux, comme le précise la loi bancaire. Le dossier est assez bref.

Outre la répartition du capital de Marceau Investissements

(le Monde du 25 octobre), il indique une cascade de sociétés financières qui permettent d'aboutir au capital de la Société immobilière de gestion et de participations, la SIGP. Dans cette société anonyme, au capital de 3 090 millions de francs, présidée par M. Pélissier, on retrouve, à hauteur d'un peu plus de 50 %, Marceau Investissements, pour quelque 30 %, la Caisse des dépôts et consignations et d'autres investisseurs français et étrangers.

Le comité demandera-t-il un supplément d'informations ou souhaitera-t-il trancher rapidement ? Certains estiment que, pour une affaire de cette importance, il est nécessaire que le comité puisse juger en parfaite connaissance de cause. D'autres estiment que, compte tenu des enjeux boursiers, il est urgent qu'une décision soit prise.

L'assurance-vie connaît un nouvel envol

L'assurance-vie connaît actuellement en France une véritable explosion. Après avoir augmenté de 23 % en 1987, le chiffre d'affaires total des sociétés vie et capitalisation a progressé à nouveau au cours du premier semestre 1988, de 36 %. Une évolution soulignée par M. Jacques Lallemand, le président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), à l'occasion de la présentation, jeudi 27 octobre à Paris, du rapport annuel 1987 de la profession.

Cet envol de l'assurance-vie et des contrats de capitalisation (qui représentent désormais 41 % du chiffre d'affaires de l'assurance) s'explique par plusieurs raisons. Il reflète le besoin des Français en matière de retraite et leurs préoccupations à l'égard de l'avenir du système de protection sociale. Il est ensuite, et pour partie, une conséquence du krach de 1987, les épargnants préférant maintenant souscrire des contrats d'assurance-vie plutôt que d'acheter directement des actions devenues à haut risque. Il est aussi la conséquence de l'apparition de nouvelles sociétés d'assurance-vie, généralement créées par les banques

(Prédica au Crédit agricole par exemple).

Malgré cette progression, la France reste au cinquième rang mondial en assurance-vie, alors qu'elle se situe au quatrième rang en assurance-dommages (automobile, multirisque, habitation...). Le chiffre d'affaires vie et capitalisation des sociétés françaises a atteint 118,2 milliards de francs en 1987. Pour l'assurance-automobile, les encaissements ont atteint 61,4 milliards de francs. Chaque Français a versé en moyenne, en 1986, 1 661 F de primes au titre de l'assurance-vie, ce qui est bien inférieur à l'effort de l'Allemand de l'Ouest (2 638 F), de l'Anglais (3 142 F), de l'Américain (4 050 F) ou du Japonais (6 288 F). Le président de la FFSA a, d'autre part, annoncé la mise en place d'un « comité de réflexion assurances 1992 » présidé par M. Georges Pélissier, ancien président des AGF et de Suez, et composé d'hommes de compétence et d'autorité extérieurs à la profession, des universitaires pour la plupart.

E. I.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE OPTORG

RÉSULTATS AU 30 JUIN 1988

La situation de la Compagnie OPTORG au 30 juin 1988 se traduit par un bénéfice net de 14 448 328 F contre 20 347 703 F au 30 juin 1987. Cette réduction résulte, pour l'essentiel, d'un décalage d'encaissement des dividendes.

Le résultat consolidé au 30 juin 1988 atteint, pour la part du Groupe, 685 000 F contre, à périmètre comparable, 7 282 000 F au 30 juin 1987. Cette diminution est imputable principalement aux pertes subies au Cameroun, pays où la conjoncture économique s'est trouvée gravement obérée par une crise financière d'une ampleur exceptionnelle. Les résultats des filiales sénégalaises et gabonaises, par contre, sont en nette amélioration, et la situation des filiales françaises reste globalement satisfaisante.

Pour l'exercice 1988, selon les éléments connus à ce jour, et conformément aux indications précédemment communiquées, les résultats du Groupe devraient se situer à un niveau comparable à celui de 1987.

Pour remplacer M. Charles Achach, Mme Yvette Chasseigne, MM. Eric Dufour et Jack Francis, Administrateurs démissionnaires, le Conseil du 26 octobre 1988 a coopté :

la SCAC (représentant permanent : M. Vincent Bolleré)

M. Michel Donnay (Président de la société commerciale Intergras-Impradé international)

M. Christian Pellerin (Président du Groupe Sari-Seori)

M. Jean-Claude Soys (Président du Directoire de la banque Louis-Dreyfus).

GROUPE SEGIN

Un résultat net en hausse de 73 % au premier semestre 1988

Le chiffre d'affaires au premier semestre 1988 s'est élevé à 202,5 MF (contre 161,4 MF au 30 juin 1987), réparti en 38,3 % monétique, 24,5 % télématique, 26 % ingénierie, 8,4 % télétravail, et 2,8 % autres activités. (Ces chiffres tiennent compte des réalisations d'ALPISA 21 depuis le 1^{er} janvier 1988).

Le groupe SEGIN affirme ainsi une évolution conforme à ses prévisions : 27 % de croissance, soit un chiffre d'affaires compris entre 415 et 420 MF pour 1988.

Le résultat net au 30 juin 1988 est en hausse de 73 % par rapport au 30 juin 1987 avec 9,3 MF.

Par ailleurs, l'augmentation de capital réalisée dont le produit net d'émission devrait s'élever à 60,3 MF conforte les moyens de SEGIN pour ses projets de croissance externe.

Après la prise de participation de 70 % dans ODS (SSII espagnole), le groupe poursuit sa politique d'implantation européenne et de distribution mondiale des produits de sa filiale NETSYS.

Le Simco

Le montant des loyers émis par la société au cours des trois premiers trimestres de l'année 1988 est le suivant comparé à celui de 1987 :

	1987	1988
1 ^{er} trimestre	70 497 354 F	87 651 239 F
2 ^e trimestre	67 828 693 F	85 749 848 F
3 ^e trimestre	68 460 487 F	89 590 884 F
	206 786 534 F	262 991 971 F (1)

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatoires dues par l'Etat.

(1) Le chiffre d'affaires des trois premiers trimestres 1988 tient compte de la fusion avec IMMINDO SA réalisée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1988.

NEW-YORK, 27 octobre

La baisse s'accroît

Réamortis depuis vingt-quatre heures, le mouvement de baisse s'est accentué, jeudi, à Wall Street. A la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 2 140,82, soit à 24,36 points au-dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la séance a été plus mauvais encore que ce résultat. Sur 1 948 valeurs traitées, 1 195 ont fléchi, 311 ont monté et 442 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, la fièvre des OPA, qui avait soutenu la Bourse la semaine passée, inquiète maintenant, va le danger que l'économie financière de ces opérations fait peser sur le marché du crédit.

Il y a deux jours déjà, M. Alan Greenspan, président du Fed, avait appelé les banques à la prudence avant de se lancer dans le financement de telles opérations de rachat. La First Boston, en tout cas, a engagé des négociations avec Campenon Corp. pour restructurer le financement du rachat de Federated Department Stores.

L'activité s'est encore accrue, et 196,54 millions de titres ont changé de mains, contre 181,55 millions.

VALEURS	Cours du 27 oct.	Cours du 28 oct.
Alcoa	55 5/8	56 3/8
A.T.T.	27 3/8	27 1/8
Bell	85 5/8	84 7/8
Boeing	82 3/8	82 1/8
Du Pont de Nemours	82 7/8	81 1/4
Eastman Kodak	42 5/8	42 7/8
Exxon	48 1/4	47 3/8
Ford	53 1/8	52
General Motors	44 5/8	43 1/2
IBM	121 3/4	120 3/8
J.M. Smith	44 3/4	44 1/4
Motor	59 1/4	57 3/4
Petroleum	32 1/4	32 1/2
Rockwell	48 1/8	47 1/2
Union Carbide	57 3/4	57
Westinghouse	53 3/4	53 1/4
Wheat Corp.	80 1/4	80

LONDRES, 27 octobre

Indécision

Les cours des valeurs ont nettement réduit leurs gains en clôture jeudi, après la forte progression enregistrée à la veille. D'une part, d'une nette réduction de la balance des paiements britanniques en septembre. La forte baisse de Wall Street à l'ouverture a considérablement réduit la hausse, et l'indice Footsie des cent valeurs a clôturé à 1 852,1, en progression de 1,4 point (+ 0,07 %). Le marché était toutefois plus actif, avec 581,5 millions de titres échangés, contre 481 millions la veille. Durant cette séance dominée finement par l'indécision, les actions ICI demeuraient inchangées, malgré l'annonce d'un bénéfice record pour les neuf premiers mois de l'année 1988. Renault s'est, quant à lui, très légèrement apprécié après la publication de bons résultats semestriels. Le défilant de produits surgelés Beigen s'est distingué à la hausse après le lancement de l'OPA de Iceland Frozen Foods. L'augmentation à 20 % de la participation de Bond d'exportation dans Lantoro n'a pas eu d'effet sur les titres. Les valeurs internationales (Jaguar), les pharmaceutiques (Becham) et bancaires (Lloyds) se sont raffermies.

Les fonds d'Etat ont progressé, ainsi que certaines mines d'or.

PARIS, 28 octobre

Calmé

La dernière séance de la semaine s'est déroulée dans le calme, nombre d'investisseurs préférant rester en marge à la veille d'un long week-end de quatre jours. L'indice de référence, qui avait ouvert sur un gain infime (+ 0,02 %), terminait la séance à + 0,52 %. La VIF repart de 24,38 points du Dow Jones après les avertissements lancés par M. Alan Greenspan, président du Fed, sur les OPA et posé sur la tendance, venant s'ajouter au mouvement de consolidation observé depuis le début de la semaine. Toutefois, un élément positif a cependant redonné un peu d'essor à l'évolution des cours d'ouverture, après la légère tendance à la baisse observée en RFA. La MATIF était donc orientée à la hausse, le contrat de décembre gagnant 0,38 %. La journée a été marquée par un nouvel épisode dans la bataille pour la prise de contrôle d'Epide-Bertrand-Fauré que se livrent Valeo et la direction de cette firme. M. Pierre Richier, président d'Epide avec le CCF, et des affiliés (Compagnie du Midi, Crédit agricole, Société générale, AGF, GAN, Mutuelles générales de France, Michelin et Peugeot) ont signé une contre-OPA au prix de 1 250 francs par action et de 600 francs par bon de souscription.

Il s'agit ainsi de la quarantième offre d'achat ou d'échange depuis le début de l'année, ce qui est considérable comparé aux dix-huit de 1987. Les hausses étaient en revanche pour la plupart orientées à la baisse, notamment le Crédit lyonnais et la Paribas de reconquête. M. Pierre Richier réajustait peu après la publication de la forte progression de près de 44 % des résultats consolidés semestriels. La société Vitecon, qui a franchi le seuil des 20 % dans le capital d'Epide Investissements, a précisé ne pas vouloir prendre le contrôle de cette firme et que la nomination du président de la Compagnie financière Paribas au poste d'administrateur d'Epide Investissements, était à l'ordre du jour de l'assemblée du 28 octobre.

TOKYO, 28 oct.

Irégulier

Après trois journées de hausse, la séance s'est déroulée très irrégulièrement, vendredi, au Kabuto-cho. La matinée avait pourtant bien commencé. Mais rapidement des ventes bénéficiaires vinrent réduire l'effet initial. A midi, l'indice Nikkei perdait 100,67. Le marché réussissait, néanmoins, à redresser un peu la barre et, à la clôture, le Nikkei s'élevait à 27 741,34 (+ 18,42 points).

Nous assistons à des déplacements de capitaux vers les titres, qui étaient calmes hier, alors que ceux qui étaient montés ces derniers jours sont vendus, disait un courtier.

La communication, les maisons de titres et les banques ont fait partie des secteurs de la cote affectés par les prises de bénéfices. Une très forte activité a régné, avec 2,5 milliards de titres échangés, contre 2 milliards la veille.

VALEURS	Cours du 27 oct.	Cours du 28 oct.
Abt.	542	546
Banque	1 220	1 220
Casio	1 300	1 280
Fujitsu	3 100	3 080
Hitachi	1 880	1 870
Mitsubishi Electric	2 220	2 200
Mitsubishi Heavy	1 020	1 040
Sony	8 800	8 880
Toshiba	2 480	2 480

FAITS ET RÉSULTATS

■ **Manufacture Michelin :** résultats en hausse. « La Manufacture française des pneumatiques Michelin, qui regroupe les activités du numéro deux mondial du pneumatique en France, a enregistré, pour le premier semestre, un résultat net de 152,36 millions de francs (contre 82,32 millions) pour la même période de 1987. En raison de différentes opérations comptables, ces deux résultats ne sont pas tout à fait comparables », précise Michelin. Le chiffre d'affaires hors taxes de la Manufacture s'est élevé, au 30 juin, à 8,79 milliards de francs (contre 8,21 milliards de francs au premier semestre de l'année dernière). « Au niveau de l'exploitation, commente Michelin, on constate une sensible augmentation du chiffre d'affaires (+ 7 % environ), mais les charges d'exploitation ont subi une hausse nettement plus forte en raison essentiellement de l'importante augmentation constatée sur le cours des matières premières. Le résultat d'exploitation s'est élevé à 413,47 millions de francs (contre 387,05 millions), mais il ne reste supérieur à celui du premier semestre 1987 que grâce au reversement de redevances » par la Compagnie générale des établissements Michelin à la Manufacture.

■ **Philippe accroit ses bénéfices de 20 %.** « Le bénéfice net du groupe aéronautique s'est élevé à 161 millions de francs (483 millions de francs) pour le troisième trimestre de cette année, soit une

hausse de 20 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière. D'une part, l'augmentation du chiffre d'affaires est passée de 12,58 à 13,56 milliards de francs (37,7 à 40,7 milliards de francs). Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net atteint 499 millions de francs (contre 554 millions) — 1 milliard de francs — pour un chiffre d'affaires de 39,02 milliards, contre 36,74 milliards (117 milliards de francs). Le résultat d'exploitation pour la période janvier-septembre 1988 s'est établi à 2,06 milliards de francs (6,2 milliards de francs), soit 49 millions de francs de moins qu'en 1987 à pareille époque. Pour l'ensemble de 1988, Philippe attend un bénéfice net qui ne sera pas inférieur aux 818 millions réalisés en 1987, compte tenu des mesures de réduction des coûts mises en œuvre et de certains profits particuliers escomptés.

■ **Metal Box renonce à acquérir Peremba.** « Le groupe britannique Metal Box a indiqué, le 27 octobre, qu'il renonçait à acquérir la participation majoritaire de Nord-Est (groupe Paribas) dans Peremba, néo-Canal, toutefois, que cette décision s'explique par le fait que l'annonce, la veille, du regroupement de ses activités « embellies » avec le français Canard. Chez Nord-Est, on estimait, jeudi, que cette affaire avait pris un « caractère irréversible », Metal Box ayant signé une promesse d'achat.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP.S.A.	282	282	La gélule du mois	330	332
Amal à Amal	248	248	Long Investissement	279	279
B.A.C.	356	356	Locatix	182	182
B.Danachy & Assoc.	580	580	Morin Immobilier	130	130 10
B.I.C.M.	551	551	Micrologie Interact.	501	501
B.I.P.	551	551	Microservice	138 80	140
Bolton	420	420	M.I.B.M.	610	610
Bolton Technologique	830	830	Milner	220 80	220
Bolton	1020	1020	Nouveaux Décrets	713	713
Châlon de Lyon	1450	1450	Olus-Lapins	220 30	220
Colson	700	700	On. Gen. Fin.	322	322
Cofid	888	888	P.A.S.A.	440	440
C.A.L. de R. C.C.I.	281	281	Prud'homme (C. n. & Fin.)	87	87
C.A.T.C.	120	120	Prudence Assurance	407	407
C.B.M.E.	386	370	Prudent. Héritier	710	710
C.E.S.I.D.	752	752	Rena	1470	1470
C.E.S.P.	220	220	St-Hippolyte	220	220
C.E.P. Comptables	1020	1020	S.C.E.P.M.	220	220
C.E.L. Intermarché	500	500	Ségis	410	410
Claude d'Orléans	570	574	Sama-Médis	522	502
C.R.I.M.	380	380	S.E.P.	1481	1481
Crédit	244	247	S.E.P.A.	237	237
Crédit	350	350	S.M.T. Ségis	875	875
Crédit	511	489	Sigis	312	312
Dalme	172 50	175	T.F.	295	295
Dagblis	1088	1088	Union	165 10	164 10
Dagblis	1100	1100	Union Financ. de Fr.	418	418
Dagblis	605	610	Valeurs de France	338 50	338 50
Dagblis	1008	1008			
Dagblis	111 50	120			
Dagblis	35	34			
Dagblis	220	220			
Dagblis	237 70	238			
Dagblis	520	511			
Dagblis	228	228			
Dagblis	218	218			
Dagblis	98	95			
Dagblis	188	175			
Dagblis	404	404			
Dagblis	308	302			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 27 octobre 1988

Nombre de contrats : 17 365

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Décembre	Mars
		dernier	dernier
Accor	448	85	-
ACE	340	55	4
EN-Agribusiness	328	28	4,90
Lafarge-Coppée	1 400	60	52
Micellin	190	19	3,60
Mit	1 645	79	-
Paribas	480	26,10	43
Peugeot	1 200	70	115
Saint-Cobain	500	24	39
Société générale	480	41	60
Thomson-CSF	280	13,90	22

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 oct. 1988
Nombre de contrats : 56 892

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Dernier	107,20	106,85	106,15
Précédent	106,50	106,15	105,40
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88
104	3,15	3,04	0,05

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,08 F

En baisse ces derniers jours, le dollar s'est légèrement redressé, vendredi 28 octobre, sur toutes les places financières internationales. A Paris, il a ainsi valu 6,08 F (contre 6,0445 F la veille). Pourant, l'activité a été calme. Les cambistes attribuent le redressement du billet vert au facteur technique en fin de mois.

FRANCFORT	27 oct.	28 oct.
Dollar (en DM)	1,775	1,788

TOKYO	27 oct.	28 oct.
Dollar (en yen)	125,90	126,08

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	27 oct.	28 oct.
Paris (28 oct.)	711/6-713/16	
New-York (27 oct.)	81/48-81/16	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)

Valeurs françaises	26 oct.	27 oct.
Valeurs étrangères	136,9	137,4
(SIF, base 100 : 31-12-81)	118,5	118
Indice global CAC	391,3	392,2
(SIF, base 1000 : 31-12-87)	1 474,32	1 479,25
Indice CAC 40	1 474,32	1 479,25
(OMF, base 100 : 31-12-81)	466,34	467,37
Indice OMF 50	466,34	467,37

NEW-YORK (Index Dow Jones)	27 oct.	28 oct.
Industrielles	2 165,18	2 140,83
(Industrielles & Financial Times)	1 582,2	1 582,6
Milieu d'or	166,5	167
Fonds d'Etat	58,74	59,37

Fonds d'Etat	33,74	35,27
TOKYO		
	27 oct.	28 oct.
Nikkei Dow Jones	27 722,92	27 741,34
Indice général ...	2 140,96	2 134,32

e : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER

- 3 Les réactions occidentales, après la visite du chancelier Kohl à Moscou.
- 4 M^{me} Christiane Schriener à la Commission européenne.
- 5 Reprise des négociations sur le Cambodge.
- 6 Israël : les religieux dans la campagne électorale.

POLITIQUE

- 9 La « jeune garde » du RPR à « Questions à domicile ».
- 10 M. Millon élu président du Conseil régional de Rhône-Alpes.

SOCIÉTÉ

- 11 Le programme de M^{me} Michèle André, secrétaire d'État aux droits de la femme.
- Défense : la France et l'Italie coproduiront un aménagement antiaérien.
- 12 Le « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchier.

CULTURE

- 13 Théâtre : reprise de Une visite inopportune, de Copi, et de Fin de partie, de Beckett.
- 14 Communication : le lancement réussi du satellite de télévision TDF 1 : Un entretien avec M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1.

ÉCONOMIE

- 25 Le déficit du régime général de la Sécurité sociale.
- Les résultats du commerce extérieur.
- 27 Le premier vol de l'ATR 72.
- 28-29 Marchés financiers.

SERVICES

- Abonnements 2
- Annonces classées 24
- Carnet 23
- Jeu 18
- Loto 24
- Météorologie 23
- Philatélie 23
- Radio-Télévision 22

TÉLÉMATIQUE

- ENA : les résultats à l'admissibilité externe EXC
- Le mini-journal de la rédaction JOUR
- Gardez un œil sur votre portefeuille BOURSE
- Jouez avec le Monde JEUX
- Une semaine à travers le Monde REP
- 36-15 tapez LEMONDE

En visite à Ajaccio

M. Jospin annonce la création d'un CAPES de corse

Premier des ministres qui doivent se rendre en Corse, dans le cadre de la politique d'apaisement voulue par le gouvernement pour cette région, M. Lionel Jospin n'est pas arrivé les mains vides, jeudi 27 octobre à Ajaccio. Il a notamment annoncé que la possibilité d'étudier la langue corse serait désormais offerte à tous les élèves de l'île.

L'université de Corte, où M. Jospin devait se rendre ce vendredi, va être dotée de nouveaux enseignements, et un CAPES de corse sera créé en 1990. Mais le ministre de l'éducation nationale a aussi souligné que la « corseisation » des emplois d'enseignants, consécutive aux attentats, peut nuire à la qualité de l'école.

Le CCF lance une contre-OPA sur Epéda-Bertrand-Faure

La Société des Bourses françaises a été saisie, vendredi 20 octobre, au début de la matinée, d'une contre-OPA visant les actions et les bons de souscription d'Epéda-Bertrand-Faure, proposition concurrente à l'offre publique d'échange avec soutie déposée par Valeo le 30 septembre dernier. Cette contre-attaque est lancée par GEFina, une société dont le président est M. Pierre Richier, président d'Epéda-Bertrand-Faure. Elle se propose d'acquérir l'intégralité du capital de la firme au prix unitaire de 1 250 F par action et de 600 F par bon de souscription.

Pour réaliser cette opération, GEFina, détenue majoritairement par le groupe Nobel (filiale du CCF), procède actuellement à une augmentation de capital qui fera entrer ses alliés dans la bataille. Il s'agit de la Compagnie du Midi, du Crédit agricole, des AGF, de la Société générale, des Mutuelles générales de France, du Gan, de Michelin et de Peugeot.

Les conflits sociaux

La grève des transports en commun se poursuivait le vendredi 28 octobre à Nantes — où le trafic urbain était totalement paralysé — ainsi qu'à Lyon et à Saint-Etienne.

A EDF, la CGT a appelé pour le 28 octobre à une grève de 11 heures à 15 heures des agents de conduite des centrales, avec des baisses « conséquentes » de la production d'électricité. Un autre appel à une grève de vingt-quatre heures a été lancé par la CGT pour le 3 novembre dans la production thermique.

• Aux PTT, le travail a repris au centre de tri d'Issy-les-Moulineaux, le 27 octobre soir. Dans la soirée, le ministère indiquait que « tous les centres de tri de Paris et de la région parisienne sont débloqués ».

M. Michel Durand invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Durand, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « le Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 30 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien sénateur UDF-radical de la Loire, fondateur de l'Association des démocrates, qui regroupe les anciens membres du gouvernement non socialistes, répondra aux questions d'André Fassinon et de Guy Herzlich, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Catherine Wangin, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzerolle.

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1988 a été tiré à 530 438 exemplaires

PIANOS DAUDÉ

VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC

En location-vente 190 F/mois - 61 mois

LIVRAISON GRATUITE

GARANTIE 10 ANS

LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport

OUVERT LE DIMANCHE

MM. Rocard et Tjibaou invitent les Français à « accompagner » la Nouvelle-Calédonie dans les dix ans qui viennent

RENNES
de notre envoyé spécial

Tout s'est passé si vite que M. Jean-Marie Tjibaou n'a appris que dans l'après-midi du premier ministre qu'il était invité à prendre la parole au meeting organisé par le Parti socialiste, le jeudi 27 octobre à Rennes, pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le président du FLNKS pensait que, comme à la réunion du comité Calédonie-Fraternité, le 24 octobre à Paris, on attendait de lui qu'il soit présent, mais silencieux. Il n'en avait pas moins annulé un autre engagement pour venir à Rennes.

M. Tjibaou a donc improvisé devant les trois mille personnes réunies au palais des sports, qui l'ont chaleureusement ovationné. « N'applaudissez pas trop, a-t-il plaisanté, parce que je vais finir par vouloir rester français ! » Regrettant que M. Jacques Laffont, le président du RPR, n'ait « pas pu se joindre à cette démarche », le dirigeant indépendantiste a rappelé les événements qui avaient conduit à la signature des accords Matignon et Oudinot. « Il a fallu la boucherie d'Ouvéa, a-t-il dit, pour que l'opinion publique s'émeuve et, aussi, pour nous interpellent nous-mêmes. »

« Nous aurions pu aller plus loin », a observé M. Tjibaou, en indiquant les raisons qui pouvaient inciter les indépendantistes à poursuivre sur la voie du conflit : « renforcer leur position localement, s'affirmer davantage sur le plan international. »

M. Rocard a répondu à ces propos : « Mais pour aboutir où ? a-t-il demandé. A la haine raciale. » « Je pense que M. Laffont a fait le même cheminement », a souligné le président du FLNKS. Il a souligné l'importance de la mission de dialogue envoyée en Nouvelle-Calédonie par le premier ministre et qui, a-t-il dit, « nous a un peu secoués, mis au pied du mur ».

Ainsi a-t-on abouti aux négociations, dont le résultat, a rappelé M. Tjibaou, « a été dur à partager avec les militants ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

A Rennes

international. « Mais pour aboutir où ? a-t-il demandé. A la haine raciale. » « Je pense que M. Laffont a fait le même cheminement », a souligné le président du FLNKS. Il a souligné l'importance de la mission de dialogue envoyée en Nouvelle-Calédonie par le premier ministre et qui, a-t-il dit, « nous a un peu secoués, mis au pied du mur ».

Ainsi a-t-on abouti aux négociations, dont le résultat, a rappelé M. Tjibaou, « a été dur à partager avec les militants ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».

« Ce que nous voulions faire après l'indépendance, Michel Rocard nous dit de le faire maintenant, et vous nous accompagnez », a expliqué M. Tjibaou. Réaffirmant la revendication d'indépendance — « que nous gérons seuls », a-t-il dit — le président du FLNKS a affirmé : « La paix ne se décrète pas. Elle se construit. » Il a invité les Français à « accompagner » les Calédoniens pendant la décennie qui va précéder le référendum d'autodétermination, afin, a-t-il dit, « que nous soyons des partenaires pour beaucoup de temps ! ».